



MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE



Mathilde Kempf Armelle Lagadec



# PAYSAGES ET TRANSITIONS RÉPONSES À TRAVERS L'EUROPE

À la rencontre des acteurs qui ont engagé leur territoire dans une nouvelle dynamique à partir de leurs paysages

Mathilde Kempf Armelle Lagadec

## remerciements

Aux membres du Collectif Paysages de l'après-pétrole pour leur confiance, leur participation et contribution active, notamment Régis Ambroise, Marc Benoît, Gaëlle des Déserts, Auréline Doreau, Yves Gorgeu, Yves Hubert, Valérie Kauffmann, Jean-Sébastien Laumond, Odile Marcel, Roberta Pistoni, Jean-Pierre Thibault pour leur mobilisation lors des visites de terrain.

À toutes les personnes qui nous ont accueilli, raconté et fait découvrir leur territoire et leurs actions :

À Anthisnes : Marc Tarabella, bourgmestre d'Anthisnes ; Francis Hourant, échevin de l'aménagement du territoire ; Philippe Gemmel, conseiller en aménagement du territoire et urbanisme à Anthisnes ; Jean-François Pêcheur, directeur du GAL des Condruses. Puis Mireille Deconinck, correspondante pour la mise en œuvre de la Convention européenne du paysage pour la Wallonie et Bernadette Vauchel, présidente de la CCATM d'Anthisnes.

Dans le Bassin minier : Jean-François Caron, maire de Loos-en-Gohelle et Julian Perdrigeat, directeur de cabinet ; Frédéric Kowalski, chargé d'études Patrimoine minier au CPIE Chaîne des Terrils ; Raphaël Alessandri, directeur d'études Aménagement du territoire et planification à la Mission Bassin Minier Nord - Pas-de-Calais ; Clémence Dubois, responsable communication au CD2E ; Marjorie Duchêne, chargée de communication au CERDD.

À Mont-Soleil Mont-Crosin: Patrick Tanner, maire de Saint-Imier; Guillaume Davot, directeur de Jura Bernois Tourisme; Sven Heimo, responsable information, visiteurs et écoles à BKW; Pierre Berger, agriculteur et gérant des visites; Moussia de Watteville, coordinatrice de l'Espace découverte énergie.

Dans le Priorat : Roser Vernet Anguera, coordinatrice de l'association Prioritat ; Jordi Sabaté, maire de La Vilella Baixa et président du conseil comarcal du Priorat ; Marc

Vinyes, maire de La Vilella Alta; Carme Parès et Joan Vaqué, membres de l'association Prioritat; Fernando Miró et Neus Cubells, producteurs d'huile d'olive à Cabacés; Pere Sala, directeur de l'Observatoire catalan du paysage.

À Beckerich : Isabelle Bernard-Lesceux, historienne, coordinatrice de l'ASBL d'Millen de Beckerich, présidente du conseil d'administration du Musée en Piconrue de Bastogne ; Albert Goedert, architecte chez BENG à Esch-sur-Alzette, président de l'ASBL d'Millen ; Thierry Lagoda, maire de Beckerich ; Paul Kauten, ingénieur, directeur des sociétés Energipark Réiden et Eida ; Ingrid Van der Kley, conseillère communale à Beckerich.

À Milan sud : Paola Nella Branduini, enseignante chercheuse au Politecnico di Milano, Département d'architecture, degénie du bâtiment et d'environnement bâti ; Madame Sparla, biologiste fonctionnaire au Parc agricole sud Milan ; Madame Nordio, agricultrice à la Cascina Battivacco ; Piero Garbelli, maire de Zibido San Giacomo ; Gabriella Fontana, coordinatrice au MUSA de Zibido San Giacomo ; l'agriculteur de la Cascina Femegro ; l'agriculteur de la Cascina Tavernasco.

Dans le Vorarlberg : Mario Nussbaumer, technicien à la commune de Langenegg ; Monika Forster, coordinatrice du Vorderwald au sein de l'Institut de l'énergie du Vorarlberg ; Arnold Hirschbühl, ancien maire de la commune de Krumbach ; Josef Burtscher, directeur de l'Institut de l'énergie du Vorarlberg ; les agriculteurs de la ferme Vetterhof à Lustenau ; Bertrand Barrère, accompagnateur et interprète.

À la Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'homme et au bureau des paysages du ministère de la Transition écologique et solidaire pour leur soutien tout au long de l'étude.

L'étude a été menée par le Collectif Paysages de l'aprèspétrole, qui a confié le repérage des expériences, l'organisation des visites de terrain, la réalisation du contenu et de la mise en forme de l'ouvrage à Armelle Lagadec et Mathilde Kempf.

## avant-propos

Qu'il s'agisse des habitudes alimentaires, des façons de se loger, de se déplacer comme de produire les biens nécessaires à la vie de chacun, le défi environnemental dont nos sociétés prennent acte peu à peu appelle un tournant conséquent de nos usages.

Un saisissement, une stupéfaction s'emparent de nos sociétés mises au pied du mur. Le désarroi se lève si les ressources nécessaires à la survie sont destinées à se raréfier, si la construction de la pyramide sociale est à reprendre ainsi que bien des fondamentaux de l'organisation économique telle que nous la concevons actuellement.

Comment accélérer le film de la vie pour accéder au stade suivant d'une évolution sociale indispensable ? Au rythme de nos existences personnelles, le changement semble lent quand les alertes des scientifiques appellent instamment des solutions urgentes. Quel oxygène inventer, quelle lumière faire lever pour que l'air du temps se transforme et avec lui les façons de vivre de chacun ?

La transition appelée est immense, mais le chemin qui s'ouvre plus aisé qu'il ne semble quand on regarde autour de soi pour chercher, là où elles existent, les prémices d'un art de faire en gestation dans nos sociétés. L'étude « Paysages et transitions, réponses à travers l'Europe » propose un tel voyage. Avec un œil prévenu en matière d'établissement humain, elle a repéré dans sept pays européens des expériences témoignant de pratiques, d'engagements et de capacités de consensus qui ont réussi à mettre en place, à différentes échelles, un art de vivre et de faire essentiellement durable.

De façon diverse et dans un déploiement temporel conséquent, des groupes sociaux bien enracinés localement ont su s'engager dans un aménagement de leur cité qui a pris le temps de la réflexion et de la concertation pour mettre au point des solutions socialement acceptables, viables économiquement et soucieuses de prudence environnementale. Diversement situées et organisées, ces expériences et les solutions spatiales qu'elles ont adoptées constituent autant de démarches de paysage car elles sont parties des ressources locales pour inventer une beauté multifonctionnelle, partagée et efficace.

Le paysage y est souvent une devise mobilisatrice qui facilite l'appropriation sociale des opérations belles et justes qui y ont été réalisées. En tant que tel, le paysage apparaît donc, plus fondamentalement, comme un principe de gouvernement et une exigence de civilisation qui gagneraient à être inscrits au fronton des politiques d'aménagement, en particulier dans la période présente où le déclic pour s'engager dans la transition écologique n'est toujours pas en place.

Au cours des millénaires, la vie a inventé une prodigieuse diversité de formes pour répondre aux contraintes évolutives du milieu terrestre et marin. Puisse l'espèce humaine témoigner de façon analogue de l'importante capacité inventive qui pourra engager son histoire sur les voies propres à assurer sa survie et celle d'indispensables valeurs de civilisation.

Odile Marcel, philosophe, présidente du Collectif Paysages de l'après-pétrole

# préface par Paul Delduc

L'Europe est riche de paysages d'une exceptionnelle diversité, qu'ils soient naturels ou façonnés par l'homme. Remarquables ou non, situés en zone naturelle, rurale, urbaine ou périurbaine, ils sont des éléments déterminants de notre cadre de vie et de notre identité. Ils sont garants de notre bien-être et de notre santé. Ils sont la condition d'un art de vivre ensemble. Ils sont aussi, ne l'oublions pas, des gisements précieux d'activités et d'emplois non délocalisables.

Par ailleurs, les paysages sont au cœur d'enjeux majeurs pour les hommes et pour la planète. S'ils ont parfois fait, par le passé, les frais de décisions et de politiques indifférentes à leur sort, il est important aujourd'hui de changer notre regard et de les envisager comme des alliés sur lesquels nous appuyer pour relever des défis essentiels de notre temps : reconquérir un cadre de vie de qualité pour tous, lutter contre les effets du réchauffement climatique, mieux prévenir les risques naturels, freiner l'étalement urbain, encourager une agriculture plus durable, optimiser les sources d'énergie renouvelable disponibles, etc. C'est par une connaissance fine des spécificités paysagères et des potentiels de chaque territoire que nous y parviendrons.

Nos paysages sont aussi les précieux réservoirs de notre biodiversité. Et sa protection est un enjeu crucial : c'est le sens du plan Biodiversité, lancé par le gouvernement le 4 juillet 2018. Cette feuille de route ambitieuse rappelle notamment la nécessité de ménager, au cœur des villes, des espaces naturels. Aujourd'hui, nous avons en effet besoin de lutter contre les îlots de chaleur, de maintenir une faune et une flore diversifiées, de diminuer les risques naturels et de favoriser le bien-être des habitants. En un mot, de construire des espaces plus résilients, mais toujours attractifs et désirables.

Depuis quelques années, le législateur a bien

pris conscience qu'il fallait franchir une étape supplémentaire : passer de la prise en compte des paysages à la formulation d'objectifs en matière de paysage, c'est-à-dire à la formulation d'orientations-cadres définies en concertation avec tous les acteurs du territoire : les élus, les habitants, les associations, les entreprises, les aménageurs, etc.

La transition écologique fournit une occasion formidable pour les territoires de faire émerger des projets largement partagés. S'emparer de cette question, c'est explorer de nouvelles pistes de réflexion, valoriser des ressources et des potentiels inexploités, construire des stratégies locales et expérimenter des modes de gouvernance qui renforcent la cohérence territoriale.

Avec cet ouvrage, le Collectif Paysages de l'aprèspétrole a choisi de mettre en lumière quelques-uns de ces territoires pionniers et exemplaires qui, à travers l'Europe, se sont appuyés sur le lien fort qu'ils entretiennent avec leurs paysages pour faire projet collectivement.

Encore trop peu connue, cette approche de l'aménagement par les paysages, vivement soutenue par le ministère de la Transition écologique et solidaire, est pourtant une approche à la fois originale, innovante et pertinente, à de multiples titres.

Le devenir des paysages étant l'affaire de tous, la démarche paysagère permet de davantage mobiliser les acteurs du territoire, et notamment les acteurs non experts, renforçant ainsi la démocratie participative locale.

Par ailleurs, elle offre l'occasion de redonner de la cohérence entre les différentes politiques sectorielles dans la mesure où celles-ci doivent converger vers un objectif commun, dont le caractère est concret et compréhensible par tous.

Enfin, elle permet d'envisager un territoire dans toutes ses composantes, de faire émerger un véritable projet de territoire, global et ambitieux.

Paul Delduc, directeur général de l'aménagement, du logement et de la nature, ministère de la Transition écologique et solidaire

## préface par Matthieu Calame

Le présent document est un bel objet. Il donne un visage à une communauté d'acteurs investis dans la transition sociale et écologique : élus, entrepreneurs, habitants, tous citoyens engagés dans l'avenir de leur territoire. Ce document est à cette communauté, ce que le paysage est au territoire : sa dimension visible et immédiatement perceptible. Lire un paysage, c'est lire un territoire avec sa nature, ses femmes et ses hommes, leur histoire commune et leur avenir qui s'invente au quotidien. Il était donc logique que les paysages de l'après-pétrole - les papistes ! - en viennent à nous parler non seulement des haies, des alignements, des parcellaires, mais aussi des dynamiques sociales, économiques et politiques qui les constituent.

Logique, mais pas certain. Le temps n'est pas loin - à peine un guart de siècle - où nous était promis un monde plat, voire une dématérialisation d'à peu près tout, y compris notre personnalité que l'on allait pouvoir numériser. Dans un tel monde, le territoire ne signifiait plus grand-chose. Il s'agissait de se connecter à des flux globaux en pleine expansion sans origine ni destination. L'important était le mouvement, pas la destination. Nous étions invités à être de plus en plus mobiles, nomades même. L'espace/temps, si tant est qu'il existait encore, avait perdu toute viscosité, il était rendu de plus en plus pénétrable jusqu'à l'ubiquité : il devenait possible d'être ici et là-bas, ce qui représentait d'ailleurs un intérêt nul tant ici et làbas se ressemblaient. La téléportation instantanée apparaissait comme l'horizon ultime du processus général d'accélération mis en évidence par Hartmut Rosa. En observant les cartes, et les élégantes vues cavalières que les paysagistes produisent, il est intéressant d'analyser cette explosion des moyens de transports, signature paysagère de la grande accélération. Mais les temps ont bien changé. On avait feint d'oublier que cette disparition de l'espace/ temps avait un coût énergétique considérable, d'où

découlait un coût écologique insoutenable, sans parler de son coût social : pour beaucoup de femmes et d'hommes, l'effacement du territoire s'est traduit par un « déracinement » pour reprendre le terme de la philosophe Simone Weil, avec comme conséquences politiques la quête d'une identité fantasmée se substituant à la disparition des territoires réels.

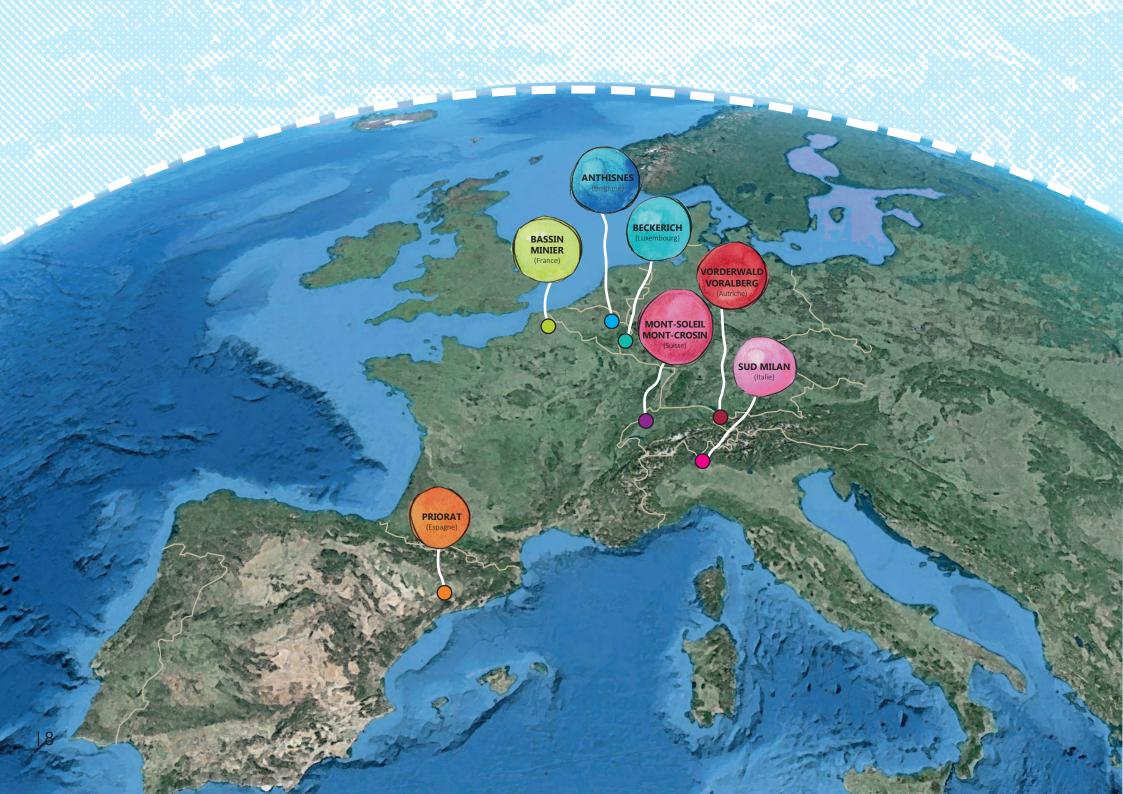
Les territoires sont de retour. Certes, il n'est pas question de revenir à des situations pré-industrielles, mais il est frappant de voir comme les territoires de demain semblent une synthèse entre hier et avant-hier tant ils empruntent (j'ai failli écrire empreint-ent) au monde préindustriel. Ce n'est pas par nostalgie mais simplement parce que les mêmes causes reproduisent les mêmes effets. Une fois passée la gabegie énergétique si caractéristique du XXe siècle, certains points d'équilibres structurels réapparaissent.

Chaque territoire trace sa propre voie. Certes. Mais nous sommes sortis du siècle passé avec une telle phobie de l'esprit de système (les -ismes, capitalisme, communisme, néolibéralisme, etc.) que nous en sommes venus à nous défier de toute théorisation ou généralisation, pour ne célébrer que le particulier voire à l'exagérer jusqu'à former un nouvel isme : le particularisme. Or, sans vouloir dénier à chacun des exemples présentés sa particularité, il n'en ressort pas moins des traits communs. Ces territoires inspirants procèdent tous d'une communauté de projet des acteurs locaux caractérisée à la fois par l'acceptation d'une interdépendance locale – être unis, c'est aussi se rendre dépendants des uns et des autres – et de la construction d'une autonomie administrative. Ces territoires existent parce qu'ils ont une identité politique au sens le plus noble de ce terme. Ils ont des contours administratifs qui ne sont pas des frontières étanches, mais qui délimitent un espace dans lequel

peut se déployer un projet collectif. Parfois ils superposent plusieurs niveaux administratifs appelés à se coordonner. Cette dimension politique garantit la capacité des habitants d'agir collectivement sur leurs espaces. Le territoire n'a donc pas seulement une dimension biologique, une dimension sociale, une dimension spatiale ou économique, il a une dimension politique: des institutions qui, quand elles fonctionnent bien, permettent aux habitants d'être des citoyens et de se mobiliser autour d'un projet commun.

Dans l'indispensable transition énergétique, nous allons avoir besoin d'institutions politiques capables de susciter la mobilisation de tous. En la matière, la centralisation administrative est inefficace, comme le mentionnait Tocqueville « Elle excelle, en un mot, à empêcher, non à faire. Lorsqu'il s'agit de remuer profondément la société, ou de lui imprimer une marche rapide, sa force l'abandonne. Pour peu que ses mesures aient besoin du concours des individus, on est tout surpris alors de la faiblesse de cette immense machine : elle se trouve tout-à-coup réduite à l'impuissance. » La transition écologique va se jouer dans les territoires et va nécessiter une décentralisation administrative afin de leur donner l'autonomie nécessaire pour gagner le concours des individus. Faute de quoi la grande accélération risque fort de finir en grande régression. Le présent ouvrage est donc un éloge à des collectivités locales qui ont su mobiliser les acteurs autour d'un projet commun. En tant que représentant de leur antithèse – une fondation privée! - je tenais à le souligner.

Matthieu Calame, directeur de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme



## sommaire

11	INTRODUCTION
13	<b>ANTHISNES</b> (Belgique) : Une commune rurale qui construit son développement dans la durée, en réseau et en partant des besoins exprimés par les habitants
29	<b>BASSIN MINIER</b> (France) : Un territoire de l'après-charbon qui inverse le regard pour se développer et retrouver une fierté là où la déprise dominait
49	MONT-SOLEIL MONT-CROSIN (Suisse) : Des paysages modifiés par la transition énergétique du territoire, source de partenariats et de nouveaux projets locaux
71	PRIORAT (Espagne): Un territoire oublié qui se reconstruit avec ses habitants, à partir de ses savoir-faire et de ses paysages
91	<b>BECKERICH</b> (Luxembourg) : Une commune rurale qui veut retrouver une autonomie énergétique, s'appuie sur ses patrimoines et coconstruit son développement durable avec les habitants
113	<b>SUD MILAN</b> (Italie) : Un territoire métropolitain qui protège son agriculture, ses paysages, ses patrimoines, et développe une nouvelle économie, une culture partagée et des partenariats avec les citadins
135	<b>VORDERWALD</b> dans le Vorarlberg (Autriche) : Une révolution architecturale et paysagère qui prend de l'ampleur pour mettre en œuvre des transitions à toutes les échelles, sur tous les sujets, avec tous les acteurs
165	REGARDS CROISÉS
177	EXCHANGING VIEWS (GB)

NB : Les études de cas sont classées par ordre de visite ; sauf mention contraire, les photos sont prises par le Collectif Paysages de l'après-pétrole.

## introduction

Le Collectif Paysages de l'après-pétrole (PAP) s'est constitué dans le but de redonner durablement à la question du paysage un rôle central dans les politiques d'aménagement du territoire, dans un contexte de transitions. Ce *think tank* rassemble des praticiens de l'aménagement du territoire (paysagistes, urbanistes, architectes, agronomes, naturalistes, ingénieurs, sociologues, philosophes) convaincus que les démarches paysagères peuvent faciliter un développement durable en mettant en œuvre des projets de transitions énergétique, écologique et sociétale adaptées à chaque territoire.

Entre autres actions, le collectif a souhaité s'ouvrir à des expériences de pays voisins en constituant un corpus de références de territoires engagés dans des démarches de paysages et de transitions énergétiques, écologiques et solidaires. Les enjeux de ces études de cas menées dans différents pays européens sont multiples. Il s'agit de montrer concrètement que les paysages de l'après-pétrole sont une réalité qui répond de façon constructive et opérationnelle à l'urgence des transitions sociétales, énergétiques et écologiques. Les expériences analysées sont mises en œuvre de longue date dans les territoires, elles ont un recul important et peuvent alimenter les initiatives locales ou nationales de développement durable par le paysage. Même si ce sont des projets portés par des militants à une échelle localisée, ils offrent un panel varié mais cohérent de réponses possibles face aux transitions, toujours ancrées dans des paysages spécifiques. Ils démontrent qu'un réseau potentiel de territoires en transition, avec et par le paysage, existe à l'échelle européenne et qu'il est riche des spécificités de chacun et de complémentarités.

La connaissance d'expériences menées dans des territoires aux contextes culturels, historiques, politiques et administratifs différents est éclairante à plusieurs titres. Elle permet de découvrir des pratiques qui sortent des sentiers battus et aide à mieux prendre conscience de la particularité de nos propres façons de faire, parfois mal identifiées car banalisées par l'habitude. Par ailleurs, aller dans un territoire inconnu oblige les acteurs rencontrés à formuler leur projet autrement et à s'interroger sur leurs pratiques au regard des nôtres. Ces échanges contribuent à ouvrir un débat qui prend nécessairement de la distance par rapport aux faits et actions mis en œuvre, il permet de toucher des questions de fond sur les transitions, les paysages, la réalité de terrain et la mise en œuvre au quotidien. Ce terreau fertile aide à bien identifier les facteurs de réussite et les éléments de blocage, il donne des idées et des envies, montre des pistes sans ériger de modèle ni de réponse absolue. Autant d'étapes indispensables pour ensuite imaginer de nouvelles modalités d'actions efficaces et réalistes, chacun depuis sa place.

Sept expériences dans sept pays différents ont été sélectionnées, visitées avec plusieurs membres du collectif, analysées et mises en perspective. Un référentiel de lecture d'expériences de territoires a été constitué en amont et collégialement, à partir du manifeste qui établit les positionnements de PAP. Cet outil a permis de poser les critères techniques de sélection des territoires à observer pour ne retenir que des cas qui apportent une réelle plus-value aux questions de paysages et de transitions durables. Il a également été utilisé plus largement pour d'autres actions du Collectif PAP telles que la création de l'exposition « Des paysages pour demain - 15 expériences pour construire les transitions » ou du module paysage du jeu « Destination Tepos ».

Au-delà du référentiel, d'autres critères ont été appliqués pour sélectionner les expériences, notamment : être réalisées, pouvoir nous accueillir, faire l'objet de regard critique par ses acteurs, se poursuivre sur le terrain dans la durée, montrer une évolution significative

avant / après, avoir engagé une transition à partir des ressources physiques et humaines du territoire, avec modestie et frugalité. Le panel de territoires analysés devait aussi refléter des réalités très différentes, de façon à couvrir des configurations de territoires et de porteurs de projets contrastés. Ainsi, certains territoires sont ruraux, d'autres périurbains ou métropolitains ; ils peuvent concerner une commune, une intercommunalité, une région, un groupement volontaire de collectivités et d'acteurs locaux autour d'un paysage identitaire ; les porteurs de projets et les initiateurs sont des collectivités, des entreprises privées, la société civile ou un partenariat de ces différents acteurs ; certaines expériences sont déjà médiatisées et reconnues, d'autres beaucoup plus discrètes. Toutes n'ont pas été construites autour d'une démarche paysagère mais elles partagent un souci des paysages, qui jouent un rôle majeur dans le processus de transitions.

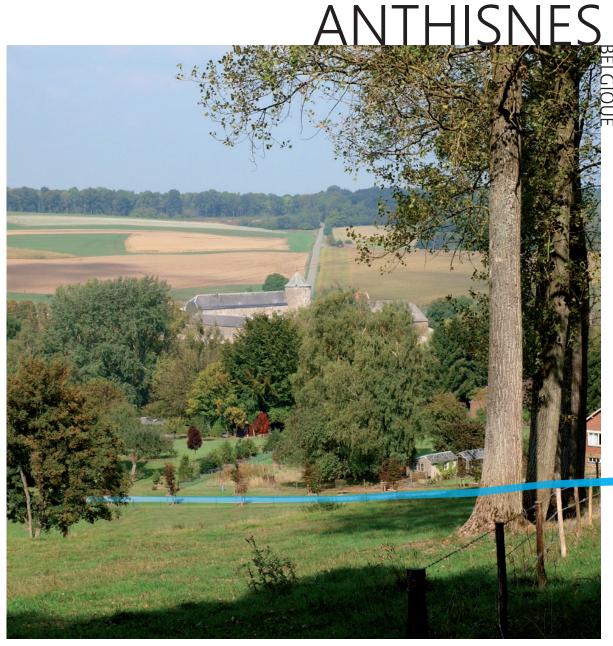
Chaque cas est passé au crible de certains éléments importants pour la définition des paysages de l'après-pétrole : un urbanisme soucieux des territoires et du bien vivre, les économies et les innovations énergétiques, la mise en œuvre de l'agroécologie. L'association et l'implication des habitants, ainsi que la notion de progrès social, traversent l'ensemble de ces sujets. Les thèmes et problématiques abordés émergent des actions mises en œuvre dans un territoire particulier mais peuvent intéresser tous les pays européens.

Chaque cas est présenté à partir du recueil de témoignages et d'impressions sur le terrain, avec des éléments d'informations et de documentations complémentaires. Des blocs diagrammes schématiques introductifs montrent l'évolution des paysages du territoire à partir d'une situation « avant-pétrole », puis de l'ère du « pétrole » et de l'« après-pétrole », de façon à entrer dans le territoire par un outil visuel et parlant. Une narration illustrée restitue ensuite les histoires de chaque situation en s'intéressant aux déclencheurs du processus de transformation, aux résultats obtenus, aux changements dans les modes de vie et les paysages, sans masquer les difficultés rencontrées. Puis chaque cas est analysé de façon à faire émerger les éléments de méthode reproductibles et potentiellement inspirants. Enfin, des regards croisés portés sur les sept expériences mettent en perspective les éléments les plus significatifs en matière de prise en compte des paysages pour conduire les transitions. Cette prise de recul finale s'appuie également sur l'échange entre les sept territoires concernés à l'occasion des rencontres européennes organisées par le Collectif PAP au Musée du Louvre-Lens, dans le Bassin minier en décembre 2018, « Territoires de l'après-pétrole : l'atout du paysage ». Ce colloque a en effet réuni des représentants des sept territoires analysés afin de leur donner une opportunité de croiser leurs expériences en direct et d'interagir avec d'autres territoires et experts français. Des actes de ce colloque sont également disponibles auprès du Collectif PAP.

Nous vous souhaitons une bonne lecture et un voyage agréable dans ces territoires modestes mais exceptionnels!

Mathilde Kempf & Armelle Lagadec, Collectif Paysages de l'après-pétrole

Une commune rurale qui construit son développement dans la durée, en réseau et en partant des besoins exprimés par les habitants



Aujourd'hui nous partons dans la commune d'Anthisnes, située aux limites du Condroz et de l'Ardenne liégeoise, dans la Province de Liège, en Wallonie, en Belgique.



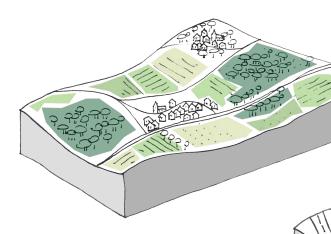


Propos
et informations
recueillis à l'occasion d'une
journée sur le terrain le 10 février
2017, auprès de Marc Tarabella,
bourgmestre d'Anthisnes; Francis Hourant,
échevin de l'aménagement du territoire;
Philippe Gemmel, conseiller en aménagement
du territoire et urbanisme à Anthisnes; JeanFrançois Pêcheur, directeur du GAL des Condruses.
Ces éléments ont été complétés par une
rencontre avec Mireille Deconinck,
correspondante pour la mise en œuvre de la
Convention européenne du paysage pour
la Wallonie, et un échange téléphonique
avec Bernadette Vauchel,
présidente de la CCATM
d'Anthisnes.

## ÉVOLUTION SCHÉMATIQUE DES PAYSAGES À ANTHISNES

Pétrole

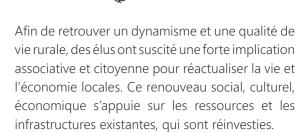
#### Avant pétrole



Un territoire vallonné, rural et forestier, habité, cultivé et exploité de longue date, très actif au moyen-âge, avec un réseau de villages et de bourgs.

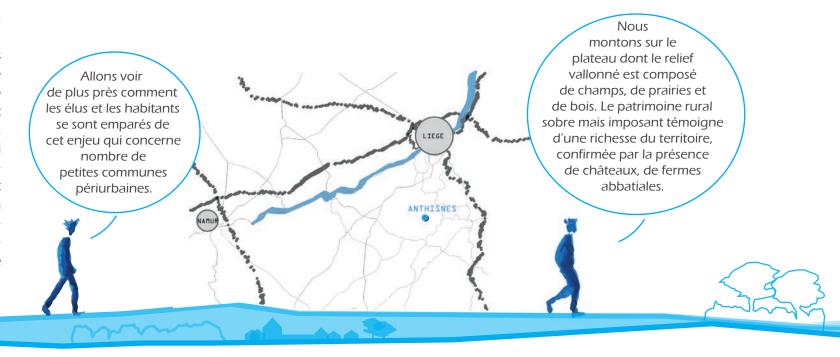
Le développement important de l'agglomération liégeoise et des autoroutes impacte la vie et l'économie locales, comme dans la majorité des communes périurbaines. La fonction résidentielle domine, l'économie agricole diminue, les commerces et les services se déplacent vers les villes. Malgré la proximité avec Liège, la position de la commune sur un plateau protège Anthisnes, qui préserve sa structure urbaine et patrimoniale.

Après pétrole



## UN MILIEU RURAL SOUS PRESSION PÉRIURBAINE

Anthisnes est une commune rurale >1 < sous influence urbaine, située à une vingtaine de minutes de la ville de Liège dont l'aire métropolitaine compte près de 600 000 habitants. Anthisnes est limitrophe à cette zone urbaine. Entre le grand axe autoroutier qui relie Namur et Liège, la vallée touristique du méandre de l'Ourthe et les pressions de l'agglomération toute proche, il n'est pas forcément facile de maintenir une qualité de vie et de cadre de vie, ni de préserver ses spécificités rurales.



#### -Éclairage-

#### >1.<

#### Les communes en Belgique

Entre 1975 et 1983, les 2 359 communes belges ont fusionné pour n'avoir que 589 entités administratives, dont 262 en Wallonie. Anthisnes s'étend sur 37 km², elle est le regroupement de quatre communes (Hody, Tavier, Villers-aux-Tours et Anthisnes) et comprend 17 hameaux. Elle compte 4 100 habitants en 2015.

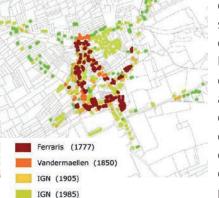




Programme paysage du Pays des Condruses, analyse évolutive, Gal Pays des Condruses

#### Évolution urbanistique par habitat

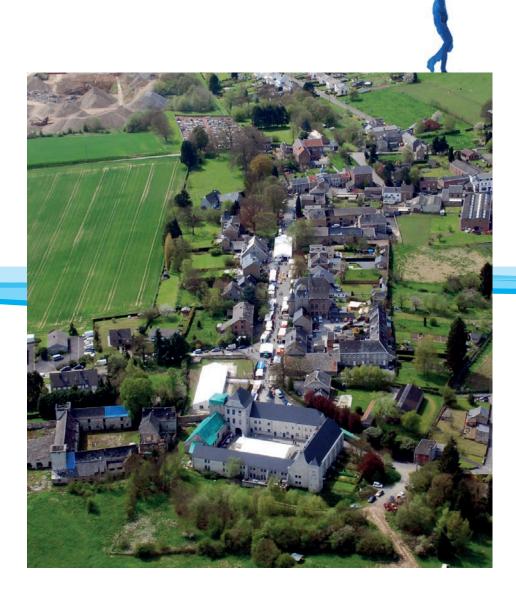
IGN (2005)



Quelques constructions récentes s'insèrent entre deux fermes mais le plus souvent elles s'égrènent le long des routes, comme partout, étirant le noyau villageois dans le paysage. L'homogénéité des matériaux et de leurs couleurs (brique, pierre, toitures sombres...) ainsi qu'un traitement simple des clôtures et des plantations gomment un peu la rupture entre la densité des centres villageois anciens et le grignotage des terres agricoles par les constructions récentes, plus soucieuses de profiter du paysage que de créer une continuité avec ce qui est déjà là.

# LE PATRIMOINE BÂTI ET LA REVITALISATION URBAINE COMME FILS

Ce n'est pas le clocher du village qui émerge de la silhouette d'Anthisnes, mais une grue. Le chantier bat son plein, un projet d'envergure se construit. Il s'agit du déplacement de la maison communale (la mairie), du CPAS (Centre public d'action sociale) et de la recette communale dans la ferme d'Omalius, majestueuse mais en ruine. Le projet s'accompagne de la création de logements dans le bâti existant et de logements neufs à proximité. L'école, qui héberge actuellement les services communaux pourra se développer et accueillir les élèves dans de meilleures conditions. Ce projet illustre bien le principe qui quide la municipalité depuis plus de vingt ans : s'appuyer sur le patrimoine structurant du village pour retrouver une intensité d'usages dans les cœurs de bourg et recréer une dynamique économique et sociale dans les pôles centraux.



La réutilisation du patrimoine bâti un aspect fondamental de la stratégie d'aménagement de la commune. Elle avait déjà favorisé la reconversion en logements sociaux de plusieurs fermes qui avaient perdu leur usage agricole: la ferme Saint-Laurent, créée au Xe siècle puis fortement remaniée au XVIIe siècle >2<, un autre bâtiment rural plus modeste >3<... Cette politique de création de logements sociaux dans le patrimoine existant permet de donner une impulsion pour la transformation du bâti vacant, montrer l'exemple, conforter la population dans le centre et valoriser ses habitants qui vivent dans des ensembles architecturaux exceptionnels, convertis avec soin et qualité. Le pouvoir public redonne un sens positif au patrimoine, qui n'est plus seulement un témoin encombrant de l'histoire ou en ruine, mais un support de lien et de valorisation sociale et paysagère, des dimensions concrètes que le citoyen s'approprie facilement.

>2<

# Des logements sociaux dans un cadre majestueux

La ferme à cour carrée Saint-Laurent était en activité jusqu'en 1977. Dix-neuf logements sociaux y ont été créés avec l'appui de la Société wallonne du logement, dans le cadre du programme de développement rural mené par la commune. La cour centrale reste piétonne et ouverte au public, favorisant l'ouverture sur la commune et les contacts. Le projet, imaginé en 1992, a été livré en 2002 et a permis d'accueillir des habitants avec des profils très variés (familles, personnes seules, niveaux de revenus différents...), dans une volonté affirmée de mixité sociale.

Cette initiative a fait des émules en Wallonie. Depuis, de nombreuses réaffectations de patrimoine bâti agricole désaffecté ont vu le jour, permettant la création de logements sociaux de qualité, en cœur de village, sans consommer le moindre mètre carré de terre non bâtie.



Ainsi, l'opportunité de l'arrivée d'une petite surface Spar (membre du groupe Colruyt) a été saisie par les élus pour travailler ensemble sur sa localisation, de façon à ce qu'elle renforce le maillage économique de proximité en étant connectée au centre villageois, alors qu'une implantation plus excentrée aurait seulement accéléré la fermeture des commerces encore présents. Le choix de son positionnement dans la commune a été réfléchi en tenant compte des flux à plus grande échelle. Le bâtiment et les parkings ont été pensés pour s'inscrire dans la trame urbaine. À l'origine, le projet prévoyait classiquement de mettre un vaste parking au contact de la rue et de reculer le bâtiment en fond de parcelle. Ce dispositif banal n'aurait créé aucune qualité d'es-

pace urbain, la voiture serait devenue prioritaire sur les piétons, et les paysages banalisés. Les élus et leurs équipes techniques, en concertation avec la Direction de l'urbanisme Liège II, ont réussi à faire évoluer le projet pour que l'implantation du bâtiment soit en continuité avec les autres constructions de la rue et que le parking soit placé sur le côté, en contact visuel avec les espaces agricoles.

Dès son ouverture en 2013, le supermarché a réalisé en quelques semaines le chiffre d'affaires hebdomadaire attendu après deux ans d'activités! Ce service, qui répondait à une forte attente sociale car il n'y avait plus d'épicerie ni de boucherie dans le village, profite également à un magasin de bricolage et de petit électroménager d'environ 800 m² (le « stock

américain ») et à la pharmacie, deux commerces qui voyaient leur clientèle s'amenuiser depuis la disparition de la boulangerie et du café-restaurant en 2006. Vers 2005, la commune a commencé par investir l'Avouerie, une tour médiévale exceptionnelle située en plein centre, pour y développer progressivement des activités culturelles (concerts, expositions...), touristiques (syndicat d'initiative, musée de la bière et du peket, visites architecturales...) et y installer la maison des associations, une épicerie de produits locaux, des salles à louer. Parallèlement, elle a cherché à favoriser les projets de boulangerie, de centrale de repassage ou de bistrot en insistant sur le fait que l'installation du Spar, dont la négociation avait commencée dès 2008, allait créer un nouveau dynamisme.

Outre la

sauvegarde et la

reconversion d'un patri-

moine par des projets architec-

turaux ambitieux, ces bâtiments

avaient l'avantage de se situer au centre du bourg. Cette stratégie de

renforcement de l'armature urbaine

du village s'accompagne d'une ac-

tion auprès des commerces, dont

la situation est parfois précaire

en milieu rural.

La tendance à la déprise s'est clairement inversée, avec du passage, une dynamique économique de proximité, des liens sociaux renforcés qui font vivre le cœur du village.

-Réalisation-





Une architecture contemporaine de qualité pour des logements

de qualité pour des logements sociaux

Le fonds du logement des familles nombreuses a créé huit logements sociaux dans une ancienne ferme à l'abandon idéalement située dans le village. Les logements ouvrent sur une cour commune, ils ont tous une entrée indépendante et un espace extérieur privatif de plain-pied pour les habitations situées au rez-de-chaussée, ou en terrasse pour ceux des étages. Le respect du patrimoine bâti s'accompagne d'une audace architecturale rare dans ce type de réalisations.



Pour structurer et encadrer les projets du territoire, les élus ont construit un PCDR (Programme communal de développement rural) > 4 <, un outil d'aménagement proposé par la Wallonie et accompagné par la FRW (Fondation rurale de Wallonie). Cette démarche engagée dès 1995 permet d'accéder à des subventions pour réaliser des projets et asseoir la stratégie de développement portée par les élus, avec une forte dynamique participative.





-Éclairage

Ce raisonnement est démultiplié sur l'ensemble des villages qui composent la commune, avec une répartition des fonctions selon leur taille, leur accessibilité et leur configuration, les villages n'ont pas tous vocation à se développer de façon similaire. Anthisnes, l'entité la plus importante en nombre d'habitants, accueille dans son centre l'essentiel des

activités commerciales et des services. La présence publique est également forte dans chacun des villages : la crèche se trouve à Vien, la bibliothèque (à laquelle est inscrite plus de 20 % de la population) et le bureau de police sont installés à Hody, une maison de l'enfance est ouverte à Tavier, Limont et Villers-le-Tour ont leur école et leur garderie, etc.

>4<

### Le PCDR, un outil de développement rural porté par la Wallonie

Une Opération de développement rural (ODR) consiste en un ensemble coordonné d'actions de développement, d'aménagement et de réaménagement entreprises ou conduites en milieu rural par une commune, dans le but de sa revitalisation et de sa restauration, dans le respect de ses caractères propres et de manière à améliorer les conditions de vie de ses habitants au point de vue économique, social et culturel.

L'élaboration d'un PCDR repose sur une approche transversale visant à déterminer les grandes lignes de développement de la commune, démontrer leur cohérence et assurer leur développement durable. Les thématiques du PCDR concernent l'agriculture, l'économie et le tourisme, la culture et la vie associative, le social et l'emploi, l'environnement, l'aménagement du territoire (habitat, équipements, patrimoine, espaces publics). Il s'articule autour d'une participation active de la population, notamment via des consultations régulières des habitants et une Commission locale de développement rural (CLDR), organe consultatif à la disposition de la commune, qui aide à cerner les besoins de la population pour dresser les objectifs, les axes directeurs et le cadre des projets.

### DES CITOYENS INVITÉS À S'IMPLIQUER DANS LES PROJETS

À Anthisnes, la particicitoyenne se pation construit à plusieurs niveaux. La collectivité a souhaité débuter son action de développement rural il y a plus de vingt ans par une concertation forte avec les habitants, les professionnels, les associations locales... Ainsi, dès la mise en place du Collège communal, qui rassemble le bourgmestre (maire), les trois échevins (adjoints) et la présidente du CPAS, de nombreuses petites actions se sont immédiatement concrétisées, avec réactivité et sans investissement financier lourd. Ces actions symboliques de mises en relation et de rencontres d'acteurs permettent de trouver des solutions simples, peu coûteuses et responsabilisantes, à travers l'espace de dialogue qui est proposé par les élus.

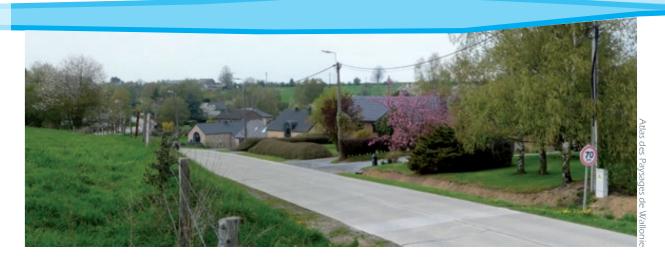
Sous cette impulsion, de nombreuses initiatives se croisent, le plus souvent portées par des habitants et des associations. La collectivité joue le rôle du facilitateur, elle est aux côtés des porteurs de projets sans se substituer aux énergies locales. Cet appui peut se traduire par une aide organisationnelle, une subvention qui permet d'enclencher un mouvement et qui disparaît quand la dynamique est suffisamment solide pour trouver d'autres soutiens et être autonome. Cette posture réactive face aux demandes qui émanent des habitants génère une incroyable diversité d'initiatives, qui s'installent dans la durée.

Un groupe

« Anthisnes en transition »
s'est créé autour des questions
d'énergie et d'alimentation durable;
un repair-café est en cours de lancement; on peut suivre des cours de danse,
de bricolage, de digeridoo, de couture (qui
a dû être démultiplié pour cause de succès);
le festival Les Anthinoises fête ses dix ans
en 2018, il regroupe des centaines de
bénévoles et accueille 15 000 à 20 000
visiteurs tous les deux ans autour
de la musique celtique, en lien
avec la Bretagne.

Des
balades nature
sont régulièrement proposées; des arbres, arbustes
ou fruitiers sont distribués dans le
cadre d'une opération de plantation
de haies avec des essences ciblées
et adaptées au paysage et au climat
local; 62 kilomètres de sentiers ont
été balisés; les créateurs locaux
ouvrent leurs portes à l'occasion d'un parcours
d'artistes.





## UN ACCOMPAGNEMENT DES PROJETS PAR LA DISCUSSION

Le territoire, plutôt dynamique en terme d'emploi grâce à la proximité de Liège et la présence d'un hôpital universitaire à dix kilomètres, voit se développer de nombreux projets privés de constructions et de rénovations. Pour conforter son projet de développement rural, la commune a créé une CCATM (Commission consultative communale d'aménagement du territoire et de mobilité), qui donne aux élus un outil d'accompagnement des pétitionnaires avec une forte dimension participative et ouvre le droit au financement d'un poste de CATU (Conseiller en aménagement) du territoire et urbanisme).

>5<





#### -Éclairage-

#### >5<

#### La négociation plutôt que la règle

En Wallonie, le document d'urbanisme local n'est pas la norme et reste le fruit d'une démarche volontaire. Un plan de secteur régional créé dans les années 1970, à caractère réglementaire, fixe la destination de chaque mètre carré de terrain. Ce plan, toujours d'actualité, ne peut être modifié que par un changement de loi. Le classement de certains sites ou bâtiments est également un outil réglementaire pour protéger des bâtiments, des sites, des vues.

Plutôt qu'ajouter des contraintes réglementaires supplémentaires, de nombreuses communes préfèrent développer des outils de sensibilisation, de médiation et d'argumentation pour accompagner les porteurs de projets et faire évoluer les mentalités et les réalisations dans une direction plus qualitative.

La CCATM est composée d'habitants volontaires, représentatifs de la répartition socio-économique et géographique de la population. Elle est sollicitée par le Collège communal pour donner un avis sur les permis de bâtir d'urbanisme (permis de construire) et d'urbanisation (permis d'aménager) qui lui sont soumis, notamment les plus complexes ou sensibles d'un point de vue qualitatif et paysager. Cet avis ne s'impose pas réglementairement mais donne une force et un argumentaire qui permet de nourrir les

échanges avec le porteur de projet et son maître d'œuvre, éventuellement le juge dans le cadre d'un recours.

La CCATM d'Anthisnes a également construit une méthode d'évaluation des projets qui permet de resituer les propositions de constructions dans le contexte plus global de la commune, dans une vision d'intérêt général et de développement durable. > L <

Outre cette vocation d'appui à l'instruction de certains permis, elle cherche à développer la sensibilisation et la formation des élus et des habitants sur l'aménagement en milieu rural, la prise en compte des paysages et le développement durable. Ainsi, elle prend l'initiative de temps d'échanges citoyens, de réunions d'informations sur des thématiques qui lui paraissent importantes telles que l'adaptation du concept d'écoquartier au milieu rural.

## -Réalisation-

#### Des critères d'évaluation des projets d'architecture et d'urbanisme

Six critères ont été définis par la CCATM d'Anthisnes pour faciliter l'évaluation et la prise de décision sur les projets de permis :

- la gestion parcimonieuse du sol, la densité, la taille des parcelles;
- la localisation par rapport aux noyaux d'habitat existant, mettant l'accent sur le principe de centralité;
- la mobilité et l'accessibilité par rapport aux modes de déplacement (voiture, transports en commun, modes doux...);
- la confrontation des choix architecturaux avec le bâti environnant:
- la prise en compte de l'espace public, son articulation avec les espaces privatifs, le lien social;
- l'impact des projets dans le grand paysage (matériaux, couleurs, volumétries...).

L'outil de processus participatif citoyen peut véritablement améliorer la qualité des projets qui lui sont soumis car il place le dialogue et la négociation au cœur de l'instruction.







Ce résultat implique une conviction et un investissement très importants de la part des élus et des chargés de mission communaux. Chaque projet est discuté, négocié, argumenté. C'est le dialogue qui fixe les conditions de l'architecture et de l'urbanisme. non pas une règle rigide et chiffrée. Cette posture permet de nombreuses ouvertures et capacités d'innovation lorsque l'équipe élue est volontaire, formée et motivée. Peut-être est-elle plus difficile à tenir si ces conditions ne sont pas réunies car aucun document réglementaire local ne vient étayer ces principes de développement ? C'est pourquoi la dimension supracommunale peut aider et apporter des outils d'action, de décision et de négociation complémen-

taires.

À Anthisnes, les plus petits projets tels que les maisons individuelles ou les transformations du bâti existant ne sont pas accompagnés par la CCATM. Pourtant, de nombreux projets récents suivent ses critères d'évaluation : les constructions neuves tiennent compte du bâti environnant et du paysage urbain; elles respectent les reculs ou les alignements qui définissent la rue ; s'adaptent à la topographie; ont des abords de qualité, accordés avec le contexte rural, ouverts sur l'espace public; mettent en œuvre des matériaux qui s'harmonisent avec le paysage bâti ; les volumétries simples n'empêchent pas la création plus contemporaine.

La cohérence et le respect des structures rurales et patrimoniales se ressentent fortement.



### UN BESOIN DE COOPÉRATION SUPRACOMMUNALE

Le dynamisme économique, l'accueil d'habitants, mais aussi la santé, la mobilité, la protection des terres agricoles, la production alimentaire et énergétique, la gestion parcimonieuse des ressources... sont des problématiques fortes pour les collectivités. Le besoin de construire un projet de territoire partagé, de mutualiser des politiques, des moyens et des actions > 7 < s'est traduit ici par la création d'un groupe d'action local en 2008, le GAL Pays des Condruses, qui réunit sept communes rurales et compte 28 650 habitants. Ce dispositif s'inscrit dans la politique européenne Leader et donne des moyens d'ingénierie et d'intervention sur la base d'un programme d'action renouvelé réaulièrement.

Le GAL réunit des forces vives publiques et privées, sur base volontaire : des représentants des sept communes et des secteurs touristique, agricole, environnemental, culturel, économique, patrimoine, recherche... Il ouvre un lieu de réflexion, d'échanges et d'impulsion, ses actions peuvent compléter celles des communes ou intervenir dans des domaines qui leur échappent.

Le GAL Pays des Condruses a adopté dès sa constitution une démarche de travail proche de celle d'Anthisnes : commencer très vite par de petits projets faciles à mettre en œuvre, qui répondent aux besoins des citoyens et qui montrent rapidement l'utilité et la réactivité de la structure, pour ensuite pérenniser le projet s'il fait ses preuves sur le terrain, dans un principe d'économie sociale et solidaire. Cette méthode montre la plus-value apportée par le GAL, facilite une meilleure appropriation par les différents conseils communaux impliqués dans la définition du diagnostic, des stratégies et des actions.

Condruses

\_Réalisation-

>&<

# Un TaxiCondruses pour faciliter la mobilité

Une offre de taxi à la demande permet de rejoindre les marchés, les services, les commerces avec un principe d'utilisation simple, qui connaît un réel succès auprès des habitants. Le véhicule, reconnaissable par son logo donne également une visibilité de l'action du GAL dans le territoire. Ce projet, impulsé par le GAL, fonctionne désormais sans financement européen. Dans un souci de cohérence et de continuité, le GAL maintient le suivi et l'animation de cette action.

-Éclairage-

>7<

# Des intercommunalités de gestion plus que de projet

Il n'existe pas en Belgique d'intercommunalité au sens où nous l'entendons en France avec les communautés de communes, communautés urbaines ou d'agglomération. Les intercommunales belges sont des entreprises publiques créées par des communes afin d'accomplir des missions de service public d'intérêt communal, par exemple pour la collecte des déchets, le traitement des eaux usées, la distribution d'eau, de gaz et d'électricité, la télédistribution. Un projet de territoire supracommunal relève alors d'une démarche volontaire de la part des communes, sans lien avec un échelon administratif défini.

Une des premières actions a porté sur le transport social, dont l'utilité est évidente en milieu rural. > 4 <

L'agriculture, croisée avec la production énergétique et alimentaire, est également une thématique importante. Elle souffre, comme souvent en milieu rural, d'une baisse régulière du nombre d'agriculteurs et d'une fragilité croissante des petites exploitations. Pour enrayer ce mouvement, le GAL appuie la mise en place de circuits courts avec les agriculteurs pour la distribution de produits locaux, de repas bios et locaux dans les cantines scolaires, un projet de halle relais agricole, le développement de la biométhanisation...

## UN ACCOMPAGNEMENT DES PROJETS PAR LA DISCUSSION

Les actions partent d'initiatives locales, que le GAL développe et conforte. La commune d'Anthisnes était active de longue date en matière d'agriculture, notamment par un soutien à l'élevage, au maraîchage ou à l'agriculture biologique. Elle attribue par exemple quelques hectares de terrains communaux aux paysans dont l'économie est plus fragile parce qu'ils ont de petites surfaces et des besoins importants en main d'œuvre. D'autres communes sont également engagées dans des actions avec des agriculteurs, et le GAL a naturellement investi ces thématiques fondamentales dans l'équilibre économique, environnemental et paysager du territoire.

Il existe des articulations similaires entre les échelles communales et supracommunales sur la biodiversité, les prairies fleuries, la perméabilité des sols des parkings, la qualité de l'eau... Le GAL a par exemple conseillé et aidé au montage de certains projets de traitement des eaux car la moitié du territoire avait un assainissement individuel, mais les communes ne disposaient pas de la compétence pour agir dans ce domaine et l'intercommunale travaillait seulement sur l'épuration collective.

POLEC est un ambitieux programme sur l'énergie qui démarre, avec l'engagement de baisser de 40 % des émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2030. Il va mettre l'accent sur la rénovation énergétique des bâtiments et des logements publics et privés. Le GAL accompagnera les collectivités et impliquera les habitants pour qu'ils s'initient à l'autorénovation des toitures, qu'ils sachent introduire les dossiers de primes.

Une démarche sur le paysage avait commencé mais n'a pas été reprise dans la nouvelle programmation, malgré un intérêt évident dans le cadre du projet de territoire et une bonne appropriation par les citoyens. La chargée de mission n'ayant pas été maintenue. l'animation s'est arrêtée et la thématique n'a pas pu trouver de suites.

Pour éviter ces ruptures au fil des programmations et maintenir une continuité des actions, le GAL attache une grande importance aux partenariats avec les acteurs en présence, mais cherche aussi à construire des projets de coopération avec d'autres GAL wallons, par exemple sur les haies et l'agroforesterie. Ainsi la démarche de mutualisation et de travail en réseau se poursuit à d'autres échelles.

Avant de quitter Anthisnes, il serait dommage d'omettre un aspect fondamental, ressenti lors des rencontres: une écoute et une disponibilité généreuses, mais aussi un enthousiasme à relier et donner du sens à des initiatives parfois isolées, à construire ces projets, les voir se transformer, grandir, évoluer, être partagés. Prendre du plaisir, indépendamment de la complexité des projets, voilà une idée qui ne figure pas dans les manuels mais qui pourrait bien être une clef de réussite!





## CONDITIONS DE RÉUSSITE - PRISE DE RECUL

Voilà une belle visite, agréable et conviviale. Tout a l'air de couler de source, de façon simpleet évidente!

modestie ne doit pas cacher la complexité. Le bon sens apparent demande un énorme investissement en temps, conviction, écoute, accompagnement de la part des élus et des chargés de mission. Ils sont tous très engagés.

Cette

cet engagement et la permanence des acteurs dans la durée qui permettent d'aller loin et de construire des actions qui se mettent à faire système. Un mandat électoral ne peut pas suffire à réaliser pareille entreprise, ni une ingénierie locale toujours différente.

C'est

Tout cela interroge quand même un peu l'aspect démocratique et le partage du pouvoir. Une équation complexe car le temps donné à la décision, à l'action puis à la démultiplication est forcément long. Pour voir loin, il ne faut pas être pressé par des échéances trop courtes

> En plus, emmener les citoyens pour qu'ils s'impliquent demande beaucoup de temps. Ils doivent se sentir directement concernés et avoir envie d'agir. C'est un changement

de culture !





## Ressources et informations complémentaires



- Site de la commune d'Anthisnes : http://www.anthisnes.beSite du GAL des Condruses : http://www.galcondruses.be
- Atlas des paysages du plateau condrusien N°3 :

http://cpdt.wallonie.be/publications/atlas-des-paysages-de-wallonie/atlas-des-paysages-de-wallonie-3

Un territoire de l'après-charbon qui inverse le regard pour se développer et retrouver une fierté là où la déprise dominait

BASSIN MINIER

Je vous propose de partir dans le Bassin minier, un important territoire au nord de la Région Hautsde-France, souvent réduit (à tort !) à son passé industriel minier.

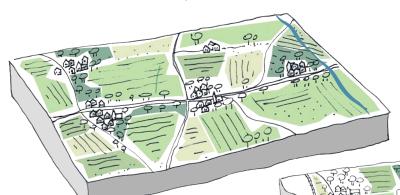


Bassin minier



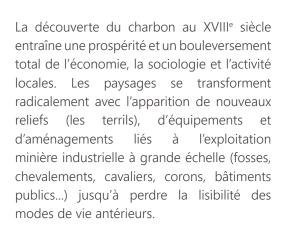
## ÉVOLUTION SCHÉMATIQUE DES PAYSAGES DANS LE BASSIN MINIER

#### Avant pétrole



Un territoire de plaine avec une présence importante de l'eau et une bonne qualité de sols, propice à la fois à l'agriculture nourricière et commerciale. Les petits bourgs développent également une importante activité textile et architecturale au moyen-âge.

Pétrole

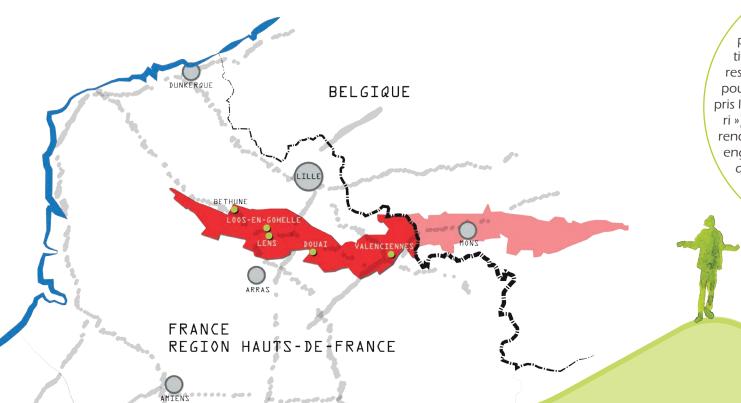


Après pétrole



L'effondrement de l'activité minière laisse le territoire dans un état d'abandon humain, économique et paysager. Le changement de regard et la volonté d'un élu qui a su s'entourer et s'appuyer sur les énergies locales inverse la tendance pour retrouver dynamisme, activité et fierté à partir des paysages hérités. Le territoire devient un véritable laboratoire de la troisième révolution industrielle.

# UN REGARD PORTÉ DE L'AUTRE CÔTÉ DU MIROIR



II nous a semblé que monter sur un point haut pour voir le paysage dans son ensemble, identifier les éléments qui le composent, ressentir les lieux était une bonne idée pour démarrer. Nous avons donc entrepris la montée d'un terril (prononcez « terri »). Chaque personne que nous avons rencontrée a presque systématiquement engagé les échanges avec cette même question : « Vous êtes monté sur le terril? » C'était donc un point de passage obligé.

Les clichés ont la vie dure et doivent être bousculés, l'exemple de Loos-en-Gohelle et du territoire du Bassin minier en est une preuve. Pourtant, difficile d'ignorer le brouillard, tenace et humide! Tout est blanc et cotonneux, même les sons sont atténués. Comble de malchance ou d'ironie, les fameux terrils ont disparu et sont devenus invisibles. Ces points de mire et de repère familiers ont été enlevés du paysage par le climat, qui les a gommés d'un coup de brouillard, comme pour revenir au

passé pré-industriel du territoire ! Clin d'œil malicieux, on croit reconnaître dans les ombres fantomatiques qui apparaissent au fil de notre marche des reflets dans la façade du nouveau Louvre-Lens construit à deux pas.

Grâce au brouillard, les pyramides noires des terrils sont devenues aussi diaphanes que ce prestigieux musée. Une preuve que le regard et l'appréhension d'un lieu peuvent changer du tout au tout en quelques instants.



Une facade du Louvres-Lens

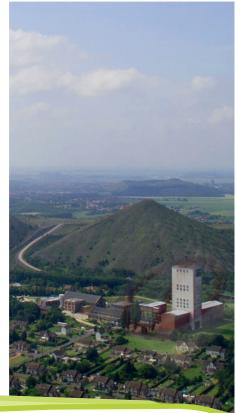
territoire était précurseur et innovant dès le moyen-âge avec l'invention du gothique en Picardie, l'essor de l'activité textile et de la production du drap de laine. Depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, le développement industriel a été une immense source de prospérité, de richesse économique et de fierté.

Les houillères du nord de la France ont alimenté en charbon pendant plus de cent cinquante ans une grande partie du pays. Cette période faste a donné des emplois à des centaines de milliers de personnes et a amélioré la vie et le confort de tous (électricité, transports, matières plastiques...). Le paternalisme industriel a favorisé l'éducation

Ne soyons pas amnésiques. Le et permis le développement de nombreux équipements (écoles, hôpitaux, salles des fêtes, terrains de sport...), il a encadré la production maraîchère individuelle pour permettre l'autosuffisance et a initié de réelles avancées dans les logements avec de nombreuses innovations urbaines et architecturales. Ce contrôle des employés et de leur mode de vie a aussi eu ses travers, sans compter la dureté du travail à la mine ou la destruction de l'environnement. Émile Zola a fait connaître aux lecteurs de nombreuses générations la réalité de la condition ouvrière dans les mines du nord, ce qui vaut à cet auteur d'être

diversement apprécié localement : il a conduit à stigmatiser le territoire mais a également livré un formidable témoignage qui construit notre culture commune. Bref, une terre de contrastes où la demi-mesure n'a pas sa place.

Sans tomber dans le misérabilisme, la réalité actuelle du territoire reste dure. surtout depuis les années 1980 qui ont vu se fermer les dernières mines, engendrant un chômage important et un sentiment d'abandon, avec des reconversions difficiles et des indicateurs sociaux encore préoccupants malgré un certain dynamisme économique. Là aussi, le brouillard se lève, d'autres réalités mettent à mal la vision de zone sinistrée, sans espoir ni avenir.



La base 11/19 et les terrils de Loos-en-Gohelle



Avec la levée du brouillard, les terrils s'imposent. Immenses, noirs, de véritables montagnes créées à main d'homme, des tonnes de matière extraite du sol, des déchets. Vraiment, des rebuts? C'est pourtant la présence d'un oiseau rare, d'une orchidée protégée et de nombreuses autres espèces faunistiques et floristiques installées dans ces crassiers, ces lieux abandonnés, qui ont attiré l'attention et permis d'envisager autrement ces monuments déchus de l'activité industrielle, économique et sociale.

#### -Éclairage

La dynamique de changement vers le développement durable intervient à différentes échelles territoriales : la commune de Loos-en-Gohelle, la région, le monde (classement du Bassin minier du nord de la France au patrimoine mondial par l'Unesco). Jean-François Caron, élu dans ces différentes instances et initiateur de nombreuses politiques à ces différentes échelles, est un maillon fort de ce mouvement. Loos-en-Gohelle a une superficie de 12 km² et compte 6 530 habitants, la commune fait partie de la Communauté d'agglomération de Lens-Liévin. L'industrie minière a bouleversé cette commune rurale et l'ensemble du territoire, désormais à dominante urbaine. Le Bassin minier couvre 1200 km<sup>2</sup> sur plus de 100 km de long, et concerne 251 communes. Il accueille près de 1,2 millions d'habitants avec une densité de 650 habitants par km<sup>2</sup>.

## DES TRÉSORS LÀ OÙ TOUS VOYAIENT LA PERTE DE SENS

À la fin des années 1980, Jean-François Caron (actuel maire de Loos-en-Gohelle), héritier d'une tradition d'engagement politique, de lutte sociale, de souci de la nature et de culture, a changé son regard sur la nature des terrils en y découvrant un Traquet motteux, un oiseau protégé habitant généralement les montagnes. Cette prise de conscience a engendré de nombreuses actions, en cascade. Dans les esprits, le tas de déchets a changé de valeur : il est devenu une montagne riche en biodiversité. Un classement ZNIEFF (zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique) est venu entériner ce nouveau statut. Des urbanistes et des paysagistes ont été invités à parcourir ces lieux et à les caractériser pour accompagner le changement de posture. >1< Le paysage est alors devenu le révélateur d'une société toujours en mouCe
bouleversement
culturel et sociétal s'est construit
progressivement, par des actions de
plusieurs ordres : de nombreuses
initiatives locales qui partent
des besoins des habitants et les touchent
dans leur quotidien ; et aussi la mise en place
de structures intervenant à
une échelle beaucoup plus
large pour acculturer, aider à la
prise de conscience, accompagner,
développer des projets, construire
une nouvelle
économie.

vement et la résultante d'une dynamique plutôt qu'une carte postale stéréotypée. Les terrils en sont un symbole éloquent : en 1991, 97 % des habitants souhaitaient que les terrils disparaissent, soient rasés ou utilisés comme carrière de matériaux, ce qui illustrait le reniement de l'histoire et

la volonté de ressembler aux autres régions épargnées par l'effervescence minière. Vingt ans plus tard, le basculement est total et il est devenu inenvisageable de toucher à un terril. C'est ainsi que le CPIE (centre permanent d'initiatives pour l'environnement) Chaîne des Terrils a été créé en 1989 sur la thématique des paysages. Il joue un rôle d'animateur du territoire auprès du grand public, des scolaires, des universitaires. > 2 < Il fait aujourd'hui partie d'un réseau avec la Mission Bassin Minier, l'agence d'urbanisme de l'Artois, le Louvre-Lens, Euralens >3 < mais également le CERDD (Centre de ressources du développement durable) > 4<, le CD2E (pôle d'excellence des éco-activités) >5<, la scène nationale Culture Commune, une pépinière d'entreprises qui se sont installés dans la Base 11/19, menacée de destruction lors de la fermeture du dernier puits de mine. Ce lieu patrimonial emblématique est devenu le symbole de la reconversion de cette ancienne fosse, véritable fer de lance d'un développement basé sur les éco-activités, avec la création de plus de cent emplois sur ce site.



« Les trois grandes pyramides du plateau de Gizeh, sublimées par l'étendue nue et horizontale qui les porte. »





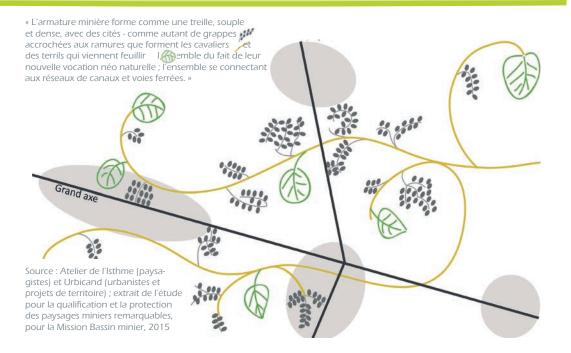
#### -Éclairage-

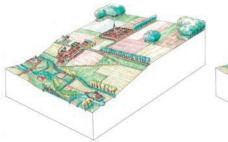
#### >1<

# Le regard extérieur des professionnels des paysages et de l'urbanisme pour ouvrir la vision des acteurs du territoire

En 1996, le territoire a accueilli un Atelier pédagogique régional (APR) de l'École nationale supérieure du paysage de Versailles. Sous la direction d'Alain Freytet, deux étudiants ont élaboré un diagnostic sensible des paysages du Bassin minier, avec une analyse et l'identification de signaux du paysage qui caractérisent le territoire (cités minières et corons, carreaux de fosse et chevalets, terrils, canaux, cavaliers), qu'ils soient reconnus comme ayant de la valeur ou pas encore.

Depuis, des urbanistes et des paysagistes interviennent régulièrement sur le territoire pour approfondir et créer des outils qui permettent de partager la compréhension des paysages et leurs évolutions possibles. Par exemple, la Mission Bassin minier, qui dispose de compétences internes, s'appuie également sur le regard extérieur de professionnels.





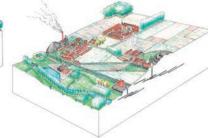
1. Début du XVIII<sup>e</sup> siècle : le paysage avant la



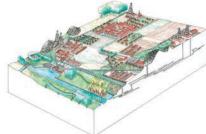
2. XVIII<sup>e</sup> siècle : les premiers signes de la mine



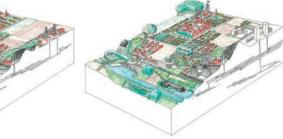
3. Première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle : la naissance d'un paysage industriel



4. Seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle : un paysage minier aui s'affirme



5. Première moitié du XX<sup>e</sup> siècle : la suprématie 6. Les Trente Glorieuses : le gigantisme minier de la mine dans le paysage



Source : blocs diagrammes de Denis Delbaere, paysagiste; extraits des Cahiers techniques de la Mission Bassin minier « Les paysages du Bassin minier Nord-Pas de Calais », 2016



7. Aujourd'hui: un paysage culturel évolutif vivant

De nombreuses associations sont apparues sur ce terreau très favorable. Ces organismes travaillent en synergie et en complémentarité, avec l'objectif commun d'accompagner la transition de ce territoire du charbon vers le développement durable. Ils interviennent sur l'ensemble des dimensions fondamentales de la société: l'implication citoyenne, la culture, le bien-vivre, les espaces de vie privés et collectifs, l'alimentation, les loisirs, l'environnement, la gestion des énergies (consommation et production), l'emploi. Tous agissent en se souciant de l'héritage industriel, avec créativité pour inventer de nouveaux usages en adéquation avec les enjeux de notre société

#### -Réalisation

# Une politique de grands équipements et une association pour dynamiser le territoire

> E <

Dans le cadre de la politique de décentralisation culturelle lancée en 2002 par l'État, une antenne du musée du Louvre s'implante dans la ville de Lens et est inaugurée en 2012. Parallèlement à l'ouverture de ce musée au rayonnement mondial, l'association Euralens est créée dans l'objectif de faire émerger des visions alternatives pour activer le développement du territoire. Elle regroupe des élus, des collectivités, des membres de la société civile et s'organise comme un forum d'acteurs du territoire : elle met en valeur les initiatives durables et innovantes en termes d'économie, d'urbanisme, de culture ; elle alimente la réflexion sur les nouveaux modes de faire et sur la gouvernance.



>2<

#### Le CPIE Chaîne des Terrils, une structure d'animation pour se réapproprier l'héritage minier

Le CPIE intervient à l'échelle géographique du Bassin minier (y compris en Belgique) sur l'environnement, le patrimoine, le tourisme, le paysage. Il compte treize permanents. Pour éduquer et développer des connaissances, il s'appuie sur les paysages miniers, construits dans une logique principalement économique, témoins d'une société, porteurs d'une histoire et d'une esthétique. Il en montre une nouvelle dimension, positive et valorisée, sans rejet ni colère. Par ses actions, il redonne un sens et une fierté à cette culture et au multiculturalisme lié à l'immigration importante du temps de la prospérité industrielle. Il explore les possibilités et les potentiels de réhabilitation, de reconversion, de changement d'image des sites miniers. Il facilite la réappropriation par les habitants de ces espaces décriés, qui trouvent de nouveaux usages.





## Le CERDD, un outil pour accompagner le changement de culture et de mentalités

D'abord créé sous le statut associatif en 2002 pour outiller et inspirer les acteurs du territoire dans leur transition économique, sociale et énergétique, le CERDD est devenu un groupement d'intérêt public alternativement présidé par l'État et la Région. Il compte une douzaine de salariés. Il se tourne vers trois catégories de publics : les novices en développement durable, pour renforcer leur motivation par la valorisation de bonnes pratiques ; les acteurs qui vont s'engager dans l'opérationnel, avec un appui sur les argumentaires, des mises en réseau et la production d'outils ; les innovateurs déjà avancés, pour continuer à nourrir leurs travaux et leurs réflexions. Le CERDD travaille avec de nombreuses instances, par exemple l'observatoire du climat régional ou le SRADET (schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires). Son action s'appuie sur l'expérience et la pratique pour faire évoluer les mentalités, c'est-à-dire favoriser un changement individuel comme une étape du nécessaire changement collectif.

Parmi ses actions, le CERDD a constitué un réseau d'ambassadeurs du développement durable en 2010. Il s'agit de professionnels qui peuvent être sollicités deux à trois fois par an bénévolement pour intervenir lors de réunions avec des élus, d'un ciné-débat... Leur mobilisation fait l'objet d'une convention entre le CERDD et leur employeur pour dégager ce temps, qui



contribue également à la mise en réseau des professionnels.

En 2013, un DD Tour a été mis en place pour proposer des cycles de voyages d'étude et l'organisation de visites qui forment et fédèrent les participants. Le succès de ce projet l'amène à évoluer et à se rapprocher de l'Office de tourisme, qui inclut le DD Tour dans son offre touristique et peut ainsi toucher un public différent. Le développement durable et la transition deviennent des caractéristiques du territoire, au même titre que la dimension historique.





### Le CD2E, un outil d'intelligence économique sur les éco-activités

Cette association créée en 2002 a l'ambition d'accompagner les éco-activités à l'échelle de la Région, développer les filières liées à la transition, créer des emplois et contribuer à faire évoluer le modèle économique vers le développement durable (économie circulaire, pensée en cycle de vie...). Elle compte une vingtaine de salariés et apporte une expertise, des conseils, une mise en réseau auprès des entreprises qui travaillent sur le recyclage, les écomatériaux, les énergies renouvelables, la qualité de l'eau, les sédiments...

Parmi ses nombreuses actions, elle dispose d'un site démonstrateur pour la formation des acteurs du bâtiment. Avec Réhafutur, elle développe une expérimentation en grandeur réelle sur la performance énergétique et l'écorénovation à coût maîtrisé (pour que les bailleurs sociaux puissent s'en emparer) dans des sites emblématiques : la maison de l'ingénieur et six maisons d'habitat ouvrier. Elle dispose également d'une plateforme de recherche et de développement des technologies solaires photovoltaïques (LumiWatt) adaptées au climat et au taux d'ensoleillement local.



### ÊTRE DANS LE MODE « FAIRE » POUR FAIRE BOUGER

Pour le maire de Loos-en-Gohelle, parler aux habitants de développement durable, de transitions ou de protection de l'environnement peut être contre-productif car les approches abstraites paraissent parfois éloignées des préoccupations quotidiennes. Partir des usages et des problèmes concrets auxquels les citoyens sont confrontés, donner une large place à l'initiative permet d'enclencher une dynamique de projet, de changer l'image et les pratiques puis de transformer directement la vie des habitants par le vécu et la responsabilisation. Les élus et leurs partenaires initient les changements et doivent emmener avec eux les citoyens, sans oublier que le temps de construction des acquis culturels est long. Leur approche itérative finit par faire système, améliore la vie des habitants, crée des emplois, est reconnue puis démultipliée par l'action citoyenne. La notion de bon sens prévaut.

Des interventions artistiques de land-art, des sons et lumières, la mobilisation des habitants dans la réalisation d'œuvres d'art symboliques, l'organisation de courses à pied, le développement de trajets piétons et VTT sont autant d'actions simples qui donnent de nouveaux usages aux terrils, très différents de leur histoire mais qui répondent à des besoins et des attentes des citoyens. Il n'est plus question de raser ces montagnes ni de leur tourner le dos. > L <

Cette ingénierie protéiforme n'est pas synonyme de mainmise des experts et des sachants sur le territoire, bien au contraire. Jean-François Caron et ses équipes utilisent une méthode de travail qui donne du sens, part du terrain, expérimente (ce qui inclut le droit à l'erreur!) pour ensuite prendre de la distance et construire un raisonnement permettant la démultiplication des actions et leur enracinement. Cette approche est devenue la signature du renouveau de la région, elle a été décrite par l'Ademe comme un démonstrateur de la conduite du changement vers une ville durable.

#### -Réalisation

>6<

#### Des réponses locales et participatives aux enjeux sociétaux et planétaires

Plutôt que parler de réchauffement climatique ou de transition énergétique, des actions opérationnelles contribuent directement à ces problématiques : la récupération d'eau de pluie, l'isolation des habitations, la préservation d'une coupure verte...

Suite à des discussions autour de l'accès à l'école, des sujets d'ordres différents ont été abordés (sécurité liée à la route, toxicité des gaz d'échappement, affluence des voitures...) et ont débouché sur la programmation de cheminements doux. Un travail photographique sur les habitants d'une rue a impliqué les riverains, les amenant à interroger leur cadre de vie. Cette action a recueilli une très forte adhésion alors qu'une approche venue d'en haut aurait été perçue comme une abstraction.



1

Trail des terrils

alisations.

Des boucles vertueuses se mettent en place et les contours du changement se dessinent autour des notions de recyclage, de coopérations, de valorisation des ressources du territoire, physiques et humaines. Mettre l'action et la participation citoyenne comme points de départ permet de prouver par l'exemple que c'est possible. Une dynamique de changement peut alors s'opérer, construite sur le désir plutôt que sur la peur.

> la méthode de travail associe de nombreux experts mobilisés au fil des projets et des unnouvel imaginaire dans lequel les artistes ont un rôle fondamental à jouer.

l'article pour approfondir les exemples de ré-

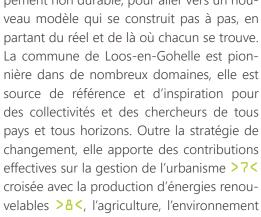
existe, issu de l'ancien modèle de développement non durable, pour aller vers un nouet le paysage, sur la conversion à l'agriculture biologique > 7 < ... Les actions sont foi-

sonnantes et interconnectées. Des ressources

documentaires sont mentionnées à la fin de

L'équation consiste à travailler avec ce qui

Par ailleurs. questionnements. Il s'agit de s'entourer de points de vue différents et aiguisés, d'étayer l'action, de l'enrichir et d'entrer dans un nouveau modèle de développement à inventer. Un récit de la transformation doit faire émerger





Diagnostic en marchant » organisé par la commune

#### -Réalisation-

>A<

### Des exemples démonstratifs et le soutien à l'initiative privée pour démultiplier le solaire photovoltaïque

Lorsqu'il s'agit de rénover le toit de l'église Saint-Vaast, le choix de remplacer les ardoises par des panneaux photovoltaïques s'impose. Près de 250 m² de panneaux sont installés pour une production annuelle de 32 000 kWh. L'électricité produite est vendue à la société coopérative Enercoop, une opération qui rapporte 5 000 € par an à la Ville. Le choix des panneaux noirs et le fait de couvrir l'intégralité de la toiture donnent une qualité architecturale à l'ensemble.

En plus de cette initiative, de nombreux autres projets photovoltaïques portés par les habitants ou la collectivité se sont développés. Ils produisent l'équivalent de la consommation annuelle de soixante-neuf ménages.



>7<

## Un projet de ville pour asseoir l'aménagement et les expérimentations

Au début des années 1990, un POS (plan d'occupation des sols) avait été engagé, mais son approche technique était insatisfaisante. Il a été stoppé pour construire au préalable un véritable projet de ville participatif avec l'appui de paysagistes. Cet outil a constitué un fil conducteur de la politique d'aménagement et le support de nombreuses actions. Cette invention avant l'heure du PADD (projet d'aménagement et de développement durable) a permis de débattre du paysage, de l'humain et des mutations du territoire. Des choix urbains forts ont ensuite été entérinés dans le document d'urbanisme et les

actions communales: la préservation des coupures vertes (assez rares dans le territoire car la densité urbaine est forte); l'inconstructibilité du pied des terrils et la protection des terres agricoles; le respect des perspectives visuelles sur le patrimoine minier; l'affirmation d'une ceinture verte qui boucle la ville, stoppe l'urbanisation, reconnecte les quartiers entre eux et offre des supports pour la biodiversité, la mobilité douce, les loisirs; le développement d'un projet d'écoquartier sur une friche située dans la trame urbaine, avec un effet d'entraînement auprès des bailleurs sociaux pour s'engager dans la construction écologique.



Résidence Chènelet, des logements sociaux basse consommation d'énergi à Loos-en-Gohelle



#### Éclairage

L'économiste et sociologue Jeremy Rifkin s'intéresse de très près au mouvement enclenché à Loos-en-Gohelle. Il s'appuie sur les expérimentations de Jean-François Caron pour enrichir le concept de 3° révolution industrielle\* qui se caractérise par la transition énergétique et la transformation numérique. Cette révolution est également investie par la Région Hauts-de-France sous l'intitulé Rev3, dans l'objectif d'être pionnière du progrès sociétal et environnemental.

\* La 1<sup>re</sup>révolution industrielle est liée au développement de la machine à vapeur et l'utilisation du charbon. La 2<sup>e</sup> révolution industrielle a démarré avec l'automobile et la chimie, elle est axée sur l'utilisation du pétrole et de l'électricité.

### Un projet agricole tourné vers les exploitants, les consommateurs, les associations, les chercheurs

La commune, désireuse d'agir en faveur d'une agriculture biologique, a récupéré 13 hectares de terres agricoles en 2013 suite à un départ à la retraite. Elle a proposé aux agriculteurs volontaires un hectare de terre pour un hectare converti à l'agriculture biologique. Cinq exploitants ont répondu à l'appel et ont pu tester en grandeur réelle le processus de conversion et sa réalité économique positive. Cette opération a permis de faire évoluer le regard et la pratique des agriculteurs, d'augmenter les surfaces converties en

biologique (55 hectares sur les 700 que compte la commune), de développer la diffusion de paniers bio et locaux. Depuis, la collectivité met en place un programme VITAL autour de l'enjeu alimentaire (agriculture, économie, emplois, santé, lien social, environnement...), dans une logique participative et de proximité. Elle a par exemple construit un programme d'éducation à la santé lié à l'alimentation, la nutrition, l'activité physique; elle incite au développement de micro-jardins potagers publics; elle organise une fête de l'agriculture paysanne.

## UNE RECONNAISSANCE MONDIALE DE LA VALEUR DU TERRITOIRE ET DE LA CULTURE MINIÈRE

La philosophie d'action engagée à Loosen-Gohelle se décline également à l'échelle régionale, notamment avec l'inscription du Bassin minier du Nord et du Pas-de-Calais en 2012 sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco au titre des paysages culturels évolutifs vivants. > 10 < L'ensemble des héritages bâtis, sociaux, techniques, culturels, paysagers liés à la mine sont reconnus pour la première fois par l'Unesco comme faisant partie de l'histoire du monde au même titre que les monuments les plus prestigieux! L'aventure minière n'est plus un passé perdu, elle devient l'incarnation de la construction. de la reconstruction et du développement d'un

territoire.

Cette reconnaissance mondiale est le fruit

du travail de la Mission Bassin

Minier, une association créée en 2000

pour mettre en œuvre le livre blanc du Bassin

minier, résultat d'une large concertation sur

l'avenir imaginable après le charbon. La

Mission, créée par l'État et la Région, aurait

dû avoir une vie limitée à six ans. Face à la

pertinence et l'utilité de son action, elle a

acquis une légitimité technique et est devenue un partenaire fort du territoire dès sa création, notamment grâce à l'accompagnement des communes sur les projets de rénovation des cités dès 2000.

Son mode de gouvernance est atypique et lui permet d'être ancré dans le territoire, en lien avec les politiques locales, régionales ou nationales, et en contact direct avec les acteurs clefs tels que les bailleurs sociaux. Elle porte une vision stratégique transversale et peut intervenir sur le terrain de façon réactive et opérationnelle. Elle compte dans son conseil d'administration des élus de tous bords politiques, des représentants des sept établissements publics de coopération intercommunale du périmètre du Bassin minier, de l'État, de la Région, des agglomérations. Elle organise des comités techniques mensuels avec tous les services de l'État (STAP, DREAL, DRAC, DDTM...).

L'équipe, composée de dix-huit salariés, intervient sur l'inscription Unesco, les projets de rénovation urbaine et architecturale, la trame verte, les sports de nature, l'observatoire socio-économique, les enjeux environnementaux. La Mission est installée sur le site du Carreau de fosse du 9-9bis à Oignies, un des cinq grands sites de la mémoire minière, qui accueille également le Métaphone, un lieu dédié à la musique, ainsi que des espaces liés au tourisme, à la culture.



#### >1.0<

#### -Éclairage-

### L'inscription d'un territoire cohérent à grande échelle

353 objets sont inclus dans le périmètre du bien : 27 000 logements répartis dans 124 cités minières comptant de 20 à 800 logements, terrils, réseaux de cavaliers (anciennes voies de chemin de fer), fosses, chevalements, équipements, écoles, salles des fêtes, stades, piscines... recouvrant tout le spectre de l'histoire de la mine. Ces objets sont rassemblés en 109 éléments formant autant d'ensembles cohérents, témoins de l'impact qu'a eu la mine sur le territoire. L'ensemble représente 4 000 hectares inscrits auxquels s'ajoutent 12 000 hectares de zones tampons qui garantissent une cohérence paysagère et un lien entre l'héritage minier et le reste du territoire. Les zones tampons contiennent des éléments de l'histoire antérieure (espaces agricoles, villes historiques...) dont les interactions avec la mine sont mises en avant.



Le Carreau de fosse du 9-9 bis



Un travail d'inventaire et de hiérarchisation a été mené pendant dix ans en utilisant le paysage pour redonner du sens et une cohérence à l'héritage, souvent perçu comme une somme d'éléments isolés. L'inscription sur la liste du patrimoine mondial d'un si vaste territoire, déjà original dans son objet, se double d'un outil peu fréquent dans ce type de démarche : un périmètre dessiné à la parcelle et un plan de gestion global qui prend en compte de manière intégrée les enjeux de protection du patrimoine en les croisant avec les enjeux urbains, sociaux, environnementaux, économiques. L'héritage devient un facteur de résilience du territoire. La Mission Bassin Minier a été désignée pour animer et suivre la mise en œuvre de ce plan de gestion aux côtés de l'État, garant de la préservation du bien.

L'inscription à l'Unesco suppose un haut niveau d'exigence pour préserver et transmettre aux générations futures la valeur universelle exceptionnelle reconnue au Bassin minier. L'échelle, la diversité et l'évolutivité des objets concernés nécessite de mobiliser l'ensemble des acteurs impliqués dans la transformation, la promotion du territoire et l'accompagnement de sa population (collectivités, bailleurs, structures d'ingénieries, offices de tourisme, associations...). Le plan de gestion intervient sur l'ensemble des outils de planification et d'aménagement, et se décline dans un plan d'action opérationnel.

La Mission travaille en étroite relation avec les quatre Scot (schéma de cohérence territoriale) du territoire, et a par exemple amené à intégrer des articles réglementaires communs sur les cités ouvrières. Elle a édité des guides pour faciliter la prise en compte de leur stratégie dans les PLU et PLUI (plan local d'urbanisme intercommunal). Elle noue des partenariats avec les bailleurs sociaux, notamment pour la mise aux normes thermiques des cités ouvrières, véritables passoires énergétiques d'autant plus urgentes à rénover que les populations qui y vivent ont généralement des revenus très modestes. Ponctuellement, la Mission joue le rôle d'assistance à maîtrise d'ouvrage sur des projets pilotes. >11 < Les actions sur les cités minières sont également prioritaires pour revaloriser le cœur urbain du territoire, qualifier ses paysages et lutter contre l'étalement urbain.

L'inscription Unesco est évaluée tous les six ans. Les communes sont volontaires mais tout n'est pas joué, il faudra encore trouver les moyens de préserver et de mettre en projet des éléments toujours menacés. L'appropriation est en marche mais le travail de médiation doit se poursuivre pour partager avec l'ensemble des élus et de la population la valeur universelle exceptionnelle du Bassin minier. Le défi consiste à maintenir une vie dans des espaces où l'économie peine à redémarrer. Les premiers bénéficiaires de ces actions doivent être les habitants du territoire. Pour certains, la qualité du cadre de vie est perçue comme un luxe, mais ici, elle est plutôt envisagée comme fondamentale, facteur d'ancrage, d'attractivité et de fierté retrouvée.

-----Réalisation-

>11<

#### Des laboratoires grandeur réelle pour envisager l'avenir des cités

Les bailleurs sociaux doivent prioritairement mettre leurs logements aux normes thermiques. Ce chantier colossal (23 000 logements à rénover dans les dix prochaines années) ne doit pas occulter l'importance d'une approche plus intégrée sur la mutation de ces quartiers. La Mission, par son entrée stratégique globale et sa capacité d'action locale, porte une vision d'ensemble sur l'évolution des cités selon leur intérêt patrimonial et les enjeux à court terme. Elle intègre différentes approches : la rénovation architecturale, thermique, les espaces publics, les équipements, la mobilité...

Pendant trois ans, cinq cités pilotes ont été accompagnées pour expérimenter en grandeur réelle et faire évoluer les pratiques des bailleurs. Les cités sont aujourd'hui redevenues attractives, une grille de critères a été élaborée avec les bailleurs et une charte a été signée, des cofinancements ont permis de prendre en charge les surcoûts. Cette expérience montre la faisabilité d'un projet de rénovation intégré, de qualité, réaliste financièrement et socialement. Elle se poursuit maintenant via un contrat entre les collectivités et l'État pour mettre en œuvre d'ici dix ans des projets d'ampleur sur des cités minières à fort enjeu, en tirant les enseignements des premières cités pilotes.



Rénovation de la cité pilote Bruno à Dourges

### À RETENIR - CONDITIONS DE RÉUSSITE - PRISE DE RECUL

Quelle visite
décoiffante! Les actions
sont menées avec une
cohérence, une rigueur
et un professionnalisme
certains. On comprend mieux
pourquoi les exemples de
Loos-en-Gohelle et du
Bassin minier sont cités par
tous les acteurs de
la transition.

Mais cette force
peut aussi être une
faiblesse. Comment assurer
une continuité dans
le temps? Depuis 25 ans, les
avancées sont extraordinaires, mais
tout n'est pas réglé pour que le
territoire soit définitivement tiré
de l'ornière. Il suffit de quelques
votes pour renverser la
donne.

Ce changement
est porté par des
personnalités qui ont la
capacité de réunir et d'impulser,
un trait de caractère important
dans ce territoire où le
paternalisme a eu une si grande
force. Jean-François Caron
est en bon
exemple.

C'est vrai
mais les atouts sont
nombreux. Le réseau est
solide, avec des organismes
reconnus pour leur pertinence et leur
action positive sur l'emploi, la culture,
le mieux-vivre, l'environnement,
les paysages. Ils sont implantés
sur l'ensemble du territoire et
interviennent aux échelles
locale, régionale voire
mondiale!

## Cette ingénierie a d'ailleurs des profils atypiques.

Les compétences techniques sont importantes mais elles se doublent souvent de parcours originaux dans la musique, le sport, l'exploration... qui renouvellent la vision de leur mission, avec une grande part laissée à l'inventivité. Il n'est pas étonnant que les réalisations soient créatives et surprenantes.

Toutes
ces structures
sont portées par des élus
engagés, le travail réalisé au
quotidien par les chargés de mission
est considérable. Tous connaissent
parfaitement le terrain, ses forces et
ses faiblesses. Ils sont militants
professionnellement et
personnellement, ils ne sont pas
le produit d'une mode ou d'une
tendance mais représentent une
nouvelle facette de ce
territoire résilient.

Des expériences toujours plus nombreuses se développent dans le Bassin minier, notamment à partir des bonnes pratiques éprouvées sur le territoire telles que celles développées à Loos-en-Gohelle. On aimerait que la diffusion soit plus rapide mais il ne faut pas oublier le temps nécessaire au changement: d'abord l'évolution des mentalités puis des pratiques individuelles et collectives. À l'échelle d'un mandat électoral, vingt-cing ans est une durée énorme mais dans la vie d'un territoire, c'est très court. Ca ne devrait être que le début!

L'importance
donnée au vécu,
à l'impact des actions
(ou des non-actions) sur la vie
des habitants, à leur ressenti est
précieuse. La mobilisation citoyenne
à l'occasion de projets favorise une
responsabilisation et donne
une valeur à l'autonomie locale. Les élus
écoutent, accompagnent, mettent en
relation, soutiennent mais ne font
pas à la place de ceux qui sont
concernés et qui peuvent
agir.

lci les liens
entre social et
environnement sont très
forts, explicites, avec un équilibre
intéressant entre les logiques spatiales,
le paysage et le respect des personnes.
Jean-François Caron l'a exprimé à
plusieurs reprises :
« Le paysage a

été un fil

conducteur ».







# Ressources et informations complémentaires



■ Site de la commune de Loos-en-Gohelle : www.loos-en-gohelle.fr

■ Mission Bassin Minier: www.bassinminier-patrimoinemondial.org

■ CPIE Chaîne des Terrils : www.chainedesterrils.eu

CD2E: www.cd2e.comCERDD: www.cerdd.orgEuralens: www.euralens.org



#### Pour aller plus loin:

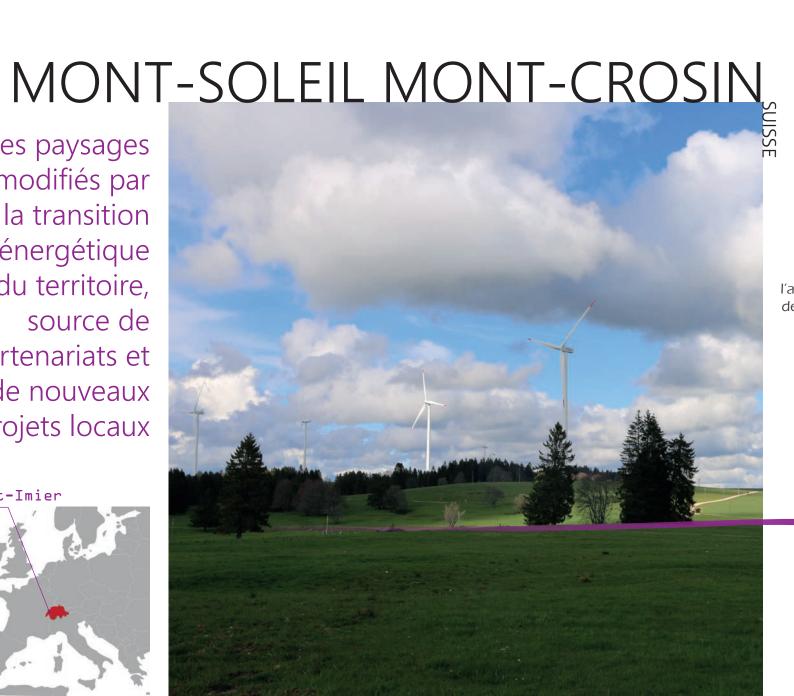
- « Changer de regard pour se redonner un futur », conférence TED X, par Jean-François Caron, 2015 : www.youtube.com/watch?v=uZFNNN7i734
- « Évaluation de la stratégie de conduite du changement de la commune de Loos-en-Gohelle », par l'ADEME, 2016 :
- synthèse :

http://www.cerdd.org/Parcours-thematiques/Changement-climatique/Ressources-Parcours-6/Plaquette-Loos-en-Gohelle-un-demonstrateur-de-la-conduite-du-changement-vers-une-ville-durable

- étude complète : http://www.ademe.fr/evaluation-strategie-conduite-changement-commune-loos-gohelle
- « L'écologie en action, 30 ans de développement durable appliqué à Loos-en-Gohelle Un récit de résilience territoriale », par Julian Perdrigeat, 2014
- « Loos-en-Gohelle, ville pilote du développement durable » de Philippe Chibani-Jacquot, éd. Les Petits Matins, 2015
- « Résilience écologique, Loos-en-Gohelle, Ville durable », de Philippe Gagnebet, éd. Atelier Henry Dougier, 2015
- « Énergie, tourisme durable 9 territoires en transition », par l'UNADEL et Mairie-conseils, 2016 : http://unadel.org/wp-content/uploads/2016/07/LIVRET-ET-FINAL-WEB.pdf

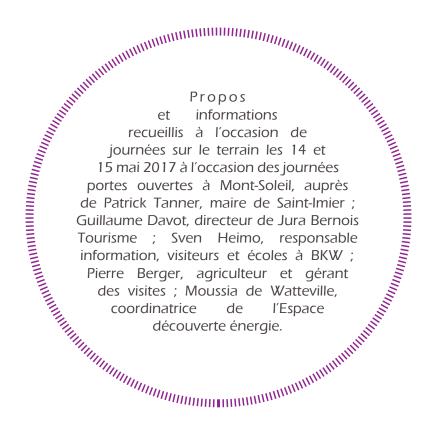
Des paysages modifiés par la transition énergétique du territoire, source de partenariats et de nouveaux projets locaux





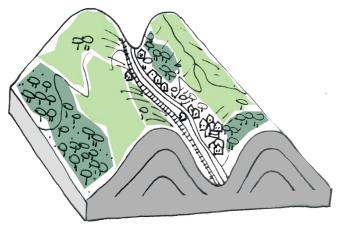
**Partons** dans le Jura bernois, dans l'arrière-pays du canton de Berne francophone, à Saint-Imier, en Suisse.



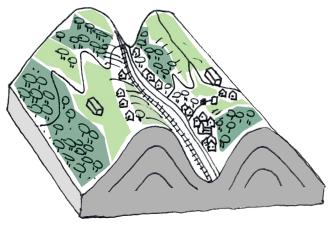


### ÉVOLUTION SCHÉMATIQUE DES PAYSAGES À MONT-SOLEIL MONT-CROSIN

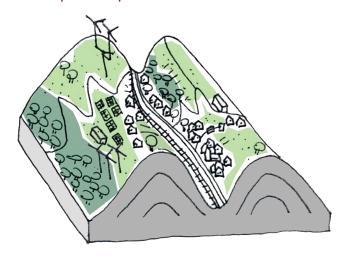
#### Avant pétrole



#### Pétrole



#### Après pétrole



Un territoire de moyenne montagne, caractéristique du Jura plissé avec des vallées occupées par l'agriculture, les voies de communication routières et ferrées, les industries ; des versants raides et boisés ; des hauteurs pâturées en été.

Une économie touristique se développe sur les hauteurs pour profiter de la vue, des paysages et de la qualité de l'air. L'urbanisation et l'activité industrielle (mécanique de précision) se développent en restant denses, préservant l'agriculture, qui s'intensifie. Les liaisons ferrées sont maintenues. Un opérateur énergétique implante, en partenariat avec les collectivités, les acteurs économiques locaux et les habitants, un parc solaire expérimental puis un parc éolien construit en concertation et en tenant compte des spécificités paysagères. La dynamique énergétique devient le support de développement local et de tourisme.

### UNE IMAGE DE MARQUE CONSTRUITE SUR LA QUALITÉ DES PAYSAGES

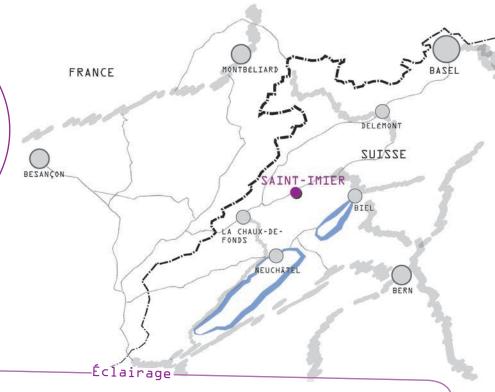
La Suisse, son chocolat, ses montres, ses paysages... Une imagerie d'Épinal caricaturale mais pas sans lien avec notre visite.

La chocolaterie Camille Bloch (marques Ragusa et Torino) a ouvert un centre touristique à l'automne 2017. Ce maillon fort du développement du vallon de Saint-Imier, attendu avec impatience par nombre d'acteurs locaux, prévoit l'accueil de cent mille visiteurs par an. L'horlogerie et la micro-technique représentent également des activités importantes sur le territoire depuis le XIX<sup>e</sup> siècle. Leur berceau se trouve à la Chaux-de-Fonds, à quinze kilomètres, l'entreprise de montres Longines à Saint-Imier. Les entreprises ne sont pas les seules à générer une économie : dans ce pays, les paysages sont considérés comme un capital, ils font partie intégrante de la culture locale, avec un attachement profond à leur qualité. Les politiques locales, cantonales et nationales se fondent sur les spécificités et l'économie paysagère, qui fait partie de la marque « Suisse ».

Voilà qui inverse le regard! >1<

Aller
voir de plus près
comment est abordé le
développement d'énergies renouvelables dans un territoire qui
travaille avec ses paysages depuis
longtemps devrait être une bonne
source d'enseignement, à l'heure où
les défenseurs des paysages et des
patrimoines voient d'un mauvais
œil éoliennes et panneaux
solaires.

>1<



### Une stratégie paysage nationale pour tous les acteurs et toutes les échelles de pouvoirs

L'OFEV (Office fédéral de l'environnement) a défini une stratégie paysage approuvée en 2011. En préalable, il donne une définition du paysage qui met l'accent sur sa dimension sociétale et économique : « Le paysage englobe l'espace entier, tel que nous le percevons et le vivons. Les paysages constituent l'environnement spatial du vécu et du ressenti de l'homme et permettent à l'individu comme à la société de satisfaire leurs besoins physiques et psychiques. Ils sont une ressource aux fonctions multiples. Lieux d'habitation, de travail, de

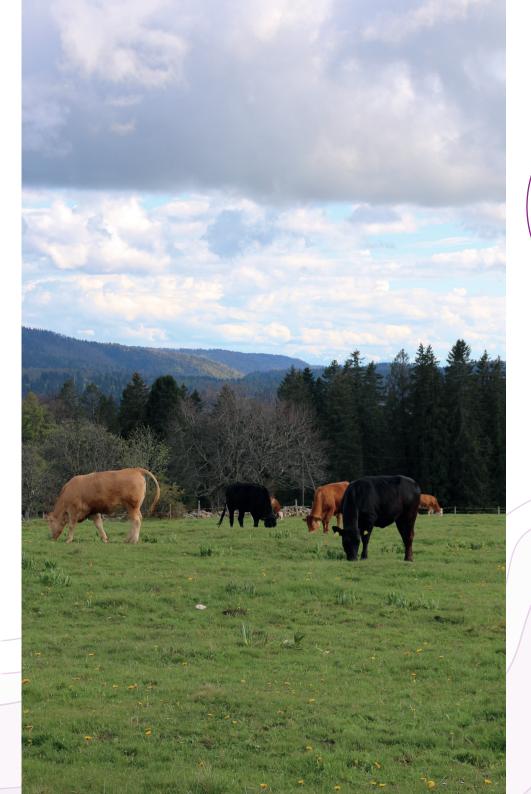
détente et d'identification pour l'être humain, espaces de vie pour les animaux et les plantes, ils sont aussi l'expression spatiale du patrimoine culturel. Les paysages représentent en outre une valeur économique. Ce sont des structures dynamiques qui évoluent constamment à partir de facteurs naturels en interaction avec l'utilisation et l'aménagement par l'homme. »

La stratégie paysage se décline en quatre volets qui concernent toutes les catégories d'acteurs agissant sur le paysage.

Les références pour consulter le document complet sur la stratégie paysage de l'OFEV sont mentionnées en fin d'article.

L'autoroute rythmée par un nombre de tunnels impressionnant. Pas de doute, nous sommes dans le Jura plissé, composé de chaînes de montagnes parallèles avec des vallées agricoles en long, des versants boisés et des reliefs pâturés. Plus loin, la route suit le vallon et offre des paysages de carte postale où chaque élément - ferme, chemin, prairie, bosquet, ruisseau - semble à sa place, entretenu, net. Les murets de pierres sèches marquent les limites et ne montrent aucun signe d'abandon. Nous avons hâte d'apercevoir les premières éoliennes dans ce paysage emblématique.

Soudain un mât apparaît en arrière-plan d'un village. Quelle déception quand nous découvrons une grande banderole sur le pignon d'une ferme : « NON aux éoliennes »! Notre enquête ne va pas être aussi simple que prévue. Nous sommes encore à quelques kilomètres du site de Mont-Soleil et Mont-Crosin, les questions se bousculent.



un croisement,
trois pancartes nous
indiquent la route : l'une
donne le nom de la commune
« Saint-Imier », l'autre mentionne
le site « Mont-Crosin » et la troisième
flèche les « Éoliennes ». La signalétique donne aux éoliennes un statut
touristique digne des plus grands
monuments et semble faire
mentir la triste banderole du
début. Tout n'est pas
perdu!



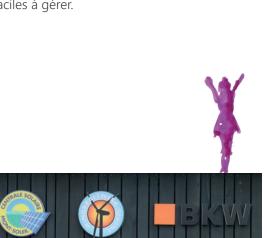
## UN OPÉRATEUR D'ÉNERGIE ENGAGÉ DANS LE DÉVELOPPEMENT LOCAL ET LA COCRÉATION

Tout a commencé quand deux sociétés impliquées dans la fourniture d'électricité, BKW >2< et Électrowatt, ont souhaité implanter la plus grande centrale photovoltaïque d'Europe pour développer la recherche, sans objectif de rendement. Elles voulaient s'installer dans un site en altitude pour améliorer les performances. Le projet a été soumis aux politiques, aux habitants et aux propriétaires du site de Mont-Soleil dans la commune de Saint-Imier >3<, qui ont accueilli favorablement la proposition. La Société Mont-Soleil a été créée en 1990 et la centrale solaire a été inaugurée en 1992, à 1200 mètres d'altitude sur le haut du relief, dans un secteur faiblement habité. On y trouve une station de villégiature construite au début du XXe siècle, avec de belles maisons, des hôtels et un funiculaire pour accéder directement au plateau depuis la vallée.

Dès le début, les acteurs locaux ont été associés au projet dans une logique de partenariat. À l'origine, l'installation devait être démontée à l'horizon 2010 et le terrain restitué à l'agriculture, ce qui n'a pas été fait compte tenu de la pertinence de l'expérimentation et de la bonne durée de vie des panneaux. >4<

Quelques années plus tard, un opérateur américain a voulu implanter cent cinquante éoliennes sur le même site. L'opération, à visée exclusivement économique, a été rejetée massivement par les habitants. Parallèlement, BKW

souhaitait développer l'énergie éolienne dans un but de production raisonnée, en lien avec les collectivités et les populations locales, et était à la recherche d'un site. Compte tenu de sa présence avec la centrale solaire de Mont-Soleil, des rapports constructifs engagés dès le début du partenariat de BKW avec le territoire et de l'adéquation avec le projet politique de développement local, le site de Mont-Crosin a été choisi pour y construire le plus grand parc éolien de Suisse, une première à l'époque. Le secteur avait également l'avantage d'être suffisamment éloigné des habitations, peu nombreuses, pour que les covisibilités ou le bruit soient plus faciles à gérer.



La société BKW, la commune et leurs partenaires partaient d'une page blanche et tout a dû être inventé : le plan de quartier pour l'implantation des mâts, la négociation avec les différents niveaux de l'État, l'association avec les institutions paysagères, le travail avec les bureaux d'études en aménagement du territoire, le partenariat avec les associations naturalistes. Ils ont poursuivi et développé leur mode d'association, d'écoute et de respect des acteurs locaux et des habitants, qui deviennent associés et partenaires du projet à part entière. Après la création de la société Juvent SA, trois premières éoliennes ont été installées en 1996, cinq entre 1998 et 2004, puis huit en 2010.



-Éclairage

>2<

## Un fournisseur d'électricité ancré localement

BKW Énergie SA (BKW), anciennement Forces motrices bernoises (FMB), est une société de fourniture d'électricité importante en Suisse, créée au début du XX<sup>e</sup> siècle et détenue à plus de 50 % par le canton de Berne. Elle intervient sur le canton de Berne, du Jura et sur une partie du canton de Neuchâtel. Elle travaille avec les énergies solaire, éolienne, hydraulique et nucléaire (dont le démantèlement est prévu après 2019).

-Éclairage-

>E<

## Des moyens et des initiatives laissés aux communes pour développer leurs projets

La Suisse est un état fédéral comportant trois niveaux politiques : la Confédération, 26 cantons et 2 240 communes. Le nombre de communes baisse régulièrement suite à des fusions.

La commune de Saint-Imier compte 5 101 habitants et travaille en étroite relation avec Cormoret (482 habitants), Courtelary (1 360 habitants) et Villeret (927 habitants), situées dans le vallon de Saint-Imier. De façon générale, les communes ont des compétences élargies et perçoivent directement l'impôt, ce qui leur donne une grande autonomie pour porter des initiatives et développer des projets.





---Réalisation

### Une centrale solaire expérimentale ouverte aux spécialistes

La centrale solaire de Mont-Soleil est le centre de recherche photovoltaïque le plus important de Suisse. On y teste différents types de cellules solaires et les nouvelles technologies de construction. Le site est ouvert aux milieux scientifiques et de la recherche, et les résultats sont mis à disposition des spécialistes intéressés (ingénieurs, professeurs, agents territoriaux...). Plusieurs applications pratiques sont issues de ce laboratoire : la centrale solaire du stade de Berne, un catamaran solaire MobiCat, l'avion

>4<

Solar Impulse. Actuellement, des recherches sont menées pour capter la réverbération de la lumière sur la neige, placer des panneaux au nord, colorer les panneaux pour une meilleure intégration architecturale.

En chiffres: 4 500 m² de cellules solaires au silicium sur un terrain de 20 000 m², pour une puissance maximale de 500 kW et une production annuelle de 500 000 à 600 000 kWh (besoins annuels de 130 foyers).

## UNE ÉTUDE PAYSAGÈRE POUR CHOISIR LE NOMBRE ET L'IMPLANTATION DES ÉOLIENNES

À l'échelle du grand paysage, une éolienne reste visible de très loin, surtout lorsqu'elle est placée sur une crête. Ainsi, il a été choisi de concentrer les éoliennes sur le plateau de Mont-Soleil et Mont-Crosin, et de n'en autoriser aucune sur le versant de l'autre côté du vallon, le massif de Chasseral.

À une échelle plus rapprochée, le choix d'implantation des éoliennes répond à plusieurs critères envisagés simultanément : connaître les potentiels et les couloirs aériens, garder une distance d'au moins cinq cents mètres par rapport aux habitations, ne pas se placer dans un couloir de migration ni dans un milieu avec une avifaune particulière, s'assurer de la disponibilité du foncier. Le site choisi avait l'avantage d'être assez éloigné des habitations, c'est pourquoi les premières implantations se sont surtout faites sur des critères techniques de performance et de foncier. Juvent SA a souhaité s'installer sur les terrains des propriétaires intéressés, dans une logique de répartition équitable. La société aurait pu développer un nombre plus important de machines si elle s'était basée sur les demandes locales. Aujourd'hui, quatorze éoliennes sont construites sur des terrains privés, deux sur des terrains communaux.

Après l'installation des huit premières éoliennes, l'entreprise s'est rapprochée de la Fondation suisse pour la protection et l'aménagement du paysage (SL-FP, qui réalise de nombreuses analyses et études liées au paysage pour les organisations et acteurs politiques) et de l'OFEV pour définir les possibilités d'implantation d'éoliennes

-Réalisation —

### Une étude critique et constructive qui définit des règles simples d'implantation

Pour dépasser l'approche subjective liée à la présence d'éoliennes dans le paysage, l'étude définit des critères objectifs d'analyse des paysages à partir des unités paysagères, des dimensions générales des paysages et de leurs constituants (chemins, murets, fermes, forêts, arbres isolés, prairies...). Elle intègre ensuite des critères subjectifs tels que les images ou le ressenti. Enfin elle donne des conseils et des prescriptions pour éviter la perte d'identité du site en partant de son état actuel, qui s'appuient sur les unités paysagères, les volumes envisagés à l'échelle de la géomorphologie, la définition d'unités de production (regroupement d'éoliennes séparées par des poches sans installation), l'importance du maintien d'espaces ouverts libres d'éoliennes en lien avec les boisements, les crêtes...

L'analyse montre que les éoliennes sont en rupture avec les structures paysagères dans lesquelles elles sont implantées : hors dimensions, sans relation avec les structures préexistantes. Leur

bonne perception est culturelle et directement liée à leur utilité

reconnue.



Etat initial



ruation à évite



Situation meilleure

gère des éoliennes poort Natura 2007 en fonction de critères qualitatifs et paysagers. Un bureau d'études mandaté pour mener ce travail a défini le nombre maximal de seize éoliennes pour le site en tenant compte du réseau, des routes, des lisières forestières, des habitations. Il a également proposé une méthode de projet avec des orientations sur les distances, les dispositions dans le paysage, la répartition des éoliennes les unes par rapport aux autres, etc. >5< L'étude, aboutie en 2007, s'intéresse aussi bien à la prise en compte des paysages pour guider l'implantation des éoliennes qu'aux paysages créés par les éoliennes. Depuis cette date, et compte tenu de l'intérêt de la démarche mise en place, la Fondation recommande d'élaborer ce type d'étude paysagère pour l'élaboration des plans directeurs cantonaux éoliens et la planification opérationnelle.

Sur la base de l'étude paysagère, huit nouvelles éoliennes ont été implantées en 2010, permettant d'atteindre le potentiel maximal du site. Pour démultiplier la production énergétique sans dépasser le nombre de mâts autorisés, la seule possibilité d'extension consiste à améliorer la performance de chaque machine. Ainsi, des opérations de repowering sur huit éoliennes en 2013 et 2016 ont permis d'augmenter considérablement la production sans nouvelle installation.

Ces
interventions
consistent à remplacer
les éoliennes les plus
anciennes par des modèles plus
récents, plus performants et plus
hauts: une éolienne de 150 mètres
de haut produit sept fois plus de
courant qu'une éolienne de 67 mètres.
Les anciens mâts, encore en bon état
de fonctionnement, sont vendus
d'occasion
à l'étranger.

>6<

-Réalisation —

>6<

## Une centrale éolienne qui améliore ses performances sans mât supplémentaire

La centrale Juvent n'a pas d'objectif de recherche comme la centrale solaire. Pour augmenter sa production, elle a connu sept phases d'agrandissements en vingt ans qui ont permis de multiplier par trente-cinq la production annuelle pour atteindre 70 millions de kWh (besoins annuels de plus de 15 000 foyers). Grâce aux avancées technologiques et aux nouvelles dimensions des éoliennes, la puissance nominale par machine est passée de 600 à 2 000 kW.



## UNE GOUVERNANCE PARTAGÉE AVEC LES ACTEURS PUBLICS ET PRIVÉS LOCAUX, SOURCE DE LIENS ET DE PROJETS

Dès le début, la société BKW a souhaité développer un travail de terrain et une animation citoyenne exemplaires, en lien avec les collectivités et les acteurs économiques locaux. Des rencontres et des dialogues avec toutes les personnes concernées ont été menés dès le premier projet, et se poursuivent dans la durée. La volonté de s'appuyer sur les forces vives du territoire et d'impliquer les acteurs de la région n'est pas un passage obligé pour « faire de la concertation », mais plutôt une philosophie de travail de BKW. Il s'agit de les impliquer dans la gestion et l'animation, connaître les particularités locales, créer des partenariats et développer de nouvelles actions.

Le suivi du projet a été assuré par des représentants de l'Office de tourisme, de BKW et de ses firmes, notamment la Société Mont-Soleil et Juvent SA. Ce groupe s'est ensuite élargi avec un représentant de la Haute École Arc dont un des volets concerne l'ingénierie, et les maires des communes de Cormoret, Courtelary, Saint-Imier, Villeret, motivées par la démarche (le siège social des deux centrales est sur le territoire de Saint-Imier mais la centrale éolienne s'étend sur ces quatre communes).

-Réalisation -

>7<

#### Une assistance électrique qui permet à un seul cheval de tracter le char

Un agriculteur organise des balades en char attelé et trouve des compléments de revenus grâce à cette activité. Certains chars ont une assistance électrique qui permet de recharger une batterie dans les descentes et d'aider le cheval dans les montées. Le développement de cette mobilité douce est également revendiqué pour sa lenteur et son calme. Prendre le temps fait partie de la transition du territoire.



Toutes les personnes impliquées, les agriculteurs, les propriétaires fonciers... se réunissent tous les ans depuis vingt ans pour faire le bilan sur ce qui va bien, les problèmes rencontrés, les bonnes surprises, les nouveaux projets, les améliorations à apporter. La parole reste très libre, tous les sujets sont abordés, même les plus sensibles. Ce comité joue un rôle social important, les membres se connaissent bien et se côtoient régulièrement. Ces séances conviviales redonnent une fierté, rendent lisibles la diversité des actions, leur impact, leurs influences hors du territoire. Leur permanence dans le temps montre leur importance. La dynamique de ce groupe a favorisé l'émergence de nombreuses initiatives locales. Par exemple, les agriculteurs ont développé les produits du terroir, qu'ils proposent lors d'apéritifs, suite à des visites des centrales ; un exploitant a développé les chars attelés pour circuler autrement sur le site >7< ; des habitants du territoire ont créé la bière « Mont-Soleil » ; des balades gourmandes sont proposées avec la visite des éoliennes ; un observatoire a été construit sur le site par une fondation d'astronomes amateurs

## UNE VOCATION TOURISTIQUE ET PÉDAGOGIQUE FORTE POUR FAIRE ÉVOLUER LES MENTALITÉS

Le projet s'est tout de suite construit avec une dimension touristique importante pour qu'il ne soit pas seulement économique et tourné vers la production d'électricité mais participe aussi au développement du territoire, favorise une meilleure compréhension et une acceptation des guestions en jeu, aussi bien à l'échelle locale que nationale et mondiale. Cette volonté s'est d'abord traduite par l'ouverture des sites de production au grand public et la création d'un sentier pédagogique pédestre et cyclable. Le circuit traverse les pâturages boisés, permet d'approcher les centrales, de voir les éoliennes de près et de prendre la mesure de leur impact dans le grand paysage. Grâce à la nouveauté de la thématique et la curiosité vis-à-vis des installations, plus d'un million de personnes ont parcouru les sentiers depuis vingt ans, un chiffre probablement sous-estimé.

création du
« Sentier des Monts » sur
le sommet du relief a donné
l'idée de mettre en place un second
sentier dans le vallon pour valoriser le
fromage Tête-de-Moine (et la fondue), le
chocolat, les montres Longines, la force
hydraulique. Ce « Sentier du Vallon »
permet aussi de proposer un circuit en
boucle qui relie les deux parcours
grâce à la présence du funiculaire
rénové et d'une navette en

En dehors des portes ouvertes annuelles, des visites guidées payantes des deux centrales, solaire et éolienne, sont organisées tout au long de l'année. Elles ont accueilli 400 000 visiteurs. Parallèlement, une action intitulée « Watt's up ? » est menée auprès des scolaires de neuf à seize ans sur les problématiques liées à la transition énergétique et aux différentes énergies. Elle comprend la mise à disposition gratuite de supports pédagogiques, une formation des enseignants et trois demi-journées d'intervention par un animateur de BKW. Elle touche en moyenne deux cents cinquante écoles du secteur par an. BKW prend à sa charge le financement de sept à huit postes de guides et d'animateurs pour assurer ces interventions.

Pour mieux répondre aux développements multiples des activités autour des deux centrales, approfondir la communication et la diffusion auprès du grand public, gérer l'accueil touristique, créer et entretenir les panneaux didactiques des sentiers, être à l'écoute des acteurs de terrain concernés..., une nouvelle société a été créée en 2012 avec les quatre communes : l'Espace découverte énergie (EDE) > & <. Financée par Juvent SA et la Région, cette structure compte une salariée. Elle travaille en étroite collaboration avec l'Office de tourisme du Jura bernois, qui diffuse les informations dans un périmètre plus large et dispose d'un relais de terrain précieux grâce à cette nouvelle société.





© A la découverte de nos centrales, BKW



D'autres sites de production électrique gérés par BKW sont ouverts au public, avec des visites guidées gratuites proposées dans trois centrales hydroélectriques, une centrale à accumulation (retenue d'eau) et une centrale nucléaire. Une plaquette touristique présente les sites visitables avec des idées d'excursions et un croisement d'informations techniques, scientifiques, économiques et paysagères. Le producteur organise les visites et finance les postes des guides, qui gardent une grande liberté de parole. Leur rôle n'est pas de faire l'apologie de BKW ni d'organiser une communication d'entreprise, ils sensibilisent et partagent une information générale sur l'énergie, le réchauffement climatique, les avantages et les limites des solutions alternatives, la nécessité des économies énergétiques, la pertinence des sources d'appro-



visionnement variées. Ils ne présentent pas le solaire ou l'éolien comme étant LA solution qui va tout résoudre. Ils mènent une démarche citoyenne qui cherche à améliorer la compréhension de tous pour accepter un état des lieux, la nécessité de changer d'habitudes et de rapport à l'énergie en maintenant une qualité de vie. Les centrales de Mont-Soleil et de Mont-Crosin servent de supports pour illustrer à partir d'exemples concrets. Les visites, la possibilité d'approcher les installations de très près et de poser des questions contribuent à rectifier les idées reçues, donner une information plus juste et objective, sortir des a priori. Les guides expliquent le travail mené sur les sites sans cacher les difficultés ou les problèmes rencontrés, ni chercher à plaire. L'information donnée se veut factuelle, argumentée, non partisane. Le fait de montrer la logique d'ensemble et le maillage à

Depuis
mai 2017, le site
de Mont-Soleil et MontCrosin dispose également
d'un centre didactique ouvert
au grand public, qui offre un outil
supplémentaire de découverte et
de sensibilisation sur le thème de
« La montagne intelligente ou
l'art d'exploiter les forces de
la nature ».





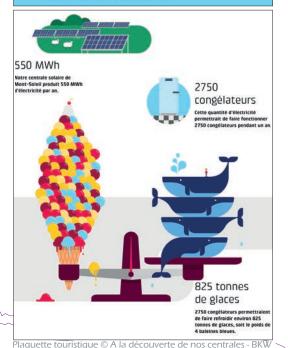
l'échelle d'un territoire plus vaste fonctionne bien. L'argument esthétique est peu évoqué par les participants et ne semble pas être un frein. Environ 95 % des visiteurs repartent satisfaits. Certains opposants viennent aux visites et, s'ils gardent des réticences vis-à-vis des nouvelles énergies, ils ont moins d'idées fausses en tête, telles que l'éolienne qui décime les oiseaux (les chats sont de plus terribles prédateurs), effraie le bétail (les chevaux et les vaches broutent souvent au pied des mâts car il y a moins de mouches), bruyantes (l'impact sonore est généralement jugé plus faible qu'imaginé), etc.



>#

### Du soleil pour faire des glaces?

Chez nous, c'est possible...



### Des actions pédagogiques proposées par l'EDE pour tous les publics

Le sentier est ponctué de nombreux panneaux didactiques sur le climat, les réseaux électriques, les énergies renouvelables, l'agriculture, le paysage, les produits du terroir, la géologie, la biodiversité... Des jeux pédagogiques apportent un complément sur site. Par ailleurs, des brochures destinées aux élèves sont proposées aux enseignants pour construire des temps d'animation.

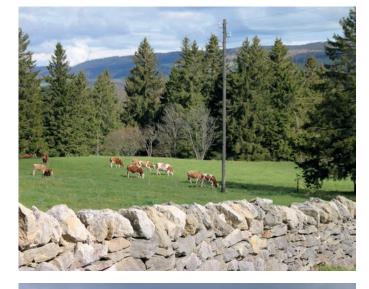


## DES AGRICULTEURS IMPLIQUÉS DANS LE PROJET ÉNERGÉTIQUE ET DES COMPENSATIONS LIÉES AU CADRE DE VIE DES HABITANTS

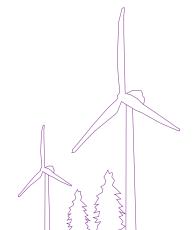
Dès la création de la centrale solaire Mont-Soleil, un appel a été fait aux agriculteurs pour devenir guides auprès du grand public dans le cadre du programme touristique. Certains d'entre eux ont répondu présent et sont guides depuis vingt six ans, motivés par le partage avec le grand public des problématiques liées aux énergies. Cette connaissance fine du fonctionnement des centrales a par exemple transformé la pratique professionnelle d'un des agriculteurs du territoire, qui diversifie son activité en surveillant les éoliennes, les entretenant, assurant des opérations de contrôle ou intervenant sur d'autres machines du même type à l'étranger. Ces activités nouvelles occupent 20 à 30 % de son temps de travail et apportent un revenu complémentaire à son métier d'éleveur. Cet apport devient indispensable car la production laitière ne permet plus d'assurer un salaire suffisant, la diversification des activités représente une bonne alternative économique. L'opportunité offerte par les deux centrales s'accommode bien avec la gestion de sa vingtaine de vaches: quand il y a beaucoup de vent, le temps est mauvais pour aller sur son terrain et il peut se consacrer aux éoliennes ; lorsqu'il fait beau, sans vent, les éoliennes demandent peu d'entretien et il peut faire les foins. Le vent, autrefois vu comme un problème (création de congères en hiver...) est devenu un élément positif.

Par ailleurs, chaque propriétaire loue à Juvent SA le terrain utile à l'éolienne : une portion de sol de dix-huit mètres de diamètre et le chemin d'accès. Un socle de deux mètres cinquante de profondeur rempli de quatre cents mètres cubes de béton est nécessaire pour l'implantation d'un mât. Il est ensuite recouvert de cinquante centimètres de terre et redevient une pâture, avec un impact agricole négligeable dès que l'herbe a repoussé.

Les habitants reconnaissent que les éoliennes posent d'importants problèmes lorsque l'entre-prise les installe sans faire d'accompagnement avec les populations locales. Pour les jeunes d'ici, elles font partie du paysage ; les plus âgés les acceptent bien car le territoire est plus dynamique, moderne et agréable qu'avant. Le fait d'avoir été associé, impliqué et écouté change le regard.







### Les habitants ne sont pas oubliés dans la démarche et des systèmes de compensation sont mis en place au cas par cas, accompagnés et financés par l'entreprise. Ainsi, de nombreux murets en pierres sèches ont été remontés et sont entretenus, des chemins ouverts. un appui financier proposé pour la pose de doubles vitrages. à toutes ces actions et aux installations de Mont-Soleil et Mont-Crosin, la région est entièrement autonome en électricité, avec une production supérieure à la consommation de la population (115 gigaWh/ an). C'est la seule de Suisse à avoir réussi cette gageure.

### DES HABITANTS ET DES COLLECTIVITÉS ACTEURS DE L'AUTONOMIE ÉNERGÉTIQUE LOCALE

En Suisse, la production d'énergie n'est pas centralisée, il existe des milliers de fournisseurs d'électricité. Les habitants peuvent acheter leur énergie auprès des producteurs de leur choix, avec une dissociation du prix du réseau et de l'électricité. La commune de Saint-Imier a choisi d'agir dans la production et la vente d'énergie, elle rachète le kWh d'énergie solaire à un prix intéressant pour soutenir l'effort individuel, environ dix-sept centimes contre six au prix du marché. La Confédération oblige les fournisseurs à payer un centime et demi de plus que le prix du marché, de façon à créer un fonds pour subventionner les installations solaires. Ce fonds est très sollicité et de nombreux projets sont bloqués par manque de financements, c'est pourquoi la commune a décidé de mener une politique volontariste dans ce domaine. Elle a récemment proposé à ses habitants de se positionner par rapport aux sources d'énergie qu'ils utilisent, à travers un contrat engagé qui garantit 90 % d'électricité issue de centrales hydrauliques suisses et 10 % d'électricité produite localement, pour un surcoût annuel de 40 CHF (environ 37 €). Les retours sont très bons et de nombreux habitants ont choisi cette option qui leur permet de soutenir le développement d'énergie locale et 100 % renouvelable

Grâce

La situation n'est pas simple pour autant car l'électricité solaire et éolienne reste difficile à stocker. Les jours venteux ou de grand soleil peuvent créer des pics de production complexes à gérer. Les barrages hydrauliques permettent d'équilibrer les différences de production entre le jour et la nuit, mais la solution n'est pas encore trouvée à l'échelle de l'été et de l'hiver. Plus de 40 % de la production suisse est d'origine hydraulique, cette énergie renouvelable utilisable à la demande est une chance car elle ne pose pas de problème de stockage. Un quide a expliqué qu'il faudrait réussir à « congeler la chaleur »! En attendant cette révolution technologique, la recherche et la sensibilisation doivent se poursuivre simultanément pour progresser sur les questions de stockage, de consommation et mieux lisser la production. La situation peut s'améliorer si les usagers changent leurs comportements. Par exemple en chauffant pendant la journée quand il y a de la production plutôt que la nuit, en n'envoyant pas le courant dans un réseau trop éloigné pour ne pas être obligé de surdimensionner le réseau électrique, en programmant les mises en route d'équipements consommateurs (appareils électroménagers...), en utilisant le surplus pour charger les batteries de voitures, les véhicules électriques deviennent alors des stocks tampons. Des recherches explorent la piste de la tarification pour avoir des prix d'électricité différents selon les heures de la journée et la

-Éclairage-

>9<

## Un système de gouvernance national qui s'appuie sur l'avis des citoyens

Des votations sont organisées trois ou quatre fois par an pour que les citoyens se prononcent sur un ou plusieurs sujets relatifs à la politique fédérale, cantonale ou communale. Le résultat d'une votation est contraignant pour les autorités, qui doivent appliquer le résultat du vote.

100 000 citoyens ayant le droit de vote peuvent proposer une modification totale ou partielle de la Constitution fédérale et la soumettre à la votation populaire.

production.

L'équilibre entre la stabilité de la production, l'offre et la demande concerne le vallon de Saint-Imier, mais aussi tout le territoire suisse (et international). Une votation >9< très attendue a eu lieu en mai 2017 sur la stratégie énergétique du pays à l'horizon 2050. Près de 60 % des habitants se sont exprimés favorablement pour réviser la loi sur l'énergie, réduire la consommation, améliorer l'efficacité, promouvoir les énergies renouvelables, sortir du nucléaire. Ce résultat important montre que les mentalités évoluent et sont prêtes

au changement. À l'occasion de la votation, de nombreux débats ont eu lieu contre l'éolien et son impact paysager.

Dans le vallon de Saint-Imier, la réflexion a été portée plus loin, de façon globale, citoyenne et sans exclure de possibilités pertinentes à court, moyen et long terme. À l'échelle du pays, les périodes de transition intégreront des importations d'énergie nucléaire française ou de charbon allemand. Une transition qui implique que d'autres pays produisent autrement qu'avec des énergies renouvelables. Le solaire et l'éolien ne sont pas une solution unique.

ces
énergies
apportent des résultats
aujourd'hui, elles vont
évoluer dans le temps et peuvent
représenter des propositions
transitoires. Si les turbines éoliennes
perdent leur pertinence face au
développement de la géothermie par
exemple, elles peuvent être démontées
et disparaître du paysage. C'est en
tous cas la posture que défendent
les acteurs locaux, engagés et
ouverts à de nouvelles
possibilités.

## DES REMISES EN QUESTION PERMANENTES POUR RESTER À LA POINTE ET UN MAILLAGE À UNE ÉCHELLE TERRITORIALE PLUS VASTE

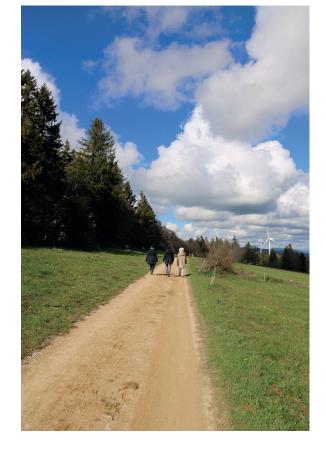
L'efficience énergétique, la mise en place de solutions techniques et pratiques pour réduire la consommation restent des préoccupations majeures. BKW axe sa politique sur le développement de la maison autonome et mène de nombreuses actions auprès des particuliers pour les aider à faire un état des lieux de leur habitation et leur consommation, cibler les points à améliorer, établir un certificat énergétique, les accompagner dans la mise en œuvre de la modernisation énergétique de leur bâtiment. Ces interventions restent accessibles financièrement pour garder un caractère incitatif, mais sont paradoxales car, en tant que producteur d'électricité, l'entreprise se finance par la consommation. Aider à baisser la consommation se traduit directement par une baisse de rentrées financières! La situation doit évoluer pour rester stable et viable.

BKW garde une longueur d'avance et bénéficie d'une reconnaissance nationale sur ses résultats économiques et sa stratégie de développement, récompensés par un prix environnemental. Aujourd'hui, elle est le seul producteur bénéficiaire en Suisse, le premier à avoir diversifié ses activités et s'être tourné vers les prestations.

Le contexte, perpétuellement changeant, oblige à se remettre en question à tout moment. Le site de Mont-Soleil était en vogue au début du XX° siècle pour sa station touristique de montagne, il a perdu son attractivité après-guerre lorsque des stations de ski se sont développées plus en altitude, la création des centrales de Mont-Soleil et de Mont-Crosin lui ont redonné un regain d'intérêt. Aujourd'hui ces équipements sont plus courants et ont perdu leur effet lié à la nouveauté, certains opposants à l'évolution des paysages en donnent une mauvaise image. Avec le changement de loi sur l'énergie, ils ne seront plus le parc de référence suisse et doivent se renouveler en permanence pour rester à la pointe.

Le potentiel touristique de la région est très important et peut encore se développer, de nombreux projets en attestent. Le projet Swiss Energypark porté par BKW, les cantons du Jura et de Berne veut aller plus loin dans la recherche, l'innovation et la concertation avec les habitants, à une échelle de territoire plus vaste. Cette plateforme invite les entreprises intéressées à soumettre une proposition et vise à tester des projets de recherche dans le domaine énergétique pour élaborer des

solutions novatrices et garantir l'avenir énergétique. Elle comprend un volet touristique et de communication avec le grand public, en lien avec les communes, dans la continuité des actions déjà engagées et en démultipliant l'échelle d'intervention. Le territoire d'expérimentation est situé entre Saint-Imier (canton de Berne) et Le Noirmont (canton du Jura), il s'étend sur 251 km² et concerne près de 17 000 habitants.





### À RETENIR - CONDITIONS DE RÉUSSITE - PRISE DE RECUL

Toutes
les personnes
rencontrées nous ont
raconté la même histoire,
qu'elles soient élues, habitantes,
militantes, issues du monde public,
privé, associatif ou qu'elles viennent du
milieu de l'entreprise. C'est la preuve
d'une belle cohésion et
du partage du projet, sans
dissonance.

Encore
une fois,
nous avons été
admirablement accueillis,
avec simplicité,
convivialité,
générosité.

Oui mais
avec une attitude
toujours très humble.
Certains ont même dit qu'ils
n'intervenaient qu'à une
échelle très locale, comme s'ils
bricolaient dans leur coin,
sans vraiment avoir
d'influence.

Chacun
apprécie le chemin
parcouru et a conscience
de la dimension innovante du projet, tout en ayant
le sentiment que rien n'est terminé ni
abouti. Tous affirment qu'ils peuvent
et doivent aller plus loin, convaincre
plus de monde et continuer
à développer la prise de
conscience.

On ressent
une motivation
incroyable et une volonté
de poursuivre la recherche,
la sensibilisation, l'ouverture des
regards, le développement de
nouvelles actions,
le changement
d'échelle.

L'implication
citoyenne est
particulièrement intéressante. Elle
permet de poser le débat, pacifier,
se mettre à distance, comprendre la
situation, les blocages, les envies. Cette
démarche n'est pas une étape mais un
véritable processus dans
la durée, à tous les
moments et toutes

les échelles.

Les réunions
régulières et conviviales
de tous les acteurs sont
fondamentales. Elles créent un
climat de confiance stimulant,
source de fierté et d'initiatives.
Les gens se connaissent,
s'interpellent et construisent
de nouveaux projets
cohérents.

Le principe d'une remise en cause collective permet d'éviter de se perdre et oblige à sortir d'une routine. Tous sont toujours en mouvement.

> Et comme dans Astérix, ces rencontres finissent toujours par un banquet!



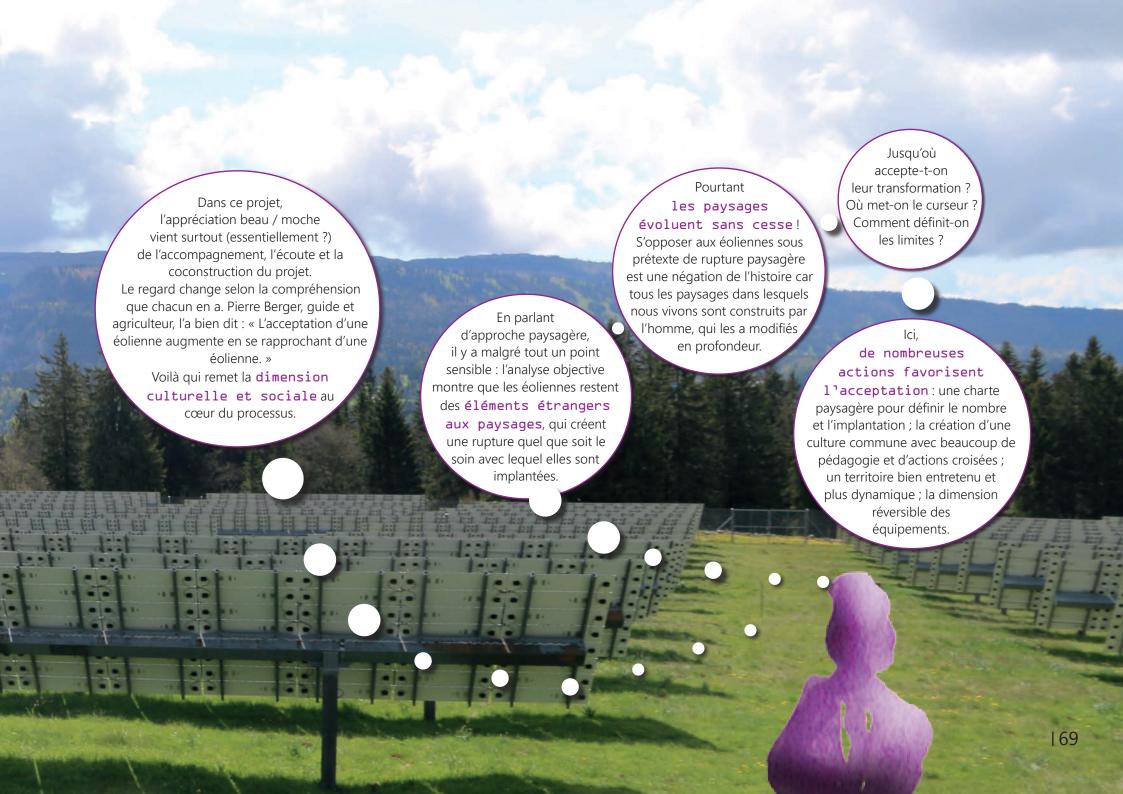
Il s'agit d'être
solide avant de se lancer
dans une telle aventure, et pour
cela, rien de tel que réunir des
énergies qui veulent aller dans le
même sens. Anticiper et être précurseur
est inconfortable et demande du courage
car faire autrement dérange et bouscule
les habitudes. Il faut se lancer, accepter
les critiques, inventer des méthodes,
surmonter les difficultés, aller vers
l'inconnu.

La durée est
également importante.
Tout se construit petit à petit
depuis 25 ans. Patience et
ténacité sont les maîtres mots.
La gageure est d'avoir réussi à
organiser une continuité
malgré des changements
d'équipes élues.

La formation
de chacun permet
de créer une culture
collective qui favorise cette
pérennité. Et aussi la présence d'une
entreprise ancrée dans le territoire
de longue date, avec des objectifs
clairs, qui s'enrichissent
perpétuellement.

Certains restent
méfiants car l'initiative et le
financement de la recherche, de la
communication et de la sensibilisation
viennent d'une entreprise privée. Elle
bouscule pourtant les partenariats publics et
privés, défend ses intérêts dans un souci
de bien commun et de vision à long
terme. Sa posture inclut l'acceptation sociale
et le développement local, dans une
optique responsable qui demande
un important investissement et
change la façon d'aborder
les projets.





# Ressources et informations complémentaires



- Groupe BKW: www.bkw.ch
- Société Mont-Soleil : http://www.societe-mont-soleil.ch
- Centrale éolienne Juvent SA: http://www.juvent.ch
- Jura Bernois Tourisme : http://www.jurabernois.ch
- Espace découverte énergie : www.espacedecouverte.ch
- Swiss Energypark: http://swiss-energypark.ch
- Commune de Saint-Imier : https://www.saint-imier.ch
- Funiculaire de Saint-Imier-Mont-Soleil : http://funisolaire.ch
- Fondation suisse pour la protection et l'aménagement du paysage (SL-FP) : www.sl-fp.ch



#### Documents à télécharger :

■ Étude réalisée par Natura sur l'intégration paysagère des éoliennes sur le site de Mont-Crosin, par la Fondation suisse pour la protection et l'aménagement du paysage et l'OFEV :

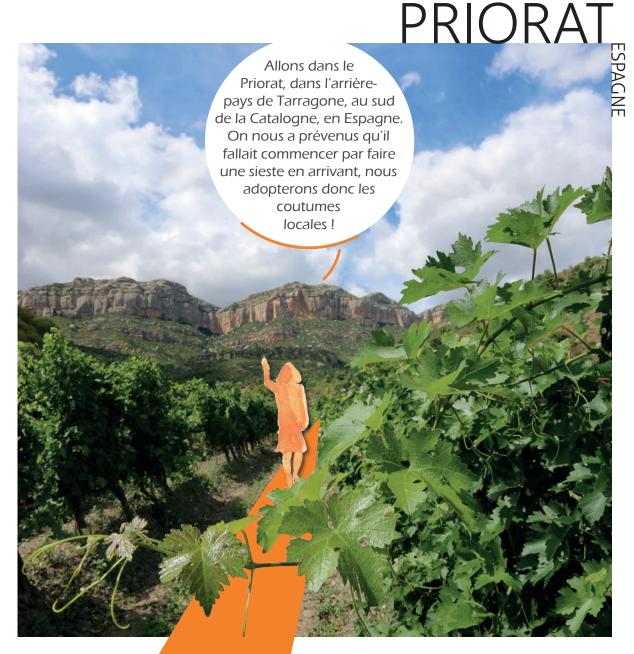
Étude: http://www.sl-fp.ch/getdatei.php?datei\_id=1186

Annexes, cartes: http://www.sl-fp.ch/getdatei.php?datei\_id=1187 Annexes, photos: http://www.sl-fp.ch/getdatei.php?datei\_id=1188

■ La stratégie paysage de l'OFEV :

https://www.bafu.admin.ch/bafu/fr/home/themes/paysage/info-specialistes/conserver-et-developper-la-qualite-du-paysage/la-strategie-paysage-de-lofev.html

Un territoire oublié qui se reconstruit avec ses habitants, à partir de ses savoir-faire et de ses paysages

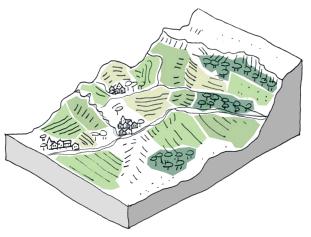




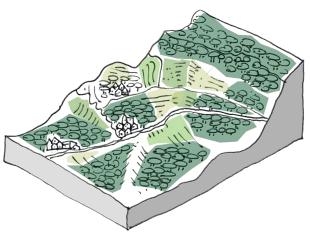


### ÉVOLUTION SCHÉMATIQUE DES PAYSAGES DANS LE PRIORAT

#### Avant pétrole

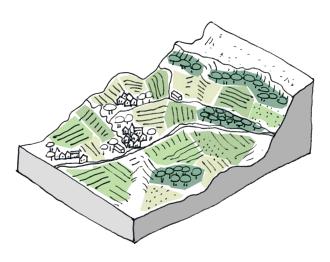


#### Pétrole



Un territoire de moyenne montagne méditerranéenne fort d'une riche culture sarrasine puis chrétienne. Une économie agricole vivrière de proximité s'y développe de longue date, adaptée aux reliefs prononcés. Le développement industriel marque discrètement le territoire, qui s'est rapidement dépeuplé au profit des villes et industries de la côte. La difficulté d'accès liée aux reliefs le protège d'un développement débridé mais contribue aussi à son abandon progressif, entraînant une fermeture des paysages et une perte de dynamisme et de savoir-faire.

#### Après pétrole



Quelques jeunes viticulteurs décident de réinvestir le territoire pour y développer des produits de qualité. La population, les acteurs locaux et les élus, d'abord réunis contre un projet éolien industriel, accompagnent le projet de reconquête en se mobilisant et redéfinissant de nouvelles valeurs partagées pour bien vivre ensemble et dans son environnement. De nouveaux paysages apparaissent, vivants et revendiquant l'idée de mosaïque.

### UN TERRITOIRE PRÉSERVÉ À DEUX PAS DE LA CÔTE

Nous quittons la mer Méditerranée, les ruines antiques, Tarragone, Réus et la côte surinvestie par le tourisme, l'activité industrielle, portuaire, les infrastructures routières, ferroviaires, l'urbanisme... et nous nous dirigeons vers les montagnes, véritable frontière géographique qui protège le Priorat. Les Serres de l'Argentera et de Pradell dépassent les 700 mètres d'altitude et marquent une rupture topographique forte.





Profitant
de cette situation
sommitale, une barrière de
quatre-vingt onze éoliennes
s'est installée sur la crête en rangs
serrés. Le territoire, mobilisé de
longue date contre des projets
éoliens démesurés, est cerné
par une forêt de turbines qui
semblent le narguer. Voilà
qui ne manque pas
d'ironie!

Les routes sinueuses, entretenues mais étroites, obligent à aller moins vite. Nous ne sommes qu'à une quarantaine de kilomètres de la côte mais le changement est total. Les villages sont compacts et très denses, les reliefs marqués et les pentes abruptes n'ont pas découragé les cultivateurs. Vignes, oliviers, amandiers..., la moindre portion de terrain semble utilisée par une agriculture qui joue avec les courbes de niveaux. Chaque parcelle reste à échelle humaine, ce n'est pas exclusivement la machine qui a modelé ces paysages, la main de l'homme n'est pas loin. Certaines terrasses agricoles montrent des profils atypiques qui sortent de l'imagerie traditionnelle de la terrasse soutenue par un muret en pierres sèches, également très présente dans le panorama. Plusieurs formes d'agricultures sont juxtaposées comme une mosaïque, révélant des approches différentes pour exploiter les terroirs, harmonieuses et respectueuses des paysages.

# UN RENOUVEAU CONSTRUIT À PARTIR D'UN CHOC PAYSAGER ET VITICOLE

Le territoire, très peu étudié et valorisé, reste méconnu. Il n'a pas été chanté par les grands ni fait l'objet d'une approche culturelle positive. >1< La rudesse des lieux, leur accessibilité difficile, leur topographie ont permis de le préserver d'un fort développement urbain et industriel mais l'ont également isolé et empêché de bénéficier de la dynamique côtière. Une phase de déclin importante s'est entamée au XX<sup>e</sup> siècle. La période franquiste a accentué le phénomène et découragé les habitants de rester, en les incitant à rejoindre les industries et la modernité, avec une négation de tout avenir possible dans ce territoire soi-disant révolu et voué à l'abandon. Les villages se sont vidés au profit des villes plus importantes du bord de mer. L'agriculture a décliné et de nombreux terrains se sont enfrichés. L'activité viticole s'est maintenue mais a subsisté avec difficulté car elle cherchait à être concurrentielle avec les autres régions espagnoles dont les configurations permettaient le développement d'une agriculture industrialisée (terrains facilement accessibles, utilisation massive de la mécanisation, terres plus productives...). Le recours aux pesticides et engrais chimiques s'est montré indispensable pour pallier la difficulté du terrain mais n'a pas permis d'atteindre des rendements intéressants. Le raisin a ensuite été vinifié ailleurs, hors du territoire. La particularité du contexte s'est révélée être un frein dévalorisant la production et les agriculteurs locaux.

Dans les
années 1990, quatre
amis aux cultures différentes
(un tarragonais, un français, une
suisse et un espagnol du Rioja) ont
porté un autre regard sur le potentiel
viticole du territoire. Forts de leurs
connaissances d'autres façons de
cultiver la vigne, ils ont expérimenté des
approches alternatives, entre tradition
et innovation, plus écologiques,
sans chimie, avec des
aménagements paysagers
différents.

Ces pionniers ont engagé une nouvelle aventure avec les producteurs locaux, fondée sur des bases réinventées : miser sur la qualité du vin, donner une valeur économique à cette qualité (vendre le vin cher et viser le marché international), travailler avec les spécificités du territoire pour en tirer le meilleur, sortir de la logique de quantité, créer une école d'œnologie. Cette posture a généré des changements profonds sur l'ensemble de la pratique agricole, l'économie, les paysages. Elle a aussi redonné un espoir sur la capacité à pouvoir vivre dans le territoire en continuité avec la tradition viticole.

Dès lors, tout a changé. L'ensemble de la chaîne de fabrication du vin est restée sur le territoire, de la culture du raisin à la vinification, la mise en bouteilles et la vente. Le plus grand changement a eu lieu dans les celliers où le travail du vin s'est entièrement renouvelé. Des jeunes qui seraient



Réalisation —

#### Un dynamisme culturel récent

De nombreuses initiatives se sont développées dans le territoire pour remédier à ce manque culturel. Le festival EVA (En Veu Alta, « À haute voix ») de littérature, contes et tradition orale existe depuis 2005 et se tient depuis 2009 dans le Priorat. Il réunit des personnes de tous horizons, cultures et âges autour de lectures publiques, chants, performances. Il implique les habitants pour accueillir les artistes et le public dans les villages. Le Centre Quim Soler, créé en 2006 pour recueillir et diffuser l'héritage de l'écrivain Joaquim Soler Ferret, cherche aussi à rapprocher la littérature et le vin. Il organise entre autres des ateliers qui regroupent des auteurs extérieurs au Priorat et des habitants qui les guident. De ces rencontres naissent des visions créatives du territoire, publiées en ligne.

partis sont restés, le raisin a commencé à se vendre à un meilleur prix, une boucle vertueuse s'est installée et le fatalisme, habituellement marqué, s'est adouci. Un horizon meilleur semblait envisageable et nombre d'habitants ont réalisé qu'ils avaient peutêtre encore des ressources intéressantes.

### LA CRÉATION DE NOUVEAUX PAYSAGES AGRICOLES

Le nom Priorat a commencé à faire parler de lui et à obtenir une véritable reconnaissance. L'appellation d'origine DO (denominació d'origen) Priorat délivrée en 1954 s'est dotée d'un règlement sur les paysages, les terrasses, la prise en compte des arbres, l'arrachage... Les règles définissent des principes généraux et chaque projet viticole se décide sur le terrain avec le propriétaire, un représentant du département de l'agriculture, de la forêt, de l'appellation. Un petit « Q » comme qualifiée (qualificada) s'est ajouté au DO pour devenir DOQ Priorat. Seule une autre dénomination d'origine porte ce titre, le Rioja, au nord du pays.

Pour accompagner ce mouvement de reconquête viticole et qualitative du territoire, la DO Montsant a été créée en 2001 dans le cadre d'un mouvement citoyen d'envergure dont il sera question un peu plus loin. >2<

Le terroir
de l'appellation
d'origine DOQ Priorat
correspond au sol schisteux.
Ce type de terrain retenant mal
l'eau, les racines de la vigne sont
profondes, les grains plus petits
et concentrés, avec un goût
caractéristique. L'appellation
DO Montsant entoure la
DOQ Priorat.





-Éclairage

>2<

### **Quelques chiffres sur la DO Montsant et la DOQ Priorat**

La vigne a été développée, comme partout en Europe, depuis l'antiquité romaine. L'activité vitivinicole s'inscrit dans la continuité de l'activité viticole de la Chartreuse d'Escaladei du XII<sup>e</sup> siècle, la première à être construite en Espagne après la domination musulmane. L'appellation DO Montsant représente 1 900 hectares plantés, concerne quatorze communes de la comarca du Priorat >3< et deux communes de la comarca Ribera d'Ebre voisine (au sud).

L'appellation DOQ Priorat se développe sur 17 629 hectares de terrains dont 1 930 hectares en vignes cultivées, elle regroupe près de 600 producteurs et touche neuf municipalités de la comarca du Priorat

–Éclairage-



>3<

### La comarca, un échelon administratif intercommunal atypique

La comarca est une unité territoriale construite autour d'un bourg commercial médiéval à laquelle les habitants s'identifient. L'Espagne est divisée en dix-sept communautés autonomes qui disposent toutes d'un régime plus ou moins large d'autonomie par rapport à l'État central. Dans la majorité des régions autonomes, la comarca n'a pas de statut juridique, sauf en Aragon et en Catalogne, qui en a fait un échelon administratif intercommunal depuis le début des années 1980.

Le Conseil comarcal du Priorat existe depuis 1988 et regroupe presque 10 000 habitants dans vingt-trois communes qui représentent vingt-six villages. Il administre un territoire de presque 500 km², il est financé par le gouvernement catalan et a des compétences en matière de planification et urbanisme, santé, services sociaux, culture, sports, éducation, environnement et santé publique, consommation. Il a promu des initiatives stratégiques telles que la Charte du paysage du Priorat ou le plan directeur touristique.

Le changement de pratique viticole, de reconnaissance et de commercialisation s'est construit progressivement en partant des usages anciens, sans cesse améliorés grâce à la discussion, des recherches et des échanges réguliers avec les viticulteurs, les associations, les représentants des professions, des administrations et des appellations. Il s'est accompagné d'une évolution spectaculaire des paysages. Dans le terroir du Priorat, les vignes étaient traditionnellement en pente, sans mur ni terrasse. Dans les terres non schisteuses, les paysans ont monté des murs en pierres sèches pour créer des terrasses, occuper les fortes pentes et limiter l'érosion. De nouvelles plantations de vignes ont bousculé ces principes d'occupation du sol en travaillant presque systématiquement avec des banquettes. À l'inverse des terrasses dans lesquelles le sol reste en pente douce et le mur de soutènement vertical, les banquettes sont constituées de talus inclinés sans pierre ni appareillage, et de replats horizontaux qui permettent le passage de petites machines et changent la façon dont l'eau circule dans le sol. Certains agriculteurs replantent également des vignes en pente sans mur ni banquette pour retrouver le goût particulier du raisin. Ainsi, selon le sol, le viticulteur et sa recherche plus ou moins grande de typicité, plusieurs modes d'aménagement cohabitent dans un même secteur, créant une diversité de paysages, de goûts et de produits.



La mosaïque paysagère qui caractérise le territoire est héritée d'une longue tradition de petites parcelles privées, dans une logique vivrière de proximité. Tous les habitants avaient une activité agricole (olives, amandes, vigne, noisettes, cerises, pistaches, maraîchage...) souvent partagée avec une autre profession. En matière viticole, la petite cave reste le modèle dominant d'exploitation familiale avec une production limitée. Des coopératives installées de longue date dans le territoire interviennent sur la fabrication et la commercialisation. Longtemps assimilées à une production de mauvaise qualité, elles ont beaucoup évolué et sont devenues de véritables instruments pour la survie des petits producteurs. Plus de cent caves privées ou de coopératives existent dans le DOQ Priorat et presque soixante-dix dans le DO Montsant.

La vigilance doit rester forte à tout moment car les situations sont perpétuellement mouvantes. La bonne image du Priorat, symbole du renouveau du territoire, pourrait aussi se retourner contre lui. De grandes entreprises viticoles attirées par la qualité du produit s'installent et veulent augmenter les quantités et les volumes de production dans une logique surtout économique. Elles rachètent progressivement des petites parcelles pour créer de plus grandes surfaces d'un seul tenant. Le phénomène est accentué par la difficulté de trouver des repreneurs lors de départs à la retraite. Tous les agriculteurs en activité ne souhaitent pas non plus devenir salariés d'une grosse entreprise. La diversité d'activités et de cultures de petite taille, imbriquées dans le paysage, pourrait être remplacée par une monoculture de vignes qui remettrait en cause le principe de mosaïque autour de laquelle les habitants et les acteurs locaux se reconnaissent.



# UN MOUVEMENT CITOYEN D'ENVERGURE DÉCLENCHEUR DE RÉAPPROPRIATION LOCALE

L'intérêt de l'expérience développée dans le Priorat ne réside pas seulement dans son projet agricole fondé sur les patrimoines historique, géologique, humain, paysager, tourné vers la modernité, l'adaptation au contexte et à l'économie contemporaine (ce qui est déjà beaucoup!). Il faut revenir une vingtaine d'années en arrière, juste après le renouveau viticole, pour bien comprendre le processus.

En 1999, le gouvernement catalan a souhaité développer l'énergie éolienne et a mis en place une cartographie qui prévoyait l'installation de centrales, essentiellement sur les points culminants du sud de la Catalogne. Le Priorat et sa montagne la plus symbolique, le Montsant (« mont saint ») au nord-ouest du territoire à plus de 1100 mètres d'altitude, allaient se couvrir de mâts. Les élus locaux, démarchés par des entreprises d'énergie, ont d'abord été séduits par les retombées économiques du projet qui prévoyait la construction de quatorze centrales. Une part de la population, consciente de la valeur du paysage et du patrimoine naturel du site, s'est montrée particulièrement réticente à ce développement massif qui aurait eu de fortes incidences sur l'agriculture notamment. La faible densité du territoire (19 habitants/km²) crée une proximité entre les élus et les habitants, tout le monde se connaît et les relations sont plus directes. Grâce au renouveau viticole

récent, les acteurs locaux ont retrouvé une conscience et une fierté du territoire, avec l'espoir de sortir d'une impasse. Des représentants du monde viticole, le syndicat paysan, le milieu touristique et les élus de la plupart de communes se sont organisés en association de défense du territoire. Elle a mobilisé les habitants, initié des débats et des visites sur le terrain avec les élus, les universitaires pour trouver un accord. Elle ne souhaitait pas s'opposer en bloc aux énergies renouvelables mais demandait à être associée à la réflexion sur le choix des énergies, la quantité et l'emplacement des équipements. De nombreux militants venaient de la lutte antinucléaire des années 1970 et étaient aguerris à la résistance locale, les débats furent passionnants mais complexes car il s'agissait de s'opposer au développement d'une énergie propre.

Compte tenu de la richesse naturelle et de l'importance symbolique du Montsant, l'association a proposé qu'il soit classé en parc naturel. Cette protection le prémunissait également de l'installation d'éoliennes. Un accord a été signé avec le conseil comarcal, les communes et les associations. Malgré son absence de portée juridique, il a dissuadé les fournisseurs d'énergie d'investir le cœur du territoire et le Montsant. Ces entreprises se sont alors installées autour du Priorat de façon assez intensive.

Cette lutte portée par les habitants et les acteurs du terrain a enclenché un mouvement profond de prise en compte des paysages, de nombreux débats se sont poursuivis sur le développement futur du territoire. La construction d'une culture commune s'est engagée autour de la définition de valeurs partagées, de la compréhension des incidences des projets et de l'argumentation des choix pour savoir quelle direction prendre. L'association a mobilisé des ressources et des expertises extérieures pour former et instruire les gens du territoire, enrichir les réflexions et progresser collectivement dans une vision plus claire de l'avenir souhaitable du Priorat à l'aune de ses paysages. La vigilance restait de mise car d'autres projets émergeaient régulièrement (centrale thermique, centre de déchets...).

Des étapes importantes ont entériné l'action citoyenne : l'attribution de l'appellation contrôlée DO Montsant en 2001, la création du Parc naturel de la Serra de Montsant en 2002.

Créé en 2005 suite à la loi paysage de la Catalogne pour mettre en œuvre la Convention européenne du paysage portée par le Conseil de l'Europe, l'observatoire catalan du paysage a également constitué un formidable levier. >4< Le Conseil comarcal du Priorat en lien avec les associations et les trois appellations d'origine du territoire (deux viticoles Priorat et Montsant, une sur l'huile d'olive Siurana) ont demandé à l'observatoire de construire avec eux une charte de paysage pour structurer et cartographier le diagnostic du territoire, les valeurs et les objectifs de qualité paysagère. Parallèlement, l'observatoire a travaillé sur d'autres territoires et à d'autres échelles, ce qui a permis de nourrir la charte du Priorat, signée en 2012. Un maximum d'acteurs a été associé à la démarche par un processus de participation très large, pour qu'elle soit comprise et partagée.

#### >4<

#### L'observatoire catalan du paysage, une petite structure réactive pour créer des savoirs et animer

L'observatoire est financé par des fonds publics, avec un statut intermédiaire entre l'administration et la société civile qui lui donne l'avantage d'être flexible et dynamique. Il dispose d'un petit budget et d'une équipe de sept personnes réactives. Au début porté par trois organismes, il réunit aujourd'hui trente représentants de différents ministères (agriculture, tourisme, culture...), d'associations professionnelles (architectes, géographes, biologistes...), des six universités publiques catalanes, de la mairie d'Olot où l'observatoire a son siège, de l'administration locale via la députation de chaque province catalane. Ses missions consistent à élaborer un diagnostic du territoire et à sensibiliser les élus, les professionnels, les administrations, le grand public.

Concrètement, l'observatoire établit les catalogues des paysages pour chacun des sept territoires de la Catalogne. Ces outils identifient les paysages, les valeurs, les enjeux, les dynamiques et les objectifs de qualité paysagère. Ils servent de support à la planification territoriale et nourrissent les différentes politiques locales en montrant que le paysage ne relève pas seulement d'une approche esthétique. Il organise aussi des séminaires qui donnent lieu à des publications pour favoriser la diffusion des idées. Il anime un site web qui regroupe des informations

locales et mondiales, dans un souci de connaissance des initiatives et de partage. La majorité des documents est en quatre langues : catalan et espagnol pour la dimension locale, français et anglais pour utiliser les langues du Conseil de l'Europe.

Les catalogues de paysage cartographient finement les unités paysagères de chaque territoire et définissent les valeurs tangibles et scientifiques (géologiques, architecturales, botaniques...), vivantes et immatérielles (culture, social...). Leur construction associe les universités et s'appuie sur une forte participation des territoires concernés et des acteurs locaux, chargés de rédiger et de créer la base de l'information. Il faut compter une année et demie pour construire le catalogue d'un territoire. Après approbation par le gouvernement, les documents sont rendus publics et accessibles à la population. Des synthèses explicatives aident à les vulgariser et les diffuser plus largement.

Des partenariats sont noués avec certains territoires moteurs tels que la Cerdagne au nord de la Catalogne qui a souhaité mener un travail transfrontalier avec la France et le Parc naturel régional des Pyrénées catalanes.

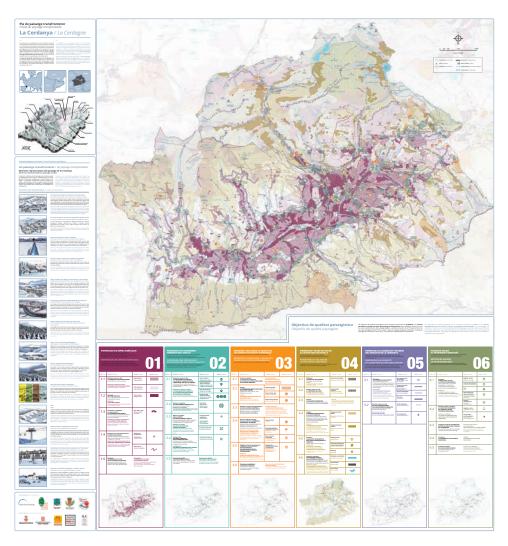
Le Priorat est analysé dans le catalogue de paysages

du Camp de Tarragona, approuvé en 2010. C'est un territoire avec qui les échanges sont anciens et permanents. Le regard extérieur et scientifique de l'observatoire a contribué à construire l'analyse et le raisonnement dès le début des mouvements citoyens autour des projets éoliens. Grâce à ces échanges et ce travail conjoint, les acteurs du Priorat se sont formés et l'observatoire a pu s'intéresser à une échelle de territoire plus fine. Ensemble, ils apprennent et démontrent que le paysage est une bonne approche pour le développement local.

La thématique du paysage, toujours fragile vis-àvis des administrations, est renforcée par la preuve qu'elle est importante pour les populations. Le partenariat et les relais de terrain sont alors primordiaux, ainsi que la reconnaissance internationale. >5<

L'observatoire a traversé quatre changements de gouvernement et la crise économique sans perdre d'effectifs. Il a montré qu'avec peu de moyens il pouvait faire beaucoup.





el Paisatge

La carte du paysage transfrontalier de Cerdagne : une carte pionnière, participative et prospective.

>5<

# Une reconnaissance européenne pour l'action éducative de l'observatoire et de ses partenaires publics

Dans le cadre de la Convention européenne du paysage, la Generalitat de Catalogne et l'Observatoire du paysage de Catalogne ont obtenu le prix du paysage du Conseil de l'Europe en 2010 pour leur action d'« éducation et [de] sensibilisation au paysage: Ville, territoire, paysage ». Extrait de la présentation au prix : « Le projet promeut l'éducation des jeunes de douze à seize ans en Catalogne dans le domaine du paysage et du territoire, en s'appuyant sur des cartes éducatives et un site internet qui propose des activités interactives. En dispensant un enseignement obligatoire sur le thème du territoire et du paysage, les autorités visent à forger une nouvelle culture du territoire et un sentiment de responsabilité à l'égard du paysage. Le programme laisse une grande place à l'analyse afin d'encourager les élèves à appréhender le paysage qui les entoure et à se situer par rapport à lui. Les dépliants éducatifs ont été distribués dans tous les établissements d'enseignement secondaire obligatoire en Catalogne, à 450 000 élèves. Parallèlement, une formation a été mise en œuvre à l'intention des enseignants sur le thème du paysage, pour leur permettre d'exploiter pleinement le matériel pédagogique. »

# UNE ASSOCIATION ANIMATRICE D'UNE MÉTHODE DE TRAVAIL PARTICIPATIVE

Pour poursuivre cette dynamique constructive et sortir de l'opposition aux projets, la société civile a décidé de se projeter à une plus grande échelle de temps et de reconnaissance en présentant une candidature au classement de l'Unesco évolutif vivant comme paysage L'association Prioritat est créée en 2007 pour porter cette démarche d'envergure dont l'objectif est de tracer une direction et de fixer des critères de choix qui fassent l'unanimité, en complémentarité avec la charte. > La charte constitue les prémisses du plan de gestion de la candidature, qui donne une dimension plus profonde et universelle à la reconquête qualitative du territoire par ses paysages.

L'association Prioritat s'est construit une philosophie de travail en continuité avec la dynamique citoyenne préexistante dans le territoire, fondée sur une posture claire et partagée. Elle ne donne pas de directives sur les actions ou les choix à faire et n'impose pas de point de vue, mais crée les conditions de discussion dans lesquelles la dimension du terrain est fondamentale. Autour d'un projet, d'une question ou d'un problème précis, elle réunit l'ensemble des personnes et organismes concernés, qui ne se quittent pas sans avoir trouvé de solution. Les échanges partent de ce qui est commun et partagé, les problèmes sont abordés dans un second temps.

Ainsi les valeurs qui structurent le modèle de société défendu par le territoire constituent le socle des débats et des choix.

Parmi les valeurs identifiées, celle de la mosaïque agraire vivante est majeure. Elle se traduit par de nombreux éléments, modestes si on les envisage isolément, qui deviennent grandioses lorsqu'on les assemble. Chaque composante reste à échelle humaine, sans démesure ni dissonance. Par exemple il n'existe pas d'autoroute mais des routes étroites, sinueuses, qui font découvrir le paysage; les coo-

pératives créent une économie à l'opposé d'un supermarché géant, absent du territoire ; l'adaptation des modes de vie à la géologie et aux spécificités paysagères est toujours lisible et continue à bien fonctionner ; la culture immatérielle est transmise et sans cesse réactualisée ; le rythme rural et calme est directement lié à la configuration des lieux. Le patrimoine n'est pas envisagé sous l'angle du passé mais questionne le futur et la façon dont les habitants vivent.

—Réalisation -

>6<

# L'association Prioritat pour construire et animer la candidature Unesco

L'association Prioritat compte presque deux cents membres dont les collectivités, des organisations professionnelles, des associations, des entreprises, des familles, des syndicats agraires... Trois salariés (équivalent deux plein temps et demi) financés par les cotisations assurent l'animation quotidienne. Un groupe de travail plus impliqué dans le suivi réunit des représentants du Conseil comarcal du Priorat, de la Diputació, de l'association Prioritat.



# UN PLAN DE GESTION LIÉ À LA CHARTE PAYSAGÈRE POUR UNE CANDIDATURE UNESCO

L'ensemble
des valeurs issues des
échanges citoyens est sans
cesse en mouvement, jamais
acquis ni définitif car lié aux habitants, aux acteurs du territoire et
aux problématiques auxquelles ils
sont régulièrement confrontés. Une
méthode de travail en trois axes,
rigoureuse et structurée, permet
d'avancer et de nourrir le projet de territoire.

Le premier axe du plan d'actions de la candidature s'attache à l'auto-estime et la nécessité de continuer le débat, expliquer le projet, convoquer les volontés, mobiliser les acteurs, éclaircir les implications. La méthode de travail reste la même, c'est-à-dire une très large participation citoyenne et l'invitation de spécialistes pour apporter un regard et des éléments d'information sur les sujets complexes. Ce processus de coconstruction permet d'approfondir la connaissance du territoire par ses habitants et de poursuivre sa revalorisation. L'ambition de la candidature Unesco oblige à se questionner sur la valeur culturelle universelle du territoire. L'objectif est de dessiner un modèle et des outils avec les habitants, les ressources, le territoire pour y vivre dignement. Le paysage est alors envisagé de façon dynamique avec le projet de le faire évoluer tout en conservant ses valeurs.

Le deuxième axe de travail concerne l'organisation, la **gouvernance** et le lien avec des politiques étatiques. Le projet, né des volontés locales, impose de développer des responsabilités chez les différents acteurs concernés et d'articuler les actions avec les autres politiques qui s'appliquent sur le territoire. Il s'agit à la fois de donner du pouvoir aux habitants et de réfléchir de façon transversale. La méthode de travail initiée dès les premiers mouvements citoyens reste d'actualité : travailler avec les personnes du territoire, mobiliser les académies, les universités, les spécialistes pour aider à décrire les patrimoines et monter les dossiers. Un master en paysage de Barcelone vient par exemple chaque année sur le territoire depuis sept ans.

Depuis 2015, une nouvelle organisation permet d'aller plus loin dans la réflexion avec la création de forums traitant de différents thèmes (agriculture, tourisme, enseignement, urbanisme...) et un forum général qui en fait la synthèse. Ce fonctionnement fondé sur le volontariat se construit au fur et à mesure, selon le principe d'essais / erreurs. Les institutions sont invitées à participer mais les forums les plus dynamiques restent ceux où les acteurs de terrain sont les plus motivés. Il est donc essentiel d'identifier les personnes déjà engagées et passionnées par la thématique pour créer des complicités, s'appuyer sur leur dynamisme et nourrir le forum.

Le troisième axe d'élaboration de la candidature concerne la définition d'un modèle de gestion économique et sociale fondée sur le projet de bien vivre dans le territoire. Le maintien de l'agriculture et l'importance de garder de petites exploitations est un sujet central dans la réflexion car c'est grâce à elle que les habitants vont pouvoir rester au Priorat. L'agriculture devient un instrument stratégique, politique, social, économique, paysager et culturel de premier ordre.

Une carte accompagne le plan de gestion et identifie tous les acteurs concernés ou qui interviennent sur le paysage, quel que soit leur secteur, leur âge. Il s'agit de mesurer les perceptions de chacun, les rapports qu'ils entretiennent entre eux et leur rôle dans la mise en œuvre du plan de gestion. Leur relation peut être nécessaire, complémentaire, conflictuelle. Par exemple, les paysans et les gardes forestiers doivent travailler ensemble mais ont parfois des rapports conflictuels.



Les lois qui ont un effet sur le territoire sont également prises en compte dans cette carte, qui permet de définir les lignes fortes, les faiblesses et de construire une proposition. La construction de cette démarche s'est faite en relation étroite avec les élus, les agriculteurs, les écoles, les entreprises... lors de débats qui partaient de la question des valeurs du territoire. Le processus, assez fastidieux compte tenu du nombre d'acteurs à mobiliser, a permis un dialogue direct qui a changé le regard, ouvert les consciences et montré une direction.

Avec la carte d'acteurs, cinquante et une actions sont décrites dans le plan de gestion de la candidature Unesco, qui a été signé par la Generalita de Catalunya (gouvernement catalan), les communes du Priorat, le Conseil comarcal du Priorat, la Diputació de Tarragona, la DOQ priorat, la DO Montsant, le Parc Natural de Montsant, les associations Prioritat et Priorat Enoturisme, et le syndicat agricole Unió de Pagesos. Cette réussite montre le chemin parcouru, la prise de conscience, la fierté retrouvée et l'évolution des mentalités. Des projets développés aujourd'hui auraient été impensables il y a quelques années et font maintenant consensus. Au début de la démarche, certains

avaient peur qu'elle conduise à figer les paysages et les projets mais cette crainte n'est plus d'actualité. Certaines actions sont très précises et mises en œuvre sur le terrain, par exemple une opération sur l'enseignement avec les classes du territoire. >7< D'autres sont en construction, demandent à être approfondies et démarrent petit à petit, par exemple sur la rénovation du patrimoine bâti pour développer l'offre en logements ou sur le développement touristique. La candidature Unesco est une opportunité pour développer le tourisme dans le Priorat mais les dérives peuvent être nombreuses. Par exemple, un village de quatre-vingts habitants a déjà dû accueillir mille quatre cents grimpeurs alors que la commune n'était pas équipée pour absorber un tel flux. Des aménagements payants ont été réalisés pour améliorer les infrastructures et l'accueil mais une majorité des escaladeurs s'est dirigée vers la commune voisine, pas équipée et gratuite. Cet exemple met en avant l'importance de la réflexion à l'échelle comarcale. Le développement touristique cycliste, de coureurs, de motards pose les mêmes questions de gestion et d'accueil car les incidences sont parfois lourdes pour les habitants et les agriculteurs qui ne peuvent plus circuler, constatent des dé-

Un rallye
automobile se déroulait
chaque année dans le Priorat
mais il a été remis en question
par les citoyens, qui ont estimé
qu'il ne correspondait pas aux valeurs
de tranquillité rurale et que sa tenue
annuelle allait à l'encontre du projet de vie
harmonieuse porté collectivement. Cette
manifestation contribuait à mieux
faire connaître le territoire et a
pourtant été arrêtée en 2016
pour cause d'incompatibilité
avec la dynamique
citoyenne!









gradations dans les vignes, squattées et abîmées. Cette démarche touristique en construction doit également intégrer des paramètres qui concernent directement les habitants du territoire pour éviter la spéculation et garantir un accès au logement, donc une offre abordable et suffisante. Le tissu bâti existant peut répondre à cet enjeu mais implique une coordination et une action partagée à l'échelle intercommunale alors qu'actuellement les compétences urbanistiques sont gérées par les communes. Le déclin a protégé les villages, ils n'ont pas connu d'expansion de l'habitat ni le mitage par le pavillonnaire. Grâce aux démarches associatives et à la candidature Unesco, cette situation n'est plus perçue comme un retard mais est devenue un atout. Il existe désormais un accord sur la qualité patrimoniale urbaine et sur l'importance de d'abord valoriser le bâti à rénover. Le projet de territoire s'appuie sur le maintien des populations et des jeunes dans le Priorat, le logement est donc un sujet fondamental. Il s'agit d'avoir des orientations claires sur le sujet, qui commence à être traité via le forum sur le tourisme selon la méthode habituelle : d'abord établir un consensus en allant ensemble sur le terrain puis avancer pas à pas avec de petites actions pratiques et réalistes, pour ensuite prendre de

En 2014, le « Priorat-Montsant-Siurana paysage agricole de la montagne méditerranéenne » a été retenu sur la liste indicative de l'Unesco. Un dossier pré-définitif a été déposé en 2017 et le gouvernement espagnol a confirmé sa candidature en 2018. Quelle que soit l'issue, l'ensemble des personnes rencontrées s'est accordé à dire que le chemin pour construire ce projet est plus impor-

l'ampleur.

-Réalisation-

>7<

### Une mobilisation des enfants de la région pour connaître, partager, réfléchir

Face au constat du manque de culture partagée par les jeunes sur la géologie, la nature, les villages voisins..., une action a été construite vers les enfants des écoles locales pour les associer au mouvement de connaissance du territoire, parler de ses valeurs, définir comment chacun peut agir. Des visites pour découvrir les paysages et huit ateliers thématiques ont été organisés, dans lesquels les élèves plus âgés (collégiens, lycéens) encadraient les plus jeunes (primaires). La commune de La Vilella Alta, qui n'a plus d'école, a accueilli deux cent trente élèves de la région. Les enfants du village ont mené un travail sur l'auto-estime en expliquant aux autres ce qu'il y avait de particulier dans cette commune. L'organisation de cette action a demandé une logistique importante et la mobilisation des enseignants, des communes, de la comarca, des associations. Le bénéfice a été réel, avec des changements significatifs dans les mentalités.



tant que le résultat lui-même car la dynamique engagée produit déjà des résultats très positifs et encourageants, inscrits dans la durée.

Par exemple le travail d'élaboration de la candidature a été perçu comme un outil efficace et une occasion pour défendre l'avenir de l'agriculture locale. Le combat mené dans le territoire est mis en perspective au niveau mondial, avec la volonté de prouver qu'un modèle de développement différent, moins prédateur, avec un rapport étroit entre terroirs et paysans, plus respectueux des habitants et des paysages est viable. L'enjeu est de faire adhérer les grandes entreprises à cette mosaïque et à ces valeurs. Le débat pourrait se caricaturer dans la formule « Montsant versus Monsanto »!











# Ressources et informations complémentaires



- Association Prioritat : http://prioritat.org
- Conseil comarcal du Priorat : http://www.priorat.cat
- Observatoire catalan du paysage : http://www.catpaisatge.net/fra
- Candidature au patrimoine mondial de l'Unesco : http://www.candidaturapriorat.org
- Liste indicative de l'Unesco: http://whc.unesco.org/fr/listesindicatives/5854

### Documents à télécharger :

Documents de l'Observatoire catalan du paysage :

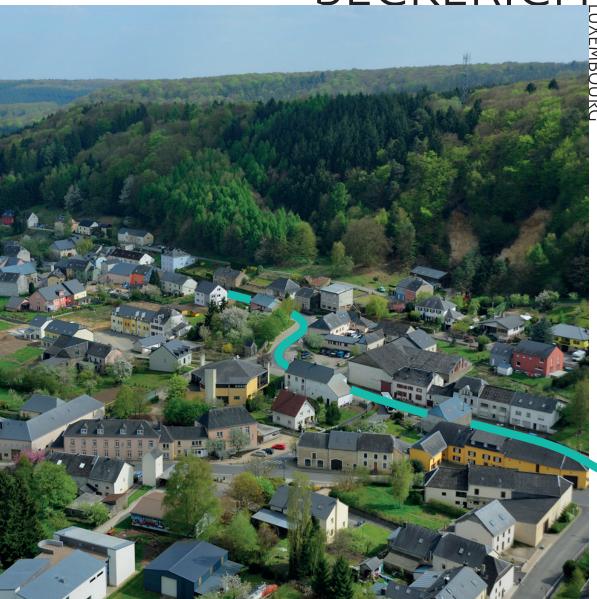
- La méthode des catalogues de paysages : http://www.catpaisatge.net/fra/catalegs\_documentacio.php
- Le catalogue des paysages de Camp de Tarragona : http://www.catpaisatge.net/fra/catalegs\_presentats\_T.php
- Le centre de documentation en ligne : http://www.catpaisatge.net/fra/documentacio\_cataleg.php
- Des ressources externes : http://www.catpaisatge.net/fra/directori.php

**BECKERICH** 

Une commune rurale qui veut retrouver une autonomie énergétique, s'appuie sur ses patrimoines et coconstruit son développement durable avec les habitants

Beckerich





Nous partons
aujourd'hui à
Beckerich, dans le « Far
West » du Luxembourg, là
où il y a presque autant de
vaches que d'habitants,
nous a-t-on dit. Promesse
de pépites à
découvrir ?





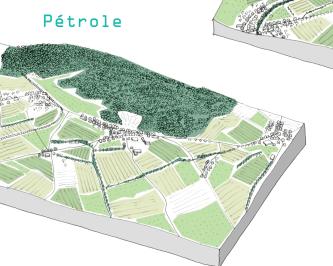
### ÉVOLUTION SCHÉMATIQUE DES PAYSAGES À BECKERICH

#### Avant pétrole

Un territoire rural avec un relief vallonné, productif, riche en ressources, habité de longue date (de nombreux vestiges romains en

témoignent), dominé par l'activité agricole jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Les premières mentions du nom de Beckerich remontent à 1235

Après pétrole

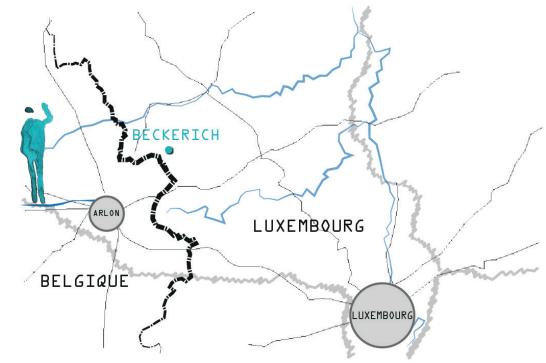


À partir de 1860, Beckerich perd son caractère exclusivement rural et développe des carrières, la vannerie puis le chemin de fer qui permet à la commune d'accueillir des ouvriers travaillant pour la sidérurgie. Après guerre, une période de déclin s'entame, avec un exode rural important, accentué par la fermeture des lignes ferrées. L'agriculture recule, les habitants ne travaillent plus sur place, la voiture domine, les infrastructures se dégradent. La commune perd progressivement son caractère.

La commune redevient dynamique grâce à la valorisation de ses ressources propres, notamment l'eau minérale. Les villages et les espaces publics sont réinvestis, restaurés et retrouvent une qualité. L'adhésion à l'Alliance internationale pour le Climat et la volonté d'atteindre une autonomie énergétique amènent la commune à se développer autour des thématiques du développement durable. De nouvelles économies émergent, des paysages agricoles et bâtis contemporains sont créés avec une participation active des habitants. Ce dynamisme retrouvé attire une population sensible à ces enjeux de société.

### UN TERRITOIRE RURAL MOINS MONUMENTAL QUE SES VOISINS

Le Grand-Duché de Luxembourg, petit pays situé au cœur de l'Europe, est connu pour la qualité de ses paysages et sa richesse culturelle. Quelques sites phares font l'objet d'une importante valorisation touristique : le classement Unesco de la forteresse et de la vieille ville de Luxembourg ; le Mullerthal surnommé la « petite Suisse luxembourgeoise »; les Terres Rouges, haut lieu sidérurgique et industriel reconverti. Dans ce panorama monumental, Beckerich reste discrète, moins sur le devant de la scène touristique. Certains de ses habitants l'identifient à un ouest lointain. dominé par la ruralité. Entrons!



Les reliefs sont vallonnés et doux. Ils accueillent un patrimoine bâti villageois imposant, des forêts, des haies et des prairies. Les vaches regardent passer les voitures (les voies ferrées font désormais circuler des vélos à la place des trains!), les alignements d'arbres marquent le bord des routes mais aussi des constructions individuelles plus récentes et souvent de taille conséquente.

Nous arrivons dans la commune de Beckerich, la voirie se rétrécit un peu, sans marquage central, avec une délimitation des trottoirs par une bande pavée qui dessine simplement mais efficacement la route, les espaces piétons et les anciens usoirs. Des plantations en accord avec le contexte rural – herbes, buissons, arbustes ou arbres palissés – alternent avec des pavages aux couleurs de la pierre locale, ponctuent

le parcours et mettent en valeur les belles fermes anciennes et de plus petites maisons ouvrières qui structurent le village. La création de trois gares sur le territoire de la commune au XIX<sup>e</sup> siècle a favorisé l'installation d'ouvriers travaillant dans la sidérurgie et les ardoisières, et la commune s'est enrichie d'une nouvelle typologie architecturale et urbaine. C'est à cette époque que Beckerich a atteint un pic de population avec deux mille quatre cents habitants.

Le village, étiré en longueur au pied d'une cuesta orientée au nord, est en fait composé de plusieurs hameaux et entités urbaines. L'ensemble donne une impression de sobriété et de qualité, sans ostentation ni tape à l'œil. Nous sommes dans une commune au patrimoine rural préservé, soignée, un peu labyrinthique du fait des nombreux noyaux urbains

et des différents types de bâti. Pourtant, la modernité est présente partout, même si elle se fait discrète. La commune, fer de lance du développement durable depuis plus de trois décennies, enchaîne les expérimentations dans les domaines de la participation citoyenne, l'économie et la production énergétique, la lutte contre les changements climatiques, l'urbanisme et l'architecture, le bien vivre, la valorisation des savoir-faire et des ressources locales physiques et humaines. Elle s'est vue attribuer le prix européen Eurosolar en 2010, qui promeut la politique climatique et la politique des énergies renouvelables. Pourquoi et comment une commune rurale que rien ne prédestinait à briller sous les feux de la rampe a-telle pu s'engager dans les transitions avec ce niveau d'ambition?

## UNE CONNAISSANCE DE L'HISTOIRE ET DES RESSOURCES LOCALES POUR COMPRENDRE LE TERRITOIRE ET SES PROBLÉMATIQUES CONTEMPORAINES

Il faut revenir un peu en arrière car l'action des élus et des habitants de Beckerich ne concerne pas seulement l'approche énergétique ou climatique, la dimension rurale et patrimoniale a été un point de départ important.

Dans les années 1980, l'association « Les amis de l'histoire de Beckerich » a mené un travail de recherche et de sensibilisation sur les patrimoines et les pratiques locales anciennes telles que la coupe du bois, l'abattage d'animaux, la production de charbon de bois. Une étude urbanistique sur le développement du village a mis en évidence deux facteurs clefs pour les habitants et élus locaux : la presque autarcie de la commune au XIX<sup>e</sup> siècle en matière de ressources. d'approvisionnement et de fonctionnement : la réalité de l'exode rural, accentué suite à la fermeture des lignes de chemin de fer en 1967, impliquant un recul de l'agriculture, une augmentation des navetteurs, la dégradation progressive des espaces publics par la prédominance de la voiture, la perte du caractère villageois et le mauvais état des infrastructures. Cette approche historique et patrimoniale a créé un véritable déclencheur parmi la population, et a motivé un changement politique porté par la personnalité de Camille Gira, jeune échevin en 1982 puis bourgmestre de 1989 à 2013.

À cette
même époque, la
valorisation d'une ressource
locale insoupçonnée a permis de
financer et enclencher la mise en œuvre
de projets. Un ouvrier communal a eu
l'intuition que l'eau de source de Beckerich
était de bonne qualité et les analyses faites
par Jos Seyler, chimiste et bourgmestre, ont
confirmé son pressentiment. Les trois
sources exploitées sont profondes et se
trouvent en forêt, le sol sableux filtre
l'eau, ainsi les risques de pollution
par l'agriculture
sont évités.

La commune décide alors de valoriser cette eau minérale. Elle engage une réflexion sur le plan politique pour rester impliquée dans la gestion durable des sources exploitées, et sur le plan économique pour que l'exploitation se fasse au bénéfice de la population et du développement local. Cette posture guidera l'ensemble des projets développés par la suite par la commune et ses habitants.



Une entreprise française a créé la société « Eaux Minérales de Beckerich » en 1986 avec la commune, qui garde 15 % des parts et reste propriétaire des trois sources. Ce montage a créé de nombreux emplois stables et rapporte environ 275 000 € par an à la collectivité.

#### -Éclairage

### Des projets et une initiative avant tout communale

La commune de Beckerich occupe 28 km², accueille 2 505 habitants, compte trois autres villages et quatre hameaux : Elvange, Hovelange, Huttange, Levelange, Oberpallen, Noerdange et Schweich. Elle est située dans le canton de Redange, qui regroupe dix communes et plus de 17 000 habitants.

Un canton est la plus grande division territoriale, intermédiaire entre la commune et l'État. Il ne dispose pas de structure administrative propre, son rôle délimite les circonscriptions électorales et les arrondissements judiciaires. Les intercommunalités sont plus proches du système belge que français, ce sont des établissements de droit public pour gérer une zone d'activité, les déchets, le traitement des eaux, etc. Elles ne portent pas de projet de territoire.



Usine d'embouteillage des eaux de Beckerich

### DES ESPACES ET DES ÉQUIPEMENTS PUBLICS CONÇUS POUR MIEUX VIVRE

Convaincus de la nécessité de réagir et d'inverser la tendance pour sauver la commune du déclin, les élus sont d'abord intervenus sur l'espace bâti par des actions rapides, visibles et susceptibles d'impliquer les habitants. Des premières opérations portant sur la requalification des espaces publics, des voiries et la restauration du patrimoine bâti rural se sont accompagnées de rénovations portées par des privés. Cette dynamique impulsée de longue date se poursuit dans la durée. Le Prix européen du Développement rural est venu récompenser la commune en 1996 pour son action sur le patrimoine bâti et les espaces publics.

Dans la continuité de ces améliorations des infrastructures de base, la question du maintien ou du regroupement des écoles a été soulevée. Il a été décidé d'avoir une offre scolaire dans les quatre villages, de façon à créer des liens forts entre les enfants et leur lieu de vie, renforcer la cohésion sociale, permettre

une meilleure intégration des familles >1 <, affirmer la dimension rurale et maintenir la vitalité dans les différents noyaux urbains.

L'école primaire d'Oberpallen, inaugurée en 1994, s'est installée dans un bâtiment existant, rénové et étendu avec une annexe contemporaine conçue selon les principes de l'architecture écologique. Les personnes directement concernées par l'école (enseignants, techniciens et élus communaux, élèves, parents...) et celles intéressées par la thématique (commission d'habitants...) ont été associées étroitement à la rénovation. Cette méthode de travail très concertée et collaborative est devenue systématique dans la commune, quels que soient les projets mis en œuvre.

Dans les années 1990, de nombreuses femmes ne pouvaient pas travailler par manque d'infrastructures adaptées (crèche, cantine...). Afin de permettre un meilleur accueil des familles et des enfants, et de fa—Éclairage -

>1<

#### L'importance de l'apprentissage des langues pour l'intégration au Luxembourg

La commune compte environ un tiers d'étrangers, notamment portugais, belges, français, allemands, yougoslaves. Ils sont essentiellement européens et partagent souvent une culture catholique. Au Luxembourg, la connaissance des langues nationales est importante et fait l'objet de nombreuses attentions, notamment pour faciliter l'intégration des étrangers. L'école joue un rôle important dans cet apprentissage. Le pays compte trois langues nationales : l'allemand, le français et le luxembourgeois qui relève d'une tradition orale d'influence germanique.

École primaire d'Oberpallen - bioconstruction



Maison-relais Dillendapp - Beng Architectes associés





ciliter leur intégration dans la commune, il a été décidé de réaliser la maison-relais Dillendapp en 1996, première structure d'accueil de ce type au Luxembourg. Elle comprend une cantine alimentée par des produits biologiques du terroir, des espaces périscolaires et d'aides aux devoirs. Vite dépassée par son succès, un nouveau bâtiment a dû être programmé. Comme pour l'école d'Oberpallen, l'ensemble des usagers et des personnes intéressées s'est retrouvé autour de cette construction écologique, dont le chantier a été pilote car il faisait intervenir simultanément les différents corps de métiers, plutôt que l'un après l'autre, sans communication ni interactions. En fonction depuis 2006, la maison-relais s'articule avec les quatre écoles, et est directement raccordée à l'une d'entre elles et à la mairie. Le jardin pour les enfants reste ouvert sur l'espace public et se connecte avec le réseau de chemins piétons et cyclables, incitant à la mobilité douce.









dans la politique communale. Le toit du hall accueille notamment une

centrale photovoltaïque en

copropriété.

Hall sportif - Connexion avec les réseaux de mobilité douce



Grand préau couvert demandé par les habitants



En 1996, la commune a racheté un ancien moulin composé de trois bâtiments des XVIIIe et XIXe siècles. L'objectif était de sauvegarder le patrimoine, le mettre en valeur, créer un lieu de rencontres et d'accueil culturel et touristique. Il ne s'agissait pas de développer un tourisme de masse mais plutôt de mener des démarches ciblées, de disposer d'un équipement pour accompagner et soutenir la vie sociale et associative, d'accueillir des groupes de petite taille avec des visites quidées, de promouvoir un tourisme doux lié aux thématiques du développement durable, des économies d'énergie. Le public visé est surtout professionnel, scolaire, universitaire ou familial. Ce bâtiment, rénové de 2004 à 2011 en trois phases, mêlant respect de l'architecture rurale et langage contemporain, est un objet culturel assez rare dans une commune de cette taille. Fortement porté par la dynamique citoyenne, il est géré par une association, l'ASBL (association sans but lucratif) d'Millen, fondée en 2004, dotée de moyens et de trois salariées depuis 2007. On peut assister à des conférences, des concerts, des ateliers, des expositions, des soirées thématiques ou littéraires. Un restaurant et une brasserie sont ouverts au public ainsi que des salles de séminaire et de réception.

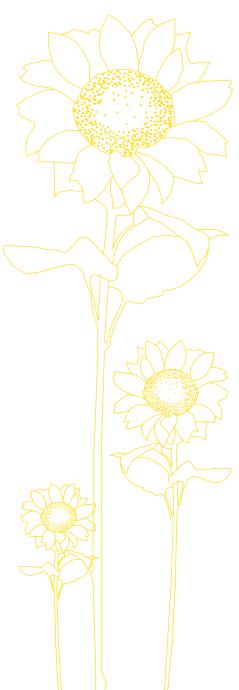
#### -Réalisation

>2<

### Des tournesols pour améliorer le cadre de vie et réunir

Beckerich a participé à « Jardins à suivre », un projet Leader développé sur le nord du Luxembourg en 2000. Il s'agissait de mettre en place des jardins temporaires et d'accueillir des visites de site. La commune a répondu à cette initiative en étendant la notion de jardin à tout le territoire communal, avec la participation de l'ensemble des habitants. Pendant un an, des graines d'une quarantaine d'espèces de tournesols ont été distribuées aux habitants, qui les ont plantées dans leurs jardins, à l'avant de leur maison, dans l'espace public. La commune était devenue un immense jardin temporaire de tournesols, symbolisant ainsi l'amélioration de l'espace public, la participation citoyenne, la simplicité et la diversité!

### LA DÉMARCHE PARTICIPATIVE AU CŒUR DE CHAQUE PROJET



La personnalité de Camille Gira, sa capacité à convaincre, expliquer et motiver sont des éléments clefs de la réussite, mais également sa confiance dans l'intelligence locale et sa volonté d'associer les habitants aux choix, orientations et projets locaux.

Avant d'entrer plus en détail dans les projets développés à Beckerich, il est important de comprendre la méthode de travail employée car c'est elle qui a permis un tel foisonnement d'initiatives et d'actions inscrites dans le développement durable. Administrativement, il existe au Luxembourg un système de commissions consultatives >3< qui permet aux habitants intéressés de s'impliquer dans la construction des projets publics et d'être force de proposition. Les commissions liées au scolaire et à l'intégration existent pour toutes les communes. À Beckerich, cinq autres commissions ont été créées, fondées sur les piliers du développement durable. Aujourd'hui, la commune travaille avec sept commissions : Mobilité, Développement rural, Vie communale et sociétale, Climat et environnement, Intégration et cohésion sociale, Incendie et sauvetage, Scolaire.

Chaque commission comprend une dizaine de membres volontaires dont un élu pour faire le lien avec le conseil communal, la représentation citoyenne est donc particulièrement forte. Ces commissions jouent un rôle actif de réflexion et de suggestion auprès des élus, elles sont construites

sur l'écoute et la confiance mutuelle, ce qui n'est pas le cas dans toutes les communes luxembourgeoises. Elles appuient véritablement les élus, confortent et démultiplient leurs actions.

Ce dispositif permet également de repérer, connaître et valoriser les compétences locales. Ce ne sont pas des experts extérieurs au territoire qui décident des actions à mettre en œuvre mais les habitants de la communauté villageoise. Les experts ont leur place, les échanges avec d'autres personnes qui ont mené d'autres expériences dans d'autres lieux sont nombreux mais l'ingénierie intellectuelle est issue du territoire proche de Beckerich. Cette ouverture a créé un formidable effet boule de neige avec la démultiplication de réalisations car la commune est toujours ouverte pour essayer et accompagner les projets liés au développement durable et à la qualité de vie. La dynamique bénéficie d'une reconnaissance à l'échelle nationale qui permet d'essaimer les bonnes pratiques.

L'implication citoyenne envisagée dans cette vision positive et constructive aide et crée un relais efficace pour les élus, dont la rémunération reste modeste, comme dans l'essentiel des communes rurales. La création de cette culture partagée et de projet facilite également la continuité des actions dans la durée malgré le changement d'élus.

Le collège échevinal (qui comprend les échevins, c'est-à-dire les adjoints) est composé d'habitants de 26, 34, 36 ans... L'actuel bourgmestre, Thierry Lagoda, a été conseiller communal à 25 ans puis premier échevin. Il s'est vu attribuer la charge de bourgmestre en 2013 lorsque Camille Gira est devenu Secrétaire d'État et a dû laisser son poste car il ne pouvait pas cumuler les mandats. La composition intergénérationnelle du collège échevinal favorise une formation permanente, ainsi le relais et la capacité d'entente pour coconstruire se mettent en place naturellement.

\_Éclairage.

>E<

### Des commissions consultatives en appui aux décisions des élus

La loi nationale qui définit l'organisation des communes précise que « le conseil communal peut constituer des commissions consultatives dont la composition, le fonctionnement et les attributions sont fixés par le règlement d'ordre intérieur. » Ces commissions sont permanentes ou temporaires. Elles émettent de simples avis et ne prennent pas de décisions, le conseil communal reste libre de ses décisions. Elles peuvent se composer de conseillers communaux et/ou d'habitants étrangers au conseil.

# ENVIRONNEMENT, CLIMAT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE COMME FILS CONDUCTEURS DE TOUTES LES ACTIONS

Un projet d'installation de lignes à haute tension sur neuf communes, dont Beckerich, prévoyait la construction de mâts de trente-quatre mètres de haut. Les réactions ont été vives pour s'y opposer mais le projet n'a pas été refusé radicalement et une réflexion a été menée sur des approches alternatives. La commune de Beckerich a décliné ses principes stratégiques, économiques et politiques pour traiter la question énergétique, à savoir : garder la maîtrise des projets dans la durée, créer des structures locales, valoriser les savoir-faire et les ressources du territoire, mettre la plus-value au service du développement local, contribuer au développement durable de la commune, expérimenter et montrer par l'exemple que d'autres façons d'envisager les projets sont possibles.

Une première étape a été franchie sur une proposition de la commission consultative dédiée à l'environnement avec l'adhésion à l'Alliance Internationale pour le Climat en 1995, dans l'objectif de diminuer de moitié les émissions de gaz à effet de serre en quinze ans (objectif atteint en 2004 à la place de 2010 prévu) et d'atteindre l'autonomie énergétique en 2030 (l'autonomie en eau est déjà effective grâce aux sources locales). Environnement et climat ont très tôt été envisagés conjointement et ont guidé tous les autres projets.

La philosophie qui soutient cet engagement fait le lien entre le réchauffement climatique global et chaque petite décision collective et individuelle. La commune entend agir à toutes les échelles et auprès de tous les publics, à la fois pour développer des énergies renouvelables et diminuer les consommations. Les ménages sont les plus gros consommateurs, donc les premiers à être concernés par ces actions; ensuite vient la commune puis l'usine d'embouteillage.

La politique mise en œuvre se traduit par des réalisations démonstratives, la création de structures d'appui et de développement, la sensibilisation. Elle a créé vingt-deux emplois liés à l'énergie depuis sa mise en place.





-Éclairage

>4<

### Des installations solaires en copropriété

La commune et des privés se regroupent sous forme de copropriété pour développer l'énergie photovoltaïque. Les toits des bâtiments communaux (hall sportif, caserne des pompiers, chaufferie bois, moulin d'Millen...) sont mis gratuitement à disposition des habitants, puis une société se charge de la pose et de l'entretien. Dans ces installations en copropriété, les habitants ne possédant pas de toiture adaptée pour une installation solaire (superficie insuffisante, cheminées mal placées, mauvaise orientation...) peuvent acheter des parts calculées en terme de puissance. Ils deviennent alors de petits producteurs d'électricité solaire. Le supermarché local accueille également une copropriété photovoltaïque sur son toit. Il a mis en place un partenariat pour sensibiliser les acheteurs et le personnel au développement durable, avec une mise en avant des produits locaux et de saisons par un étiquetage particulier.



### UNE SOCIÉTÉ PRIVÉE MILITANTE ET INVESTIE SUR L'ÉNERGIE

Afin de mettre en œuvre efficacement la politique énergétique locale, une société a été créée en 1999 avec le soutien de cent quarante personnes privées issues de tout le pays, qui ont investi pour promouvoir les énergies renouvelables et l'utilisation rationnelle de l'énergie. La société Energiepark Réiden s'implante sur un terrain communal qui regroupe actuellement plusieurs entreprises travaillant sur ces thématiques, formant ainsi un véritable creuset économique tertiaire de pointe.

Energiepark Réiden propose aux particuliers et aux communes des services et des solutions innovantes dans le domaine de l'approvisionnement énergétique durable et de la réduction de l'impact de la consommation énergétique sur l'environnement. Elle met en place de nouveaux modèles de financement, de participation citoyenne, d'outils et de modes d'accompagnement. Elle offre des services dans quatre grands domaines :

- la réalisation de cadastres énergétiques et solaires, avec un relevé systématique des bâtiments du territoire d'une commune puis l'intégration de ces informations dans une base de données. Cet outil sert ensuite d'appui pour déterminer les lieux à bâtir en priorité et ceux à éviter;
- la mise en place de campagnes énergétiques pour sensibiliser les habitants et les entreprises locales aux mesures d'économies d'énergie et à l'utilisation des énergies renouvelables ;
- l'opportunité du Pacte Climat mis en place par l'État,

qui offre un soutien financier et la possibilité d'un accompagnement par un conseiller pour aider les communes à structurer leur politique climatique et énergétique;

- la construction de plans stratégiques pour assister les communes dans la définition de leurs objectifs énergétiques, climatiques et l'élaboration d'une stratégie communale durable.

Energiepark Réiden développe également une ingénierie de projet, en suivant leur mise en œuvre du début à la fin. Elle a été par exemple très investie dans la conception du hall sportif, tant sur les aspects énergétiques que de confort (lumière, acoustique...) ou d'architecture (matériaux écologiques, utilisation du bois...).





Pour diversifier ses activités, Energiepark Réiden a par ailleurs favorisé la création d'un fournisseur en électricité verte en 2006, Eida ; la mise en place d'une coopérative Energy Revolt pour financer des projets de transition énergétique; l'installation d'une quarantaine de copropriétés photovoltaïques. >4 < Elle est également propriétaire et gestionnaire d'un parc de deux éoliennes dans une commune voisine. La volonté d'innovation est constante et de nombreux projets partent du laboratoire de Beckerich pour ensuite essaimer ailleurs au Luxembourg, en Belgique, en France.

Surface commerciale du Pall center : installation de panneaux photovoltaïques produisant l'électricité nécessaire à trente maisons unifamiliales



Toits de l'église d'Elvange et de la chaudière à copeaux de bois recouverts de panneaux photovoltaïques en copropriété



# L'EXEMPLARITÉ DES PROJETS COMMUNAUX, UNE INCITATION AUPRÈS DES HABITANTS ET DES PARTENARIATS AVEC LE MONDE AGRICOLE

Comme cela a déjà été évoqué, les constructions et rénovations portées par la collectivité veulent être démonstratives en matière de bioconstruction et de gestion économe de l'énergie. Cette volonté se nourrit des différentes expérimentations et avancées techniques, évolue en permanence et augmente le niveau d'exigence pour chaque nouveau projet.

Parallèlement, pour inviter les habitants à entrer dans le mouvement, la commune met en place une politique de subvention incitative pour favoriser les équipements permettant de réduire les consommations. Les aides pour valoriser l'eau de pluie s'accompagnent d'un travail pédagogique sur les factures qui montrent les courbes d'évolution des consommations et aident à mesurer concrètement l'impact de la nouvelle installation. Ainsi, la consommation d'eau potable a baissé de 30 % à l'échelle de la commune. La collectivité soutient activement l'achat d'électroménager classé A<sup>+++</sup>, la rénovation énergétique et l'utilisation de matériaux écolo-

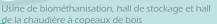
giques, l'installation d'équipements qui valorisent les sources d'énergies renouvelables, le remplacement d'une chaudière vétuste par un chauffage à énergie alternative et renouvelable (pompe à chaleur géothermique, chaudière à granulés ou plaquettes de bois, poêles à granulés bois...), le développement de l'énergie solaire thermique pour le chauffage de l'eau chaude sanitaire. Selon les projets envisagés, les aides conjointes de l'État et de la commune peuvent faire baisser l'investissement initial de 35 % à 50 %.

La filière agricole fournit d'importantes ressources : lisier, purin, fumier, déchets verts, brassin... L'idée de développer la biométhanisation pour produire chaleur et électricité fait son chemin et en 2004, dixneuf agriculteurs de la commune se regroupent en coopérative pour valoriser leurs déchets, obtenir des engrais naturels en échange et avoir des compléments de revenus grâce à la vente d'électricité et de chaleur. Ils déposent leur matière et récupèrent

le digestat trente à soixante jours plus tard pour fertiliser leur terrain.

En 2005, un réseau de chauffage urbain alimenté par la centrale de biogaz est construit et dessert les quatre localités principales, l'ensemble des équipements publics, stratégiquement regroupés, et les riverains intéressés. En 2008, une centrale à copeaux de bois est installée à proximité de la centrale de biogaz. Elle se raccorde sur le même réseau de chaleur et comprend un plan d'exploitation durable des forêts voisines. La demande étant très forte, une deuxième chaudière bois voit le jour en 2015. L'alimentation et la surveillance des équipements sont assurés par deux personnes.

La chaleur produite est injectée dans le réseau sur une boucle de vingt-six kilomètres, avec une eau à 80°C au départ du circuit puis une perte de 1°C par kilomètre. Chaque bâtiment connecté dispose d'un récupérateur de chaleur. Pour être efficace, le réseau de chaleur doit raccorder au moins la moitié des habitants d'une rue suffisamment dense en habitation. C'est pourquoi certains villages ne seront jamais desservis par le réseau de chaleur car trop éloignés ou pas assez denses. Parallèlement et à partir du





La première chaudière à copeaux de bois



Des bâtiments peu énergivores



Le réseau de chaleur communal



réseau de chaleur principal, de petites boucles permettent de desservir certains quartiers, par exemple Elvange en 2015.

Là où le réseau a pu être développé, le succès est indéniable : 95 % des habitants se sont raccordés sur les derniers tronçons équipés. Le dispositif permet un gain de place dans les maisons (il n'y a ni chaudière ni cuve) et ne demande pas d'entretien par les habitants. Il garantit un prix de chaleur sans fluctuation pendant vingt ans et une réactivité en cas de panne ou de problème car le réseau est géré et entretenu par les techniciens communaux, proches et disponibles. L'administration communale achète la chaleur, la distribue puis la revend. Elle a ainsi créé des emplois et l'opération lui rapporte environ 400 000 € par an.

Par ailleurs, la cogénération couvre l'intégralité des besoins locaux en électricité basse tension, qui permet d'alimenter les ménages et les petites entreprises. À l'heure actuelle, la production d'énergie issue de la biomasse a atteint son maximum car l'ensemble de la ressource disponible est utilisé, d'où l'importance de réduire les consommations pour atteindre l'autonomie.





# UNE RECHERCHE CONSTANTE POUR RÉDUIRE LES CONSOMMATIONS ÉNERGÉTIQUES LIÉES AU BÂTI

Energiepark Réiden veut avancer dans l'amélioration du bilan énergétique des constructions, quitte à prendre des risques financiers. Son expérience de plusieurs années assied et consolide ses recherches, qui portent aussi sur les modèles économiques et la connexion entre énergie et services.

L'entreprise peut jouer le rôle de promoteur privé sur de petites opérations immobilières dans lesquelles de nouvelles idées sont mises en œuvre en grandeur réelle. Par exemple, dans un projet de trois maisons en bande, des essais permettent de réfléchir au stockage de l'énergie photovoltaïque. Diverses solutions sont testées : l'utilisation de batteries pour stocker la production du jour et l'utiliser la nuit, un moment où les besoins augmentent car les habitants sont présents à leur domicile ; le stockage d'énergie dans un ballon d'eau chaude surdimensionné. Les maisons ont été vendues en intégrant le coût de consommation énergétique pour les vingt ans à venir, partant du principe qu'un chauffage n'est jamais rentable car il coûte toujours, il est cependant possible de calculer l'investissement nécessaire dans une maison, à long terme. Malgré cet équipement inclus dans la vente des maisons, elles ne dépassent pas les prix du marché grâce au terrain vendu moins cher pour ne pas créer d'écart avec les tarifs luxembourgeois habituels. >5< Ce risque financier au départ permet d'impulser le projet, le développer et le réaliser pour ensuite le démultiplier.

Un autre projet de quatre maisons en bande mené avec un promoteur cherche à trouver des réponses intelligentes sur la production énergétique et le stockage, sans travailler sur l'autonomie complète des constructions. Par exemple l'électricité en surplus ou celle des batteries est remise dans le réseau électrique global selon un principe de solidarité. Avec Eida, Energiepark Réiden expérimente une centrale virtuelle qui permet de couvrir en temps réel la production et la consommation des ménages qui y sont rattachés, en travaillant sur le rachat d'énergie renouvelable, la production, le stockage, et en développant des capteurs intelligents qui peuvent être gérés à distance pour distribuer et contrôler les flux.

#### -Éclairage

>5<

#### Le coût du logement au Luxembourg

En 2017, les logements neufs se sont vendus en moyenne environ 4 350 €/m² à Beckerich, un des chiffres les plus bas par rapport aux autres communes luxembourgeoises. Il peut dépasser 7 900 €/m² dans certaines communes urbaines. L'ensemble des biens immobiliers (ancien, appartement, maison) a augmenté de 4 à 6 % en un an selon les typologies.

(source : Observatoire de l'Habitat du Grand-Duché de Luxembourg, rapport février 2018)



Le concept de « haute qualité de réalisation » s'applique également à l'échelle de tout un guartier, actuellement en construction. La mutualisation d'équipements et de services tels que lave-linge, sèche-linge et repassage permettent d'économiser l'énergie et de créer un peu d'emploi. Pour limiter la consommation d'eau chaude, les têtes de douche qui équipent l'ensemble des maisons du quartier ont un débit de huit litres par minute à la place de douze ou quatorze ; la chaleur de l'eau usée de la douche est récupérée ; l'isolation des bâtiments est optimale de façon à atteindre le standard passif allemand de 15 kWh/m² an pour le chauffage. L'efficience est recherchée à tous les niveaux, le plus en amont possible des projets pour que la question énergétique ne pénalise pas le concept architectural. Ainsi solutions économes et architecture avancent ensemble, sans a priori.

Ce qui est possible pour des constructions neuves reste cependant plus compliqué avec le bâti existant car les contraintes sont nombreuses et les libertés moindres. L'intégration des énergies renouvelables demande des réflexions pointues qui ne pourront s'appliquer qu'au cas par cas pour s'adapter à chaque situation. Energiepark Réiden réfléchit à la création d'une boite à outils spécifique aux maisons anciennes. On y trouverait des propositions telles que le développement de circuits de chauffage en basse température, par exemple placés dans les plafonds lorsqu'il faut préserver un vieux plancher; ou un système de chauffage en surface sur les murs plutôt que sous forme de radiateur pour éviter l'effet de paroi froide lié à la difficulté d'isoler les murs par l'extérieur (encadrements de fenêtres et de portes en pierre à préserver, matériaux respirants, ponts thermiques importants...). > 6 <

----Réalisation-

>6<

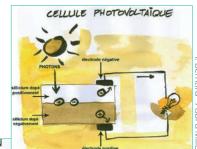
### Un musée et un logement écorénovés dans une gare

Une des gares désaffectées de la commune, à Noerdange, a été transformée en musée dédié au réseau ferroviaire et accueille également à l'étage un logement social basse énergie. L'ensemble de la rénovation a permis d'expérimenter un chantier pilote sur l'efficience énergétique d'un bâtiment ancien, mélangeant des techniques nouvelles et traditionnelles. De l'argile a par exemple été utilisée pour isoler les murs par l'intérieur, mais cette solution a eu des incidences sur la muséographie car il n'est pas possible d'envisager un accrochage sur les murs, un système de suspentes au plafond permet de pallier cette difficulté.

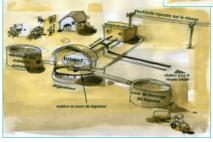
Le chantier
de la rénovation
thermique des bâtiments
anciens est immense et
concerne l'essentiel du parc
immobilier de Beckerich, du
Luxembourg et bien au-delà.
Cette recherche de solutions
efficaces, respectueuses du bâti
et des habitants devient
fondamentale.











BIOMÉTHANISATION



# DES RÈGLES FERMES, TRANSPARENTES ET LA NÉGOCIATION POUR TOUT PROJET DE CONSTRUCTION

La préservation du patrimoine bâti et le maintien de l'identité rurale sont un fondement de l'action publique de Beckerich depuis la fin des années 1980. Ce souci de l'histoire n'empêche pas la création architecturale et urbanistique, notamment sous l'angle de l'efficience énergétique. La commune a beaucoup de pouvoir en matière de gestion des permis de bâtir, elle dispose d'une ingénierie dédiée à l'accompagnement des projets, à l'instruction des autorisations puis au contrôle des chantiers pour vérifier leur conformité avec le permis accordé. Ainsi, les élus portent un projet d'urbanisme clair ils exercent leur pouvoir et se donnent les moyens de le mettre en œuvre pour tous les projets, quels que soient leur taille ou leur programme.

Cette détermination n'est pas la norme et reste variable d'une commune à l'autre. Le prix du foncier ayant beaucoup augmenté, il est courant que des promoteurs achètent des fermes, les démolissent pour y construire de nouvelles résidences. Certains villages n'ont pour ainsi dire plus de patrimoine bâti ni de traces de leur passé rural, des petits immeubles ayant progressivement remplacé presque toutes les maisons anciennes. Ces communes ont perdu en qualité de vie et en identité mais ont accueilli plus d'habitants. À Beckerich, le choix du maintien de la structure urbaine et architecturale existante fait partie des orientations fortes des élus, et cet engagement se voit dans le paysage. Le potentiel des anciennes fermes est encore intéressant, notamment avec la transformation des granges. Leur mutation

implique une recherche sur la densité et la mixité, mais a également un intérêt économique car rénover coûte moins cher que démolir puis reconstruire.

Pour appuyer leur politique urbaine, les élus disposent du PAG, Plan d'aménagement général, un document d'urbanisme voté en 2003. Il empêche l'étalement urbain et définit des règles différentes selon les caractéristiques urbaines des différents quartiers, par exemple :

- une zone mixte à caractère rural, dans laquelle les bâtiments patrimoniaux doivent être maintenus (destructions interdites), rénovés et éventuellement transformés; le règlement, très illustré, n'interdit pas les constructions neuves ni la création architecturale mais impose de respecter les maisons voisines par rapport aux implantations, volumétries, pentes de toit...;
- une zone d'habitation hors secteur patrimonial, dans laquelle il faut respecter une volumétrie et une implantation permettant de créer des espaces de qualité et de structurer la rue (gabarits, hauteurs, reculs, alignements...);
- une zone soumise à un plan d'aménagement particulier pour la création de nouveaux quartiers, avec une grande liberté urbaine et architecturale à condition d'être en harmonie avec les secteurs bâtis environnants et de s'inscrire dans une logique de développement durable (offre diversifiée de logements, approche écologique, respect du terrain, naturel, création d'espaces publics...).

Le site internet de la commune décrit dans le détail la liste exhaustive des demandes soumises à autorisation : elles ont trait aux constructions, aux rénovations ou aux transformations du bâti mais aussi aux clôtures, au relief du sol, à la modification de la silhouette des arbres. Il est également possible de consulter l'ensemble des permis délivrés et leur objet. Cette minutie et cette transparence ne permettent pas le moindre doute ni un manque d'informations. Chaque habitant a un accès facile à l'ensemble des règles qu'il faut suivre.

Cette exigence se poursuit tout au long du processus. Ce n'est pas la règle qui va permettre la qualité mais la discussion, comme dans l'ensemble des actions communales. Tout porteur de projet qui souhaite rénover ou construire dans la commune rencontre le maire et l'équipe technique communale en amont avec son architecte, dont l'intervention est obligatoire au Luxembourg. Ces rencontres sont renouvelées autant de fois que nécessaire pour se mettre d'accord sur le projet, qui doit être satisfaisant pour toutes les parties, sans oublier que le maire a le dernier mot car c'est lui qui signe le permis. Ce suivi par les élus et les techniciens demande un temps important mais permet de ne laisser aucun projet au hasard et évite l'apparition de réalisations de mauvaise qualité, qui iraient à l'encontre de la volonté locale.

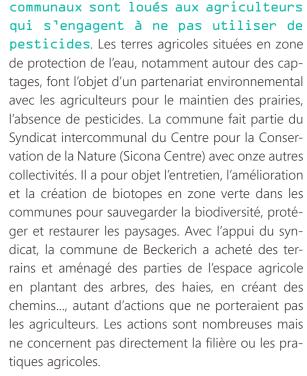
### DES INITIATIVES EN COURS SUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

Par ailleurs, trente hectares de terrains

E E

En matière d'agriculture, les élus locaux se sentent plus démunis car l'essentiel des lois émane de l'État et de l'Union européenne, des échelles politiques sur lesquelles une commune n'a pas de prise. Comme dans la majorité des territoires européens, la restructuration agricole engagée depuis la deuxième moitié du XX° siècle a surtout permis aux grandes structures agricoles de subsister. Au Luxembourg, elles travaillent cent vingt hectares de terres en moyenne et produisent essentiellement du lait et de la viande. La mutation des pratiques agricoles vers un développement plus durable est rendue difficile à cause d'investissements financiers importants qui génèrent des frais fixes conséquents et laissent peu de marge de manœuvre aux agriculteurs.

Il existe
néanmoins des accords et
des projets initiés à l'échelle
locale pour introduire des
pratiques différentes et stimuler
des coopérations constructives. La
dynamique liée au méthaniseur
en est un exemple
démonstratif.







>7<

#### -Réalisation-

#### « Gaart-à-vous\* », un jardin communautaire maraîcher expérimental

En 2017, la coopérative a décidé de jouer le rôle de maraîcher bénévolement pour produire des paniers biologiques hebdomadaires. Elle a investi un verger situé derrière l'usine d'embouteillage, de quatre hectares et demi avec cent quatre-vingt fruitiers régionaux, et y développe un grand jardin en permaculture, sans pesticide pour préserver la qualité de l'eau. Chaque samedi, le jardin est ouvert aux bénévoles, qui viennent selon leur disponibilité pour apporter leur aide. Paradoxalement, la mobilisation fonctionne bien grâce à l'absence d'obligation de présence.

Pour le moment, quinze ares sont investis et ont nourri trente ménages, avec l'appui d'une maraîchère locale qui complète les paniers. Les agriculteurs de la région sont informés de la démarche, certains participent, d'autres observent puis proposent leur production au fur et à mesure. Face au succès de la première année, trente autres ménages vont s'engager dans le processus pour la saison qui démarre. Ce volume de clients permettra de créer un emploi et d'engager un maraîcher, sans se couper de l'action bénévole. Il s'agit d'atteindre deux à trois cents clients, une masse critique qui peut convaincre un agriculteur de changer de pratiques et de cultures.

\* Jardin à vous



-Réalisation en cours-

>#

#### Un projet d'abattoir mobile transfrontalier

Face au constat de la maltraitance animale et de la distance toujours plus grande pour rejoindre les abattoirs, la coopérative porte un projet d'abattoir mobile en partenariat avec d'autres territoires de la grande région : la Rhénanie (Allemagne), la Ville de Thionville (France)... Ce projet concerne des plus petites bêtes, assez sauvages et peu habituées aux humains et à la mécanisation, très sensibles au stress lié aux grands abattoirs. La volonté de trouver un processus différent, qui occasionne moins de souffrance (par exemple en utilisant un étourdisseur qui assomme les bêtes avant de les tuer) permet également une meilleure évaluation des quantités de viande disponible car la bête est découpée dans le camion. Elle facilite aussi la traçabilité grâce à une distribution directe dans les boucheries locales.

À l'heure actuelle, le projet se met en place et a reçu la validation de l'inspection vétérinaire car il respecte l'ensemble des normes européennes.

L'exigence de la participation citoyenne et la clarté de la démarche de la commune séduisent et incitent de nouveaux habitants à s'installer à Beckerich. Ainsi, une habitante arrivée depuis une dizaine d'années s'est investie dans l'action locale en tant qu'élue et a pu développer de nombreux projets et travaux autour de son souci de l'alimentation et de la distance à franchir pour atteindre l'autosuffisance (98 % des fruits et légumes consommés au Luxembourg sont importés), diminuer les émissions de CO<sub>2</sub>, stabiliser les fermes et l'économie agricole, éliminer progressivement les monocultures, recréer une confiance mutuelle entre agriculteurs et consommateurs, développer une agriculture biologique de proximité moins chère pour les acheteurs et économiquement réaliste pour les producteurs. La commission sur l'économie rurale de Beckerich a permis d'enclencher de nombreuses actions qui continuent à se développer, bousculant les habitudes et levant des barrières. Il ne s'agit pas de demander aux agriculteurs de changer leurs pratiques du jour au lendemain mais de tester en grandeur réelle d'autres manières de produire et de s'organiser. L'objectif est de montrer la faisabilité, prouver par l'expérience que le changement est possible et favorable pour tous. Cela se traduit notamment par la création en 2016 de la coopérative Vun der Atert (« De l'Attert »), du nom de la rivière qui traverse la région. Des parts de 150 € minimum ont été proposées, 18 000 € ont été réunis par dix-sept coopérateurs fondateurs. Très active dès sa création, elle a initié un jardin communautaire productif >7<, met à disposition une presse à jus de pomme, porte un projet d'abattoir mobile > de l'agriculture solidaire dans le cadre d'un projet Leader pour adapter le concept d'AMAP (Association pour le maintien d'une agriculture paysanne) aux besoins spécifiques de l'ouest du pays, souhaite valoriser des semences anciennes pour produire du pain de qualité, en lien avec le Sicona pour choisir les semences adaptées au territoire. L'ensemble des actions de la coopérative s'inscrit dans la logique de la monnaie locale du Canton de Redange, le Beki, qui pourrait se diffuser mieux grâce à cette production vivrière de proximité.

Parallèlement aux actions directement liées à l'agriculture, des réunions sur la nutrition et des conférences aident à prendre conscience, se former, faire évoluer les mentalités, mettre en relation, mesurer jusqu'où les gens sont prêts à s'impliquer. Deux tiers des participants sont des agriculteurs, préoccupés de leur devenir et soucieux des changements à venir. Les expériences menées par la coopérative leur permettent de retrouver le contact direct avec les clients et s'engager progressivement vers une évolution de leur métier dans une ambiance sereine, conviviale et constructive, sans que ce processus soit imposé de l'extérieur.



### À RETENIR - CONDITIONS DE RÉUSSITE - PRISE DE RECUL

Quel accueil
et quelle densité!
On sent une belle
connivence entre ces
acteurs qui nous ont tous
raconté la même histoire,
chacun avec son angle
de vue particulier.

Le mélange
entre personnes
impliquées de longue date
dans l'aventure et nouveaux
arrivés est réjouissante. Ils ont
réellement réussi à installer
la dynamique dans le
territoire indépendamment
des échéances
électorales. Voilà une

bonne nouvelle!

La responsabilité
partagée, la très forte
culture commune et la mobilisation
citoyenne créent un maillage
solide qui se maintient et
évolue dans la durée, malgré le
changement de personnes.
La porte ouverte aux jeunes dans le conseil
municipal, les commissions consultatives, les

municipal, les commissions consultatives, les associations... leur permettent de se former auprès des plus expérimentés. Ils sont ensuite mûrs pour reprendre le flambeau.

l'écoute mutuelle,
la capacité d'entente,
la coconstruction et la
bienveillance permettent aussi de
se lancer car on sait qu'on peut se
faire aider et poser des questions.
L'apprentissage se fait
dans la durée et sur

le terrain.

La parole libre,

Dans ce
territoire, personne ne peut
dire qu'il ne sait pas comment
lancer un projet ou concrétiser une idée.
Tous en parlent avec naturel et évidence.
« À Beckerich, rien n'est impossible! » nous
a dit Ingrid Van der Kley, initiatrice du projet
maraîcher et conseillère communale. Les
idées nouvelles sont accueillies
sans peur du changement. On ressent
une confiance dans les possibilités d'agir, de
changer

les habitudes, les façons de faire et de vivre. « Tout ira bien!» Le changement
se construit dans une
atmosphère positive, avec
une forte dimension
collective. Inutile
d'attendre une action qui
viendrait d'en haut ; si on veut
un changement, on le
porte, mais pas
tout seul.

il y a une confiance
dans le potentiel humain
et les compétences des
habitants du territoire. Les élus
ne défendent pas seuls les projets. Avec
les commissions consultatives, les habitants
prennent part aux réflexions, ce qui facilite une
meilleure appropriation des idées nouvelles,
limite la méfiance, démultiplie et contribue à la
formation de tous. La sensation de pouvoir
agir réduit également les peurs car elle

Au départ,

agir réduit également les peurs car elle rend acteur et incite à aller à la rencontre d'autres personnes pour faire.



importants.

Le temps long est une donnée fondamentale, associé à

des temps courts: l'action rapide permet de convaincre et prouver par l'exemple que ça marche; la vision à long terme donne une direction, un objectif à atteindre à différentes échelles de temps et d'espace, qui sera d'ailleurs sans cesse remis en cause pour être dépassé et porté plus loin. Le processus n'est pas linéaire. Le démarrage, plutôt lent, est la phase la plus sensible car elle peut être décourageante. Ensuite vient l'accélération, et passé un seuil critique, rien ne semble pouvoir arrêter le mouvement.

N'oublions pas les éléments déclencheurs, qui confortent l'importance du temps et de la coproduction : la prise de conscience par un groupe d'habitants de l'histoire, du patrimoine et de la lente évolution du territoire vers une direction non durable alors qu'il était autonome dans un passé relativement proche, puis la volonté de sortir de cette situation. Rien ne prédestinait ce territoire à une telle évolution. Il a le profil classique de nombreuses collectivités anciennement rurales devenues progressivement périurbaines puis laissées en désuétude sans avoir réellement construit ce changement. La réaffirmation de la ruralité est devenue le signe d'une nouvelle modernité, avec la définition de valeurs culturelles, patrimoniales, économiques. Grâce au charisme de Camille Gira, la réinterprétation de la notion d'autonomie a donné l'impulsion, ensuite l'environnement et le climat ont tiré tous les autres projets.

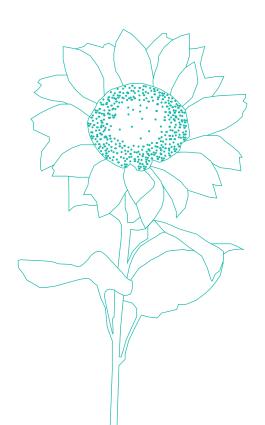




# Ressources et informations complémentaires



- Site de la commune de Beckerich : http://www.beckerich.lu
- L'association d'Millen : www.dmillen.lu
- Eaux de Beckerich : http://industrie.lu/eauxbeckerich.html
- Société Energiepark Réiden : http://www.energiepark.lu
- Fournisseur énergétique Eida : https://www.eida.lu
- Coopérative de jardins Vun der Atert : https://www.vunderatert.lu
- Syndicat intercommunal pour la Conservation de la Nature, Sicona : http://sicona.lu



SUD MILAN

Un territoire métropolitain qui protège son agriculture, ses paysages, ses patrimoines, et développe une nouvelle économie, une culture partagée et des partenariats avec les citadins

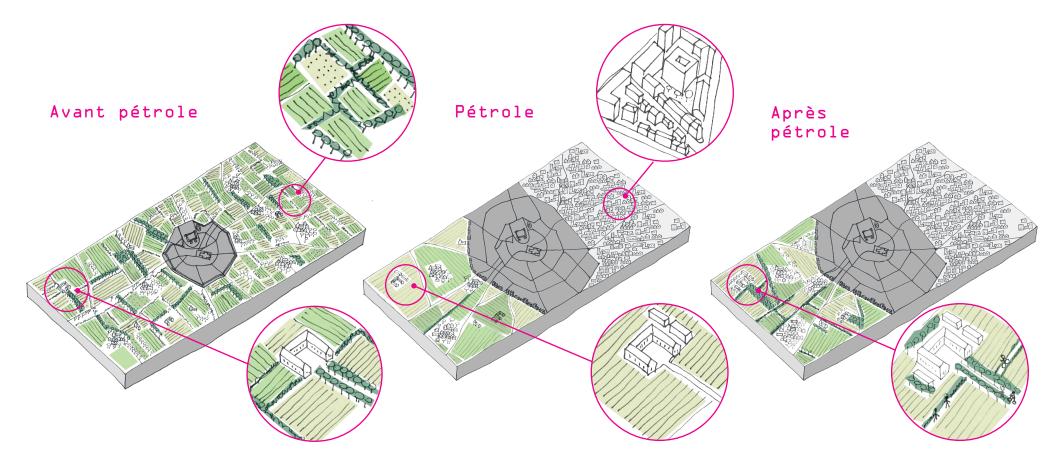


Aujourd'hui, nous nous rendons en Italie, dans la métropole de Milan. Pas pour parler de mode ou de design mais d'agriculture!





## ÉVOLUTION SCHÉMATIQUE DES PAYSAGES DANS LE SUD DE MILAN



La ville, délimitée par des remparts et ceinturée par l'agriculture, est installée dans la plaine du Pô, à proximité des Alpes. De petites parcelles cultivées par des propriétaires modestes occupent la moitié nord du territoire. La partie sud, plus fertile et irriguée grâce à des systèmes de canaux complexes, est exploitée par de grandes fermes et des abbayes. La polyculture et l'élevage dominent.

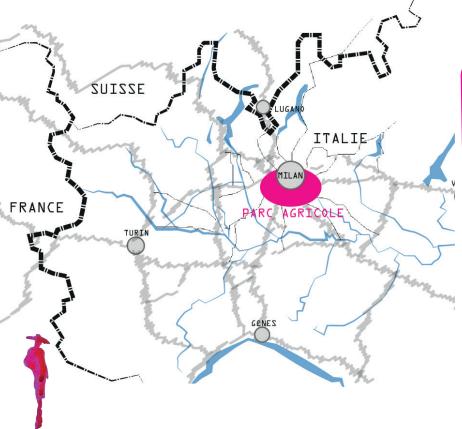
Située à un carrefour européen, la métropole industrielle accueille un nombre toujours croissant d'habitants. Les terres agricoles du nord disparaissent presque toutes pour être urbanisées. La rentabilité économique du terroir du sud les protège de l'urbanisation mais les transformations de pratiques agricoles ont des incidences paysagères : disparition de haies, augmentation de la taille des parcelles pour développer majoritairement la riziculture, perte de la multifonctionnalité des fermes...

Les règlements protègent les terres prospères du sud en limitant l'urbanisation. Parallèlement, les citadins et les agriculteurs redonnent une valeur sociale et culturelle à ces espaces cultivés aux portes de la ville, qu'ils se réapproprient ensemble. Des aménagements traduisent ces interférences retrouvées entre monde agricole et urbain : plantations de haies et de rangées d'arbres, pistes cyclables, lieux culturels, économie de proximité, valorisation du patrimoine bâti et technique, loisirs et espaces de récréation... | 115

## DE LA VILLE VERTICALE AUX CHAMPS HORIZONTAUX, SANS TRANSITION

Historiquement, les villes européennes sont ceinturées d'une zone agricole et maraîchère. Il fallait bien nourrir ces milliers de citadins qui vivaient loin de la terre! Généralement, la majorité de ces sols productifs n'a pas résisté au développement urbain qui a explosé au cours de la deuxième moitié du XXe siècle. Quelques parcelles cultivées subsistent parfois ici ou là dans la trame urbaine, mais de façon anecdotique ou patrimoniale. Les liens et la complémentarité entre ville et campagne se sont distendus. Il semblerait pourtant que la métropole de Milan >1 < fasse mentir ce principe de développement très sectorisé

Nous avons rendezvous à un arrêt de métro puis de bus. Il faut avouer que le plan du réseau est explicite : de nombreux arrêts commencent par le mot « cascina », qui veut dire ferme, et les lianes desservent de vastes taches vertes. Voilà qui semble confirmer la réalité de la dimension urbaine de l'espace agricole. Levons le nez de la carte et entrons dans le territoire.



-Éclairage-

#### >1<

#### **L'agglomération** milanaise, une des plus dense et peuplée d'Europe

Milan, chef-lieu de la région Lombardie, est la deuxième ville d'Italie avec environ un million trois cent mille habitants répartis sur 182 km², l'aire urbaine regroupe près de sept millions d'habitants. Elle est la quatrième plus importante d'Europe, reconnue pour son dynamisme industriel, commercial, financier et universitaire. La ville métropolitaine de Milan remplace la province de Milan depuis 2015, et est dirigée par le maire de Milan. Elle regroupe cent trente quatre communes et plus de trois millions d'habitants.





Nous y sommes. Derrière nous, les rues, les trottoirs, les immeubles, les voitures, les pelouses rases, les enfants qui vont à l'école, les passants..., la grande ville contemporaine telle que nous la connaissons, avec ses barres, ses tours et quelques traces de bâti plus ancien noyé dans le tissu urbain du développement à grande échelle. Devant nous, des étendues de terre en repos, des fossés, des alignements d'arbres, un chemin plus étroit sans marquage ni trottoir, une ferme massive avec des murs d'enceinte et de nombreuses granges, un tracteur, quelques promeneurs et joggeurs..., le milieu rural où la production domine l'organisation de tout l'espace.

Entre les deux, une ligne, parfois simple clôture, ailleurs bosquet d'arbres ou petite rivière. Les limites sont franches nettes sans détour ni ambiguïté. Un véritable Janus de l'aménagement du territoire!

En s'éloignant des zones les plus urbaines tout en restant dans le périmètre de l'agglomération, nous prenons la mesure de ce territoire agricole, naturel et boisé qui ceinture la moitié sud de Milan. Les « cascine » ponctuent le territoire comme d'immenses navires, des réseaux de canaux et de fossés maillent le sol et montrent que l'eau ne manque pas, des moulins, des abbayes et des châteaux évoquent la richesse patrimoniale, des villages accueillent des habitants, des commerces et des services typiques du monde rural, pourtant métropolitain. Et toujours, au loin, le profil des immeubles et de la grande ville.



## UNE PARTICULARITÉ GÉOLOGIQUE VALORISÉE PAR L'INGÉNIOSITÉ DES AMÉNAGEURS DE TOUS SIÈCLES

>2<

Les choix politiques, culturels, techniques ont permis de préserver une agriculture productive et vivace, mais la géologie a créé des conditions très favorables. Une ligne de résurgences traverse la plaine du Pô et sépare Milan en deux moitiés aux caractéristiques physiques contrastées. La partie sud est composée d'un terrain granulaire où l'eau en provenance des Alpes émerge à différents endroits, apportant humidité et fertilité, alors que la moitié nord reste beaucoup plus difficile à cultiver, sèche et moins irriquée.

Les romains ont entrepris les premiers travaux de drainage, de défrichage et de mise en culture, ensuite poursuivis et perfectionnés par les moines au XIIe siècle. Ils ont construit des canaux, des puits et des fossés, et ont notamment inventé le système des « fontanili » (fontaines) en plaçant un tube sur une résurgence pour faire sortir l'eau de source par pression. Ils ont ainsi créé des étangs autour de ces points d'eau, qui servaient de réservoirs et facilitaient le contrôle de l'irrigation de la plaine. Il existe environ trois cent cinquante fontanili dans la métropole milanaise. Un autre dispositif unique a été mis au point avec le système des « marcite » >2< qui permet d'améliorer notablement la qualité et la quantité de production d'herbe fraîche pour nourrir le bétail toute l'année. Ce foin abondant et nourrissant a contribué au développement de l'élevage pour la production laitière, et a également alimenté les nombreux chevaux de Milan.

À la fin du XVe siècle, Léonard de Vinci a été invité par les Sforza, ducs de Milan, et a entre autres amélioré les systèmes hydrauliques, développé les canaux et l'irrigation. Il est intervenu à l'échelle du grand territoire pour relier Milan au Tessin, -Éclairage\_

## Les marcite, une invention fondée sur les paysages pour améliorer la qualité de l'herbe

Le sol est travaillé selon un système ingénieux de plans légèrement inclinés et de fossés qui permettent à l'eau d'irriguer le sol en s'écoulant à la surface des prairies. L'eau provient des sources et a une température constante, comprise entre 9°C en hiver et 14°C en été. Ce dispositif évite que le sol ne gèle et produit de l'herbe fraîche même en hiver, avec sept à neuf fauchages par an à la place de quatre à cinq habituellement.

Même si de nombreuses marcite ont disparu suite au changement de pratiques agricoles et avec l'apparition de nouveaux aliments pour les animaux, il en existe encore quarante et une en fonction. Elles sont à la fois protégées pour leur qualité paysagère, patrimoniale, productive et pour le maintien de la biodiversité car ces espaces abritent de nombreuses espèces d'oiseaux et d'amphibiens.





au Pô et à la mer, et ainsi créer des connexions essentielles à la navigation et au commerce. Ses inventions ont également bénéficié au territoire local et à l'agriculture. Suite aux échanges commerciaux avec la Chine au XVIIe siècle. 1e riz a commencé à être cultivé en Italie, essentiellement dans la plaine du Pô grâce au système d'irrigation déjà en place, permettant une exploitation intensive. Au XIXe siècle, le développement et les innovations industriels ont largement profité à l'économie agricole. Les fermes sont devenues de véritables machines à produire, très organisées et performantes. L'exemple de la Cascina Salterio >3< à Zibido San Giacomo est éloquent.

#### >F<

#### Les cascine, un patrimoine bâti monumental, multifonctionnel et polyvalent

Ces gigantesques fermes à cour intérieure ont beaucoup évolué avec les changements de pratiques agricoles, notamment sous l'influence de la révolution industrielle. Le premier noyau de la Cascina Salterio, construit au XVIIe siècle, a atteint sa forme et son organisation optimales au XIX<sup>e</sup> siècle. La vaste cour d'honneur bordée d'étables montre la richesse et l'origine de la production. L'élevage était la principale source de revenus, sans être exclusive. En plus des terres cultivées, la ferme se composait d'étables, d'une fromagerie, d'un moulin à riz, de lieux de stockage frais, d'une serre pour les citronniers, d'une pêcherie, de porcheries... Elle employait jusqu'à deux cents personnes qui logeaient sur place dans un village ouvrier. L'ensemble de l'organisation s'apparentait au fonctionnement d'une usine, avec une grande polyvalence et une autonomie importante grâce à la multifonctionnalité et la complémentarité des productions qui garantissaient une autosuffisance.



Cascina Salterio - www.cittametropolitana.mi.it

Ce contexte et ces aménagements qui ont su tirer parti des ressources et des particularités du territoire ont créé les terres les plus fertiles d'Europe. L'agriculture a été pendant plusieurs siècles la première richesse de Milan. La différence de fertilité entre la partie nord et sud du territoire s'est maintenue. Au sud, les moines, les nobles puis les bourgeois, les institutions publiques et les industriels ont sans cesse bonifié les terres, administrées sous forme de grandes propriétés. Au nord, les parcelles et les exploitations sont restées plus petites, moins productives, plus vulnérables.

La première guerre mondiale a stoppé l'essor industriel et agricole, avec des incidences fortes sur les pratiques agricoles, les exploitations et la transformation des paysages, encore accentuées après la deuxième guerre mondiale. Jusqu'alors, la production de lait était majoritaire mais la définition de quotas laitiers a incité les agriculteurs à s'orienter plutôt vers la production céréalière, notamment la riziculture. De grandes étendues planes et inondées ont remplacé les champs carrés bordés d'arbres, arrachés pour éviter de faire de l'ombre sur les plantations de riz. Des



systèmes d'agroforesterie hérités des étrusques ont disparu avec l'élimination des alignements de mûriers (pour la production de la soie) qui servaient aussi de supports pour la vigne et accueillaient des céréales entre les rangées d'arbres. Les marcite sont progressivement tombées en désuétude car économiquement moins rentables. La mécanisation a changé radicalement l'économie agricole, là ou deux cents personnes travaillaient, deux suffisent actuellement. Les systèmes agricoles récents sont plus simples, demandent moins de travail manuel et contribuent à la disparition de pratiques patrimoniales devenues trop coûteuses.

Comme partout en Europe, les villes ont débordé de leurs limites et se sont naturellement étendues sur les terres non bâties les plus proches. Le phénomène s'est produit à Milan, mais principalement sur la partie nord, plus morcelée, moins rentable agronomiquement et tenue par de nombreux petits propriétaires. Ces espaces non urbanisés étaient alors plus faciles à acheter et à construire que les grands domaines de la moitié sud, productifs économiquement. Les terres agricoles de la moitié nord ont progressivement presque toutes disparu pour permettre le développement de la ville.







# LE PARC AGRICOLE SUD DE MILAN « POUR LA NATURE, L'AGRICULTURE, LA CULTURE ET LE TEMPS LIBRE »

## Une coconstruction entre les communes, les universitaires et les agriculteurs

Pour gérer cet important développement urbain, la ville de Milan a travaillé dès les années 1960 sur sa planification en associant les communes et les universitaires, principalement issus du Politecnico, l'École polytechnique de Milan, une école d'ingénieurs et d'architectes renommée consacrée aux sciences, à la technologie et au design. Tous ont pris conscience de l'importance de l'agriculture, du patrimoine rural et bâti de ce territoire et du risque réel que la moitié sud de Milan prenne le même chemin que le nord. En réaction, l'élargissement du périmètre d'un parc existant créé dans les années 1930 a commencé à être envisagé, avec la volonté d'y intégrer la dimension agricole. La ville s'est saisie de l'idée, qu'elle a appelée « parc vert bleu équipé ». Le projet a mûri et pris de l'ampleur au cours des années 1970 pour devenir un projet de grande ceinture verte où coexistent agriculture et espaces de loisirs.

Il a fallu attendre près de vingt ans pour que la volonté initiale de préservation des terres agricoles se concrétise sérieusement. L'opportunité d'une loi cadre sur la création des parcs régionaux a donné une piste réglementaire à la protection et la valorisation des espaces agricoles et de leur patrimoine culturel. Les élus, appuyés par les chercheurs, ont saisi cette chance pour travailler avec la région Lombardie et créer un parc naturel original car centré sur la thématique agricole productive. Avec cette loi, vingt-quatre parcs régionaux ont été créés en Lombardie dont le Parc agricole sud de Milan, défini comme « un parc destiné au maintien et à la valorisation des caractères typiques de l'environnement et du paysage des zones rurales, de leurs valeurs naturelles et semi-naturelles traditionnelles à travers la conservation, la qualification et l'amélioration des activités agro-sylvo-pastorales » (extrait du texte qui a présidé à sa création). En 1983, le périmètre est défini en tant que zone d'importance environnementale, puis il est classé en « parc régional de ceinture métropolitaine Parco Agricolo sud di Milano » en 1990 sur proposition des communes.







Sur les cent trente-quatre communes que compte la province de Milan, soixante et une sont concernées par le périmètre du parc. >4 < Compte tenu de cette dimension supracommunale manifeste, la gestion du parc a été confiée à la province de Milan, aujourd'hui devenue ville métropolitaine de Milan. Après dix ans de négociations, le Plan territorial qui fixe les règles a été voté. La vocation première du parc porte sur la réglementation la supervision et le contrôle qui ont réellement permis de protéger les terres, les activités et les paysages dans un contexte foncier très tendu. L'institution du parc

L'impulsion
de départ vient des
élus et des intellectuels,
mais les agriculteurs ont
bien été associés dès la création
du parc, notamment avec les
associations professionnelles agricoles,
les associations environnementales et
les syndicats, impliqués dans toutes les
prises de décision. Un comité technique
agricole intègre des représentations
d'agriculteurs et évalue tous les
projets de transformations
dans le parc.

comprend aujourd'hui vingt-trois salariés : des architectes pour travailler sur la planification, le paysage et les autorisations, des graphistes, des biologistes... Le fait de disposer d'outils et d'ingénierie pour assurer le suivi au quotidien a été déterminant.

Cette mission s'étoffe à partir de 1999 avec un volet de sensibilisation, d'accompagnement de projets, d'études pour améliorer la connaissance, de diffusion des activités et des informations auprès du grand public.



#### >4< Éclairage

#### Le parc agricole en chiffres

Le parc couvre une surface de 46 300 hectares, soit environ 30 % de la superficie totale de la ville métropolitaine de Milan. Il compte 1 400 exploitations d'une taille moyenne de 33 hectares, 592 cascine considérées comme patrimoine culturel, quatre abbayes. Il comporte 217 hectares de prairies permanentes et 3 241 hectares de cultures fourragères en rotation. Les 30 467 hectares de terres arables permettent de cultiver 2 563 hectares de céréales : 11 477 hectares de riz, 9 645 hectares de maïs en grain et 2 925 hectares de maïs en ensilage pour l'alimentation du bétail. 1 092 hectares de cultures industrielles, essentiellement du soja, sont issues de la politique agricole commune. 238 fermes d'élevage bovin produisent surtout du lait, une centaine d'autres élèvent des chevaux, des porcs et de la volaille. Le territoire compte six DOP (dénomination d'origine protégée) fromagères : Gorgonzola, Grana Padano, Provolone Valpadana, Quartirolo lombardo, Taleggio.

(source : données du Parco agricolo sud di Milano)

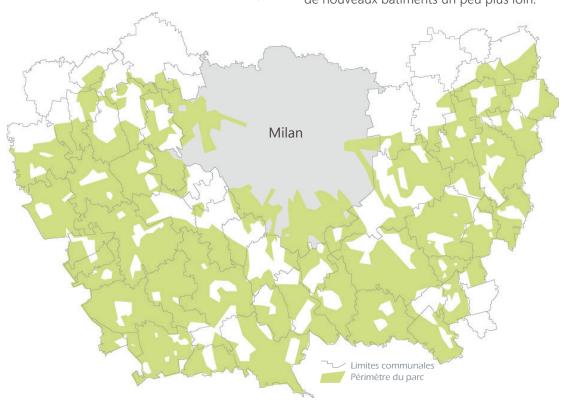
#### Un règlement strict et une application suivie

En plus de sa réglementation particulière, le parc est une zone protégée soumise au code des biens culturels et des paysages qui dépend du ministère de la culture (ni de l'écologie ni de l'environnement). Tout projet de modification sur le bâti (couleur des façades, changement de fenêtre, de porte, extension...) ou sur l'espace agricole (ouverture d'un chemin, intervention sur un canal, plantations...) est soumis à autorisation paysagère, avec un dossier à soumettre au parc et à une délégation du ministère. Il est par exemple interdit de couper des arbres sans permis, les autorisations sont généralement accordées aux arbres non autochtones avec obligation de re-

planter après la coupe. Le parc aide à rechercher des financements européens ou régionaux pour les replantations. Une coupe d'arbre non autorisée coûte cher, plus d'un million d'euros d'amende! Le contrôle sur les coupes, les décharges sauvages, ou sur demande explicite du parc, est assuré par un groupe d'une centaine de bénévoles, des « gardes écologiques volontaires », formés par le parc. Ce sont essentiellement des personnes motivées et disponibles, des retraités, des jeunes.

Le périmètre du parc n'a pas pris en compte les zones urbanisées pour se concentrer sur les terres agricoles et les biens culturels qui y sont attachés. Il a donc une forme par-

ticulière, imbriquée dans le tissu bâti. Comme le règlement limite les possibilités de développement, intégrer les espaces urbains aurait généré des conflits trop importants. Le choix d'une limite nette et tangible a permis de protéger les terres efficacement, ce qui était l'objectif premier. Les lisières ne sont cependant pas traitées, une thématique importante mais complexe dans une agglomération de cette ampleur. Le parc valide les projets d'urbanisme des communes et demande une superposition parfaite des périmètres et des normes. Ce blocage du développement urbain a incité à réhabiliter et réutiliser le bâti existant vacant. Sans cette limitation, il aurait probablement été laissé à l'abandon pour construire de nouveaux bâtiments un peu plus loin.



## Une modernisation agricole soucieuse du patrimoine bâti

Dans un souci d'entretien du patrimoine bâti et de la diversification des activités, les cascine peuvent être transformées en habitat si l'activité agricole a cessé depuis au moins cinq ans, à condition de ne pas augmenter les surfaces construites. Ces interventions sur le bâti comportent des phases administratives et réglementaires qui paraissent souvent lourdes et longues pour les porteurs de projet, comme dans la majorité des espaces protégés soumis à une réglementation stricte. Dans le cas d'un arrêt d'activité, les terres sont louées ou vendues sans difficulté à d'autres agriculteurs car les sols sont productifs et l'économie rentable. La problématique des friches agricoles ne se pose pas.

L'interdiction de construire dans le parc ne s'applique pas aux bâtiments agricoles s'ils ont besoin de s'agrandir pour développer leur activité, sans augmenter les surfaces de plus de vingt pour cent. Cette contrainte forte a donné des résultats surprenants où l'agriculture moderne reste soucieuse du patrimoine. Les solutions fréquentes qui consistent à abandonner les anciennes infrastructures bâties, parfois jugées désuètes, pour construire de nouveaux bâtiments ou sorties d'exploitation, ne peuvent pas être mises en œuvre dans le parc. Ainsi, la Cascina Tavernasco, en conversion biologique





depuis 2016, entretient une des plus importantes surfaces de marcite du parc et modernise son installation agricole, par exemple en automatisant la distribution de la nourriture pour les animaux sans modifier les bâtiments, ou en produisant de l'électricité photovoltaïque par des panneaux qui couvrent l'ensemble des étables. Un peu plus loin, la Cascina Femegro, une ferme monumentale à cour carrée fortifiée au XVe siècle, dont l'origine remonte au XIIIe siècle, accueille cent trente-huit vaches laitières dans la structure bâtie d'origine. Les granges ont été modernisées en respectant le patrimoine bâti avec l'installation de trémies, de distributeurs de grain et de deux stations de traite robotisées mises en place en 1999 sans avoir modifié l'architecture. Ces robots ont évité la démolition de murs intérieurs, indispensable pour créer une salle de traite plus grande. Ils nécessitent moins de main d'œuvre et laissent plus de temps à l'agriculteur pour se consacrer à d'autres projets en cours ou en préparation : accueil de classes, remise en état du moulin pour produire de l'énergie, développement de l'hébergement touristique.

## Un appui à la diversification des activités agricoles

La diversification des activités agricoles est en plein essor dans le parc. Après la deuxième guerre mondiale, les terres se sont spécialisées, les pratiques intensifiées et mécanisées comme partout en Europe. Une agriculture conventionnelle et monoculturale a dominé jusque dans les années 1980-90. Valoriser un seul type de produit rendait l'activité très dépendante du marché et comportait un risque économique fort. Les agriculteurs se sont appuyés sur le parc pour différencier et améliorer leur agriculture, retrouver une indépendance vis-à-vis des marchés

et diversifier leur activité. Ainsi, de nouvelles pratiques ont émergé : la vente directe, l'agro-tourisme, les services à la ville et au consommateur, le développement de fermes pédagogiques, des formations entre agriculteurs, des outils pédagogiques à destination des enseignants, des parcours didactiques. Le parc n'a pas aidé financièrement les agriculteurs pour développer ces nouvelles activités mais les a accompagnés a apporté un appui technique des idées et a aidé à valoriser ces projets et ces initiatives auprès du public milanais. Par exemple, un premier guide édité en 2007 et régulièrement

mis à jour (quatrième édition diffusée fin 2018) met en avant les patrimoines bâtis et paysagers, et regroupe toutes les activités proposées par les fermes. Le parc diffuse ce document auprès des citadins pour faire connaître les actions et donner envie de découvrir ce territoire





proche mais parfois méconnu.

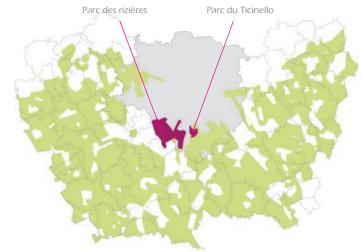
La diversification a permis aux agriculteurs de créer des emplois afin d'assumer ces nouvelles fonctions et métiers, et de générer une plus grande prospérité. Toutes les exploitations ne sont pas multifonctionnelles mais le mouvement est net. Depuis les années 2000, environ cent fermes sont multifonctionnelles sur les neuf cents que compte le parc. Les acteurs institutionnels ont également pris conscience de ces nouveaux enjeux, avec des évolutions culturelles majeures. La municipalité de Milan ne connaissait pas bien les fermes ni leur fonctionnement et n'avait pas de service dédié à l'agriculture jusque dans les années 2010. Le processus reste long et progressif, engagé depuis trente ans, mais il ne cesse de s'amplifier.

Avec la création du parc, les agriculteurs doivent se conformer à des règles qui évitent les pratiques polluantes pour l'eau. Tous ne sont pas passés en agriculture biologique mais l'ensemble des producteurs reconnaît que les pratiques agricoles durables améliorent la qualité des produits.

# LE PARC DU TICINELLO, PORTÉ PAR DES AGRICULTEURS ET DES HABITANTS

La dynamique institutionnelle liée à la création, la gestion et l'animation du parc agricole sud s'est dès le début accompagnée de mouvements citoyens portés par des habitants et des agriculteurs soucieux de leurs paysages, de leur cadre de vie et du maintien de l'économie agricole. Malgré la protection des terres, le risque d'urbanisation était réel dans les années 1980 du fait de la proximité de Milan et d'enjeux financiers importants. L'exemple du parc du Ticinello est significatif à ce sujet.

Au début des années 1980, un promoteur immobilier important achète un domaine agricole de quatre-vingt huit hectares sur la commune de Milan dans l'objectif de détruire la ferme et de développer l'habitat, à trois cents mètres d'une station de métro et à quatre kilomètres du Duomo. Le terrain est inclus dans l'actuel périmètre du parc agricole sud. La mobilisation populaire se met en place pour préserver la ferme, maintenir l'agriculture, montrer la dimension stratégique de ces espaces et créer des opportunités de rencontres entre agriculteurs et urbains. L'association Comité du Parc agricole



de Ticinello est créée en 1989, mène des actions auprès des élus, des administrations, des concepteurs et construit un projet de territoire. Pour faire connaître le parc et l'initiative, une fête est organisée et renouvelée chaque année, ainsi que des événements culturels et éducatifs pour ouvrir l'imaginaire, apprendre à observer, se questionner. De longues luttes avec une forte médiatisation et des pétitions déposées auprès de la collectivité demandent à créer officiellement le parc.

Le parc
a construit un label
pour inciter à développer des
pratiques environnementales et
paysagères, sur adhésion volontaire
des fermes. Il s'agit de conserver et
améliorer les paysages, récupérer et
entretenir les fontanili, maintenir ou
créer des alignements d'arbres,
proscrire l'utilisation
des bouteilles d'eau
en plastique...



Elles trouvent une première issue en 2000 et se concrétisent par l'achat de la moitié de la surface du parc par la commune qui exproprie le promoteur en 2003, protégeant définitivement l'agriculture de l'urbanisation. Plus tard, la collectivité affirme l'utilité publique du parc agricole du Ticinello, achète à l'amiable le reste du terrain en 2014 et le loue aux agriculteurs.

Parmi ses activités, plusieurs relèvent de l'aménagement, par exemple la valorisation de chemins pour développer la mobilité cyclable et pédestre, améliorer le confort et la signalisation ; la préservation et l'entretien des systèmes d'irrigation, des fossés, des ouvrages hydrauliques... tant pour la production agricole que la valeur historique et paysagère ; la restauration des rives et des connexions écologiques le long de la rivière du Ticinello ; la restauration de zones naturelles dégradées et la création de corridors écologiques, de sentiers pédagogiques... D'autres actions concernent les pratiques agricoles telles que le développement d'espaces agricoles expérimentaux ayant un faible impact énergétique, sans herbicide ni pesticide, favorisant la rotation des cultures et la biodiversité. Ces essais assument la productivité moindre en étant testés sur de petits espaces publics avec un coût d'exploitation très bas. L'association travaille également sur la biodiversité forestière et l'accueil du public en forêt. Elle promeut les activités publiques et associatives, avec la volonté de restaurer des bâtiments pour disposer d'espaces d'accueil.





# LE PARC DES RIZIÈRES, UN AUTRE EXEMPLE DE PACTE ENTRE AGRICULTEURS ET CITADINS

Dans le périmètre du parc agricole sud, d'autres initiatives de parcs sont issues de la dynamique agricole et citoyenne. Ils relèvent du même croisement de volontés: la mobilisation des habitants pour leurs espaces de vie et l'implication des agriculteurs pour une connaissance mieux partagée de leur métier et productions. Ces mouvements n'ont pas toujours mis autant de temps ni connu des conflits aussi forts que dans le Parc du Ticinello, précurseur. Dans cet esprit, l'association Parco delle Risaie (parc des rizières) a été créée en 2008 par des agriculteurs et des citadins pour préserver la dynamique agricole, promouvoir des activités liées à la mise en valeur de la nature, de l'environnement et du territoire, permettre l'accueil, la sensibilisation et le tourisme.

Elle noue des partenariats avec de nombreux acteurs, institutions et collectivités pour développer des projets. Par exemple, elle a participé au projet CIVES coordonné par la Fondazione Civica di Milano, dont l'objectif est d'établir une nouvelle alliance entre les citoyens et les agriculteurs pour déclencher des processus de coopération vertueux visant à améliorer la qualité des espaces de vie urbains et ruraux. Parmi ses missions principales, le parc des rizières défend et valorise l'agriculture locale en lien avec la protection de l'environnement, climatique, écologique, paysagère. Il veut mettre en avant la dimension économique, culturelle et environnementale des produits et des services de qualité offerts par la ceinture urbaine et a notamment introduit le concept du « kilomètre zéro », qui figure sur les cartes des restaurants du territoire. Il défend une utilisation plus durable du temps libre, permettant de redécouvrir la valeur et le rôle du paysage rural à la périphérie de la ville. Enfin, il développe de nombreuses actions de sensibilisation de tous les acteurs locaux sur la protection de la ressource en eau, la fertilité naturelle des sols, la biodiversité et les paysages.

Le pacte entre les agriculteurs qui ouvrent leurs portes et les citoyens qui respectent l'activité agricole et l'environnement contribue à la multifonctionnalité des fermes volontaires. La Cascina Battivacco. membre du parc des rizières, accueille par exemple depuis 2008 des écoles et des familles pour montrer les pratiques, comprendre le milieu, ses spécificités et ses contraintes, découvrir des modes de vie différents et pourtant très proches ; elle développe une thérapie avec les chevaux pour des enfants handicapés. Elle est aussi un point d'information du parc agricole sud de Milan. En 2012, des formations à destination des enseignants ont permis de démultiplier les actions et les prises de conscience, ensuite diffusées par la région Lombardie. Un budget était disponible pour développer ces activités qui ont nécessité l'embauche de salariés afin d'assurer l'accueil et les animations, un investissement possible grâce à l'assise économique de l'exploitation agricole. Depuis récemment, la ferme dispose d'hébergements touristiques.







Au début, le mot « parc » était mal compris car il évoquait une dimension de parc urbain ou de loisir, et de nombreux habitants avaient plutôt le regard tourné vers le centre-ville. Progressivement, les habitudes ont changé et la campagne, les cascine ont commencé à intéresser les urbains, qui ont trouvé dans ces espaces voisins des lieux de respiration, de qualité et de ressourcement très accessibles.



## UNE FORTE IMPULSION GRÂCE À EXPO 2015 CENTRÉE SUR L'ALIMENTATION

L'opportunité de l'exposition universelle qui s'est déroulée à Milan en 2015 sur le thème « Nourrir la planète, l'énergie pour la vie » a nettement contribué à faciliter la prise en compte et la compréhension des thématiques liées à l'agriculture et à la nourriture. Le sujet a été proposé par la ville de Milan, les acteurs politiques et agricoles du territoire étaient prêts et ont su s'appuyer sur cette chance pour développer de nouvelles actions.

Des initiatives existant avant l'exposition ont été valorisées et se sont pérennisées. Par exemple, l'équipe du parc agricole sud a mis en contact des exploitations avec une entreprise de traiteur, qui a été primée par le pavillon américain comme meilleure start-up. Pendant les six mois de l'événement, le parc a diffusé des brochures, présenté les exploitations, les produits deux fois par mois. Un parcours a été créé depuis le site de l'exposition via le train et le vélo pour découvrir et visiter des fermes.

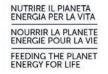
Le rapport plus direct entre producteurs et consommateurs a bénéficié aux fermes multifonctionnelles qui ont eu une bonne visibilité lors de l'exposition. L'itinéraire culturel, historique, gastronomique « La route du riz », porté par le parc des rizières, a permis de développer des outils d'information tels que des guides, des cartes touristiques, une application Smartphone ainsi que des étapes et des dégustations de produits à zéro kilomètre. Dix-huit parcours thématiques cyclistes incitent à découvrir les richesses du territoire, avec un repérage des fermes ouvertes au public. La dynamique d'accueil touristique dans

ces espaces ruraux périurbains se poursuit puisque les quatre cents lits créés dans le périmètre du parc continuent à être occupés trois cents jours par an.

Il n'y a pas si longtemps, la montagne et la mer étaient les destinations favorites des milanais. Le foisonnement de ces initiatives portées par autant d'acteurs et valorisés à différentes occasions ont réellement fait évoluer les pratiques des urbains, qui connaissent et fréquentent beaucoup plus le parc. La combinaison de plusieurs facteurs est à mettre au bénéfice de ces changements : le développement de l'offre touristique, la sensibilisation et la bonne diffusion des informations sur le territoire agricole milanais, la prise de conscience de ses qualités, la desserte efficace par les transports en commun mais aussi la crise économique qui a incité à trouver des destinations de loisir plus proches.







# DES PARTENARIATS ENTRE COLLECTIVITÉS À DIMENSIONS VARIABLES SELON LES PROJETS

Les parcs, institutionnels ou citoyens, ne sont pas les seuls à agir. Les collectivités sont également très actives dans ces processus de préservation des patrimoines, de connaissance et de diffusion. L'initiative « Camminando sull'acqua » (Marcher sur l'eau, en référence à l'importance de la ressource en eau et à l'activité rizicole) se met en place à partir de 2000 pour sauvegarder et améliorer les ressources environnementales, historiques, architecturales et culturelles. La construction du partenariat s'est faite pas à pas à partir de l'impulsion de quatre communes limitrophes rapidement rejointe par cinq autres, dans un double objectif : développer les loisirs à travers la création d'un réseau cyclable ; replanter des arbres et requalifier le paysage. Ce projet a reçu des financements et un réseau de cent dix kilomètres de pistes cyclables a été créé. Il touche un bassin de quatre-vingt mille habitants, implique trente fermes et relie des lacs issus de la fin de l'exploitation des carrières, le territoire agricole, des lieux historiques, architecturaux, environnementaux. Cette initiative a favorisé un nouveau développement du territoire en contexte métropolitain, avec la création d'activités économiques liées à la diversification des exploitations agricoles (agrotourisme, vente de produits locaux, chambres d'hôtes, création d'espaces de loisirs...).

En 2009, les neuf communes déjà mobilisées et une dixième qui avait rejoint le partenariat ont recalibré leur projet avec l'appui du parc agricole sud et l'ont proposé comme modèle de redéveloppement du territoire et de l'environnement, dans le cadre de la candidature pour Expo 2015 qui apportait des financements pour la mise en valeur du territoire. Cette dynamique portée par des collectivités en réseau, volontaires, a donné une visibilité. Les expériences réalisées ont consolidé la démarcher permis de monter en puissance progressivement et d'obtenir des financements pour poursuivre les actions.

La Cascina Salterio >3 < à Zibido San Giacomo, une des communes moteur de ce mouvement, a trouvé un nouvel usage grâce à ce projet de territoire partagé. La ferme et ses terres appartenaient aux descendants de la famille, qui n'étaient plus agriculteurs. Les terres étaient louées à d'autres cultivateurs

et les bâtiments n'avaient plus d'utilité agricole, ils étaient en partie détruits, squattés, accueillaient une carrosserie. Compte tenu de la forte dimension patrimoniale du bâti, la commune souhaitait éviter sa destruction, au moins pour sa partie monumentale. Un accord a été trouvé avec les propriétaires, qui portaient un projet de transformation des étables en supermarché et de création de résidences individuelles. La collectivité a pu réorienter le projet et demander qu'une partie du site reste publique. La crise économique de 2008 a stoppé le projet privé et l'opportunité d'Expo 2015 a donné des moyens techniques et financiers pour développer un projet de mémoire, de réhabilitation et d'équipement culturel fondé sur les ressources locales dans la perspective de construire une nouvelle sensibilité au paysage et à la nutrition.

communes, le parc
agricole sud, le Politecnico
de Milan, l'Université de Pavie, les
fermes, les bibliothèques et les
archives de plusieurs communes se sont
regroupés pour créer le MUSA,
Atelier du goût et du paysage.
Le complexe s'inscrit naturellement dans
la continuité de Camminando
sull'acqua et s'articule avec le réseau
des fermes, des pistes cyclables,
des chemins de
randonnée.

Huit



Le lieu, inauguré en 2015, est ouvert au public le week-end et aux scolaires en semaine. Des cours pour devenir aidechef cuisiner sont donnés aux personnes en reconversion professionnelle grâce à un partenariat avec une centre de formation de Milan sud. Une association gère le musée aux côtés de la commune avec un budget minime de trente mille euros par an. >5< De nombreux guides et publications sont édités régulièrement. >6<

L'objectif pédagogique et didactique du musée fonctionne, des fermes rejoignent le réseau chaque année, de nouveaux projets émergent sans cesse pour agrandir, rénover de nouveaux lieux, enrichir l'espace multimédia.



www.museosalterio.it

Réalisation

>7<

#### Les paysages en évolution comme fondement de l'espace multimédia

L'espace multimédia a été conçu en partenariat étroit avec le Politecnico de Milan, qui a élaboré les contenus, les thèmes (métiers, évolutions de l'agriculture, industrialisation et urbanisation...), les textes et la cartographie. Un scénographe a spatialisé l'ensemble des éléments pour créer un outil vivant et adapté à tous les publics. L'objectif est de montrer que le paysage est un système où tout est interconnecté (les fermes, les arbres, les productions, la société...) et où les évolutions sont permanentes, il est l'inverse d'une addition d'éléments isolés. La dimension historique est également présentée comme une approche pertinente pour comprendre les paysages actuels.

-Réalisation ——

>5<

#### Le MUSA, un espace au croisement de la culture, la formation et le tourisme

Le site comprend différentes activités :

- un espace multimédia pour découvrir des lieux, des monuments, des paysages agricoles, des espaces naturels, avec des installations sur le goût et le paysage >7<;
- un espace d'exposition qui accueille des conférences, des dégustations, des formations selon une programmation proposée par l'institution et par des associations, écoles, agriculteurs...;
- un atelier cuisine pour développer l'éducation alimentaire, la connaissance des produits, des chaînes d'approvisionnement... notamment sur la culture gastronomique lombarde;
- une bibliothèque sur le goût et le paysage, les relations entre l'homme, la nourriture et l'environnement, un espace d'étude ouvert à tous ;
- un jardin botanique pour développer la connaissance des techniques horticoles, du patrimoine agro-alimentaire milanais et du monde entier;
- des locations de vélos.













vww.museosalterio.it

#### Réalisation

>1<

## Des publications attractives pour tous les publics



La modernité et l'histoire, le loisir et la connaissance sont intrinsèquement liés dans tous les projets. Par exemple, l'occasion de l'édition en 2015 d'un guide qui présente le MUSA et le MUMAC, un autre musée en réseau sur les machines à café, donne le prétexte à republier un texte édité par la Société agraire de Lombardie en 1906 pour son Congrès national tenu à Milan. Ce texte centenaire décrit les bonnes pratiques en matière de gestion du territoire et de l'agriculture.





IOA propose on progeto di disalguisso che utilizza le timo. Di proget ili antisono quockoti agricoli, parsaggio, piu associalishis, mo in semunia delle prisone per committi una monta umbilitici nei

Exhications plinerazor, che ha anome-wenye maggiour electuragă onto, ha viden ona medica matantide sulla hac delle tracondicami manumelor e orbinal della nocici. Ne presistema si mbiosi dei primo del '200, l'inhusatione alimendare ces privilegio di che face suntati. Per la maggioratio al la propiazione il publissio megiare un medicine i ilungio emeribio, son un'ammisso riduta;

privipajes en subdefen i bleagui menthis, um artimusium ridura dia partidi della menti paira e della graputore e della graputore e della graputore con un cinitato i una di remore dimensiali men di-mentifici. Codi diversione i una cinitato i una di remore dimensiali menti della distribuzione di mentifici. Codi diversione con tribuggio findaggio una giurnosa di errorita di prima prima di p

a data formed pallador sour is a franchischer proposition in an obiental consonitation of production of the consonitation of production of the consonitation of the consonitation

who Anthritis II Agriculture, at 2 stillules are disticle. It would be the property of the best of the test Solvey.

Define of most busines.

NOTICIE SPECIALI

Fea le souverne Cassine d'instrt soff Alte milanere, la Carcina differentia el può considerane some quella che sias some la caratteristiche migliosi sia dal labra coleratione, sia dal labo consonium, poici di odesa de degunte, poica di qualmaper luma architentium, proposte al una lore qualmaria distribuzione degli amilienti ad son o di abitacione; si di siafa, n° dibes-

Al plane terreno uno dispote le cocine, ampi locali

medic de sécuries against le concell par la subser del austradis si de son delle del delevantes del lacida, del el consecurity del consecurity del consecurity del tradisco del consecurity del consecurity del tradisco del consecurity del consecutive del tradisco del consecutive del co

All planes requirem— in communications coll inferience per moras di der collect in colle— e manuscator al postions, haver una longe e sente leggle, tolle quiet famous le porte delle morasses al queries piane, le quali in sel moide morasses allequentes "mos dell'aber; amditione questa sensi esperantes, pel faire che quemi totali mona destanta, per la manissa parte, a camora de l'aber, amma destanta, que la manissa parte, a camora de l'aber, le perioriemente a questa backé como un varies articis, baccimiento. Le projet de territoire qui permet de structurer ces différentes initiatives (Camminando sull'acqua, MUSA...) n'est pas porté par une structure administrative déterminée. Selon la nature du projet, les partenariats se nouent sur base du volontariat et sont toujours à dimension variable. Ce principe donne une grande force et une crédibilité aux projets car il est fondé sur la connaissance mutuelle des partenaires et la confiance. Chaque nouvelle réalisation donne une assise aux suivantes. Le territoire est fertile du point de vue des acteurs, l'identité culturelle et agricole sert de ferment à toutes les actions. Par exemple, un projet de mise en valeur d'un important canal qui relie Milan à Pavie, le Naviglio Pavese, va amener à s'associer à d'autres communes et trouver d'autres partenaires financiers. Le projet prime et chacun trouve sa place dans un cadre plus général.

C'est une intercommunalité souple et solide, construite sur un socle fort. Au fil du temps, de nombreux maires ont changé mais la dynamique s'est poursuivie car tous ont conscience qu'aucune commune n'est en capacité d'avancer seule, et que les projets et les financements ne peuvent se construire qu'avec des partenariats adaptés. Cette méthode de travail constitue un acquis jamais remis en cause.

À la fin des années 1990 et début 2000, certaines voix se sont élevées contre le parc agricole sud et ont souhaité supprimer cette structure qui apportait trop de contraintes et de bureaucratie. Depuis, les regards ont changé, les habitants et les élus ont conscience de la qualité de vie et de paysages dont ils bénéficient, et de la fragilité de ces espaces qui seraient très différents aujourd'hui sans l'action du parc. Les mentalités ont véritablement changé lorsque les urbains ont pu parcourir le territoire rural milanais en vélo, y déguster des produits, découvrir des espaces insoupçonnés et une histoire riche. Les enfants d'agriculteurs, qui quittaient les fermes pour exercer un autre métier que leurs parents et vivre en ville, restent désormais dans les exploitations. Grâce au développement de la multifonctionnalité et des opportunités offertes par la proximité de la ville, des nouvelles générations reprennent les fermes et reviennent s'installer dans ce territoire agricole qui est redevenu désirable, et plus seulement technique.



Une fois
encore, quel accueil
malgré des conditions
climatiques peu favorables.
Le soleil était dans les cœurs
et dans les nombreuses
dégustations de
risottos!

L'Italie,
terre de culture et
de patrimoines. Nous n'avons
pu que constater l'omniprésence de
l'art dans les bureaux des administrations,
les couloirs, les expositions, les publications.
Les modes d'expression actuels (photos, BD,
vidéos...) côtoient des tableaux anciens et
redonnent une place au sensible, au temps.
Et partout, le paysage. Il est véritablement
un fondement de la culture
historique et artistique tout
en étant intégré dans
la vie actuelle.

RETENIR - CONDITIONS DE RÉUSSITE - PRISE DE RECUL

Dans
les brochures,
les cartes, les discours,
le mot paysage est sans cesse
mentionné et toujours cité en
premier. Il n'est pas perçu comme
une dimension anecdotique ni
suspecte, mais est plutôt une notion
fondatrice, véritable fil d'Ariane de
toutes les actions. Le paysage
réunit et convainc, il
est une évidence.

La carte
touristique qui montre
les itinéraires cyclistes en est
un exemple frappant. Un court texte
présente la carte destinée au grand
public et met le paysage et ses
transformations en exergue:

« Explorer le paysage agraire signifie reconnaître le territoire productif comme résultat de l'ingéniosité, de l'histoire et des traditions, et lire les traces anciennes et nouvelles de la culture agricole. » Ici, parler de paysage coule de source, ce qui est naturel pour un territoire

d'eau!

Pourtant,
ce territoire
milanais est habitué aux
changements forts et radicaux
depuis longtemps. L'industrie
puissante a modelé la ville, l'économie,
l'agriculture, sans état d'âme vis-à-vis
du changement. On va de l'avant!
D'où l'importance de la
culture et de la prise en
compte des patrimoines,
qui créent des garde-fous.

Il est possible
aujourd'hui de s'appuyer
sur les traces anciennes, les
transformations plus récentes et
l'ensemble des éléments lisibles dans
le territoire pour comprendre la situation
actuelle et construire les nouveaux projets
sans amnésie ni passéisme. Les paysages
sont réellement envisagés dans
une idée de continuité et
de modernité à réinventer sans
cesse et sans négation des
changements.

Les
cascine
sont une véritable
structure paysagère, un
croisement entre les dimensions
fonctionnelles et culturelles, un
mode d'aménagement du territoire
particulièrement ingénieux, typique
de cette région avec ses cultures
irriguées, ses fontanili et
ses grandes
fermes

Les intellectuels sont impliqués et sollicités. Leur place est légitime et leur apport opérationnel reconnu, ce qui est à relever. Ils théorisent mais sont aussi présents sur le terrain, à la rencontre des territoires et des personnes, et pas seulement dans leur tour d'ivoire. Tout cela permet, de créer un véritable intérêt partagé!

La culture
ne suffit pas. La
présence très
forte des chercheurs
et des universitaires

pour l'élaboration des projets est surprenante et positive. Le nombre de thèses et de recherches sur ce territoire de Milan sud est étonnant. C'est un espace très étudié et documenté. Bien
sûr, tout n'est pas
parfait, le processus est en
cours et peut encore évoluer pour que
de plus en plus de cascine développent la
multifonctionnalité, diversifient les cultures, aillent
plus fortement vers le bio. La prise en compte des
ressources et des économies en matière d'énergie reste
ponctuelle et marginale, plus souvent issue de motivations
individuelles que de politiques globales et cohérentes. Les
changements climatiques et la qualité de l'air (problématique
récurrente dans cette métropole de la Plaine du Pô) doivent
encore trouver des solutions.

La prise de conscience des transitions n'est pas intégrée dans les discours et l'organisation collective. Les italiens nous envient notre ministère dédié à la transition écologique et solidaire car il affiche une volonté nationale de traiter le sujet et de mener des actions dans cette direction.

Tous ces
facteurs rendent les
acteurs locaux parfois très
mesurés quant à la réalité de
la transition de leur territoire. Ils
parlent plus volontiers de
résilience, c'est-à-dire une réaction
après une crise pour retrouver un
équilibre, alors que la transition porte
l'idée de faire autrement, d'aller
au-delà de la résistance à une
épreuve pour refonder
une société.

Nous aimerions
faire mentir cette
autocritique sévère. Le
mouvement engagé depuis
près de quarante ans montre une
belle direction vers un projet
de territoire et de
société cohérent et en
évolution constante.

de territoire
est complexe. Cette grande
agglomération subit des pressions
fortes qui compliquent l'action, avec
un nombre important d'acteurs et d'enjeux,
parfois contradictoires. La distance entre les élus,
les administrations, les professionnels, les citoyens
est plus grande qu'en milieu rural où les pressions
sont d'une autre nature et les rapports de proximité
plus simples. Ici, rapprocher ces différents mondes
demande nécessairement un temps plus long.
Les transitions agricoles, sociétales, culturelles,
économiques sont néanmoins réelles
et esquissent des pistes sérieuses et

utilisables par d'autres

territoires.

l 'échelle

La mobilisation
volontaire des acteurs
locaux, agriculteurs, élus,
habitants face à des projets
immobiliers envahissants ou suite
à une possible insatisfaction vis-à-vis
de la dimension réglementaire montre
un véritable changement
lié à la façon de vivre
dans le territoire,
son avenir, sa
gouvernance.

La logique
descendante réglementaire
s'articule avec des mouvements
ascendants transversaux. Les
développements de programmes
d'éducation importants, l'ouverture à un
tourisme doux qui ne dévaste pas l'économie
agricole mais s'appuie sur elle et la valorise, la
volonté d'améliorer la connaissance mutuelle
pour créer un contexte de respect et de
coconstruction... toutes ces valeurs sont
fortes et définissent les contours d'un
nouveau fonctionnement
politique et
sociétal.



échelles des projets et des initiatives sont variées et adaptées à chaque situation : périmètre fixe et vocation réglementaire dans le parc agricole sud ; projets très locaux en connexion avec des échelles plus larges dans les parcs citoyens; partenariats à dimensions variables selon les projets des collectivités, en ayant conscience d'appartenir à un ensemble plus vaste. Cette configuration est intéressante car elle permet des rencontres et des enrichissements mutuels. Ce croisement est possible grâce à un constat partagé qui réunit sur le fond et créé un véritable fil conducteur.

partagent une
volonté de préserver
la qualité des paysages
et des patrimoines, maintenir les
structures et activités agricoles, profiter de la
proximité de la ville pour créer des opportunités
de rencontres et de nouvelles économies,
responsabiliser chacun des acteurs selon son rôle et
son échelle d'intervention.
Cette méthode de travail pragmatique permet
de prouver par l'exemple qu'il est possible de
vivre de la culture et de l'agriculture, et pas
seulement de l'industrie qui a accaparé
tous les regards et les financements
jusqu'à récemment.

Les partenariats construits autour des projets selon les opportunités, sur base volontaire et indépendamment d'une structure administrative n'enferment pas dans un cadre rigide, ils donnent la possibilité de s'engager et d'être efficace. L'organisation en réseau est importante pour oser et prendre moins de risque grâce à l'expérience des autres. Ce mode de fonctionnement s'appuie sur l'humain, la confiance, la coconstruction, la connaissance, l'éducation la responsabilisation. La vocation réglementaire d'un des acteurs a alors toute sa place et participe au mouvement d'ensemble. Les projets sont assurés d'être réalisés car partagés et crédibles, ce qui rassure et convainc les financeurs. Leur pérennité est garantie malgré le changement de personnes au fil du temps et des élections. Et ça marche! La prospérité économique des fermes engagées dans la multifonctionnalité, le succès de la fréquentation des équipements et infrastructures publics confortent ces nouveaux modes

de gouvernance et d'activités.

Bien
sûr, la manne
apportée par la tenue
d'Expo 2015 à Milan n'est pas
reproductible et reste exceptionnelle.
Elle a permis de démultiplier les
projets mais a aussi valorisé le territoire
et sa dynamique. Le regard extérieur des
visiteurs et la focalisation sur les actions
engagées de longue date ou plus
récemment ont aidé à convaincre
localement et prouver le bienfondé du mouvement
en route.

Le temps
long et la forte implication
des acteurs sont aussi des données
fondamentales. Même quand les outils sont
là (parc, plan de gestion...), il faut accepter que
l'évolution des mentalités prenne du temps.
Toutes les expériences positives liées à l'ouverture
du territoire agricole productif aux urbains aident à
accélérer le mouvement, rendre concret, donner envie,
révéler ce qui existe et qu'on ne voit plus par habitude,
et apprendre à l'apprécier.

Le changement de mentalités est devenu réel et significatif quand les citadins ont pu parcourir le territoire et aller à la rencontre des agriculteurs.

C'est le vécu qui a créé ce basculement,
pas les grands
discours.

# Ressources et informations complémentaires



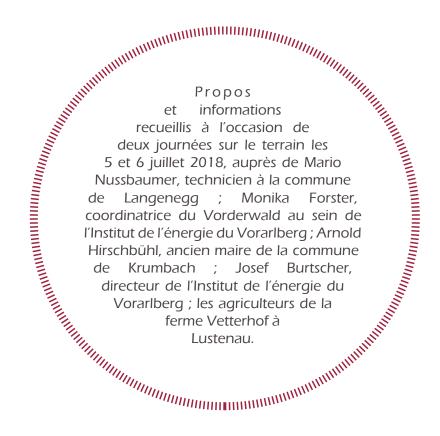
- Parco Agricolo Sud Milano : http://parcosud.provincia.milano.it
- Ville métropolitaine de Milan / Parc agricole Sud Milan : www.cittametropolitana.mi.it/parco\_agricolo\_sud\_milano
- Région Lombardie / Parc agricole Sud Milan : www.regione.lombardia.it/wps/portal/istituzionale/HP/DettaglioRedazionale/scopri-la-lombardia/Ambiente/Parchi/parco-agricolo-sud-milano
- https://issuu.com/provincia-milano/docs
- MUSA, musée-atelier sur le goût et le paysage, à Zibido San Giacomo : www.museosalterio.it
- Agricity, Milan métropole durable : www.agricity.it
- Projet Camminando sull'acqua: www.camminandosullacqua.it
- Parco delle Risaie : www.parcodellerisaie.it
- Parco Ticinello : www.parcoticinello.it
- Cascina Battivacco: www.cascinabattivacco.it
- Cascina Femegro : www.cascinafemegro.it
- Cascina Tavernasco (Agriturismo Fratelli Rossi) : www.risorossi.it
- Expo Milano 2015 : http://www.expo2015.org

Une révolution architecturale et paysagère qui prend de l'ampleur pour mettre en œuvre des transitions à toutes les échelles, sur tous les sujets, avec tous les acteurs

#### Vorderwald

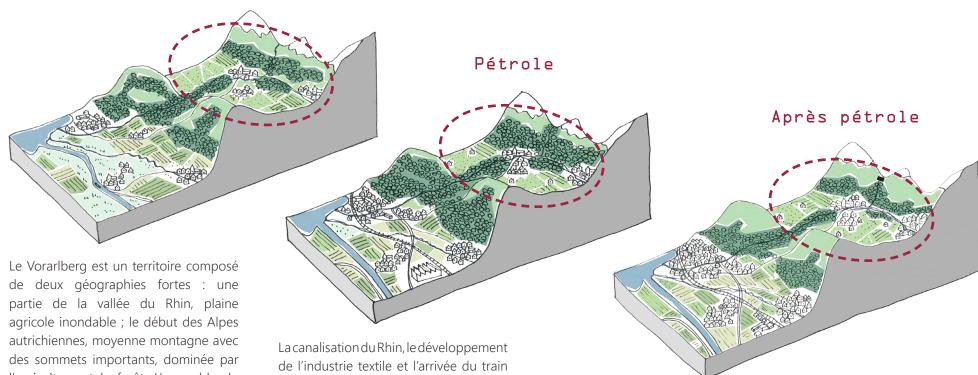






## ÉVOLUTION SCHÉMATIQUE DES PAYSAGES DANS LE VORDERWALD

#### Avant pétrole



l'agriculture et la forêt. L'ensemble du territoire est peu peuplé et ses habitants modestes

changent radicalement le dynamisme, l'économie et la démographie de la plaine. Le secteur de montagne devient plus accessible mais reste principalement rural et forestier. Il subit peu de changements mis à part l'apparition de résidences secondaires venant profiter du calme et des paysages.

Une nouvelle culture du territoire se développe à l'initiative de guelques architectes, nourrie par des démarches d'intelligence collective. L'industrie se tourne vers la mécanique de précision et l'électronique, la plaine poursuit son développement urbain dense tout en ménageant l'agriculture. Le secteur de montagne retrouve une modernité, une fierté et un dynamisme autour de la filière bois (énergie et construction), la production énergétique (essentiellement hydraulique), l'économie laitière, l'innovation. Les villages s'étoffent en réinventant une architecture et un urbanisme ruraux soucieux des patrimoines. Des communes se regroupent autour de leur projet énergétique et citoyen. Le Vorderwald en est un exemple.

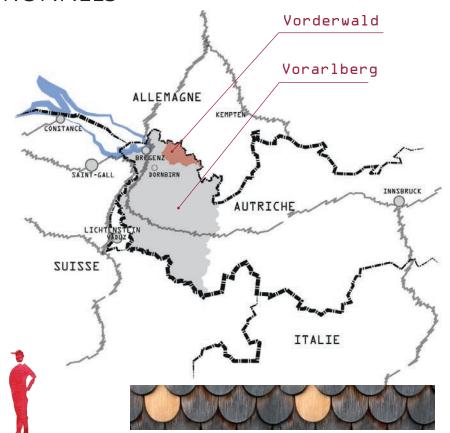
Le territoire est l'un des plus riches du pays, fer de lance des transitions sociétales, économiques, énergétiques. I 137

## L'ÉVIDENCE DE LA QUALITÉ ARCHITECTURALE ET DE LA MODERNITÉ DES PAYSAGES TRADITIONNELS

Ce n'est pas la première fois que nous allons dans ce Land autrichien mais l'effet est toujours le même. Après avoir traversé la vallée du Rhin frontalière entre la Suisse et l'Autriche, très urbanisée et densément peuplée, puis atteint les montagnes dominées par les boisements, les espaces agricoles et les villages, les visiteurs qui découvrent ces paysages pour la première fois ont tous le même réflexe. Ils demandent rapidement de s'arrêter pour prendre une photo d'une maison contemporaine en bois, d'une belle usine toute neuve, d'une ferme magnifique, de tavaillons fraîchement posés, de prairies pentues parfaitement entretenues, de laiteries communales... Et le phénomène se répète à chaque virage.

L'image instantanément perçue par les voyageurs, qu'ils soient familiarisés ou non avec l'architecture, est celle d'un territoire

L'effet
est immédiat,
percutant. La
démonstration, limpide:
l'architecture
contemporaine peut
rendre les paysages
plus beaux, elle donne
envie, convainc et fait
autorité, sans mot ni
explication.



vivant, très habité, économiquement riche, respectueux de ses patrimoines et ouvert à une modernité rare car omniprésente et à toutes les échelles, du banc public au grand territoire. Les plus farouches opposants aux toits terrasses, baies vitrées, panneaux solaires, bois grisé naturellement... se trouvent pris au piège, obligés de constater que ça marche et que les blocages culturels autour des formes architecturales sont infondés. Bien entendu, un résultat si évident et partagé n'est pas seulement le fruit d'une approche architecturale de qualité.









Remontons un peu dans le temps.

En Autriche, ce petit Land >1< a une histoire particulière car il est le seul à relever d'une culture alémanique, qu'il partage avec la Suisse alémanique, le Bade-Wurtemberg et la Bavière en Allemagne, l'Alsace et le pays de Phalsbourg en France, le Lichtenstein, la Valesia et la haute vallée du Lys en Italie. Séparé du reste du pays par la chaîne montagneuse de l'Arlberg, il partage l'essentiel de ses frontières avec la Suisse, l'Allemagne et le Lichtenstein, et se trouve beaucoup plus près de Zürich, Munich ou Milan que de Vienne. L'organisation fédérale du pays, laissant l'essentiel des pouvoirs au niveau local, permet de répondre à l'aspiration naturelle des habitants à l'autonomie, l'autodétermination et l'autogestion, terreau de cette capacité à l'innovation territoriale.

Ce territoire aujourd'hui très prospère et dynamique n'a pas toujours été riche. Avant les débuts de l'industrialisation au XVIIIe siècle, les jeunes partaient dans d'autres contrées car il n'y avait pas de quoi vivre et travailler pour tous. La canalisation du Rhin au XIX<sup>e</sup> siècle a permis à des habitants et aux industries de se fixer sur le territoire. Depuis le XX<sup>e</sup> siècle, le Vorarlberg est la région d'Autriche la plus industrialisée, la plaine du Rhin connaît une très forte densité de population, avec une attractivité croissante. 80 % des constructions datent d'après-guerre et dans certains secteurs, la population a triplé en soixante ans. Les salaires et le taux de natalité sont élevés. 75 % des habitants sont propriétaires... autant d'indices qui montrent la prospérité actuelle. L'industrie textile a subi la crise comme dans toutes les moyennes montagnes européennes, et aujourd'hui les activités sont tournées vers la mécanique de précision, l'électronique et le tourisme.





Le fonctionnement a totalement changé lui aussi. Là où il y avait trois vaches, des céréales, des légumes... pour vivre en autosuffisance, les fermes travaillent maintenant sur vingtcing à trente hectares, avec trente à guarante vaches, sans développer d'autres cultures que des prairies permanentes. L'activité reste rentable grâce à la production d'aliments de haute qualité et la maîtrise de leur distribution qui laisse à chaque producteur une marge économique suffisante. Presque tout le lait est transformé en fromage, cependant des exploitations de vaches allaitantes commencent à se développer. Certaines fermes font évoluer leurs pratiques en diversifiant leurs activités >2< mais en secteur de montagne, l'essentiel de la production reste lié à l'élevage et aux produits laitiers. Les prairies sont riches en biodiversité et la production d'herbe omniprésente. Les prés créent une pelouse continue et arrivent au pied des maisons sans barrière ni haie, avec une imbrication totale entre espace rural et urbanisé. En hiver, la nourriture des animaux provient de ces prairies de fauche, ils profitent en été de pâturages d'altitude ponctués de chalets.

L'organisation spatiale s'est toujours construite autour de l'habitat isolé, groupé sous forme de hameaux et de petits bourgs, sans beaucoup de densité. Cette dissémination du bâti dans le paysage donne l'impression d'un territoire très habité. Face au regain d'activités qui touche également la partie montagneuse du Vorarlberg, le nombre de constructions continue à se développer et la question de la limite à donner aux nouvelles constructions peut se poser. Cependant, les nouvelles implantations se font toujours dans un respect et une continuité des habitudes locales, elles ne donnent pas la sensation d'abîmer les paysages. L'urbanisation tient compte de la valeur des terres agricoles et cherche à économiser l'espace en promouvant des bâtiments compacts qui regroupent plusieurs logements pour avoir un impact limité sur l'activité agricole et l'environnement. Les constructions récentes ne créent pas de rupture avec les anciennes. Les volumétries, les matériaux, la prise en compte de la topographie, l'absence de clôtures... sont des composantes qui caractérisent aussi bien les bâtiments ancestraux ou flambants neufs. L'urbanisme se nourrit de la tradition et la poursuit en la modernisant. Cette adéquation qui paraît souvent impossible à mettre en œuvre trouve sa source dans un mouvement engagé depuis les années 1960.

#### -Réalisation

>2<

# Une ferme de polyculture qui regroupe toutes ses fonctions dans un même bâtiment

Sur le terroir de la vallée du Rhin, à Lustenau, une famille paysanne a fait le pari d'intégrer les nouvelles attentes sociales liées à l'agriculture, et porte le projet fermier du Vetterhof. L'activité de polyculture et d'élevage (vaches laitières, vaches allaitantes, poules pondeuses, porcs, maraîchage, fruitiers...) est conduite en agriculture biologique depuis vingt ans sur 37 hectares. La ferme est devenue trop petite et en 1998, les agriculteurs ont choisi de sortir leur exploitation du village pour construire un bâtiment écologique en bois qui regroupe toutes les fonctions : élevage, locaux de stockage, habitation des exploitants, hébergement touristique, locaux de transformation et de vente directe. Ils proposent même à leurs clients du « Krautfunding » (jeu de mot avec Kraut, le chou) pour soutenir leur activité!



Architecte Roland Gnaiger, Bregenz

# UN MOUVEMENT PARTI DE JEUNES ARCHITECTES QUI ONT RENOUVELÉ LEUR RÔLE DANS LA SOCIÉTÉ

Imprégnés du contexte contestataire des années 1960, des vorarlbergeois partis faire leurs études d'architecture à Vienne ou à Graz ont choisi de retourner dans leur territoire d'origine pour construire tout de suite plutôt que d'exercer des tâches subalternes dans de grandes agences situées dans les centres urbains. Ils souhaitaient proposer des alternatives au provincialisme d'après-guerre et au développement de maisons pavillonnaires standardisées ou de style néorural. Ils ont d'abord construit de petits projets d'habitat pour eux-mêmes, leur famille ou leurs amis car c'étaient des marchés accessibles, peu chers, de petite échelle. Construire et posséder sa maison fait partie de la culture locale, la loi facilite d'ailleurs la transmission des terres à bâtir et la division des parcelles pour permettre à chacun d'avoir un terrain. L'opportunité de réfléchir à un habitat de qualité et moderne a naturellement séduit bon nombre d'habitants.

Ces constructions s'adressaient à un public souvent jeune mais sans beaucoup de moyens financiers, la sobriété économique des projets a ainsi fait partie des objectifs prioritaires. Cette contrainte les a amenés à expérimenter en grandeur réelle des solutions innovantes fondées sur la participation, l'autoconstruction, l'utilisation des ressources et savoir-faire locaux, le respect des patrimoines et des paysages ruraux, la simplicité paysanne, la modernité, la qualité de vie, la responsabilisation. Ils ont mis en place un système d'entraide, de dialogue et de coconstruction permanent avec les clients, les artisans et les entreprises, dans une logique de coopération, de recherche commune et d'émulation, sans concurrence.

Des profils professionnels très variés se sont mobilisés autour de ces architectures d'un nouveau genre : professeurs, artistes, musiciens, graphistes, architectes, charpentiers, maçons..., tous concernés par la création, la qualité de vie, le lien au territoire, l'esprit novateur. Leur regard critique sur les matériaux et les techniques dites modernes les a invités à rechercher les solutions les plus économes et par exemple, à préférer l'utilisation du bois local. Les coopérations avec les artisans du territoire ont naturellement mis en valeur les filières et les connaissances traditionnelles tout en réinventant les formes et les réponses pour qu'elles soient adaptées aux nouveaux usages. >3<

La participation active des habitants à la construction a permis de réaliser des économies importantes, qui ont parfois pu enrichir le projet par des espaces personnalisés ou l'ajout de pièces communes complémentaires.

#### Réalisation-

> E <

# Une association qui développe l'artisanat local, les circuits courts et une culture de la forme contemporaine

L'atelier du Bregenzerwald, le Werkraum, est une association d'artisans de la vallée de Bregenz créée en 1999 pour développer l'innovation en matière de design, la formation continue et la culture du bâtiment. Il organise des concours et des expositions, sources d'inspiration et plateforme commerciale. Il favorise la coopération entre le design, l'artisanat et les nouvelles technologies. L'atelier regroupe quatre-vingt neuf membres dont 60 % sont issus de la construction et du bâtiment, 40 % des industries représentées travaillent le bois. L'association regroupe également des peintres, tonneliers, tapissiers, tailleurs de pierre, fabricants de poêles... Les membres sont généralement des entreprises artisanales de taille moyenne.

L'atelier est reconnu internationalement pour sa contribution sur l'artisanat, l'innovation et les bonnes pratiques de conservation du patrimoine culturel immatériel. Il dispose d'un espace d'exposition ouvert au public dans le village d'Andelsbuch.





Les constructions issues de cette démarche alternative relèvent d'une esthétique radicale, minimaliste, sans extravagance injustifiée, avec une forte dimension pratique, tout en respectant l'existant et se nourrissant de l'héritage traditionnel. Cette approche très différente des pratiques professionnelles habituelles, sans écrit ni théorie, a été possible grâce à la réglementation locale qui n'imposait pas le recours obligatoire à l'architecte. Cette légèreté administrative fait parfois craindre une mauvaise qualité des réalisations mais ici, elle a donné un sens à l'architecture, qui n'est ni imposée ni extérieure mais issue de la collaboration, donc appropriée. La spontanéité des jeunes diplômés s'est pleinement exprimée et des autodidactes se sont joints au mouvement. Au début, les jugements sur ces architectures différentes pouvaient être sévères, les autorisations de construire difficiles à obtenir mais progressivement la compréhension du bienfondé de la démarche et l'acceptation du changement se sont confirmées. Les architectes et les artisans sont alors devenus des acteurs importants du développement social, indépendamment des académies, administrations ou réglementations. Ils n'avaient plus besoin de prouver leur utilité, elle était devenue évidente et partagée.

La crise énergétique des années 1972-73 a conforté le mouvement en l'enrichissant d'une dimension écologique importante et d'une approche sur l'énergie, notamment solaire.

Dans les années 1980, les réalisations architecturales issues de cette mouvance ont commencé à être publiées et bénéficier d'une reconnaissance internationale. L'insoumission et l'indépendance des constructeurs du Vorarlberg a été épinglée par la Chambre fédérale des architectes d'Autriche. Elle voyait d'un mauvais œil ces professionnels qui exerçaient sans porter le titre, cotiser ni faire de stage préalable de trois ans avant de s'installer. Lorsqu'une action en justice a été intentée par la

Chambre contre trois d'entre eux, la cohésion des professionnels du territoire s'est renforcée, l'acceptation croissante du public et le soutien de la société civile se sont confirmés. Le groupe des Baukünstler, les artistes du bâtiment, s'est créé et un accord informel a été établi avec la Chambre, reconnaissant l'utilité sociale de la profession.







Blons - Entreprise



Röthis - Bureaux, architecte Reinhard Drexel, Hohenems



Alberschwende - Waison



Fallenberg - Appartements



Wolfurt - Logements sociaux, architecte Hermann

# UNE DYNAMIQUE EN ÉVOLUTION, APPROPRIÉE PAR LES ÉLUS, LES ADMINISTRATIONS, LE GRAND PUBLIC, LES INDUSTRIES

Parallèlement à ce mouvement alternatif, des changements s'opèrent dans les années 1980 au niveau administratif et réglementaire, tels que l'instauration d'un conseil d'architectes indépendants au sein des communes. Les règles d'urbanisme communales sont généralement minimales et fixent quelques principes simples tels que les rapports de proportion du bâti, la forme des toitures, la prédominance du bois en façade. Le règlement ne dicte pas le projet mais c'est la discussion qui permet d'améliorer les propositions avant le dépôt de permis de construire. Lustenau est la première collectivité à avoir engagé le mouvement, rapidement suivie par d'autres. >4< De plus petits villages ont mis en place des modes de fonctionnement plus légers et ont créé des comités d'urbanisme pour assurer la liaison entre experts, autorités politiques et la population.

Les Baukünstler ont invité les élus à veiller à la qualité des projets importants et des équipements publics, et les ont encouragés à proposer des concours publics d'architecture. Les Baukünstler ont alors accédé à des projets d'envergure tels qu'équipements scolaires, sportifs, logements collectifs, bâtiments industriels...

Afin d'associer l'ensemble de la population au mouvement culturel, une émission hebdomadaire sur les projets urbains et architecturaux a été diffusée sur la chaine de télévision locale de 1985 à 1992. Intitulée « Plus-Minus » (plus-moins), elle portait un regard informatif et critique sur des projets réalisés, bons et mauvais, commentés sans concession. L'émission, très suivie dans le Vorarlberg et le reste du pays,

a stimulé de nombreuses discussions dans les familles, les bars..., et a élevé la qualité des débats publics sur la construction.

Dans les années 1990, le mouvement a évolué sans remettre en cause les principes posés par les précurseurs : solidarité, simplicité, clarté, économie de projet, rationalité, utilisation directe des matériaux, innovations artisanales et techniques, renouvellement d'un art de vivre traditionnel selon les besoins

Les entreprises
de charpente se sont
beaucoup développées et
ont notamment mis au point des
systèmes structurels en bois local
qui permettent une grande variété
d'utilisations et offrent des panneaux
de très grandes dimensions à des
coûts raisonnables, libérant
les possibilités
architecturales.

de la société contemporaine. L'esprit de collaboration, d'apprentissage collectif et de forte décentralisation s'est maintenu puis étendu à l'artisanat moderne, à l'industrie, aux commerces, aux projets d'aménagement des collectivités.

Le principe originel d'autoconstruction s'est plutôt transformé en préfabrication. Les entreprises ont également conçu avec les architectes des maisons préfabriquées qui autorisent la personnalisation des projets, simplifient le chantier et en raccourcissent la durée. Par exemple, la taille des fenêtres n'est plus une contrainte et les bâtiments peuvent s'ouvrir pleinement sur les paysages grâce à des baies vitrées immenses, ce que ne permettaient pas les modes d'assemblages traditionnels.







Krumbach - Logements, architecte Hermann Kaufmann, Schwarzach

L'accès à la commande architecturale reste vivace car elle est la garantie d'espaces fonctionnels, élégants et d'une maîtrise des coûts de construction.

La modernité des constructions s'accompagne d'un souci du patrimoine bâti, d'une grande qualité. Suite aux changements de pratiques agricoles engagés après-guerre, la baisse de l'activité d'élevage en altitude a généré une importance vacance des fermes et de nombreux bâtiments anciens ont été détruits. À travers le dialogue, la culture partagée et les débats publics, les destructions se sont arrêtées pour revaloriser le patrimoine existant en l'adaptant aux nouveaux besoins sociaux et énergétiques.

Ainsi, un bâtiment résolument novateur peut jouxter une ferme vieille de plusieurs siècles en bonne entente intergénérationnelle!





Zwischenwasser/Batschuns - Ecole de musique, Marte.Marte Architects, Feldkirch

#### -Réalisation——

>4<

# Un conseil aux pétitionnaires jusqu'à ce que le projet soit satisfaisant pour tous

À Zwischenwasser, une commune de 3 000 habitants, les élus ont créé une commission constituée du maire, des adjoints concernés et d'architectes indépendants renouvelés régulièrement. L'essentiel de leurs honoraires est payé par la commune, avec une petite part laissée à la charge du porteur de projet pour le responsabiliser.

Un rendez-vous sur le terrain réunit le maître d'ouvrage et son maître d'œuvre afin d'évaluer la cohérence du projet avec le développement de la commune, l'utilisation économe du foncier, l'échelle et les proportions du bâti, l'organisation de l'espace et l'expression formelle, le rapport au terrain. L'entretien débouche sur un accord, une demande de modifications obligatoires, des recommandations, des orientations ou des offres de service pour approfondir la dimension écologique, énergétique ou la programmation. Plus de 80 % des cas ne demandent qu'une seule réunion. La qualité des projets se voit et les pétitionnaires apprécient que l'explication et la négociation priment sur un avis seulement administratif.





Zwischenwasser/Batschuns - Chapelle funéraire, Marte,Marte Architects, Feldkirch







Zwischenwasser/Batschuns - Maisor

### UN INSTITUT DE L'ÉNERGIE POUR ACCOMPAGNER LE PROJET D'AUTONOMIE ÉNERGÉTIQUE



En 1978, un référendum sur l'utilisation du nucléaire civil a montré une forte opposition des habitants, avec une mobilisation à 85 % contre les centrales nucléaires dans le Vorarlberg. En 1984, le parti écologique a fait une percée et a permis de créer des majorités pour travailler sur l'énergie, un sujet déjà abordé dans la construction depuis plusieurs années. L'Institut de l'énergie du Vorarlberg a été imaginé dans ce contexte en 1985 afin d'accompagner les acteurs pour tendre vers l'autonomie énergétique. Cet objectif ambitieux a été traduit dans quatre piliers thématiques : les économies d'énergie, qui impliquent des changements de comportement ; l'efficience énergétique, notamment par un travail sur les technologies; les énergies renouvelables telles que le solaire, l'hydroélectricité ou la biomasse ; la recherche, le développement et la formation. Les actions sont tournées vers les particuliers, les entreprises et les communes, et s'accompagnent de nombreux outils en évolution constante pour rester en phase avec les problématiques de terrain et les avancées techniques.

Aujourd'hui, l'équipe de l'Institut de l'énergie compte quarante-cinq collaborateurs (trente-six équivalents temps pleins) qui ont des profils plutôt techniques, architectes, techniciens de l'industrie, du bâtiment. Bénéficier d'une ingénierie aussi importante et engagée reste exceptionnel pour un Land de cette taille. La structure a une forme associative, elle regroupe des représentants du gouvernement régional, de régies d'électricité, des chambres consulaires, de banques locales. Elle fonctionne avec un budget annuel de 4 à 4,5 millions d'euros, qui provient du Land et des compagnies d'électricité pour un tiers, de programmes

ciblés financés par le Land, l'État ou l'Europe, et des contributions des communes lorsqu'elles adhèrent à une démarche appelée e5.

En 2009, le projet de rendre le Vorarlberg autonome énergétiquement à l'horizon 2050 a été voté à l'unanimité par le gouvernement du Land afin d'agir sur le climat, d'être indépendant des hausses des prix et des pénuries d'approvisionnement en énergie fossile. L'implication citoyenne a été très forte pour animer ce projet, construire le processus et le mettre en œuvre. Pour atteindre cet équilibre, il s'agit de réduire de moitié la demande en énergie et d'augmenter la production renouvelable. À titre d'exemple, des objectifs concrets ont été fixés jusqu'en 2020 : avoir un taux continu de rénovation énergétique des bâtiments de 3 % et réduire la consommation pour le chauffage de 20 % en moyenne; installer 15 000 m² de capteurs solaires photovoltaïques par an; augmenter d'environ 50 % le nombre total de pompes à chaleur ; atteindre 5 % de motorisation électrique.

Avec l'ensemble des actions et outils mis en place, les objectifs énergétiques fixés il y a dix ans ont été atteints dans le bâtiment et l'industrie, pas encore dans le transport. Les changements à apporter d'ici 2050 se fondent sur des modèles technologiques complètement maîtrisés, utilisant le solaire et la biomasse en priorité. L'hydroélectricité est déjà bien développée et aller au-delà aurait des incidences environnementales importantes. Le recyclage des déchets verts reste un gisement faible, d'environ 3 %, car la filière n'est pas rentable et peu rémunératrice compte tenu des coûts de rachat actuels de l'électri-

cité. L'éolien ne représente pas une piste sérieuse car il existe peu de sites propices et l'acceptation sociale reste mauvaise, la peur de dégrader les paysages et d'impacter le tourisme demeurent des freins importants. Les champs solaires photovoltaïques sont exclus (et même interdits!) car les toits et les bâtiments (balcons, façades...) offrent suffisamment de surfaces utilisables, l'enjeu étant de réduire la demande.

Des entreprises souhaitent s'engager dans des mesures qui compensent leurs émissions de CO<sub>2</sub>. Il s'agit de les inciter à investir dans la production d'électricité et de chaleur avec des centrales de nouvelle génération.

Une autre piste intéressante en terme d'optimisation énergétique porte sur l'hydroélectricité et la modernisation des centrales d'altitude pour qu'elles fonctionnent dans les deux sens. La production des centrales nucléaires allemandes voisines est indépendante de la demande et reste constante, occasionnant des surplus d'électricité lorsqu'il y a des creux de consommation (pas d'utilisation de climatisation ni de chauffage, vacances scolaires...). Ces baisses de demande génèrent une diminution des prix de l'électricité pour les producteurs car elle ne se stocke pas, à l'inverse de l'eau. Cette électricité bon marché sert à remonter l'eau vers les espaces de stockage en altitude et quand la demande est plus forte, l'eau fait fonctionner la centrale hydroélectrique pour produire de l'électricité, vendue plus chère. Ce dispositif ne figure pas dans le bilan énergétique global du Vorarlberg car il n'est pas véritablement assimilé à de la production.

## DES OUTILS INCITATIFS ET FACILES D'ACCÈS POUR LES PARTICULIERS, LES PROFESSIONNELS, LES COLLECTIVITÉS

Un des premiers axes d'intervention de l'Institut de l'énergie concerne les particuliers, avec des conseils généralement gratuits sur la construction, la rénovation, les matériaux. Dans le milieu des années 1990, des critères écologiques et énergétiques ont conditionné le dispositif d'aide à la pierre proposé par le Land pour les bâtiments privés. Cette politique incitative est devenue un véritable outil de pilotage pour la construction durable. Les critères ont progressivement été élargis à des constructions de différents types (privée, sociale, petite taille, grands volumes...), avec des systèmes de bonus pour les économies d'énergie, la dimension environnementale, l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite, les bâtiments compacts... rendant ainsi la construction durable accessible à tous. Les porteurs de projets présentent leurs plans et études thermiques à des spécialistes de l'Institut de l'énergie, qui les aident à optimiser leur projet et à le mettre en adéquation avec les critères de subventions du Land. La moitié des constructions réalisées sur le territoire sont concernées par ce dispositif, en fonction des revenus. Ensuite, environ 10 % des projets construits sont contrôlés avec des mesures thermiques pour vérifier le respect des engagements.

Pour accompagner cette démarche et faciliter l'évaluation globale des bâtiments, l'Institut a créé le label « Maison à économie d'énergie du Vorarlberg » en 1989, puis le « Passeport écologique du bâtiment du Vorarlberg » en 2000 pour progresser sur la nomenclature des matériaux écologiques de construction et disposer d'un outil d'évaluation dès la conception (énergie grise, effet de serre lié à la production des matériaux...). La notion de coût global sur cinquante ans d'utilisation est également travaillée en tenant compte des frais d'investissement, de maintenance et d'énergie. Une simulation montre que sur l'ensemble de leur cycle de vie, les bâtiments à haute efficience énergétique sont plus rentables que ceux qui répondent aux normes minima.

L'Institut a construit un « Baubook », une vitrine de présentation des produits écologiques des fabricants de matériaux à destination des maîtres d'ouvrage et des entreprises, qui a par la suite évolué en plateforme de connaissance et de travail pour la construction durable, mise à disposition gratuitement des utilisateurs. Cet outil est devenu indispensable pour l'écoconditionnalité de l'aide à la pierre du Vorarlberg et est très utilisé pour les appels d'offres publics. Il comporte une base de données référençant trois mille six cents produits déclarés par quatre cents fabricants. Il connaît un vif succès avec neuf mille six cents utilisateurs inscrits et deux millions de visites annuelles.

> Afin de compléter le panel d'outils et pour faire circuler l'information et les connaissances des professionnels de la rénovation du bâti ancien, le cluster « Traumhaus / Althaus » (Maison de rêve / Vieille maison) créé en 2000 réunit près de soixante-dix entreprises. Il forme un réseau d'artisans, aide à améliorer les compétences et développe la formation professionnelle.



Schwarzenberg - Maison individuelle



Ludesh - Mairie, architecte Hermann Kaufmann, Schwarzach Dafins - Ecole



Les communes ne sont pas en reste avec le processus « Construire durable dans la commune » qui permet de bénéficier d'un suivi de qualité pour les équipements communaux à haute performance énergétique et écologique, sur l'ensemble du comprojet, de l'idée à la réalisation.

La mobilité durable est une thématique émergente mais encore en expérimentation car complexe à du promettre en œuvre. La mobilité ferroviaire est bien développée dans la plaine, qui accueille 80 % de la population du Vorarlberg. Le service s'est beaucoup amélioré et assure des liaisons tous les quarts d'heure en journée et toutes les heures la nuit. Cet équipement important ne concerne cependant pas le secteur de montagne, qui dispose d'un réseau de bus desservant l'ensemble des vallées avec une fréquence cadencée à l'heure.

La moitié des trajets en voiture représente une distance de moins de dix kilomètres, le vélo peut alors devenir une alternative crédible. Ainsi les pistes cyclables se développent et l'Institut de l'énergie met en place un important travail de sensibilisation, de concours pour promouvoir l'utilisation du vélo, la coanimation d'une semaine de la mobilité.

Avec le soutien du Fonds pour le climat et l'énergie du gouvernement fédéral, le programme d'électromobilité « Vlotte » a été engagé il y a une dizaine d'années à l'échelle du Vorarlberg. Au départ, des véhicules électriques ont été confiés à des particuliers et des institutions, avec un suivi pour évaluer la pertinence et les incidences. Aujourd'hui mille cinq cents véhicules électriques circulent dans le Vorarlberg, presque tous les villages ont une borne de recyclage et des véhicules sont mis à disposition.

D'autres axes de recherche s'intéressent au remplacement des bus par des modèles électriques mais actuellement ces solutions fonctionnent difficilement en zone montagneuse. Les retours ne sont pas encore matures sur ces expérimentations.



# E5, UN PROGRAMME D'ACCOMPAGNEMENT DES COMMUNES DANS LEUR POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE

Un programme d'accompagnement s'adresse aux communes pour les rendre plus actives en matière d'efficacité énergétique et de réduction des gaz à effet de serre, sur l'ensemble de leurs politiques. Il les aide à bénéficier d'un environnement favorable pour développer des projets de qualité et montrer l'exemple. Cette méthodologie est l'équivalent de l'European Energy Award à l'échelle européenne ou du programme Cit'ergie en France. Initiée en 1998 sur les Lands du Vorarlberg, du Tyrol et de Salzbourg, elle s'est progressivement étendue à sept des neuf Lands du pays, avec le soutien de l'État fédéral. Dans le Vorarlberg, l'Institut de l'énergie est l'animateur de la démarche et dix de ses collaborateurs sont affectés à cette mission. L'impact est très fort car la moitié des communes participent au programme et 83 % de la population vorarlbergeoise est concernée. L'Institut défend le fait de travailler à l'échelle communale, plus proche des citoyens et des élus.

Via un contrat passé avec l'Institut de l'énergie, la commune s'engage sur des objectifs de long terme et sur une méthode de travail. L'engagement coûte entre 4 500 € et 8 000 € par an, selon la taille de la commune. En contrepartie, elle bénéficie d'une

expertise technique, d'un appui organisationnel et d'une offre de formation sur la durée. Une équipe volontaire issue de la société civile (habitants, entrepreneurs, associations...) se structure dans chaque commune, indépendamment de la municipalité, qui s'engage à lui donner les moyens de travailler. Cette e5-Team doit garder un esprit non partisan et joue un rôle majeur dans la mise en œuvre et le suivi des actions communales. Avec l'appui de l'Institut, un programme d'actions est défini en tenant compte des contraintes et potentialités locales. À partir de six familles de thèmes (mobilisation de la population, mobilité, bâtiments publics et aménagements, communication, mesures administratives, stratégie et planification), un système de points dans une échelle d'un à cinq permet de situer d'où part la commune et quels objectifs elle peut atteindre. Les actions sont évaluées annuellement et donnent lieux à la définition de mesures de correction, dans une démarche d'amélioration continue. Tous les trois ans, un organisme indépendant attribue à la commune un nombre de « e » compris entre un et cinq selon les objectifs atteints, mis en perspective avec le potentiel identifié à l'origine.



L'effet
de réseau
fonctionne bien et
lorsqu'une commune
s'engage dans un programme e5,
les effets sont visibles par les actions,
les événements, les informations
dans le journal. Souvent, les
collectivités voisines
s'y intéressent et entrent
dans le mouvement.

# LE VORDERWALD, UN GROUPEMENT DE COMMUNES VOLONTAIRES POUR DÉVELOPPER LA CITOYENNETÉ ET TENDRE VERS LE 100 % RENOUVELABLE

Le Fonds pour le climat et l'énergie du gouvernement fédéral a créé le dispositif des Régions de l'énergie pour inciter des groupements de communes réunissant trente à soixante mille habitants à devenir exemplaires en matière de transition énergétique. Pour être reconnue comme Région de l'énergie, il faut pouvoir justifier de la présence d'au moins un employé à mi-temps sur ce programme. L'État fédéral finance le poste et les actions à 75 %, les communes adhérentes assument le complément, qui représente environ trois euros par an et par habitant. Des subventions nationales ou régionales thématiques peuvent appuyer certaines actions et tous les investissements. Les financements de base permettent le travail de communication, de coordination, de publication et de médiatisation, ils peuvent également rémunérer des conseils d'experts.

Un premier bilan est effectué au bout de deux ans de fonctionnement et l'accompagnement peut se poursuivre par périodes de trois ans, avec un programme d'actions comprenant au moins dix cibles et objectifs. Un jury international évalue les avancées selon la grille appliquée aux communes e5, qui com-

prend six thématiques et un curseur pour se situer et montrer les avancées. Il donne un avis qui permet de débloquer les fonds pour trois nouvelles années. La démarche, très inspirée du programme e5, entretient des liens forts avec les préoccupations et compétences communales. De forme totalement libre et volontaire, ces Régions de l'énergie peuvent s'apparenter à des syndicats intercommunaux sur l'énergie, mais sans structure administrative et exclusivement axées sur l'animation et l'ingénierie de projet. Il existe quatre-vingt onze groupements de cette nature en Autriche dont trois dans le Vorarlberg.

La Région de l'énergie du Vorderwald créée en 2009 regroupe huit communes du nord du Vorarlberg, en cohérence avec le périmètre d'un parc naturel transfrontalier avec la Bavière. Les collectivités coopéraient depuis plusieurs années, par exemple avec l'organisation d'une manifestation annuelle sur le thème de l'environnement. Trois communes étaient déjà engagées dans le programme e5 de l'Institut de l'énergie et ont été informées de l'opportunité de formaliser et professionnaliser leur collaboration via le dispositif des Régions de l'énergie, ce que toutes

ont accepté.

Le poste de coordination peut être sous-traité ou directement prisen charge dans une commune



Les 8 communes du Vorderwald

ou un groupement. Le Vorderwald a choisi de missionner l'Institut de l'énergie pour assurer l'ingénierie de suivi, l'animation, la synthèse et les liens avec les institutions. Une personne à temps plein est affectée à ce poste. Pour construire les projets et décider des actions à développer, la coordinatrice du Vorderwald et un responsable technique de chaque commune se réunissent environ tous les mois.

Les premiers programmes mis en œuvre étaient essentiellement centrés sur l'énergie, avec des thématiques différentes mises en avant chaque année afin de créer une impulsion et de diversifier les approches. Un partenariat a été mis en place avec l'office des forêts pour mettre en relation les propriétaires forestiers avec des particuliers qui cherchent du bois de chauffage afin qu'ils puissent en récupé-

rer lors des coupes. Au niveau communal, presque tous les villages ont une centrale à copeaux de bois permettant de raccorder jusqu'à cent bâtiments. C'est pourquoi l'accent a plutôt été porté sur l'électricité et les économies.

En 2011, une subvention sur les sources lumineuses a permis de remplacer mille sept cents ampoules par des LED; en 2013, l'accompagnement sur le photovoltaïque a favorisé soixante-cinq nouvelles installations; en 2014 et en 2016, des diagnostics sur les installations solaires thermiques ont vérifié et fait des préconisations pour améliorer la performance de trois cents installations; de 2010 à 2016, seize centrales photovoltaïques sur les toits des bâtiments publics ont complété les trois existantes et ont porté la production de 20 000 kWh à 450 000 kWh.

La mobilité est également traitée par des actions pratiques. Par exemple, une carte de transport annuelle valable dans tous les transports en commun du Land a été proposée à 365 €/an (1 € par jour) à la place de 500 €. Le bilan reste mitigé car les habitués des transports publics ont acheté l'abonnement mais l'offre n'a pas forcément séduit beaucoup de nouveaux usagers. Quoiqu'il en soit, cet abonnement ne sera pas remis en cause. Grâce à la bonne organisation du réseau, le transport scolaire n'est plus nécessaire et les élèves utilisent le réseau public. Des opérations sont engagées sur l'automobile dans l'objectif d'éliminer la deuxième ou la troisième voiture des ménages. Les communes disposent d'une ou plusieurs voitures électriques, disponibles sous forme d'autopartage. Depuis 2018, les employeurs sont incités à acheter des vélos électriques de fonction à leurs collaborateurs grâce à une subvention et un accord avec les vendeurs locaux, la proposition semble bien fonctionner.

Le programme prévu pour 2019 se centre sur le thème de la valeur ajoutée régionale, un sujet assez nouveau. Il s'agit par exemple d'inviter les agriculteurs à transformer, voire vendre, la plus grosse partie de leur production localement. Un abattoir coopératif partagé avec le parc transfrontalier allemand, les agriculteurs et les institutions est en fonctionnement depuis 2017. Cette initiative est directement liée à la politique énergétique car les règles et les normes sanitaires imposaient d'emmener les bêtes loin du territoire.

Des actions en direction des scolaires sont également entreprises et portent sur la mobilité piétonne ou en bus, la culture de fruits et légumes saisonniers, la nutrition, les déchets, la plantation d'arbres...

Au fil des programmes, la dimension sociale et culturelle de la thématique énergétique a commencé à s'imposer. Pour modifier les systèmes en profondeur, il a été admis qu'il devenait indispensable de travailler sur les comportements et les modes de vie. Depuis 2014, le programme « Gut-Genug » (assez-bien) amène les habitants à s'interroger et à agir sur leurs habitudes et leurs besoins réels, avec une thématique phare traitée chaque année. Les participants volontaires reçoivent 300 € sous forme de bons d'achats.

Le premier sujet a abordé la nourriture >5< ; en 2016 les expérimentations ont porté sur la mobilité électrique ; en 2017/18, les jeunes entre seize et vingt-cinq ans ont été invités à réfléchir à leurs choix de consommation, de lieux de vie, leurs besoins en voiture, etc. En 2018, une expérience avec une vingtaine de foyers s'est intéressée à l'évaluation de leur empreinte CO<sub>2</sub>, pendant un mois afin de mesurer si leurs gestes quotidiens leur permettent de respecter les accords de Paris sur le climat. Une application

encore en construction sera opérationnelle en 2019 pour suivre les performances au jour le jour.

Ce programme « Gut-Genug » est très suivi, fonctionne par le bouche-à-oreille avec des relais dans chaque commune. Il a véritablement contribué à des prises de conscience, des changements d'habitude et l'émergence de nouvelles initiatives citoyennes cohérentes avec la dynamique de transition des collectivités.

#### -Réalisation —

>5<

# Une expérimentation citoyenne pour changer les habitudes alimentaires

Trente-quatre ménages avec enfants se sont portés volontaires pour suivre des sessions d'information sur les implications des différents choix de consommation, à raison d'une journée complète et de trois soirées réparties sur huit mois. Ils devaient ensuite s'engager à développer un projet qui implique au moins dix personnes, mener l'expérience et la partager pour progresser collectivement. Dans le cadre de cette opération, une recyclerie de vêtements usagés a été ouverte, des repas végétariens à base de produits locaux ont remplacé les snacks du club de football, des alternatives aux frites et aux sodas ont été proposées lors du carnaval des enfants.



## ILLUSTRATIONS AVEC LES EXEMPLES DES COMMUNES DE LANGENEGG

identifié.

ET KRUMBACH

Ces deux communes du Vorderwald, d'un millier d'habitants, ont de nombreux points communs : le contexte paysager, un passé rural modeste et un habitat dispersé, des problématiques de développement et d'attractivité qu'elles ont décidé de réinventer il y a une trentaine d'années. Toutes deux engagées dans le programme e5 de longue date, elles ont apporté des réponses toujours spécifiques mais relevant des mêmes enjeux par rapport au défi des transitions, d'un nouvel équilibre économique et d'une modernité à retrouver, prouvant qu'il n'existe pas de solution unique. Voici une lecture de ces avancées à travers quelques thèmes :

La nécessité d'avoir un centre-village identifié, accessible, riche en commerces et en services

La bonne exposition des versants et la qualité des paysages rendaient la commune agréable à habiter mais l'absence d'emploi obligeait à aller travailler à l'extérieur. Dans les années 1990, les élus ont souhaité réagir en commençant par reconstituer un réseau de petits commerces et de services publics, indispensables au dynamisme et à la vie locale. Ce fut l'opportunité de créer une nouvelle centralité entre les deux villages d'origine, en valorisant les terres et le bâti léqués à la commune.

Une des premières actions a porté sur la rénovation de la maison du donateur, une belle et imposante bâtisse patrimoniale menacée de destruction puis classée en 1995. Elle héberge désormais un médecin, un dentiste, un coiffeur, un masseur, des locaux techniques de







Jardin d'enfants - Architectes Josef Fink & N

la commune et trois logements. En parallèle de cette reconversion, une centrale thermique au bois alimentée par les déchets de sciage d'une scierie locale a été installée dans une partie des caves du bâtiment patrimonial, elle alimente un réseau de chaleur pour les bâtiments du centre village. La commune a rejoint le programme e5 en 1998 et a été la première commune autrichienne à avoir obtenu ses cinq « e ».

Dans les années 2000, l'épicerie-boulangerie située près de l'école, de la mairie et des stationnements a annoncé sa fermeture. Les élus ont alors contacté des supermarchés pour leur proposer de s'installer en cœur de village mais aucun ne souhaitait prendre de risque dans une commune de moins de trois mille habitants, un seuil qui assure la pérennité économique. Après un important travail de participation locale, la nécessité d'accueillir un commerce s'est confirmée pour ne pas perdre les liens sociaux. Certains proposaient de s'orienter vers un magasin de petite taille mais des études ont montré qu'il était essentiel de trouver tous les produits sur place car sans une offre large, les acheteurs iraient ailleurs pour trouver les denrées manquantes et feraient l'essentiel de leurs courses en même temps, la structure ne serait alors pas viable. La commune a décidé d'assumer le projet.

Elle a pris en charge la construction du bâtiment et a mis les locaux à disposition gratuitement à un gérant. Le supermarché, ouvert en 2008, est le premier de cette catégorie à avoir répondu au standard passif. Un travail particulier a été mené sur la construction écologique, la ventilation, la qualité de l'air et la gestion de l'éclairage selon la lumière du jour afin de montrer l'exemple et de faire adhérer les habitants aux principes de la construction durable grâce à des cas concrets. Ce bâtiment sans enseigne commerciale, de grande qualité architecturale est implanté dans la rue en tenant compte des constructions voisines, sans s'isoler derrière un vaste parking.







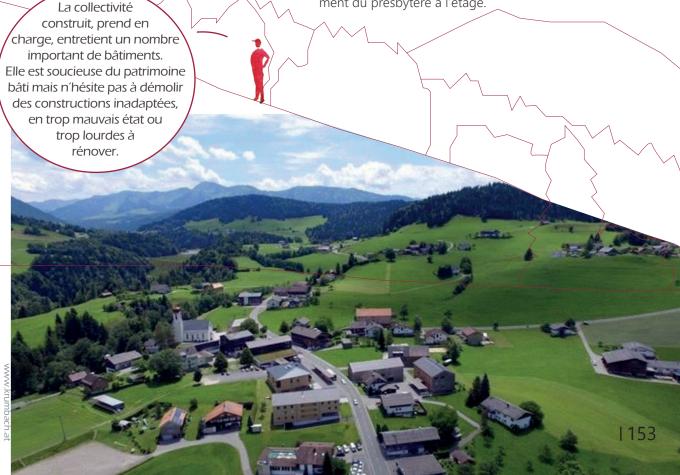
Le supermarché est facilement accessible grâce à des stationnements communs à tous les commerces et services du centre. Sa localisation lui permet de se raccorder au réseau de chaleur et de conforter l'attractivité du centre bourg.

À proximité immédiate, le jardin d'enfants, équivalent de l'école maternelle, a été construit en 2004 par la commune et répond aux critères écologiques et énergétiques, avec une attention spécifique portée aux émissions de COV. À côté, une crèche pour les enfants d'un an et demi à trois ans a ouvert ses portes en 2017 et accueille aussi des jeunes des villages voisins. Dans le même secteur, l'école primaire a été rénovée en 2014 et sa multifonctionnalité permet de transformer la salle de sport en salle des fêtes, de conférence ou de spectacle comprenant tous les équipements nécessaires. Ces trois bâtiments en bois proposent une qualité d'espaces et des ouvertures généreuses vers le grand paysage, susceptibles de construire implicitement une culture architecturale et spatiale dès l'enfance.

De nombreux autres équipements se regroupent dans ce nouveau centre urbain : une maison de retraite construite dans les années 1980 sur un terrain que possédait la commune et rénovée en 2017, juste derrière l'actuel supermarché ; un café et des bureaux en location construits par la commune en 2004 ; un centre d'aide par le travail desservi par de petits bus, à côté de la maison du donateur ; un magasin qui fait office de poste et de vente de productions artisanales locales, tenu par une institution pour handicapés ; la mairie, une construction des années 1960 rénovée en 2008 pour améliorer son bilan énergétique, qui accueille également des bureaux, les pompiers, les services sociaux et petite enfance.

La commune, qui comptait moins de neuf cents habitants il y a trente ans, en accueille actuellement mille deux cents. À Krumbach, retrouver une centralité n'a pas été nécessaire, le village étant déjà clairement structuré. Cependant, pour les élus, garder les commerces et services au centre, notamment un magasin d'alimentation, était la condition première du maintien de la population dans les communes rurales, notamment les jeunes familles et les personnes plus âgées. Autour de la mairie et de l'église, on retrouve de nombreux services, parfois étonnants pour une commune de mille habitants : supermarché, banque, café, restaurants, parkings mutualisés.

La maison paroissiale et des associations, inaugurée en 2013, en est un bon exemple. Implantée sur l'emplacement de l'ancien presbytère, elle reprend sa volumétrie générale, redessine l'espace public et offre une variété de locaux : une salle des fêtes pour les associations et la paroisse au rez-de-chaussée, très ouverte sur la place du village grâce à une baie vitrée gigantesque qui permet de garder le contact avec l'extérieur et de faciliter la communication entre les habitants ; un local de répétition au sous-sol ; une petite cuisine et un bureau paroissial à côté de la salle commune ; une bibliothèque publique et l'appartement du presbytère à l'étage.



Le bâtiment ne dispose pas de cuisine équipée pour ne pas défavoriser les neufs restaurants de la commune. L'objectif est de maintenir et conforter l'activité!

La question de la mobilité, déjà traitée aux échelles du Vorderwald et du Land, trouve également des réponses localement. Développer des services en milieu rural et faire vivre les commerces impose de pouvoir y accéder facilement. La présence de petits parkings mutualisés et bien situés est importante mais ne concerne que la voiture individuelle. À Krumbach, une association a ouvert un concours international d'architecture et de design pour créer des arrêts de bus et des espaces publics inédits. Sept bureaux d'architecture internationaux ont été invités à concevoir sept abribus en lien avec des architectes régionaux et des artisans locaux. On y retrouve les matériaux de prédilection du territoire, bois, verre, métal. Attendre le bus en milieu rural est devenu une expérience sensible, créative et stimulante.

Les deux communes sont plus prospères qu'il y a quelques décennies mais travaillent avec des budgets modigues. Les aménagements et équipements sont financés grâce aux dotations communales, aux subventions du Land, une bonne utilisation des programmes de soutien aux projets tels que e5, le Vorderwald et une bonne connaissance des opportunités et des réseaux locaux. L'endettement des collectivités est centré essentiellement sur des investissements favorisant la vie locale.

# L'arrêt de la construction individuelle pour développer l'offre en logements

Les communes de Langenegg et de Krumbach sont unanimes quant à la nécessité de stopper le développement des maisons individuelles, tant pour des raisons de consommation de foncier, d'économies d'énergie, de qualité des paysages que de demande sociale. La tradition populaire est très attachée à l'importance d'avoir sa propre maison mais les élus ont remarqué que les jeunes générations apprécient d'habiter à la campagne sans pour autant souhaiter s'occuper d'un grand terrain. L'entretien d'une maison individuelle ne pose pas de problème pendant trente ans mais ils sont convaincus que l'évolution des besoins demande une plus grande flexibilité. D'autres solutions de logements doivent alors être proposées

À Langenegg, une petite zone d'activités accueille des entreprises, notamment de sous-traitance automobile. Elle crée des emplois et génère des demandes en logements qui ne se traduisent pas par des lotissements pavillonnaires. De nombreuses fermes sont subdivisées pour créer plusieurs logements de taille moyenne là où il n'y en avait qu'un très grand, des logements en location commencent à être proposés et la commune construit des logements groupés.

Les élus ont demandé à des opérateurs de concevoir sur un terrain communal des habitations ambitieuses en matière énergétique. Les deux maisons passives à énergie positive regroupent chacune trois logements indépendants, qui utilisent la topographie du terrain pour bénéficier d'une vue et d'une exposition parfaites. On retrouve les leitmotivs habituels de la région : utilisation du bois, économies d'énergies, intégration des panneaux photovoltaïques dans l'architecture, notamment dans les garde-corps des balcons.

La commune de Krumbach n'autorise plus les constructions individuelles et a construit en dix ans soixante-dix logements collectifs dans des immeubles d'une dizaine de logements. Elle travaille principalement avec deux promoteurs, l'un développe des logements en ac-



Maison paroissiale et des associations à Krumbach - Architectes ARGE Bernardo Bader Architectes, Dornbirn ; Bechter Zafffignani Architectes, Bregenz ; Architectes Hermann Kaufmann, Schwarzach



Abri bus à Krumbach



Abri bus à Krumbach - Architectes Sou Fujimoto, Japan ; Bechter Zaffignani Architekten, Bregenz

cession, l'autre en location. La mixité entre accession et location dans un même bâtiment ouvre droit à des subventions plus importantes. Même si les élus admettent qu'il faut beaucoup de courage pour décider de stopper le développement des maisons isolées, ils ne reviendraient par en arrière. Par ailleurs, le respect du patrimoine se traduit également par une référence aux volumétries des fermes, d'environ vingt-cinq mètres sur treize, avec une toiture à deux pans. Ce gabarit n'est plus en phase avec les volumes des constructions actuelles mais l'habitat groupé permet de reprendre ces dimensions en optimisant l'espace. Les grands volumes compacts, mieux subventionnés, correspondent également bien aux bâtiments passifs.

Une des dernières opérations réalisées dans la commune propose des logements accompagnés pour les personnes âgées, avec une salle commune. Les espaces extérieurs du bâtiment se confondent avec l'espace public et créent des percées visuelles vers le grand paysage, la perméabilité est totale. La localisation est idéalement située dans le centre du village, de façon à accéder aux commerces et services à pied. Une réflexion particulière est menée sur la place de la voiture pour qu'elle n'envahisse

pas tous les espaces. Les places de stationnement très accessibles sont présentes en cœur de bourg mais cinquante places en parking souterrain ont été créées dans le village, notamment sous les logements groupés.

## Du bois des petites forêts privées pour les matériaux de construction

La prépondérance de l'utilisation du bois dans les constructions et les aménagements interroge sur l'accès à la ressource. Ce matériau ancestral a perdu de son usage après la deuxième guerre mondiale pour revenir sur le devant de la scène. Il y a quelques décennies, le bois étaient essentiellement utilisé en parement pour habiller les façades. Depuis une vingtaine d'années, il retrouve d'autres fonctions structurelles et est utilisé pour toutes les parties de l'architecture. À Krumbach, même la cage d'ascenseur de la maison des associations est en bois! Lors des consultations pour les marchés publics, le niveau de savoir-faire et de qualité des artisans locaux leur permet de répondre aux exigences et de remporter les marchés.

#### -Éclairage-

# **Quelques chiffres liés à la construction**

Dans ces communes rurales du Vorderwald, le terrain à bâtir se vend entre 150 et 200 €/m². À titre de comparaison, il faut plutôt compter 500 €/m² dans la plaine.

La terre agricole coûte environ 10 €/m². Le prix des constructions neuves a beaucoup augmenté au cours des dix dernières années et représente à peu près 4 000 €/m² en intégrant les dimensions environnementales et énergétiques.



Maisons passives à Langenegg - Architecte Hermann Kaufmann,



Logements personnes âgées à Krumbach - Architecte Hermann Kaufmann, Schwarzach

Le bois provient essentiellement du ban communal. C'est généralement du sapin blanc, qui a des racines profondes et stabilise les sols contre l'érosion. La plus grande partie du bois provient de propriétaires privés car les communes possèdent très peu de forêts. Le morcellement des parcelles (mois de dix ares) et le nombre de propriétaires n'est pas un frein, les coupes et les ventes sont organisées de façon coordonnée et l'approvisionnement fonctionne bien.

les sols des bâtiments publics de Krumbach et Langenegg, qui doivent résister à une fréquentation importante, sont souvent en chêne allemand. Dans tous les cas, aucun bois n'est traité et tous restent bruts. l'entretien ne semble pas poser de problème. Des débats ont eu lieu sur le vieillissement du bois, qui va griser et se patiner. La réponse des élus est explicite : le bois doit retrouver la couleur de l'écorce quand il a été abattu, son grisaillement est naturel. De la même façon, il n'est pas interdit de peindre ou lasurer sa maison mais personne ne le fait car c'est idiot, nous a-t-on répondu! Le regard et l'acceptation sociale ont fait leur chemin et font désormais partie de la culture

commune.

# Des professionnels compétents en urbanisme et en architecture, en appui aux élus

Chaque commune est indépendante pour construire sa planification et instruire les permis de construire et d'aménager. À Krumbach, les élus ont pris conscience que la planification et le suivi des projets architecturaux était un métier à part entière et que ces tâches ne pouvaient pas être gérées sans compétence, quelle que soit la taille de la commune. Il existait une commission d'urbanisme qui rassemblait des habitants sans connaissances particulières en la matière. Il y a une trentaine d'années, cette commission a été dissoute sous l'impulsion du nouveau maire et les élus ont pris la responsabilité de s'engager dans un projet d'aménagement global de la commune et de s'ouvrir à l'architecture contemporaine. **Un travail** participatif animé par des architectes a défini le concept d'aménagement du village, et sert toujours de guide aujourd'hui.

Toutes les communes du Vorarlberg font appel à des architectes extérieurs qui négocient et améliorent les propositions des porteurs de projet mais chacune organise librement cet accompagnement. À Krumbach, les élus ne sont pas associés à ces échanges alors qu'à Langenegg, deux architectes indépen-



Maison paroissiale et des associations à Krumbach - Architectes ARGE Bernardo Bader Architectes, Dornbirn ; Bechter Zafffignani Architectes, Bregenz ; Architectes Hermann Kaufmann, Schwarzach

dants se retrouvent mensuellement avec le maire et un technicien communal pour analyser et donner leur avis sur les projets proposés, construire des cahiers des charges pour les opérations.

### Une énergie produite et gérée localement

Grâce aux conseils et aux subventions issus des différents dispositifs proposés aux collectivités via l'Institut de l'énergie, le programme e5, le Vorderwald, les communes deviennent exemplaires en matière énergétique. Le solaire thermique est une évidence depuis longtemps, le solaire photovoltaïque suit la même évolution et se développe largement. À Langenegg et Krumbach, les toits des bâtiments communaux accueillent des centrales photovoltaïques et des bâtiments privés de plus en plus nombreux suivent le mouvement. La réflexion citoyenne permet de mobiliser de nouveaux fonds pour investir. À Krumbach, des bons de cinq cents euros, remboursés soixante euros par an pendant dix ans, donnent à la commune les moyens de développer les installations photovoltaïques. Avant, l'électricité produite devait être réinjectée dans le réseau mais actuellement il est devenu possible de favoriser l'autoconsommation grâce aux régies municipales d'électricité. Cette nouvelle possibilité rapproche les consommateurs de leur production et implique des changements de comportement, par exemple en faisant fonctionner les appareils ménagers consommateurs d'électricité (lave-linge...) lorsqu'il fait beau et que la production est optimale. Dans les petites résidences en copropriété, les panneaux photovoltaïques le sont également. Krumbach et Langenegg, comme tous les villages de la région, ont des réseaux de chaleur avec une centrale thermigue au bois d'environ 350 kW. Cette capacité est largement suffisante pour desservir les bâtiments publics et privés du centre car tous sont très économes en énergie. Des réservoirs et des ballons tampons permettent de stocker la chaleur et de gérer la demande plus facilement.

## Une participation citoyenne omniprésente – Zoom sur les monnaies locales

L'association des habitants aux projets publics est devenue systématique et habituelle, comme cela a déjà été décrit précédemment. Une initiative particulièrement ambitieuse à Langenegg mérite d'être détaillée. Avec la création du supermarché, la guestion de l'équilibre économique est devenue centrale car les enjeux sociaux, démographiques et l'investissement financier de la commune étaient importants. Avec l'appui du Bureau des questions du futur > 6, une monnaie locale a été créée de façon à ce qu'une part importante des achats se fasse localement, notamment dans le supermarché. Les Talents sont utilisables dans tous les commerces et services de la commune : coiffeur, médecin, achats... Un Talent vaut un euro mais changer des Talents en euros coûte cher et il est plus intéressant de les dépenser sans les convertir. Les habitants peuvent demander à retirer mensuellement un montant de leur compte en banque en Talents, avec une valorisation de 3 %. La commune donne les subventions aux associations et aux habitants en monnaie locale pour inciter les achats de proximité, ce qui n'est pas sans poser



de problème lorsque l'association de musique souhaite acheter des instruments qui ne sont pas vendus à

Langenegg. Il existe des coupures d'un, cinq, dix, vingt et cinquante Talents, essentiellement destinés à servir pour de petits achats et non des investissements importants. Environ 20 % de la population utilise cette monnaie et l'équivalent de six cent

cinquante mille euros circulent annuellement. Le dispositif demande un fort portage bénévole, une coopérative gère l'ensemble du processus avec une petite aide de la commune pour assurer le fonctionnement minimum. En partie grâce aux Talents, le supermarché fonctionne bien et a augmenté son chiffre d'affaires.

Krumbach, comme l'essentiel des villages, a également développé sa monnaie locale mais de façon plus légère qu'à Langenegg.

# Une continuité de l'action politique avec une ingénierie locale formée mais peu nombreuse

L'exemplarité et la diversité de ces actions et engagements restent indépendantes de la continuité politique. À Krumbach, le maire qui a exercé jusqu'en 2018 est resté au pouvoir pendant près de trente ans alors qu'à Langenegg, trois maires différents se sont succédés pendant les vingt dernières années. La forte dimension collective a rendu les projets difficiles à remettre en cause même lors de changement de dirigeants politiques.

Il est un point sur lesquelles les deux communes et bien d'autres acteurs s'accordent parfaitement, qui n'est pas sans bousculer certains a priori : tous revendiquent l'échelle de la commune comme échelle pertinente de projet. Des regroupements de communes existent dans d'autres Lands autrichiens mais tous les vorarlbergeois tiennent à leur autonomie locale sans intercommunalité. Elles préfèrent collaborer entre petites communes qui se connaissent et s'entendent bien, selon les projets, sans créer de structure administrative. L'argument avancé est celui de l'indépendance et de la responsabilité mais aussi de l'efficacité. La gestion locale est prise en charge par une équipe réduite : le maire, une secrétaire,

une deuxième secrétaire à mi-temps, un comptable, un technicien en urbanisme et énergie, les ouvriers communaux à Langenegg; deux employés communaux pour gérer l'ensemble des projets à Krumbach. Cette ingénierie locale connaît parfaitement le terrain, les habitants et se montre très bonne gestionnaire. Elle est également appuyée par des experts selon les projets, ce qui représente une mutualisation et un complément en compétences importants mais n'alourdit pas l'équipe communale.

Le dynamisme économique, culturel, social et environnemental de cette région ne leur donnerait-il pas raison ?

### -Éclairage

>6<

# Un bureau du Land pour traiter des questions du futur

Ce service public créé en 1999 pour favoriser l'engagement citoyen, faire se rencontrer des personnes et des thématiques différentes, mettre en œuvre le développement durable, regroupe une équipe pluridisciplinaire de neuf salariés. Il développe des outils pour susciter le bénévolat et la participation, initie des projets et en assure la médiation. Les approches misent sur le capital humain car l'hétérogénéité des groupes diversifie les regards posés sur les problèmes et augmente la capacité de les résoudre. Le bureau assure également une mission de suivi et d'évaluation de programmes destinés à aider les communes dans l'application du développement durable, et travaille aussi sur la prise de conscience citoyenne. Une des raisons de sa réussite tient à l'approche transversale, très partenariale, avec des services administratifs décloisonnés.

Quelle aventure ! La barre est placée haut.

### À RETENIR - CONDITIONS DE RÉUSSITE - PRISE DE RECUL

Dire que
tout a commencé par
quelques architectes et artisans
militants, qui ont su emmener dans
leur sillage les habitants et les élus. Ensuite
les niveaux de pouvoir supérieurs ont suivi le
mouvement et ont intégré les principes dans
leurs politiques tout en restant attentifs aux
nouveaux enjeux tels que l'énergie. Tout cela
permet aux gens de terrain
de continuer à innover et
s'améliorer pour aller toujours
plus loin dans les transitions
et le développement
durable.

La
désobéissance
n'est pas gratuite, elle se
fonde sur le constat que les
principes de développement
et les modes de vie ayant
évolué, il est nécessaire
de trouver d'autres
réponses.

La liberté
de parole, la critique
ouverte et argumentée
ont créé une prise de
conscience et une
culture commune sans
langue de bois ni robinet d'eau
tiède. Elle a fait réfléchir
et réagir.

Il n'est pas
réaliste de vouloir reproduire
telle quelle cette démarche dans
d'autres territoires, d'autant plus
qu'elle vient d'une initiative issue du
terrain et de la société civile, dans une
période contestataire qui se prêtait
à l'expérimentation de nouveaux
modes de vie et de pensée. Un
contexte difficilement
reproductible!

Ca

ne s'est pas fait

en quelques années. On

se situe sur plus

de cinquante ans. Il n'est

pas simple de transposer cette

expérience à des territoires

qui n'ont pas pris ces

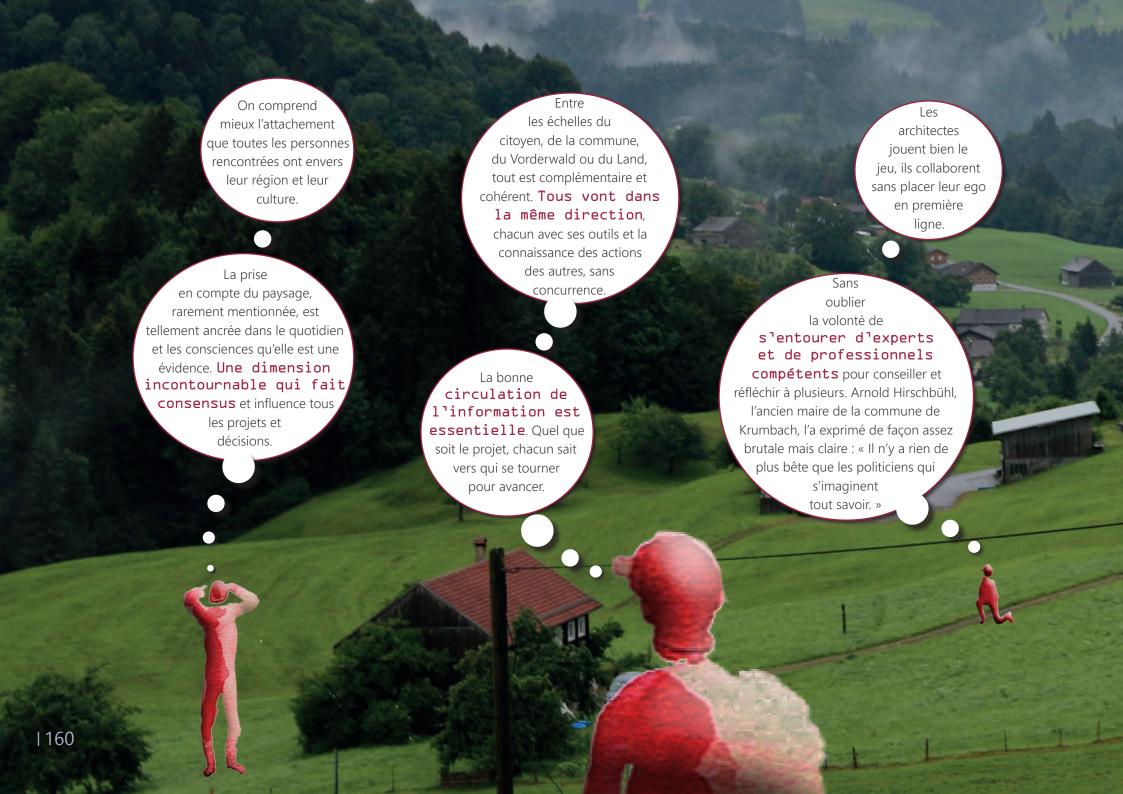
orientations il y a un

demi-siècle.

fort, présent dès l'émergence
et toujours d'actualité, est la
liberté de penser la
volonté d'autonomie et la
responsabilisation. En effet, la
dimension humaine est centrale ainsi que le
dialogue, la coopération, l'écoute et le respect
mutuel, sans hiérarchie. Les règlements servent
peu, ce sont l'échange, la créativité, la
complémentarité entre acteurs et le bon
sens qui structurent tout. L'exemple de
la monnaie locale est
significatif.

Un élément











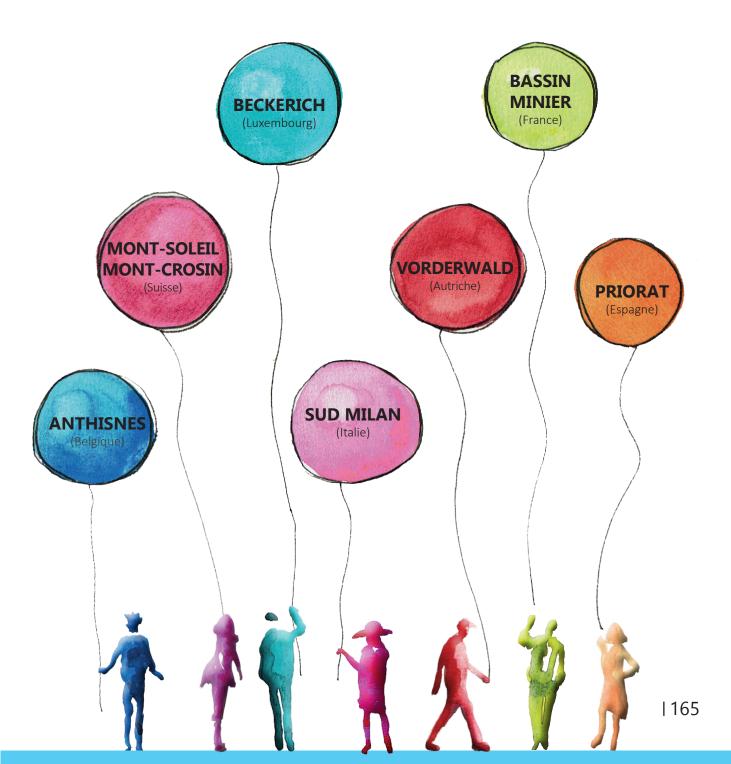
# Ressources et informations complémentaires



- Institut de l'Énergie du Vorarlberg : https://www.energieinstitut.at
- Académie de l'énergie des jeunes, par l'Institut de l'Énergie du Vorarlberg et la banque Raiffeisen du Vorarlberg : https://www.energieautonomie-vorarlberg.at/de/angebote/jugend-energie-akademie
- Entreprises partenaires Maison ancienne / Maison de rêve : www.partnerbetrieb.net
- Programme e5 de l'Institut de l'Énergie du Vorarlberg : https://www.energieinstitut.at/gemeinden/das-e5-landesprogramm/das-ist-das-e5-programm
- Fonds climat et énergie national : https://www.klimafonds.gv.at
- Programme des régions modèles climatiques et énergétiques autrichiennes 2018 : https://www.klimafonds.gv.at/wp-content/uploads/sites/6/Leitfaden\_Klima-und-Energie-Modellregionen\_2018\_180618\_RZ.pdf
- Régions d'énergie autrichiennes : https://www.klimaundenergiemodellregionen.at
- Le Vorderwald présenté par l'Institut de l'Énergie du Vorarlberg : https://www.energieinstitut.at/energieregion-vorderwald-erfolgsgeschichte-zur-energieautonomie
- Vorderwald : http://www.energieregion-vorderwald.at
- Modèle expérimenté dans le Vorderwald pour quantifier facilement les émissions quotidiennes de CO₂: www.eingutertag.org
- Vélo de service dans le Vorderwald : http://www.energieregion-vorderwald.at/wp-content/uploads/2016/11/2017-05-Jobradfolder-Bi-Hi-F%C3%B6rderung.pdf
- Programme Gut-Genug du Vorderwald : http://www.energieregion-vorderwald.at/gut-genug
- Bureau des questions du futur, service du Land du Vorarlberg : https://www.vorarlberg.at/zukunft
- Commune de Langenegg : https://www.langenegg.at
- Commune de Krumbach : http://www.krumbach.at
- Arrêts de bus à Krumbach : http://www.krumbach.at/Bus\_Stop\_Krumbach/Haltestellen
- Ferme Vetterhof à Lustenau : https://www.vetterhof.at
- Institut d'architecture du Vorarlberg : https://v-a-i.at
- Tourisme architectural au Vorarlberg : https://www.vorarlberg.travel/architektur-baukultur
- Artisanat et design dans le Bregenzerwald : http://werkraum.at

## regards croisés

Ces expériences sont porteuses de nombreux enseignements et partagent des éléments de méthode reproductibles, notamment en matière de développement local durable. Nous choisissons ici de focaliser ces regards croisés sur la dimension du paysage et son apport dans les processus de transitions. Le paysage n'est pas la seule manière de bien faire mais nous souhaitons montrer en quoi il permet de faire mieux.



### Ce que la notion de paysage apporte en plus du développement local durable

Priorat (E) Le développement était au point mort. Heureusement, des vignerons inventifs ont apporté un nouveau regard et ont montré que le territoire avait un avenir. Nous avions sous nos pieds les racines du futur! Les terrasses agricoles ont été réinventées en croisant respect de l'histoire et innovations, elles sont devenues une ressource économique et ont créé de nouveaux paysages, beaux, productifs, respectueux de l'environnement.

Dans la culture courante, le paysage est cantonné à une belle image, une géographie, une géologie, aux traces physiques de l'histoire, de l'économie, des technologies. Il est un paramètre parmi d'autres, notamment dans l'interprétation habituelle du développement durable et des transitions écologique, énergétique, climatique et solidaire, des notions qui se déclinent généralement en entrées techniques : les pollutions, la mobilité, les économies et la production d'énergies, les circuits courts, la biodiversité... Les transitions paraissent parfois inaccessibles, déconnectées de la réalité et des pratiques quotidiennes, et peuvent prendre une tournure

inquiétante qui suscite désintérêt et rejet. Souvent, les constats alarmants bloquent l'initiative et freinent les volontés face à l'ampleur de la tâche et au sentiment de ne pas avoir de prise ni de contrôle. D'autres approches doivent être inventées pour entrer plus sereinement dans les processus de transition, sans peur du changement ; le paysage peut en être une, même s'il n'est pas toujours pris au sérieux sous prétexte de l'urgence des changements à mettre en œuvre. Il porte une dimension sensible, affective et liée au vécu, qui change la façon d'appréhender un territoire et son devenir, et peut donc jouer un rôle beaucoup plus central.

Bassin minier (F) Chez nous aussi, la prospérité était en berne. Grâce à un changement de regard, nos terrils, symboles de la fin de l'activité minière, sont devenus le phare de nouvelles pratiques écologiques, sportives, culturelles. Nos paysages dégradés retrouvent des couleurs et participent au nouveau projet de développement, pleinement ancré dans les enjeux des transitions.

Sud Milan (I) La bonne qualité de nos terres nous a préservés du déclin agricole mais comme chez vous, il a fallu que les habitants et les agriculteurs défendent leurs paysages et leurs pratiques pour ne pas disparaître. Avec la création des parcs agricoles citoyens, la métropole a été invitée à entrer dans le développement durable en s'appuyant aussi sur nos paysages et notre volonté, sans amnésie.

Beckerich (L) Quand nous avons pris conscience de la nécessité d'agir aussi à l'échelle locale pour lutter contre les changements climatiques, nous sommes naturellement partis de ce que nous avons chez nous : des habitants et leurs savoir-faire, du patrimoine, de l'agriculture, de l'eau. Beckerich (L), Anthisnes (B) Si on n'avait rien fait, notre patrimoine aurait progressivement disparu au fur et à mesure des pertes de vocation agricole des fermes, nous aurions pu devenir des villages dortoirs. Nous avons redonné une valeur économique et affective à nos paysages bâtis, identitaires ou modestes, en les rénovant et en les adaptant à de nouvelles fonctions et modes de vie. À partir de là, nous avons pu inverser nos trajectoires de développement.

Anthisnes (B) Le bourg s'est renforcé par l'arrivée d'habitants de tous âges et toutes conditions sociales, de commerces et de services de proximité.











Dans les cas analysés, chaque territoire et ses acteurs mobilisés ont conscience des enjeux forts auxquels il va falloir répondre mais ils se positionnent dans une dynamique pragmatique d'action et de projet, sans attendre que la solution vienne de l'extérieur. L'entrée par les paysages, les cultures, les patrimoines permet de s'intéresser à une réalité vécue et concrète. En portant attention aux habitants et aux problématiques qui touchent les modes de vie, chacun sait sur quoi et pour qui il agit. L'optique change, les transitions deviennent plus faciles à appréhender, donc plus positives, avec un impact notable sur les perceptions et les mentalités.

Des connexions se tissent entre le lieu, la façon dont on l'habite et les enjeux planétaires en partant du réel, en agissant sur des éléments qui se perçoivent et se vivent.

Par le paysage, les notions de beauté, d'esthétique, de plaisir peuvent retrouver une place qui existe rarement dans les approches sectorielles plus techniques.

Ces sujets qui relèvent du sensible ne sont plus incongrus ni gênants, le jugement fermé sur « les goûts et les couleurs » devient caduc. Ils acquièrent une dimension importante et ont la capacité de réunir. Ils proposent une alternative à la logique d'experts censés être les

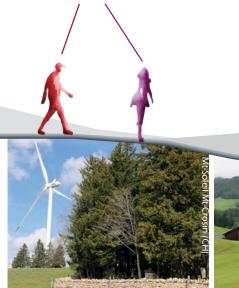
seuls à détenir la connaissance, situation qui crée incidemment une hiérarchie et une distance entre sachants et non sachants. Les experts restent des acteurs importants à mobiliser mais ils ont une place plus horizontale et sont nécessairement à l'écoute du territoire et de ses habitants. Une force de proposition mais pas de décision.

Par ailleurs, le paysage révèle les ressources identitaires et matérielles locales, susceptibles de (re)devenir support de développement. Ces spécificités ne sont pas décrétées mais inscrites dans la continuité d'un récit et d'une histoire, indélocalisables, à la fois familières et accessibles. Avec cette attention constante aux espaces et aux personnes, en conscience des défis et enjeux planétaires, des méthodes originales se mettent en place, avec des processus, des partenariats, des modalités politiques et opérationnelles renouvelées, une économie de moyens et une forte réactivité pour s'adapter au but recherché le plus simplement et efficacement possible. Des idées nouvelles et des propositions inédites peuvent trouver leur place. Les notions d'ingéniosité, d'inventivité, de modestie et de frugalité sont prédominantes.

Vorderwald (A), Mont-Soleil Mont-Crosin (CH) Nous sommes très attachés à nos paysages de montagnes, ils font partie de notre ADN. Il était donc naturel d'intégrer les paysages pour gérer les enjeux de transitions énergétiques et climatiques, même si nous ne l'avons pas fait de la même façon, ne serait-ce qu'au sujet des éoliennes! Mont-Soleil Mont-Crosin (CH)
L'énergie est devenue
emblématique de notre
dynamisme et de nos paysages.
L'économie, l'innovation, la
recherche, le tourisme, la
diversification agricole et les
activités pour les habitants se
développent sans cesse. Tout
le monde prend beaucoup de
plaisir à partager et inventer de

nouveaux projets.

Vorderwald (A) Nous avons embarqué les habitants dans les transitions énergétiques. Soucieux de leur qualité de vie et de leurs paysages, ils acceptent les choix forts que la plupart d'entre nous ont fait: interdiction des constructions isolées dans certaines communes pour densifier, favoriser des volumes patrimoniaux et être vertueux énergétiquement; développement de l'énergie solaire sur les bâtiments au détriment des éoliennes; valorisation du bois local pour la construction et le chauffage.







Le paysage comme méthode pour porter un regard transversal sur le territoire et dans les actions L'approche par le paysage permet de prendre de la distance et de voir au-delà de son environnement individuel et quotidien. Le paysage ne s'arrête pas aux limites administratives, il relie des échelles contrastées : le très local, qui correspond à une entrée individuelle, et les visions lointaines qui portent une dimension plus collective. Il fait percevoir simultanément des éléments liés aux temps géologiques et à des interventions plus récentes voire éphémères. Il réunit dans un même es-

pace des domaines aussi divers que l'urbanisme, l'agriculture, la forêt, la mobilité, l'habitat, l'aménagement, le tourisme, le commerce, la production d'énergie, l'art, l'histoire... Le paysage ne peut être réduit à une seule dimension et sa transversalité naturelle crée une complexité, donc une richesse.

Par cette pluralité, il facilite le changement de regard et une prise en compte simultanée de questions importantes qu'on a l'habitude de traiter isolément,

Priorat (E) Chez nous, l'idée est la même mais les réponses différentes. Le paysage étant redevenu une valeur fondatrice et partagée, il aide à faire des choix et à trouver des concrétisations dans les domaines les plus variés. Par exemple, la lenteur, les reliefs accidentés, l'importance de s'imprégner des paysages lorsqu'on se déplace... nous incitent à refuser des activités ou des aménagements qui viendraient perturber ces valeurs. Terminées les courses automobiles, les routes restent étroites, l'accessibilité se mérite, le tourisme n'impose pas ses aménagements et doit composer!

Vorderwald (A) Le regard nouveau sur les ressources et les paysages locaux, croisé avec les techniques et les attentes modernes, ont tout changé! Les fonctionnements, les technologies, les raisonnements, la façon de vivre. Le bien commun est central, les paysages se transforment sans se banaliser, l'architecture crée une nouvelle identité, ancrée et soucieuse du passé. Tout cela nous apporte une nouvelle prospérité avec une diversité et des débouchés nombreux.

Beckerich (L) Le fait d'avoir adhéré à l'alliance internationale pour le climat a eu des répercussions à toutes les échelles et dans tous les domaines : incitation financière et accompagnement des habitants pour adapter leur logement, création de réseaux de chaleur, exemplarité des bâtiments publics, développement de projets coopératifs, valorisation des déchets agricoles, création d'entreprises pour apporter des solutions pratiques... Nous avons des réponses opérationnelles sur presque tous les sujets, elles créent un phénomène d'entraînement, des emplois et donne du sens à la transition énergétique.

Mont-Soleil Mont-Crosin (CH) Ici aussi, nous aimons nos paysages et ils quident toutes nos actions. Les éoliennes deviennent un étendard de notre engagement dans la transition énergétique et leur promotion touristique rejaillit directement sur l'économie locale. conforte les activités agricoles, éduque les enfants et les adultes, met l'accent sur les économies d'énergie, donne lieu à des fêtes, mobilise les savoir-faire anciens, favorise des aménagements sobres et qualitatifs qui invitent à découvrir les paysages. La boucle est bouclée!









c'est-à-dire incomplètement parce que la notion de multifonctionnalité est rarement intégrée. Avec l'entrée paysagère, les connexions entre tous ces domaines deviennent plus évidentes car lisibles dans le territoire et compréhensibles grâce à l'expérience de terrain, par tous. La prise en compte simultanée de temporalités contrastées est fertile : le temps très court pour agir vite et engager des changements visibles dans les modes de vie et les pratiques côtoie le temps long

de la maturation et de la grande échelle, qui dépasse les mandats électoraux et oblige à une forte prise de recul. Dans tous les territoires observés, l'approche transversale et systémique bouscule les façons de faire. Des personnes et des sujets qui n'ont pas l'habitude de se rencontrer vont être amenés à travailler ensemble, donc se connaître et se comprendre. Cela concerne les thématiques mais aussi les profils d'intervenants (élus, habitants, professionnels, administrations...), chacun

Bassin minier (F) Nous avons engagé une réflexion sur la santé avec les habitants, qui les invite à s'intéresser aux activités sportives. Ils font donc le lien avec les équipements et les infrastructures à l'échelle locale et régionale, notamment la transformation des cavaliers en réseaux doux. Des animations sur l'alimentation les amènent à prendre conscience de l'agriculture, des circuits courts, de la préservation des terres agricoles, de l'économie locale. De nombreuses thématiques importantes se déroulent à partir d'un sujet courant.

cherché à accueillir de nouveaux habitants, c'est le maillon d'un processus et pas un but isolé. Intégrer des populations en cœur de bourg, dans de beaux endroits, a permis de consolider les commerces, les services et les activités, d'où un meilleur enracinement et une qualité de vie qui maintiennent les habitants dans la commune, avec toujours plus d'activités et de diversité. La démarche s'est révélée satisfaisante.

Anthisnes (B) Nous avons

gardant ses prérogatives et responsabilités : les élus portent le projet politique, les habitants s'investissent pour leur cadre de vie, les entreprises confortent la dynamique économique... Cette vue d'ensemble et cette cohérence entre diverses fonctions créent une compréhension des interrelations, elles donnent une vision plus claire des domaines dans lesquels agir, avec une conscience et un respect pour le travail engagé antérieurement. Ainsi le processus de projet peut s'enclencher car on voit par où et avec qui commencer. Le croisement des regards fait émerger des méthodes différentes, des solutions plus simples et utiles à plusieurs niveaux, donc plus économes. Ce qui fonctionne encore et qui a du sens est préservé ; on agit sur ce qui peut être amélioré en imaginant de nouvelles réponses plus pertinentes au regard de notre société actuelle, les continuités entre passé, présent et futur deviennent naturelles.

Bassin minier (F) Nous avons aussi composé à partir de nos paysages hérités. Les possibilités offertes par les sites industriels désaffectés sont mises à profit pour développer de nouveaux usages et fonctionnalités : entreprises en faveur de l'écologie, activités d'éducation, culture, sport... Cette dynamique crée des emplois et des services, elle remet sur le marché des logements dignes et économes énergétiquement. Le territoire est vaste et il y a beaucoup à faire, mais un mouvement est engagé.

Sud Milan (I) Nous avons aussi travaillé sur la mobilité alternative et les transports publics pour reconnecter la campagne à la ville, créer des rencontres entre des populations différentes, faire connaître les spécificités naturelles et agricoles des lieux de vie de proximité, soutenir une économie locale qui se reconstruit. Depuis, les habitants considèrent l'agriculture comme une composante de la ville.





### Une implication et une appropriation des projets facilitées par le paysage

Beckerich (L) Les maîtres mots de tout ce qui se passe chez nous depuis trente ans sont « commission consultative ». Cette organisation de la gouvernance a redonné une place et un pouvoir aux habitants, invités à proposer des projets, des thématiques, des actions et à s'investir en indépendance et aux côtés des élus. Cela a permis de souder élus, entreprises et habitants autour de réalisations opérationnelles qui enrichissent nos paysages et notre qualité de vie, avec une bonne connaissance mutuelle.

L'approche paysagère fait prendre conscience aux habitants et aux élus qu'ils vivent dans un espace particulier, même lorsqu'il n'est pas valorisé économiquement ni touristiquement. Ses caractéristiques qu'on ne trouve pas ailleurs méritent un intérêt et du soin. Il s'agit de faire redécouvrir la richesse des lieux quotidiens, qui n'est souvent plus perçue par habitude, manque d'attention ou dépréciée parce que ce n'est pas un « site exceptionnel ». L'expertise peut venir du territoire mais elle s'enrichit toujours par un regard extérieur. Les expériences analysées en ont toutes bénéficié à un moment de leur processus de transitions. Ce regard neuf

a permis de révéler, redonner une lecture et mettre en évidence des valeurs oubliées, une étape importante du déclenchement ou de la montée en puissance des actions.

Le regard extérieur n'est pas le seul moteur du changement, la vision locale reste centrale. Chacun habite et évolue dans un paysage, peut donner son avis et porte donc une expertise légitime sur son territoire, depuis sa place. Le paysage a cette aptitude à réunir des personnes de cultures, profils, milieux sociaux et générations différents. Tous les habitants, même sans compétence spécifique, peuvent contribuer au débat et

Vorderwald (A) Se connaître et travailler ensemble est en effet une bonne méthode! Les habitants et les entreprises, déjà bien habitués à participer à la vie locale, peuvent aller plus loin dans leur investissement, par exemple avec le programme e5 pour développer la politique énergétique globale. La démultiplication de ces initiatives fait monter le niveau d'exigence de toute la région. Chez nous aussi, ces groupements issus de la société civile appuient les projets communaux en toute indépendance et avec une grande liberté de parole.

Anthisnes (B) Les habitants savent à quelle porte frapper quand ils ont un projet. Nous, les élus, sommes à leur écoute sans nous substituer à eux pour la mise en œuvre. Lorsqu'ils vont dans le sens du collectif, nous les appuyons matériellement ou logistiquement jusqu'à ce que l'action soit pérenne. Grâce à cette porte ouverte, les initiatives fleurissent et les habitants prennent en main le dynamisme de la vie locale. Les responsabilités sont partagées! Le groupement « Anthisnes en Transition » en est un bon exemple.





parler des paysages dans lesquels ils vivent, avec une connaissance du passé plus ou moins proche, du vécu quotidien, des souhaits pour les évolutions à venir. Le maillage participatif crée des garde-fous vis-à-vis d'initiatives inadaptées au territoire et aux paysages. Cette parole citoyenne s'inscrit toujours dans un processus collectif plus large pour trouver des concrétisations pertinentes, réalistes et de bon sens, avec des prises de décisions exigeantes, toujours cohérentes à toutes les échelles, parfois difficiles. Le changement de système se construit progressivement mais à chaque étape, il montre la volonté, la ténacité et la fermeté

de la part des décideurs. L'enjeu est de dépasser l'individualisme et de retrouver le sens du bien commun, ce qui implique une acceptation des transformations et une responsabilisation de chacun dans la mise en œuvre des projets, selon ses centres d'intérêt. On retrouve confiance dans la possibilité d'agir et on accorde sa confiance aux autres. Ces notions de responsabilisation, valeurs, fierté et de bien commun sont défendues par l'ensemble des territoires analysés.

Dans ce processus qui change les rapports de pouvoir et d'initiative, les rôles de tous (élus, professionnels, associations, administrations...) sont bien identifiés et complémentaires. Il ne s'agit pas seulement de donner un avis mais d'écouter celui des autres, relever les convergences, les dissensions, les envies, les besoins..., prendre part aux projets qui vont en découler. Ainsi, un sentiment d'appartenance à une communauté enracinée peut se construire et les initiatives restent à une échelle appropriable, donc comprises et acceptées. Les gens se connaissent grâce aux projets, les rapports sociaux se recréent à partir d'éléments concrets, ils deviennent plus directs et facilités.

Bassin minier (F) Pour mobiliser les habitants et les acteurs locaux, les initiatives d'éducation populaire sont un très bon outil. Elles permettent d'approcher tous les publics à partir des questions que chacun se pose. Le réseau des ambassadeurs du développement durable, organisé par le CERDD, compte sur les forces vives du territoire, dans un principe de coformation et de découverte des ressources, des paysages, des savoirfaire. Une culture locale se diffuse progressivement, des partenariats et une mutualisation se mettent en place autour des rencontres.

Priorat (E) Ici, les habitants et les acteurs locaux sont à la base de la transformation du territoire. À partir des paysages, ils définissent eux-mêmes les valeurs qu'ils partagent, les perspectives d'évolution et se reconstruisent une culture commune fondée sur une estime de leur territoire et de ses capacités à y vivre bien. Au sein des forums, les associations, les professionnels et les élus débattent ensemble de ces valeurs, chacun agissant depuis sa place.

Mont-Soleil Mont-Crosin (CH)
Loin de rejeter les éoliennes,
les agriculteurs s'approprient pleinement
le sujet et s'en servent pour diversifier leur
activité en faisant le lien entre la production
agricole, les paysages, les transitions à
l'œuvre, les mutations du territoire, la
qualité des produits, l'accueil. Ils deviennent
les ambassadeurs des nouvelles formes
d'énergie en allant au contact du public
dans un débat ouvert, convivial et sans

lanque de bois.

Sud Milan (I) De plus en plus d'agriculteurs ouvrent leurs portes aux urbains, aux écoles, aux familles pour faire connaître leurs pratiques, les paysages, les produits, la fragilité des sites, la biodiversité. Ainsi, une conscience collective et un respect mutuel se construisent. Les habitants, informés et sensibilisés, changent leurs comportements en matière d'alimentation et de loisirs, leurs habitudes d'achats et de consommation.









# Une initiative responsable et autonome, ancrée dans les paysages locaux

Comme cela a été vu dans les trois points précédents, la population et la société locale deviennent beaucoup plus attentives au territoire dans lequel elles vivent, ce qui motive une mobilisation large des acteurs locaux tant au niveau des espaces habités que de la mobilité, des services publics, de l'économie locale, des commerces, de la culture. L'initiative part du territoire, avec les personnes directement concernées, des moyens humains et financiers généralement modiques, des partenariats noués au cas par cas. Elle est portée par des profils divers d'habitants : élus, citoyens regroupés dans des associations, professionnels, entreprises... Les

règles sont construites sur mesure par les acteurs locaux et répondent aux besoins réels du territoire, à partir des spécificités et des ressources humaines et physiques disponibles localement. Dans ce contexte, la connaissance fine des paysages est incontournable. Sur base des réalisations, les politiques supra (régionales, nationales) viennent ensuite appuyer, conforter, donner des outils et des moyens à ces volontés issues du terrain, sans se substituer à elles, dans une logique de coopération. À partir d'un objectif général très partagé, par exemple les économies d'énergies ou la recherche d'une économie locale de qualité, chaque

Priorat (E) L'expérience de reprise en main du territoire par ses acteurs s'accompagne d'un plan de gestion rigoureux, porté au niveau international par la candidature Unesco au titre des paysages évolutifs vivants. Cette démarche aura renforcé la détermination locale quelle que soit l'issue du projet de candidature, et a permis de construire un véritable projet de territoire.

Bassin minier (F) Nous sommes déjà labellisés
Unesco et devons faire évoluer notre important parc
immobilier vétuste. Il s'agit de concilier les exigences
des opérateurs sociaux, des habitants parfois fragiles
et le respect du patrimoine, tout en luttant contre la
précarité énergétique avec une bonne performance
dans un bâti souvent ancien. Des opérations
pilotes permettent de construire une méthode de
travail et de faire émerger des réponses adéquates
économiquement et socialement, pour ensuite se
démultiplier sur d'autres sites.

Anthisnes (B) Pour les autorisations d'urbanisme, l'accent est mis sur les discussions en amont entre élus, techniciens et porteurs de projet, autant de fois que nécessaire pour aboutir à un projet cohérent, qui réponde aussi bien aux volontés du pétitionnaire qu'au projet de la collectivité sur l'évolution de ses paysages bâtis. Les projets doivent rester simples et qualitatifs, sans tape-à-l'œil.

Vorderwald (A) C'est la même chose chez nous.
Les règles d'urbanisme écrites sont très succinctes et se résument à peu de choses. Tout passe par la discussion pour que les constructeurs s'imprègnent de nos spécificités paysagères et de notre volonté collective.









territoire apporte sa réponse selon ses spécificités et avec une autonomie de décision importante qui permet une bonne réactivité. Les fonctions et les usages sociaux sont mis en adéquation et retrouvent une cohérence.

Ce départ par la très petite échelle est accessible et convaincant, il permet ensuite d'aller pas à pas vers des projets de plus grande envergure ou touchant des territoires plus vastes. L'essentiel est d'enclencher un mouvement et de prouver par l'exemple et l'expérience qu'il est possible de bouger et changer les habitudes. L'échelle rapprochée des projets augmente le niveau

d'exigence car il n'y a pas d'anonymat. Les personnes se connaissent, les responsabilités sont lisibles et les résultats immédiatement perceptibles. Cette transparence engage et peut ensuite inspirer d'autres échelles de territoire en partant d'expériences réelles.

La notion d'initiative locale n'est pas synonyme d'isolement, bien au contraire. L'ensemble des territoires visités sont ouverts aux territoires voisins, proches ou lointains, pour nouer des partenariats, prendre et donner des idées. Ils fonctionnent plutôt dans une logique de réseau à dimensions variables selon la nature des projets. Les spécificités culturelle, historique, réglementaire, administrative de chaque territoire emmènent vers des réponses toutes différentes, même si elles relèvent des mêmes volontés globales : comment bien vivre ensemble dans un territoire donné, dans un contexte de forts changements climatiques, sociétaux, énergétiques. Aucune uniformisation n'est possible, chaque société locale développera les solutions les plus diverses et inventives selon sa situation propre. Les enjeux sont très partagés et les réponses restent originales.

Sud Milan (I) Nous ne voulons pas créer de structures administratives lourdes et complexes. Les communes se regroupent et les partenariats se construisent selon chaque projet, sans administration fixe si ce n'est celle du parc agricole dont l'objectif de préservation des terres et de l'activité agricole est clair. Cette souplesse dans l'organisation des projets permet de travailler toujours à la bonne échelle et avec les interlocuteurs pertinents, au cas par cas.

Vorderwald (A) Nous fonctionnons aussi sur ce principe de groupement volontaire autour de projets ciblés. Nous défendons l'échelle de la commune, qui nous permet de garder des liens de proximité et de connaissance mutuelle, sans distance ni anonymat, et d'avoir des équipes réduites et réactives. Les objectifs de réduction de gaz à effet de serre et d'économies d'énergie s'imposent à tous. À partir de ces enjeux globaux, chaque collectivité développe sa propre réponse et se forme au contact des expériences des autres.

Beckerich (L) Des entreprises se sont créées sur le territoire de la commune pour répondre aux enjeux de l'approvisionnement énergétique durable et de la réduction de l'impact de la consommation énergétique sur l'environnement, dans la logique du projet collectif initial. Les recherches et les résultats s'adressent ensuite à d'autres collectivités et pays, à partir de l'expérience locale. Mont-Soleil Mont-Crosin (CH)
C'est pareil chez nous, le parc
solaire alimente la recherche à
l'échelle internationale à partir
des expérimentations effectuées
localement. L'opérateur énergétique
reproduit cette démarche
d'expérimentation avec le parc
éolien, qui permet de construire
une méthodologie éprouvée en
matière paysagère, économique et de
développement local. Elle fait ensuite
référence pour le montage d'autres
opérations ailleurs, en militant pour les
économies d'énergie avant tout.









# Le paysage accélérateur de nouvelles ambitions au service du bien commun

Cette réappropriation par les acteurs locaux du devenir de leur territoire permet de se sentir responsable des changements voulus. Les implications des actions menées sont réelles et vécues, elles donnent une sensation d'avancer qui nourrit la motivation et la volonté de poursuivre sur d'autres sujets. Cette boucle vertueuse partagée par toujours plus de monde aide à oser. Ce qui paraissait impossible devient réaliste. Les initiatives et les volontés trouvent un lieu où s'exprimer, et peutêtre se concrétiser.

Il ne s'agit pas d'idéaliser la situation car les difficultés

sont nombreuses, des obstacles apparaissent régulièrement au fil des projets. Il faut une très forte volonté pour avancer. Par ailleurs, le terme d' « acteurs » souvent employé peut faire croire à un groupe homogène, ce qui est faux. Généralement, quelques personnes militantes et engagées emmènent dans leur sillage un nombre toujours plus important d'habitants, d'élus, de professionnels et de partenaires au fur et à mesure des expériences et des réalisations. Rien n'est jamais abouti, parfait ni absolu, le parcours reste à construire et inventer sans cesse. Les erreurs sont possibles mais

Beckerich (L) La personnalité du maire qui a enclenché le mouvement est un point majeur du processus ; le fait qu'il ait eu plusieurs mandats pour inscrire son action dans la durée, également. Cependant, il a très tôt envisagé la continuité dans le temps long, indépendamment des mandats, notamment en accueillant des jeunes dans le conseil municipal pour qu'ils se forment aux côtés des plus expérimentés. La participation large des habitants vient nourrir ce processus.

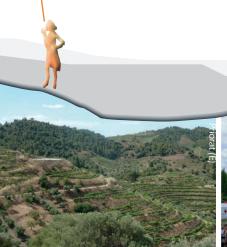
Vorderwald (A) C'est la même chose chez nous, l'autoformation de toute l'équipe d'élus est constante au fil des projets. La philosophie de départ n'est plus remise en cause car les fondements sont portés par tous, même lorsqu'il y a des changements de personnes. Une continuité de l'action est assurée naturellement.

Priorat (E) Avec l'association militante qui porte le projet de changement et d'affirmation du territoire, nous sommes très mobilisés, à toutes les échelles de projets, autant pour construire des actions et des méthodes que pour réagir à des interventions extérieures qui viendraient contrarier le projet local. C'est à la fois enthousiasmant et très prenant, impossible de s'engager à moitié!

Bassin minier (F) Dans notre territoire si vaste, complexe et meurtri par la fin de l'industrie minière, de nombreuses personnes portent le projet de Troisième révolution industrielle, fondée sur une économie décarbonée. Tous ne sont pas dans le mouvement mais les élus, associations, professionnels, entreprises, chargés de mission... qui y prennent part sont pleinement engagés dans la diffusion et la mise en place de ces nouveaux fonctionnements politiques et sociétaux.









elles font partie du processus et sont source d'apprentissage.

Malgré ces limites, le mouvement est croissant dans chaque territoire observé, son ampleur et son influence ne cessent de progresser, même si tout est perfectible et en évolution. La culture collective se renforce pas à pas, la fierté retrouvée et la preuve qu'il est possible de bien vivre dans le territoire s'accompagnent d'aménagements et de réalisations paysagères, urbaines, architecturales, agricoles, énergétiques... de qualité, soignées, efficaces, sans surenchère esthétique ni fi-

Sud Milan (I) Dans les parcs citoyens, nous développons la dimension festive et culturelle pour mobiliser, donner envie et montrer que le changement peut être bénéfique et positif. Rien de tel qu'une dégustation amicale pour dédramatiser et découvrir d'autres façons de faire sur le territoire. Ce processus aide à dépasser la peur du changement et à entrer dans un mouvement, à devenir acteur.

nancière. **Le bon sens, la simplicité et la frugalité sont au rendez-vous.** L'effort financier est placé là où il est le plus important, sans démesure.

Le fait de redonner un sens commun aux actions, aux projets, à la participation crée un bien-être, du plaisir, un plus grand respect. Il contribue à un apaisement.

Anthisnes (B) Nous essayons de nous rendre disponibles aux habitants, aux visiteurs extérieurs. La notion d'accueil est importante pour que chacun se sente bien et impliqué. Nous avons l'impression d'agir simplement, avec bon sens et cohérence. Du chemin a été parcouru mais pas question de s'endormir sur ses lauriers, il faut sans cesse remettre le travail sur le métier.

Mont-Soleil Mont-Crosin (CH) Nous sommes bien d'accord. Il y a beaucoup d'actions et d'outils à créer, de partenariats à nouer, de financements à trouver. Nous ne ménageons pas notre investissement. Pourtant, personne ne se décourage et un des volets importants de nos travaux est la convivialité, la parole libérée, la satisfaction de se retrouver et de partager de bons moments. Travail et plaisir ne sont plus séparés!

1175



# Les sept expériences visitées écoutées et analysées montrent que des solutions

sont mises en œuvre de longue date dans des territoires aux histoires, contextes, réalités économiques, culturelles et humaines différentes. Elles sont portées par des militants, avec un investissement personnel énorme. Elles sont encore isolées les unes des autres mais font sens et montrent toutes la même volonté de se prendre en main pour mettre en œuvre un développement véritablement durable à partir des ressources propres au territoire, imaginer de nouveaux fonctionnements économiques, sociaux, politiques, éthiques et faire face aux défis énergétiques, climatiques, culturels.

Rien ne prédestinait ces territoires à l'excellence, certains sont ruraux, d'autres périurbains ou urbains, en déprise ou sous pression, modestes. Les résultats sont tangibles et convaincants, ils montrent clairement une direction. Tous s'appuient fortement sur le paysage, même s'ils ne l'expriment pas systématiquement dans les discours. Le paysage appelle le soin, l'écoute mais aussi l'animation, la formation, la diffusion d'une culture partagée. Face aux évolutions souhaitables des modes de vie, il permet d'argumenter et de convaincre, de retrouver un sens du bien commun, de la réception sociale, de la désirabilité et du respect des gens. Les solutions mises en œuvre sont économes, frugales, simples et qualitatives. Dans ces territoires, le paysage est fédérateur, une évidence partagée, un facilitateur.

Ces retours d'expériences d'avant-garde (et il en existe beaucoup d'autres!) montrent un rapport au territoire plus ancré et solide, faisant confiance à l'humain. Pour le moment, ces initiatives se sont construites à partir des moyens et forces vives disponibles. Elles ne sont pourtant pas isolées ni anecdotiques, fleurissent un peu partout dans les territoires indépendamment des pays et des cultures. Elles sont le témoignage d'une transition de la société à grande échelle.

### exchanging views

# What the notion of landscape can add to sustainable local development

In contemporary culture, landscape is limited to pretty views, geological features, the physical traces of history, economics, technology and so on. It is merely one of many standard parameters used when interpreting sustainable development and ecological, energy, climate and community transition. These notions are generally expressed in terms of technical inputs, e.g. pollution, transport, energy production and economies, short circuits, biodiversity, etc. Transitions can sometimes seem inaccessible, disconnected from reality and everyday practice, and can take an unsettling form that results in apathy and even outright rejection. For many people, alarming reports can paralyze initiative and destroy morale in the face of the magnitude of the task and the feeling of having neither agency nor control. Other approaches must be formulated in order to more calmly enter the transition process, without fear of change; landscape could be one such approach, despite it not always being taken seriously on the basis of the urgency of the changes which need to be implemented. It is an affective approach, one which involves the senses, which is linked to lived experience; it changes the way people apprehend a territory and its future and can thus play a far more central role.

In those cases analysed, each territory and its relevant stakeholders were aware of the major challenges which they faced. They were, however, taking a dynamic approach to planning and action, without waiting for outside solutions. An approach led by landscape, culture and heritage etc. brings the possibility of having a stake in a lived and concrete reality. By focusing on local residents and the problems which affect their lifestyles, everyone knows on what and for whom they are acting. The point of view shifts, transitions become easier to apprehend, and thus more positive, with a marked impact on perceptions and attitudes. **Connections are forged between place, ways of living and global issues on the basis of something real, by acting on aspects which can be seen and lived.** 

Through landscape, notions of beauty, aesthetics and pleasure can reclaim a place not usually found in more technical, sector-specific approaches. Those issues which fall within the realm of the sensory are no longer incongruous nor awkward, rendering obsolete the limiting notion that, like religion and politics, they cannot be discussed. They acquire an important dimension and are potentially unifying They offer an alternative to expert-led approaches by the supposed gatekeepers of knowledge, a situation which inadvertently creates a hierarchy and a divide between learned and non-learned. Experts do remain important stakeholders to involve, but not at the top of a hierarchy and they are there to listen to the territory and its population. They should be there to propose but not to impose.

Moreover, the landscape reveals its own unique local and material resources, which may (once again) become a medium for local development. These unique features are not rigidly imposed but are part of an ongoing story and a history, an inextricable part of the local area, both familiar and accessible. With this constant attention to spaces and individuals, and mindful of the global challenges and issues, original

methods are being implemented. They involve renewed processes, partnerships, political and practical methods, a commitment to saving resources, and to work proactively to get the most simple but effective solutions to a given issue. This is a space where innovative and unexpected new ideas and proposals can spring up. This is a place for the ingenious and the inventive as well as the modest and the frugal.

Priorat (E) Development was at a standstill. Fortunately, imaginative winegrowers brought in a new perspective and showed us that the territory still had a future. The roots of the future were growing right beneath our feet! Our agricultural terraces were reinvented by combining a respect for history and innovation; they became an economic resource and created new, beautiful and productive landscapes which were environmentally friendly.

Mining Basin (F) For us too, prosperity was stagnant. Thanks to a change of perspective, our slag heaps, symbols of the end of mining activity, became beacons of new economic, sporting and cultural activities. Our damaged landscapes found colour once again and became part of a new development phase, firmly anchored in the transition process.

Sud Milano (I) The high quality of our soil has helped protect us from agricultural decline but, as was the case for you, farmers and locals are having to defend their landscapes and practices to prevent them from disappearing. The creation of national agricultural parks for our citizens was a way of inviting the city to be a part of sustainable development whilst highlighting our landscapes and our positive intentions, without amnesia.

Beckerich (L) When we became aware that we also needed to start acting locally to prevent climate change, we naturally started with what we have: the local population and their knowledge, culture, agriculture and water.

Beckerich (L), Anthisnes (B) If we hadn't taken action, our cultural heritage would have gradually vanished along with the loss of jobs around farming and agriculture, we could have become dormitory villages. We have restored economic and human value to our built landscapes, however modest or traditional, by revamping them and adapting them to new jobs and ways of life. On this basis, we have been able to turn around our existing development trajectories.

Anthisnes (B) The town has been boosted by the arrival of people of all ages and social classes, along with local businesses and services.

Vorderwald (A), Mont-Soleil Mont-Crosin (CH) We are very fond of our mountain landscapes, they are part of our DNA. So it was only natural that landscapes would be an integral part of our approach to tackling energy and climate transition, even if we haven't done it the same way, not least when it comes to wind turbines!

#### Mont-Soleil Mont-Crosin (CH)

Energy has become emblematic of our dynamism and our landscapes. The economy, innovation, research, tourism, agricultural diversification and activities for local residents are constantly developing. We all take great pleasure in inventing and sharing new projects.

Vorderwald (A) We have involved the local population in energy transition. They are very concerned about their quality of life and their landscapes, so they accept the tough choices that most of us have had to make: banning the construction of detached single dwellings in some areas to improve density; encouraging heritage building developments and energy-saving initiatives;

increasing the use of solar energy on buildings in preference to wind power; promoting the use of local wood for construction and heating, etc.

# Landscape as a method of extending and embracing our view of territory and related action

A landscape-led approach enables us to take a step back and look beyond the narrow confines of our own personal, everyday environment. The landscape does not stop at administrative borders, it connects contrasting scales: the very local, i.e. at the scale of the individual, and those long-range visions at a more collective scale. It simultaneously reveals a vision connected to both geological time and that of more recent, if not ephemeral, interventions. It brings together in a single space such diverse fields as town planning, agriculture, forestry, transport, habitat, planning and development, tourism, business, energy production, art, history, etc. Landscape cannot be reduced to one dimension and its natural multi-facetedness hence creates complexity and thus richness.

This plurality makes it easier to change viewpoints and to simultaneously take on board issues which are normally only treated in isolation, (and thus incompletely) as it rarely integrates any notion of multifunctionality. Taking the landscape as our frame of reference, the connections between all these areas become clearer as they are more easily deciphered

within the territory and understandable through grassroots-level experience, by all. By simultaneously taking account of contrasting temporalities we create a fertile situation: the very short timeframe for rapid action to change lifestyles and practices exists alongside the long view required for maturation and large-scale issues, extending beyond electoral terms of office and imposing the need for far more detached analysis.

In all the territories observed, the interdisciplinary and systemic approach disrupts existing processes. Individuals and issues which rarely encounter each other will end up working together, and therefore getting to understand and know each other better. This goes both for issues as well as the various bodies involved (elected representatives, the local population, professionals, administrative bodies, etc.), each championing their own prerogatives and responsibilities: elected representatives following the political agenda, the local population working to protect its environment, businesses supporting economic growth, etc. This overview and this coherence between the various areas creates an understanding of how things interrelate, giving a clearer vision of the areas in which action is required, with an awareness and respect for work which has already been undertaken. Thus the planning process can be set in motion as it is clear where and with whom to begin. The exchange of views enables different methods to emerge, facilitating simpler solutions which work at different levels, thus saving energy and resources. That which still works and makes sense is retained, whilst acting on areas for improvement by imagining new and more appropriate solutions for our current society; the continuities between the past, present and future then become quite natural.

Vorderwald (A) The new approach to local landscapes and resources, combined with modern techniques and expectations has changed everything! Functionality, technology, thinking, ways of life. The common good is central, landscapes are transforming without losing their unique character, architecture creates a new,

solidly-rooted identity which is mindful of the past. All of this brings us new prosperity with diversity and a wealth of new opportunities.

Priorat (E) We had the same idea, but we came up with different answers. As the landscape has once again become a common founding value, it has helped decision-making and has guided genuine initiatives in a wide range of fields. For example, the slow living movement, rugged terrains, the importance of becoming immersed in the landscape as one travels the through it, etc. have encouraged us to resist those activities or developments which might disrupt these values. This is the end of road as a racetrack, roads remain narrow, motor vehicle accessibility is not a given, tourism does not impose planning decisions and has to compromise!

Beckerich (L) Being part of the International Climate Alliance has had repercussions at all levels and in all fields: financial and practical support for local citizens to adapt their homes, creating heating networks, ground-breaking public buildings, developing cooperative projects, re-using agricultural waste, creating businesses to provide practical solutions, etc. We have workable responses to almost all issues, creating a culture of training and employment and giving direction to energy transition.

Mont-Soleil Mont-Crosin (CH) Here too, we love our landscapes, and they guide everything we do. Wind turbines have become emblematic of our involvement in our energy transition and their promotion as a tourist feature has impacted directly on the local economy, supporting farming activities, educating children and adults, emphasising energy-saving initiatives, giving rise to festivals, mobilising existing knowledge and promoting high-quality, energy-efficient planning initiatives which encourage the discovery of our landscapes. The wheel has come full circle!

Mining Basin (F) We have been looking into the health and well-being of local residents, leading them to get involved in sporting activities. They are therefore connecting with local and regional facilities and infrastructures, particularly the transformation of horseriders on off-road routes. Food-related initiatives have raised awareness of agriculture, low food miles, preservation of agricultural land and the local economy. A number of important issues can spring from one current issue.

Sud Milano (I) We have also worked on alternative transport and public transport to reconnect the countryside with the town, to bring together different population groups, to promote the unique natural and agricultural features of local living spaces and to support a local economy which is undergoing reconstruction. The local population have since come to see agriculture as part of parcel of the town.

Anthisnes (B) We have tried to welcome new residents, this is just part of a process and not an aim in itself. Integrating population groups into the town centre, into the attractive areas, has helped to consolidate businesses, services and activities, which has resulted in a more settled population and a better quality of life which supports local residents, with ever more activities and diversity. This has been a very satisfactory initiative.

Mining Basin (F) We have also built on our inherited landscapes. We have capitalised upon the opportunities offered by disused industrial sites to develop new uses and functions for them: eco-friendly businesses, educational activities, culture, sport etc. This process is creating jobs and services, and has released decent and energy-efficient homes onto the market. The territory is huge and there is a lot to do, but a movement is now in motion.

# Involving and appropriating projects facilitated by the landscape

The landscape-led approach raises awareness amongst residents and elected representatives that they are living in a unique area, even if it is economically or touristically undervalued. Its own characteristics, not found elsewhere, make it worthy of interest and attention. It is a matter of rediscovering the richness of ordinary places, places which go unnoticed due to force of habit, inattention or because they are not seen as "sites of exceptional interest". Expertise may come from the territory itself but it is always enhanced by an outside perspective. The experiences analysed all benefited from this at a point in their transition process. This fresh perspective enabled the rediscovery, rereading and emphasising of forgotten values, an important stage in the commencement or the increased efficacy of their actions.

This outside perspective is not the only driver of change: local vision remains crucial. Everyone lives and evolves within a landscape, can give their opinion and can therefore provide real expertise on their territory, from their individual position. The landscape has the power to bring together people from different cultures, profiles, social classes and generations. All residents, even those without specific skills, can contribute to the debate and discuss the landscapes in which they are living, with their knowledge of the recent or more distant past and the realities of daily life, and their wishes for future change. This chain of participation creates safeguards against initiatives which are inappropriate for the territory and landscapes. The citizen's voice is always situated within a wider collective process of finding relevant, realistic

and pragmatic initiatives, with challenging and even difficult decision-making, which must remain coherent at all levels. Changes to the system come gradually, but at each stage, it reveals the decision-makers' willpower, the tenacity and resolve. The challenge is to overcome individualism and rediscover the sense of common good; this involves accepting changes and all individuals taking responsibility for the implementation of plans in accordance with their own areas of interest. The potential for action gives people confidence and this confidence is then extended to others. These notions of empowerment, values, pride and common good are defended by all the territories analysed.

In this process, which changes decision-making and power relationships, everyone's roles (elected professionals, representatives, associations, administrative bodies, etc.) are clearly identified and complementary. It is not simply about giving an opinion, but listening to those of others, taking on board convergence, dissent, desires, needs, etc. to take part in the projects which will flow from them. This helps build a feeling of belonging within a firmly-rooted community, whilst initiatives remain at an appropriable level, and are therefore understood and accepted. People get to know each other through the projects, social relationships are re-forged on the basis of concrete factors, they become simpler and more direct.

Beckerich (L) The watchwords for everything that has happened for us over the last thirty years are "consultative committee". This governance body has given the local population power and a place, invited them to propose projects, think-tanks and actions and to get involved both independently and alongside their elected representatives. This has enabled elected representatives, businesses and the local population to come together around workable initiatives which enrich our landscapes and quality of life whilst promoting positive mutual understanding.

Vorderwald (A) Working together and getting to know each other is indeed a great method! Local residents and businesses, already very much used to taking part in community life, can take their investment further, for instance with the e5 program for enhancing global energy-efficiency. Through the proliferation of these initiatives, the demand level across the region increases. Here too, these associations emerging from civil society are completely independently supporting local initiatives and with great freedom of speech.

Anthisnes (B) Locals know exactly where to go when they come up with a project. As their elected representatives, we are there to listen to them without acting to implement anything on their behalf. When they are working for the good of the community, we support them materially or logistically until the projects become self-sustaining. Thanks to this open-door policy, initiatives are thriving and local residents are taking ownership of this dynamic community momentum. Responsibilities are shared! The "Anthisnes en Transition" group is a great example of this.

Mining Basin (F) Popular education initiatives have been a great tool for involving local residents and organisations. They have enabled us to pull together all different kids of people, based on the questions each brings. CERDD's network of sustainable development ambassadors relies on the territory's stakeholders, in a spirit of co-training and discovering resources, landscapes and expertise. A local culture is gradually spreading out, with partnerships and the pooling of resources occurring around these encounters.

Priorat (E) Here, residents and local bodies are at the root of transforming the territory. Taking a landscapeled approach, they are defining for themselves the values which they share and the prospects for change and are rebuilding for themselves a common culture based on respect for their territory and their capacities for positive living within it. Associations, professionals

and elected representatives get together within the forums to debate these values, each bringing their own unique contribution.

Mont-Soleil Mont-Crosin (CH) Far from rejecting wind turbines, farmers are really making use of them, using the issue to diversify their activities by connecting up agricultural production, landscapes, the transition process, the changing territory, product quality and hospitality. They are becoming ambassadors for new forms of energy by entering into contact with the public in an open and friendly debate which is free from political cant.

Sud Milano (I) More and more farmers are opening their doors to citydwellers, schools and families to help raise awareness of their practices, landscapes, products, the fragility of their sites, biodiversity and so on. This is helping to build a collective conscience and mutual respect. Armed with this greater awareness and information, local residents are changing their behaviours around food and leisure and their purchasing and consumption habits.

A responsible and independent local initiative fostered through the close connection between people and their landscape

As evidenced in the three previous points, the local population and society are becoming far more mindful of the territory in which they live, prompting the widespread mobilisation of local stakeholders at the level of living spaces and transport, public services, the local economy, businesses, culture, etc. The initiative springs from the territory, with the people directly involved, with relatively modest human and financial resources, and through partnerships built on a case-by-case basis. It is supported by a whole raft of different population groups: citizens within associations, professionals, businesses, etc. The rules are devised by local stakeholders in response to the real and specific needs of the territory, based on locally available human and physical resources. In this context, a deep understanding of the landscapes is absolutely vital.

On the basis of their actions, overlying policies (e.g. regional and national) can then be applied to support, consolidate and distribute tools and methods in response to locally-expressed intentions: not as a substitute for them but rather in a spirit of cooperation. In response to a widely-held common objective (e.g. energy efficiency or the pursuit of a sound local economy), each territory comes up with its own solutions, appropriate to its individual situation. Independent decision-making here results in a more agile process. Functions and social uses are aligned, creating coherence.

Starting on a very small scale makes things accessible and convincing, paving the way for projects of larger scope or geographical area. What is crucial is that progress gets underway, proving through example and experience that action is possible and habits can change. The more local scale of projects increases the level of demand as there is no anonymity. People know each other, responsibilities are clear and the results immediately perceptible. This transparency can then involve and inspire other territory scales on the basis of real-life experience.

The notion of local initiative is not synonymous with isolation, quite the contrary. All of the territories visited are open to neighbouring territories, whether near or far, to forge partnerships and exchange ideas. **They function like networks that can vary their dimensions according to the nature of the project.** 

The different cultural, historical, regulatory and administrative features of each territory will give rise to completely different responses, despite springing from the same global aims: how to live well together within a given territory, in a time of dramatic changes to our climate, society, etc. There is no one-size-fits-all solution: each local society will develop highly diverse and inventive responses to their individual situation. **The challenges are highly diverse and responses original.** 

Priorat (E) The experience of local stakeholders taking ownership of the territory is part of a rigorous management plan, promoted at international level by nomination for UNESCO-protected status under the evolving, living landscapes category. This step would consolidate the local sense of purpose regardless of the outcome of the nomination and has resulted in the creation of a sound territorial design plan.

Mining Basin (F) We already have UNESCO status and need to upgrade the considerable expanse of our now dilapidated housing stock. It is a matter of reconciling the demands of social services, potentially vulnerable residents, and a respect for cultural heritage whilst attempting to tackle fuel poverty with high performance in often outdated buildings. Pilot schemes help determine working methods and find socially and economically appropriate responses which can then be rolled out across other sites.

Anthisnes (B) For planning consent, the emphasis is on upstream discussions between elected representatives, engineers and project owners, as many times as necessary to ensure a coherent planning outcome which responds to both the applicant's wishes and those of the community when it comes to making changes to the built landscape. Planning solutions need to be simple and qualitative, without resort to gimmickry.

Vorderwald (A) We have had exactly the same experience. Written urban planning regulation is highly succinct and doesn't amount to a great deal. It is only through discussion that builders come to understand the specific requirements of our landscape and collective vision.

Sud Milano (I) We don't want to create cumbersome and complicated administrative structures. Districts come together and partnerships are forged on an ad hoc basis for each project, without a fixed management structure other than that of the Agricultural Park whose aim of preserving agricultural land and activity is clear. This agility when it comes to project organisation means always being able to work at the right scale and with the relevant parties, on a case-by-case basis.

Vorderwald (A) We also organise on the basis of self-determining groups working on targeted projects. We promote working at district level, which means we retain the benefits of local links and mutual understanding, without distance or anonymity, and working with smaller, more agile teams. Reducing greenhouse gases and increasing energy efficiency are issues which we all

face. With this global perspective in mind, each local community comes up with its own response and learns through awareness of others' experiences.

Beckerich (L) Businesses have been set up within the commune's territory to respond to the challenges of sustainable energy provision and reduce the impact of energy consumption on the environment, as part of the initial collective project. The research and results may then be relevant to other local communities and countries, on the basis of local experience.

Mont-Soleil Mont-Crosin (CH) The same goes for us: our solar power station feeds into international-level research based on locally-conducted experiments. The energy company is reproducing this experimentation initiative with the wind farm, which is contributing to a methodology with proven results for landscape, economy and local development alike. It then becomes a benchmark for other work elsewhere, primarily advocating energy savings.

A responsible and independent local initiative fostered through the close connection between people and their landscape

In reappropriating the future of their territory, local

stakeholders gain a sense that they are responsible for the changes they want to see. There are real, lived consequences to actions taken, giving a sense of progress which creates the motivation and determination to work on other issues. **This virtuous circle shared by an increasing number of individuals gives hope for the future.** That which once seemed impossible becomes realistic. Wishes and initiatives find a place where they can be expressed and may be turned into reality.

We must not idealise the situation as the difficulties are legion, with obstacles regularly springing up throughout the course of projects. A strong force of will is required to make progress. Moreover, the oftused term «stakeholders» can give the impression of a homogeneous group, which is not the case. What usually begins with a small group of highly committed activists, becomes, as experiments and initiatives are gradually implemented, an increasing number of residents, elected representatives, professionals and partners drawn into their wake. Nothing is ever finished, perfect nor set in stone, the way forward still needs to be endlessly forged and formulated. Mistakes are possible but they are part of the process and indeed a way of learning.

Despite these limitations, this movement is growing in each of the territories observed, its scope and influence continue to grow, even though everything is still a work in progress, with room for improvement. The collective culture gathers strength as it gains momentum; along with a renewed sense of pride and the proof that it is possible to live well within the territory come landscape, urban, agricultural, and energy-related planning initiatives and projects, all of good quality, carefully thought-through, without either financial or aesthetic overkill. Practicality, simplicity and frugality are the order of the day. Financial outlay goes where it most important, without excess.

The fact of imbuing plans, projects and participation

with a renewed sense of common purpose generates wellbeing, happiness and greater respect. It has a calming effect.

Beckerich (L) The personality of the mayor who began the movement has been a key factor in the process, as is the fact that he had several political terms in which to implement sustainable action. However, he was focused the long-term right from the start, regardless of his own terms of office, by for example welcoming young people to the local council to be trained alongside more experienced colleagues. The wider participation of the local population contributed to this process.

Vorderwald (A) We have had the same experience: our elected representatives have continued the process of self-education throughout all of our projects. The founding principles are no longer questioned, as the values are shared by all, even when the individuals involved change. This ensures a natural continuity of action.

Priorat (E) Through the active association which promotes the initiative for territorial change and enhancement, we are highly active, at all planning levels, when it comes to both devising actions and methods and to responding to external interventions which might work contrary to local plans. It is both inspiring and absolutely all-consuming, it is impossible to do it half-heartedly!

Mining Basin (F) Within our territory, which is so vast, complex and damaged by the end of the mining industry, many individuals are involved in planning the Third Industrial Revolution, based on a low-carbon economy. Not everyone is part of the movement, but those elected representatives, bodies, professionals, businesses and other official representatives who are involved in it are fully committed to disseminating and implementing these new political and social procedures.

Sud Milano (I) In our national parks, we are promoting the festive and cultural side of things in order to motivate and inspire people, and to demonstrate that change can be beneficial and positive. There's nothing like a friendly food and drinks event to help allay people's fears and discover new ways of doing things within the territory. This process helps to move beyond the fear of change and enter into a movement, become an active participant.

Anthisnes (B) We try to make ourselves approachable to the local population and to visitors from outside. Being welcoming is important so that everybody is happy and feels involved. We feel that we are acting straightforwardly, with practicality and coherence. We have covered plenty of ground, but we certainly cannot rest on our laurels, the area requires constant work and attention.

Mont-Soleil Mont-Crosin (CH) We absolutely agree. There are plenty of plans to implement and tools to create, partnerships to be forged and finances to levy. We are not neglecting the issue of investment. However, no one is disheartened and one of the major areas of our work is conviviality, free speech, and the satisfaction of coming together and sharing good times. Work and pleasure are no longer separate!

# The seven experiences that were visitedalistened to and

analysed show that solutions have long been implemented throughout territories with different histories, contexts, and economic, cultural and human realities. They have been led by activists, with tremendous personal investment They are still isolated from each other but they make sense and all show the same willingness to take ownership of their situation to implement genuinely sustainable development on the basis of each territory's own resources, imagining new economic, social, political and ethical ways of working and facing up to energy, climate and cultural challenges.

Nothing predestined these territories for excellence, some are rural, others suburban or urban, abandoned or under pressure, modest even. Yet the results are tangible and convincing, clearly showing a direction. All are heavily reliant upon the landscape, even when this is not always overtly acknowledged in their views. The landscape calls for not just the help and the attentive ear but also the organisation, formation and dissemination of a shared culture. In the face of desirable lifestyle changes, it enables debate and persuasion, the rediscovery of a sense of common good, social acceptance, desirability and human respect. The solutions implemented are efficient, frugal, straightforward and qualitative. In these territories, the landscape unifies, it is a shared evidence, a facilitator.

This pioneering feedback, (of which there is so much more!), demonstrates a more sound and firmly-established relationship with territory, fostering confidence in human endeavours. For the time being, these initiatives have been built on the basis of the available means and stakeholders. They will demand to be better identified and disseminated, networked to demonstrate levers and to expand into other territories, whilst retaining the rich resources of the inherently diverse landscapeled approach.

## colophon

Éditeur :

Collectif Paysages de l'après-pétrole

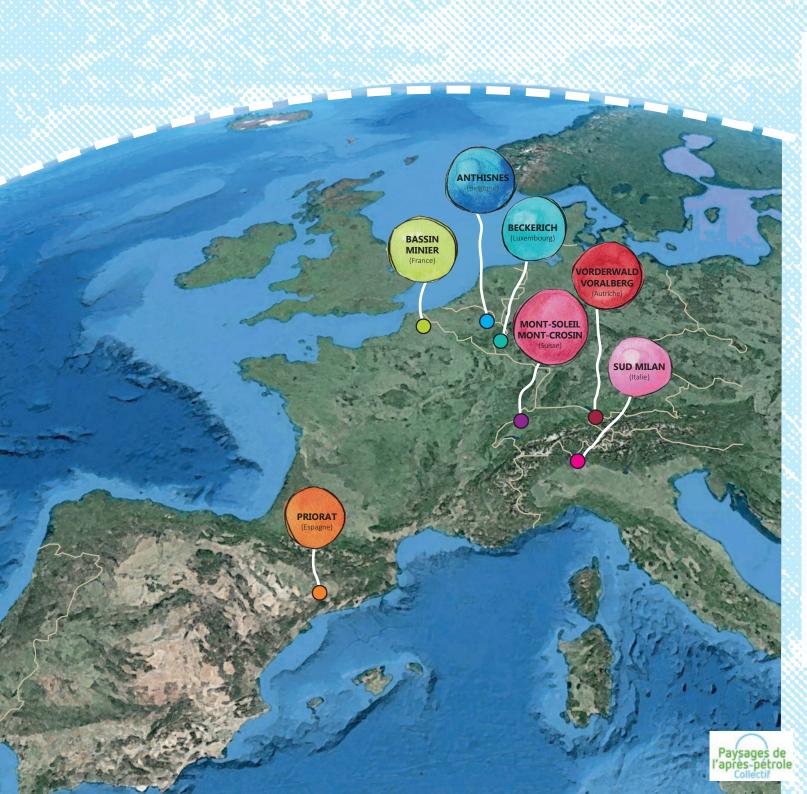
Imprimé en 200 exemplaires, par www.imprimeurecologique.com en septembre 2019.

Dépôt légal : octobre 2019 N°ISBN : 978-2-9568497-1-1

Informations et contacts:

Association Collectif Paysages de l'après-pétrole - La Bergerie - F-95710 CHAUSSY contact@paysages-apres-petrole.org www.paysages-apres-petrole.org +337 66 24 42 73 / +331 34 67 91 23

Auteurs (textes, illustrations, mise en page):
Armelle Lagadec & Mathilde Kempf
contact@lagadec-kempf.eu
www.lagadec-kempf.eu
+336 62 37 55 36 / +333 70 99 50 99



Sept territoires européens engagés de longue date dans les transitions et les paysages ont été repérés, visités et analysés pour rendre compte de la réalité du terrain, comprendre les contextes et les processus mis en œuvre localement.

#### Ces expériences paysagères européennes :

- montrent concrètement que les paysages de l'après-pétrole sont une réalité qui répond de façon constructive et opérationnelle à l'urgence des transitions sociétales, énergétiques et écologiques ;
- peuvent alimenter les initiatives locales ou nationales de développement durable par le paysage, grâce à la connaissance et l'analyse d'expérimentations avérées;
- démontrent qu'un réseau potentiel de territoires en transition, avec et par le paysage, existe à l'échelle européenne et qu'il est riche des spécificités de chacun et de complémentarités fertiles;
- illustrent et corroborent les principes du manifeste qui fonde l'action du Collectif Paysages de l'après-pétrole, en présentant des méthodologies qui apportent des contributions significatives aux enjeux d'une société décarbonée.

Les expériences menées par ces territoires en transition montrent qu'une évolution de nos modes de vie et d'actions est possible!

Ces études de cas sont portées par le Collectif Paysages de l'après-pétrole avec le soutien du Ministère de la Transition écologique et solidaire et de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme.





